

RAPPORT D'ÉVALUATION DU 2^E CYCLE

Université Gustave Eiffel

CAMPAGNE D'ÉVALUATION 2024-2025

VAGUE E

Rapport publié le 01/02/2026

Au nom du comité d'experts :

Laurence Rodier, présidente du comité

Pour le Hcéres :

Coralie Chevallier, présidente

En application des articles R. 114-15 et R. 114-10 du code de la recherche, les rapports d'évaluation sont signés par le président du comité d'experts et contresignés par le président du Hcéres.

Sommaire

Avant-propos	4
Liste des formations évaluées	4
Domaine Arts, lettres, langues :	4
Domaine Culture :	4
Domaine Droit, économie, gestion :	4
Domaine Sciences humaines et sociales :	5
Domaine Sciences, technologies, santé :	5
Organisation de l'évaluation	6
Rapport du 2^e cycle	7
Présentation de l'offre de formation du 2 ^e cycle	8
Analyse globale de l'offre de formation du 2 ^e cycle	9
La politique et l'architecture de l'offre de formation du 2 ^e cycle	9
L'accompagnement des étudiants du 2 ^e cycle à la réussite	10
L'adossement des formations du 2 ^e cycle à la recherche	11
La professionnalisation des formations du 2 ^e cycle	12
L'internationalisation des formations du 2 ^e cycle	13
Le pilotage et l'amélioration continue des formations du 2 ^e cycle	14
Conclusion	15
Points forts	15
Points faibles	15
Recommandations	15
Points d'attention sur les formations	16
Avis d'accréditation des formations du 2^e cycle	17
Rapports des formations du 2^e cycle	25
Observations de l'établissement	133

Avant-propos

Le présent rapport est le résultat de l'évaluation de la politique et de la mise en œuvre de l'offre de formation du 2^e cycle de l'université Gustave Eiffel pendant la période de référence de l'évaluation (2018-2023), et cela au regard des politiques publiques de l'enseignement supérieur. Il est à noter que la période sur laquelle portent les données de cette évaluation (2020-2023) a été affectée par la crise sanitaire liée à la COVID-19 et par la mise en place de plusieurs transformations de l'enseignement supérieur, dont certaines concernent le 2^e cycle (admission en master, etc.) et sont, pour une partie encore, en cours de déploiement.

Cette évaluation repose, d'une part, sur les dossiers d'autoévaluation de chaque formation du 2^e cycle de l'établissement, et d'autre part, sur des auditions menées en visioconférence et comprenant un entretien avec les équipes du pilotage politique et administratif des formations, et des entretiens avec des panels de formations représentatifs de l'offre de formation, choisis conjointement et collégialement par le Hcéres et l'université.

Ce rapport contient le rapport d'évaluation de la politique et de la mise en œuvre de l'offre de formation du 2^e cycle, et les rapports d'évaluation des formations qui composent le 2^e cycle et qui sont listées ci-après. Il inclut également, à la suite du rapport du cycle, le tableau des avis relatifs à l'offre de formation du 2^e cycle en demande d'accréditation pour le contrat 2026-2030.

Liste des formations évaluées

Domaine Arts, lettres, langues :

- *Master Arts, lettres et civilisations*
- *Master Langues étrangères appliquées*
- *Master Métiers du livre et de l'édition*
- *Master Traduction et interprétation*

Domaine Culture :

- *Diplôme d'État d'architecte (DEA)*

Domaine Droit, économie, gestion :

- *Master Comptabilité - contrôle - audit (co-accréditation avec l'université Paris-Est Créteil)*
- *Master Économie de l'entreprise et des marchés*
- *Master Économie internationale (co-accréditation avec l'université Paris-Est Créteil)*
- *Master Économie sociale et solidaire*
- *Master Études européennes et internationales (co-accréditation avec l'université Paris-Est Créteil)*
- *Master Finance (co-accréditation avec l'université Paris-Est Créteil)*
- *Master Gestion des ressources humaines (co-accréditation avec l'université Paris-Est Créteil)*
- *Master Management (co-accréditation avec l'université Paris-Est Créteil)*
- *Master Management de l'innovation*
- *Master Marketing, vente (co-accréditation avec l'université Paris-Est Créteil)*

- Master *Politiques publiques* (co-accréditation avec l'université Paris-Est Créteil)
- Master *STAPS : management du sport*
- Master *Tourisme*

Domaine Sciences humaines et sociales :

- Master *Géographie* (co-accréditation avec l'université Paris-Est Créteil)
- Master *Histoire*
- Master *Intelligence économique*
- Master *Philosophie*
- Master *Science politique* (co-accréditation avec l'université Paris-Est Créteil)
- Master *Sciences sociales*
- Master *STAPS : activité physique adaptée et santé* (co-accréditation avec l'université Paris-Est Créteil)
- Master *Transport, mobilités, réseaux* (co-accréditation avec l'École nationale des ponts et chaussées - ENPC, l'université Paris-Est Créteil, et l'Institut Polytechnique de Paris)
- Master *Urbanisme et aménagement* (co-accréditation avec l'université Paris-Est Créteil)
- Master *Ville et environnements urbains* (co-accréditation avec CY Cergy Paris Université)

Domaine Sciences, technologies, santé :

- Master *Actuariat*
- Master *Chimie* (co-accréditation avec l'université Paris-Est Créteil)
- Master *Électronique, énergie électrique, automatique* (co-accréditation avec le Conservatoire national des arts et métiers)
- Master *Génie civil* (co-accréditation avec l'École nationale des ponts et chaussées)
- Master *Génie industriel*
- Master *Génie urbain*
- Master *Géomatique*
- Master *Informatique*
- Master *Mathématiques et applications* (co-accréditation avec l'université Paris-Est Créteil)
- Master *Mécanique* (co-accréditation avec l'université Paris-Est Créteil)
- Master *Qualité, hygiène, sécurité*
- Master *Risques et environnement*
- Master *Sciences et génie des matériaux* (co-accréditation avec l'université Paris-Est Créteil et l'École nationale des ponts et chaussées – ENPC)

Organisation de l'évaluation

L'évaluation du 2^e cycle de l'université Gustave Eiffel a eu lieu à l'automne 2024.

Le comité d'experts était présidé par Mme Laurence RODIER, maîtresse de conférences en chimie à l'université Clermont Auvergne. La vice-présidence du comité a été assurée par Mme Esther DEHOUX, maîtresse de conférences en histoire à l'université de Lille.

Ont également participé à cette évaluation :

- Mme Martine ATGÉ, professeure agrégée du second degré en sciences de gestion à l'université de Haute-Alsace ;
- Mme Patrizia BERTRAND, professeure des universités en études italiennes à l'université Grenoble Alpes ;
- Mme Isabelle BORIES-AZEAU, maîtresse de conférences en sciences de gestion et du management à l'université de Montpellier ;
- Mme Sylvie CALAS-ÉTIENNE, maîtresse de conférences en physique à l'université de Montpellier ;
- Mme Géraldine CASAUX-GINESTET, professeure des universités en génie civil à l'école nationale supérieure d'architecture et de paysage de Bordeaux ;
- Mme Florence COURTOIS, maîtresse de conférences en biologie à l'université Grenoble Alpes ;
- M. Régis DECRESSAIN, maître de conférences en physique à l'université de Lille ;
- Mme Véronique DES GARETS, professeur des universités en sciences de gestion et du management à l'université de Tours ;
- M. Marc DUMONT, professeur des universités en urbanisme à l'université de Lille ;
- M. Guillaume LAYES, maître de conférences en énergétique à l'université de Franche-Comté ;
- Mme Valérie LE FLOCH, professeure des universités en psychologie à l'université Toulouse – Jean Jaurès ;
- M. Samuel MERCIER, professeur des universités en sciences de gestion et du management à l'université de Bourgogne ;
- M. Christophe MIQUEU, professeur des universités en philosophie à l'université de Bordeaux ;
- M. Nassime MOUNTASIR, doctorant en informatique à l'université de Strasbourg ;
- M. Gilles PANNAUX, retraité, ancien directeur adjoint et financier d'un organisme HLM ;
- Mme Cléa PATIN, maîtresse de conférences en études japonaises à l'université Jean Moulin – Lyon 3 ;
- M. Victor PÉRON, maître de conférences en mathématiques à l'université de Pau et des Pays de l'Adour ;
- Mme Cécile RAILLARD, maîtresse de conférences en énergétique à Nantes Université.

M. Jean-Claude PLENET, conseiller scientifique, et Mme Gaëlle DEQUIREZ, chargée de projet, représentaient le Hcéres.

Rapport du 2^e cycle

Présentation de l'offre de formation du 2^e cycle

L'université Gustave Eiffel est un établissement public expérimental depuis 2020 issu de la fusion de l'ex-université Paris-Est Marne-la-Vallée (UPEM), l'Institut français des sciences et technologies des transports, de l'aménagement et des réseaux (IFSTTAR), l'École des ingénieurs de la ville de Paris (EIVP), l'École nationale supérieure d'architecture Paris-Est (ENSA Paris-Est), l'École nationale des sciences géographiques (ENSG-Géomatique), l'École supérieure d'ingénieurs en électronique et électrotechnique de Paris (ESIEE). Son offre de formation du 2^e cycle couvre un large spectre disciplinaire et comprend 41 formations, dont 40 mentions de masters (M) et un *Diplôme d'État d'architecte* (DEA). Elle regroupe plus de 3 700 étudiants, dont 3 500 en master (3 545 en 2022-2023) et environ 200 étudiants en *Diplôme d'État d'architecte*. Outre celui-ci relevant du domaine Culture, l'offre de formation de master se répartit de manière presque équilibrée entre les domaines Arts, lettres, langues (ALL) avec quatre mentions comptant 9 % des inscrits ; Droit, économie, gestion (DEG), avec 12 mentions comptant 35 % des inscrits ; Sciences, technologies, santé (STS) avec 13 mentions comptant 29 % des inscrits ; et Sciences humaines et sociales (SHS) avec 10 mentions comptant 27 % des inscrits.

Les formations du 2^e cycle sont dispensées au sein :

- des deux établissements-composantes : l'EIVP, comptant deux masters et une centaine d'inscrits dans les domaines STS et SHS, l'ENSA Paris-Est portant un *Diplôme d'État d'architecte* (DEA) dans le domaine de la culture,
- de l'École d'urbanisme de Paris (EUP) portant deux masters en SHS,
- de trois instituts : l'Institut d'électronique et d'informatique Gaspard-Monge (IGM) portant trois masters en STS, l'Institut francilien d'ingénierie des services (IFIS) comptant cinq masters et 600 inscrits en DEG, SHS et STS, et l'Institut francilien de sciences appliquées (IFSA) comptant six masters et 420 inscrits en STS,
- de six unités de formations et de recherche (UFR) : l'UFR Sciences humaines et sociales (SHS) comptant sept masters en DEG et SHS et 850 inscrits, et cinq autres UFR ayant une centaine d'inscrits chacune : l'UFR Lettres, arts, création et technologies (LACT) portant deux masters en ALL (dont un avec l'UFR Langues, cultures et sociétés) ; l'UFR Langues, cultures et sociétés (LCS) portant trois masters en ALL (dont un avec l'UFR LACT) ; l'UFR Mathématiques (MATHS) portant deux masters en STS ; l'UFR Sciences économiques et gestion (SEG) portant sept masters en DEG ; l'UFR Sciences et techniques des activités physiques et sportives (STAPS) avec deux masters en DEG et SHS.

Une partie conséquente de l'offre du 2^e cycle de l'université Gustave Eiffel (au total 19 masters) est délivrée en co-accréditation avec d'autres établissements, en grande majorité avec l'université Paris-Est Créteil (17 mentions), mais également avec l'École nationale des ponts et chaussées (3 mentions), avec l'Institut Polytechnique de Paris (1 mention), avec CY Cergy Paris Université (1 mention) et, enfin, avec le Conservatoire national des arts et métiers (1 mention).

Dans le cadre de l'appel à projets Initiatives d'excellence du Programme d'investissements d'avenir (PIA), l'université Gustave Eiffel est lauréate du projet I-SITE FUTURE, ayant pour objet de porter l'ambition de l'université Gustave Eiffel d'être l'établissement de référence sur la thématique des villes et des territoires durables aux niveaux national et international.

L'université Gustave Eiffel déploie également le projet Graduate Programs for Doctoral Studies (GP-DS), qui a pour objectif de développer des enseignements transversaux, pluridisciplinaires dans différents masters, de favoriser l'initiation à la recherche et de renforcer le lien master-doctorat. Ce projet, lauréat de l'appel à projets Structuration de la formation par la recherche dans les initiatives d'excellence (SFRI) du PIA, est porté par l'université Gustave Eiffel en lien avec l'université Paris-Est Créteil, l'École nationale des ponts et chaussées et le Centre national de la recherche scientifique. Quatre Graduate Programs sont ainsi créés : Méthodes digitales pour la ville intelligente (GP DIGIS), Futurs urbains (GP Urban Future), Systèmes et objets connectés (GP CODS) et Mathématiques et informatique (GP Bézout).

Lancé en septembre 2023, le programme Formation continue pour la ville durable (ForcoVD) est lauréat de l'appel à projets Accélération des stratégies de développement des établissements d'enseignement supérieur et de recherche de France 2030. Il vise à introduire dans les formations du 1^{er} et du 2^e cycle des modules de sensibilisation au développement durable (DD) et à la responsabilité sociétale (RS), l'objectif étant d'atteindre une certification ou une labellisation DD&RS.

Enfin, l'université Gustave Eiffel fait partie et coordonne l'alliance PIONEER, un réseau européen composé avec dix autres universités complémentaires dans le domaine des sciences sociales et des sciences de l'ingénieur, proposant toutes des formations liées aux villes de demain.

Propos liminaire

Les dossiers d'autoévaluation (DAE) déposés par l'établissement pour certaines formations affichent un manque important de données quantitatives et/ou qualitatives dont l'analyse n'a alors pu être menée sur tout ou partie des critères d'évaluation.

Analyse globale de l'offre de formation du 2^e cycle

L'université Gustave Eiffel propose une offre de formation du 2^e cycle qui couvre l'ensemble des domaines disciplinaires, mais la lisibilité de son architecture gagnerait à être améliorée en renforçant les liens entre ses composantes. D'une manière générale, le comité a du mal à comprendre l'articulation, dans le pilotage des formations du 2^e cycle, entre la présidence et les composantes d'une part, et les composantes et les responsables de formations d'autre part, les composantes n'étant que très peu évoquées dans le rapport d'autoévaluation de l'université Gustave Eiffel et dans les dossiers d'autoévaluation des formations du 2^e cycle.

La professionnalisation des formations est, sans aucun doute, le point fort du 2^e cycle, avec un déploiement de l'alternance dans un grand nombre de mentions, une participation significative des professionnels aux enseignements, et des méthodes pédagogiques favorisant la mise en situation professionnelle des étudiants.

La thématique phare de l'université Gustave Eiffel sur la ville et les territoires durables portée par le projet I-SITE FUTURE est relativement bien reçue par les équipes pédagogiques du 2^e cycle, sans toutefois qu'une réelle coordination soit mise en place au niveau de l'université Gustave Eiffel. Les composantes et les responsables de formation s'approprient donc individuellement cette trajectoire, en s'emparant, pour certains, des moyens mis à leur disposition (ouverture d'une mention dérogatoire, financement de projets d'innovation pédagogique, recrutement de personnel non pérenne pour des formations en tension ou à fort potentiel, soutien des services centraux, etc.), ce qui conduit à une juxtaposition de formations issues de domaines parfois éloignés, qui se méconnaissent quand elles ne s'ignorent pas. Il est regrettable que l'établissement ne se serve pas davantage de cette thématique phare pour fédérer son offre de formation et aller vers plus de transversalité.

Le continuum de formation licence-master est bien réel et le lien entre les masters et les unités de recherche de l'établissement est effectif. La présence des Graduate Programs (GP) est une véritable opportunité pour promouvoir les poursuites d'étude en doctorat, mais l'appropriation de ces GP par les équipes pédagogiques est assez inégale et, au final, le nombre d'étudiants poursuivant en doctorat demeure assez faible. L'attractivité des formations de master doit rester un point de vigilance pour l'université Gustave Eiffel qui peine parfois à retenir ses étudiants du 1^{er} cycle et qui propose des masters dont les capacités d'accueil ne sont pas toujours atteintes.

L'internationalisation des formations du 2^e cycle, bien qu'étant affichée comme une priorité de l'établissement, ne reçoit pas toujours l'adhésion nécessaire pour que l'on observe une augmentation des mobilités.

L'université Gustave Eiffel gagnerait, enfin, à formaliser davantage la démarche d'amélioration continue dans les formations du 2^e cycle, certaines formations ayant bien saisi la dimension stratégique du conseil de perfectionnement et son rôle dans le processus alors que d'autres n'en sont encore qu'à des balbutiements, avec un conseil de perfectionnement qui ne remplit pas toujours la mission prévue et dont la composition ne permet pas toujours d'associer les parties prenantes pour leur permettre d'opérer comme des outils d'aide au pilotage.

La politique et l'architecture de l'offre de formation du 2^e cycle

L'offre de formation du 2^e cycle déposée par l'université Gustave Eiffel est pluridisciplinaire, mais sa répartition entre les différentes composantes est inégale. On relève une forme d'éparpillement des mentions de master à la fois au sein des grands domaines de formation et, parfois, au sein des composantes. C'est plus spécialement le cas à l'Institut francilien d'ingénierie des services qui porte des masters en Droit, économie, gestion (*Management de l'innovation ; Tourisme*), Sciences humaines et sociales (*Intelligence économique*) et Sciences, technologies, santé (*Qualité, hygiène, sécurité*). Le choix fait par l'université Gustave Eiffel d'afficher les masters très en lien avec la thématique « Ville et territoires durables » dans plusieurs composantes se comprend aisément quand les domaines de formations sont éloignés, comme les masters *Géomatique* et

Histoire, mais peut interroger quand ils sont plus proches. C'est le cas, par exemple, des mentions *Ville et environnements urbains* et *Génie urbain* à l'École des ingénieurs de la ville de Paris, *Urbanisme et aménagement* et *Transport, mobilités, réseaux* à l'École d'urbanisme de Paris, *Risques et environnement* à l'Institut francilien de sciences appliquées, auxquels s'ajoute le *Diplôme d'État d'architecte*. La logique de structuration de l'offre du 2^e cycle est difficile à saisir, car les liens entre les composantes ne sont jamais évoqués dans les dossiers d'autoévaluation, que ce soit en termes de mutualisation d'enseignements, de rationalisation des moyens, de partage des ressources ou d'évolution de l'offre de formation. Très peu d'informations sont également données dans les dossiers pour saisir l'organisation des co-accréditations qui existent entre l'université Gustave Eiffel et d'autres établissements, principalement l'université Paris-Est Créteil : on ne sait pas, par exemple, si des parcours spécifiques sont rattachés à l'un ou l'autre des établissements ou s'il s'agit de parcours communs, déployés sur plusieurs sites. Les questions du recrutement des étudiants, de la coordination pédagogique et du pilotage des formations ne sont pas non plus abordées.

L'offre de formation du 2^e cycle est cohérente avec les orientations de l'établissement en termes d'adhésion à la thématique des villes et territoires durables. Plusieurs formations s'emparent du projet I-SITE FUTURE dont la thématique est « Ville et territoires durables », en utilisant, pour certaines, des moyens mis à leur disposition. Cela se traduit par exemple par le financement de projets d'innovation pédagogique (actions incitatives en pédagogie - voyages d'études en ateliers décentralisés, forums - pour le master *Génie urbain* ; innovation pédagogique avec la création d'un exercice de gestion de crise pour le master *Ville et environnements urbains* ; mise en place d'un séminaire de méthodologie historique pour le master *Histoire*). Des formations s'appuient également fortement sur la recherche menée dans le cadre de l'I-SITE : par exemple, master *Génie civil* associé au LabEx Modélisation et expérimentation multi-échelle des matériaux pour la construction durable, ou master *Transport, mobilités, réseaux* dont les cours sont nourris par les travaux menés par les enseignants-chercheurs dans le cadre du Labex Futurs urbains et de l'école universitaire de recherche (EUR) Energy for Climate. Le master *Risques et environnement* est impliqué dans le projet de mise en place de la Graduate School *Sciences des matériaux pour une ville durable SMVD*. Les enseignements sont également parfois adaptés avec des modules spécifiques. Ainsi, de nombreuses études de cas liées à la ville durable sont présentes dans les enseignements portant sur la donnée géolocalisée en master *Géomatique*.

Les masters s'intègrent dans la politique de formation de l'établissement en proposant un continuum cohérent avec les licences dispensées au sein de l'université Gustave Eiffel. À de rares exceptions, les masters accueillent les étudiants diplômés du 1^{er} cycle de l'université Gustave Eiffel, avec toutefois une articulation limitée pour la mention *Arts, lettres et civilisations* qui, en proposant neuf parcours, recrute dans de nombreuses mentions de licence, ce qui peut nuire à la cohésion d'ensemble, et la mention *Mécanique* qui pourrait améliorer le lien avec les licences de l'établissement, dans son recrutement. En l'absence de licence dans leur domaine, les masters *Géomatique* et *Philosophie*, seuls, ne s'inscrivent pas dans un continuum de formation au sein de l'université Gustave Eiffel.

L'accompagnement des étudiants du 2^e cycle à la réussite

L'attractivité des formations du 2^e cycle, qui ne peut pas uniquement s'apprécier sur la base du nombre de candidatures reçues, est parfois faible. Bien que le nombre de candidatures enregistrées sur MonMaster soit en forte hausse (+41 %), l'effectif en master reste stable et seuls les masters *STAPS : activité physique adaptée et santé* et *STAPS : management du sport* voient leurs effectifs progresser considérablement entre 2020 et 2023 (+81 % et +89 % respectivement). Plusieurs masters, à leur différence, peinent à recruter ou à atteindre leur capacité d'accueil, la fragilité étant parfois constatée dans certains parcours. Ainsi, dans le master *Qualité, hygiène, sécurité*, la capacité d'accueil de chacun des deux parcours n'est pas atteinte.

Plusieurs masters enregistrent même une baisse des effectifs au cours de la période considérée, y compris ceux qui relèvent de la thématique phare de l'établissement, ce qui peut interroger sur la visibilité de ces formations : *Ville et environnements urbains* (-39 %), *Génie industriel* (-33 %), *Tourisme* (-29 %), *Intelligence économique* (-20 %), *Management de l'innovation* (-19 %), et *Géomatique* (-17 %). On constate aussi, parfois, une déperdition entre le nombre d'admis à l'issue de la sélection et le nombre d'inscrits, comme en master *Économie internationale* où il y a 16 inscrits pour 25 admis en 2022-2023. La difficulté à attirer des étudiants d'autres établissements est un autre indice du manque d'attractivité des formations du 2^e cycle. Pour 19 masters, le nombre d'étudiants ayant suivi leur 1^{er} cycle en dehors de l'université Gustave Eiffel ne dépasse pas 10 % et, pour six autres mentions, les données ne sont pas renseignées. Cette tendance à la baisse d'attractivité est relativement peu analysée par les formations alors qu'elle devrait faire l'objet d'un point d'attention particulier.

La plupart des formations affichent de bons taux de réussite. Pour une grande partie des masters, les taux de réussite sont bons en M1 et en M2, voire très bons dans certaines formations affichant des taux de réussite supérieurs à 90 % dans les deux années (*Actuariat* ; *Métiers du livre et de l'édition* ; *Management de l'innovation* ; *Comptabilité, contrôle, audit* et *Ville et environnements urbains*). Certaines formations montrent

des taux de réussite extrêmement variables d'une année à l'autre, comme *Arts, lettres et civilisations*, *Science politique*, *Génie industriel* ou d'un parcours à l'autre comme la mention *Génie civil*. D'autres encore présentent un taux très faible (de 41 à 43 % en M1) comme le master *Mathématiques et applications* et doivent renforcer l'accompagnement des étudiants. Peu de formations proposent des dispositifs d'aide à la réussite identifiés en tant que tels, mais la mise en œuvre de dispositifs pédagogiques variés comme les jeux sérieux, la classe inversée, les ateliers en mode projet, les mises en situation et l'adaptation des enseignements en fonction des publics (alternance, formation continue) concourent à l'acquisition des connaissances et des compétences et doivent être encouragées. C'est le cas, par exemple, dans les masters *Génie urbain* ; *Informatique* ; *Intelligence économique* ; *Économie sociale et solidaire* ; *Métiers du livre et de l'édition* ; *Sciences sociales*, ou encore *Traduction et interprétation*.

L'approche par compétences est inégalement déployée au sein des formations et la structuration des enseignements en blocs de connaissances et de compétences n'est pas toujours effective. À l'exception du master *Management de l'innovation* qui a été pionnier dans le développement de l'approche par compétences (en place depuis 2017) et, plus récemment, des masters *Villes et environnements urbains* ; *Arts, lettres et civilisations* et *Économie de l'entreprise et des marchés*, les autres formations sont à des stades plus ou moins avancés dans sa mise en œuvre. Ainsi le déploiement est en cours dans les masters *Finance* ; *Génie industriel* ; *Génie civil* ; *Génie urbain* ; *Géomatique* ; *Histoire* ; *Sciences sociales* ; *Tourisme et Comptabilité, contrôle, audit*, mais il n'est pas encore engagé dans les mentions *Mécanique* ; *Risques et environnement* et *Science politique*. L'exploitation des données de France Travail et l'appui du Centre d'innovation pédagogique et numérique (CIPEN) devraient aider les équipes pédagogiques à définir des blocs de connaissances et de compétences pour la nouvelle offre.

L'adossement des formations du 2^e cycle à la recherche

L'adossement à la recherche des formations du deuxième cycle est bon, certaines d'entre elles bénéficiant de la dynamique du projet Graduate Programs (GP) for Doctoral Studies pour renforcer le lien formation-recherche en leur sein. Par exemple, les mentions *Mathématiques et applications* (GP Bézout), *Informatique* (GP Bézout), *Histoire* (GP Futurs urbains), *Urbanisme et aménagement* (GP Futurs urbains), *Électronique, énergie électrique et automatique* (GP CODS), *Économie de l'entreprise et des marchés*, *Arts, lettres et civilisations* et *Économie internationale* (GP DIGIS) y sont particulièrement engagées. Ces mentions financent ainsi des stages de master en laboratoire de recherche, proposent des séminaires autour de «la découverte de la recherche doctorale» ou encore des «villes en transition» et inscrivent des étudiants dans des cours optionnels, comme «*Mathématiques discrètes : graphes et probabilités*», «*Mathématiques et Informatique*», «*Communications in Research*», «*Energy Harvesting and Transfer*».

Une majorité des enseignements est réalisée par des enseignants-chercheurs rattachés à des laboratoires de l'université Gustave Eiffel. Quand il est donné, le pourcentage d'heures d'enseignement assurées par des enseignants-chercheurs est souvent supérieur à 50 %, avec quelques exceptions dans les masters *Économie sociale et solidaire*, *Métiers du livre et de l'édition* et *Intelligence économique* où le taux est inférieur à 30 %. Une attention particulière doit être portée au master *Qualité, hygiène, sécurité* qui affiche une dimension universitaire trop fragile puisque six enseignants-chercheurs y interviennent pour assurer uniquement 77 heures d'enseignement. Les dispositifs de formation à la recherche sont classiques. Généralement, les formations intègrent un module d'initiation à la recherche, sous forme de séminaires de recherche bien souvent, des modules liés à l'expression et à la compréhension scientifique et technique, à la déontologie et à l'intégrité scientifique, ou encore à des projets de recherche. Trois masters, cependant, n'incluent aucune heure d'initiation à la recherche : *Actuariat* ; *Génie industriel* ; *Ville et environnements urbains*, alors qu'ils sont pourtant directement en lien avec la thématique de l'I-SITE.

La poursuite d'études en doctorat est assez inégale selon les formations et reste difficile à apprécier, car peu de données sont indiquées dans les dossiers d'autoévaluation. L'impact du projet Graduate Programs for Doctoral Studies sur la poursuite en doctorat peine à se faire sentir. Si les résultats sont globalement bons dans les masters *Génie civil* parcours *Mécanique, matériaux et structures pour la construction et les transports* (45 % de poursuites en doctorat de 2020 à 2023), *Mécanique* parcours *Modélisation et simulation en mécanique des fluides et transferts thermiques* (20 %), *Mathématiques et applications* (14 % en 2021), *Risques et environnement* (11 %), il n'en est pas de même dans les masters *Histoire* (4 %), *Informatique* (4 %), *Génie urbain* (1 %), *Management de l'innovation* (1 %), *Science politique* (0 %). Les dossiers des masters *Philosophie*, *Métiers du livre et de l'édition*, *Économie de l'entreprise et des marchés*, *Gestion des ressources humaines* et *Actuariat* sont trop lacunaires pour permettre une analyse de la poursuite en doctorat.

La professionnalisation des formations du 2^e cycle

L'alternance, largement déployée dans les différentes mentions de master, est un choix stratégique de l'établissement qui contribue fortement à la professionnalisation. La plupart des formations du 2^e cycle sont ainsi dispensées en alternance, par la voie de l'apprentissage en particulier. Elles sont accessibles sous ce régime d'inscription, soit dans leur entièreté (masters *Comptabilité, contrôle, audit* ; *Gestion des ressources humaines* ; *Intelligence économique* ; *Économie sociale et solidaire* ; *Langues étrangères appliquées* ; *Métiers du livre et de l'édition*), soit dans certains parcours (masters *Histoire* ; *Sciences sociales*), soit en 2^e année uniquement (masters *Traduction et interprétation* ; *Économie de l'entreprise et des marchés* ; *Génie industriel*). Le nombre de formations accueillant des alternants est ainsi en progression au cours de la période évaluée. En 2022-2023, seuls six masters ne sont pas ouverts à l'alternance (*Risques et environnement* ; *Mécanique* ; *Mathématiques et applications* ; *Géomatique* ; *Arts, lettres et civilisations* et *Économie internationale*), le développement de l'alternance étant engagé, mais plus difficile dans quatre autres mentions (*Science politique* ; *Tourisme* ; *Génie civil* et *Génie industriel*). L'université Gustave Eiffel dispose d'un partenariat fort avec le centre de formation d'apprentis Descartes dans la conduite de l'apprentissage et bénéficie du déploiement de la plateforme Studea pour 75 % des masters. La situation de certaines mentions comptant une part considérable d'apprentis parmi leurs inscrits interroge dès lors que leur soutenabilité, voire leur maintien, sont dépendants des évolutions des aides de l'État à l'apprentissage (masters *Ville et environnements urbains* ; *STAPS : management du sport* ; *Actuariat* ou encore *Qualité, hygiène, sécurité*).

Le stage est une autre modalité essentielle de professionnalisation en master, en particulier quand il est obligatoire, long ou prévu à plusieurs reprises, et fortement valorisé en crédits ECTS, comme dans les parcours *Diagnostic historique et aménagement urbain* du master *Histoire*, ou *Cinéma* dans la mention *Arts, lettres et civilisations*, ou encore dans les masters *Économie de l'entreprise et des marchés* ; *Géomatique* ; *Électronique, énergie électrique, automatique* ; *Traduction et interprétation* ; *Risques et environnement* ; *Études européennes et internationales*. Le stage reste parfois à rendre plus systématique dans les différents parcours (par exemple dans le parcours *Villes, pouvoirs et sociétés* du master *Histoire*) et, le cas échéant, plus long.

Les mises en situation professionnelle par des pratiques pédagogiques collaboratives et la participation des professionnels contribuent à la professionnalisation et sont, à ce titre, à encourager. Les méthodes pédagogiques mises en œuvre contribuent également à la professionnalisation des étudiants, en particulier quand les enseignements comprennent des jeux de rôle, des visites de terrain, ainsi que des projets tutorés ou des études de cas, qui mettent les étudiants en situation et, le cas échéant, en lien avec les acteurs du monde socio-économique et culturel. En ce sens, à titre d'illustration, les démarches adoptées dans les mentions *Économie de l'entreprise et des marchés* (face-à-face, business games, mode projet) ; *Génie urbain* (mon stage en 180 s., jeux sérieux, voyages d'études, balades urbaines, réalisation de film) ; *Langues étrangères appliquées* (débats, mises en situation, peer-learning) ; *Informatique* (classe inversée, pédagogie par projet) ou dans certains parcours du master *Histoire* (visites, activités culturelles, projets avec des collectivités) sont à encourager, comme leur essaimage.

Des enseignements sont assurés par des professionnels dans chaque mention de master et, pour plus de la moitié (16 sur 30), le pourcentage d'heures assurées par les professionnels est supérieur à 25 %. La participation des professionnels aux enseignements et séminaires permet la bonne prise en compte par les formations des besoins et des attendus des employeurs potentiels, et contribue à la constitution, voire à l'élargissement, du réseau professionnel des étudiants. Elle doit donc être encouragée, surtout dans les formations où elle est limitée, comme en masters *Mathématiques et applications* (2 %), *Mécanique* (4 %) ; *Génie civil* (10 %), mais aussi *Science politique* (13 %) ou *Ville et environnements urbains* (16 %). Une vigilance s'impose cependant, car si la contribution des acteurs du terrain est importante, elle ne doit pas se faire au détriment de l'adossement nécessaire de la formation à la recherche et, quand la dépendance aux intervenants extérieurs est forte, c'est la question de la soutenabilité de la formation qui se pose. C'est le cas, en particulier, des mentions *Comptabilité, contrôle, audit* (53 %), *Métiers du livre et de l'édition* (53 %), et *Qualité, hygiène, sécurité* (43 %). Les réseaux qu'entretiennent les formations avec le monde socio-économique et culturel doivent donc faire l'objet d'une attention particulière, concernant leur existence même parfois, concernant leur qualité, mais aussi concernant leur valorisation, avec la formalisation des partenariats. Certaines mentions se distinguent d'ailleurs pour ce qui concerne ce dernier point, comme les masters *Arts, lettres et civilisations*, *Comptabilité, contrôle, audit*, ou encore *Ville et environnements urbains*.

L'accent mis sur la professionnalisation se traduit souvent par une très bonne insertion professionnelle en matière de niveau d'étude, de domaines de formation et de compétences mises en œuvre. Suivis annuellement par l'Observatoire des formations et des insertions professionnelles, évaluations (OFIPE), les résultats de l'insertion professionnelle sont connus pour les différentes mentions et leurs parcours, mais ils doivent être analysés pour améliorer la formation dispensée. La qualité de l'insertion professionnelle doit donc faire l'objet d'une étude plus systématique lors des conseils de perfectionnement, en particulier dans les mentions *Mathématiques et applications* (même si la poursuite en doctorat y est forte), *Métiers du livre et de l'édition* et *Économie de*

l'entreprise et des marchés, mais aussi *Tourisme*, où elle varie fortement selon les parcours. Qualité et rapidité caractérisent l'insertion professionnelle, qui est, pour certains masters, très bonne. Ainsi, en *Comptabilité, contrôle, audit* (86 % d'insertion professionnelle à 18 mois) ; *Électronique, énergie électrique, automatique* (85 %) ; *Économie sociale et solidaire* (84 %) ; *Génie urbain* (90 %) ; *STAPS : management du sport* (86 %) ou encore *Qualité, hygiène, sécurité* (100 %). L'insertion professionnelle est néanmoins, parfois, de qualité moindre, y compris quand la possibilité d'une inscription sous statut d'alternant est offerte, comme en master *Risques et environnement* (73 %), ainsi qu'en *Arts, lettres et civilisations* (60 %) ; *Histoire* (56 %) ; *Économie de l'entreprise et des marchés* (62 %).

L'accueil de stagiaires en formation continue, bien qu'inégalement développé, est également présent dans l'offre et concerne 25 masters. En 2022-2023, deux mentions se distinguent : le master *Philosophie*, qui accueille des professionnels de la santé et du soin, tous inscrits en formation continue, et le master *Économie sociale et solidaire*, où 65 % des inscrits étaient en formation continue. Même si la part des stagiaires est parfois modeste dans les effectifs, avec 10 % d'inscrits pour l'ensemble du 2^e cycle en 2022-2023, l'opportunité est plus largement proposée et elle rencontre un succès notable, et, le cas échéant, croissant (masters *Ville et environnements urbains* ; *Métiers du livre et de l'édition* ; *Science politique* ; *Philosophie* et *Économie sociale et solidaire*). En revanche, certaines mentions n'offrent pas cette possibilité, ce qui est regrettable. C'est le cas des mentions *Actuariat* ; *Électronique, énergie électrique, automatique* ; *Génie civil* ; *Génie industriel* ; *Génie urbain* ou encore *Géomatique*.

L'internationalisation des formations du 2^e cycle

La stratégie définie par l'université Gustave Eiffel en matière d'internationalisation peine à trouver sa déclinaison dans les formations, même si elle est plus sensible en 2^e qu'en 1^{er} cycle. L'offre de formation du 2^e cycle propose des doubles diplômes à l'international en hausse, avec un total de six doubles diplômes (M2 ou M1+M2) au cours de la période évaluée, dont trois nouveaux, et deux autres sont en projet pour 2023-2024 et 2024-2025. Toutefois, l'établissement de doubles diplômes n'est pas une démarche largement répandue. Ils sont souvent identifiés dans un parcours donné, plus exceptionnellement dans plusieurs, et souvent à partir de la deuxième année (à titre d'exemple, masters *Informatique* avec la Technische Hochschule Köln, Allemagne, Institut universitaire de Lisbonne au Portugal, Université de Palerme, Italie ; *Traduction et interprétation* avec l'université d'Alicante en Espagne ; *Sciences sociales* avec l'université de Dong-Eui, à Busan, Corée) et restent absents dans nombre de mentions qui, pourtant, bénéficient de nombreux partenariats, comme plusieurs masters du domaine Sciences et technologies en particulier. Certains doubles diplômes sont cependant plus récents ou en projet, ce qui ne peut qu'être encouragé (ainsi pour les masters *Traduction et interprétation* avec la Technische Hochschule Würzburg-Schweinfurt (THWS) et Universität Hildesheim en Allemagne ; *Génie civil*, projet Erasmus Mundus avec des partenaires en Grèce et en République tchèque ; *Génie urbain* avec des partenaires italiens et espagnols).

L'établissement affiche, en effet, l'ambition de doter les étudiants de «compétences linguistiques, interculturelles et internationales», de développer l'alliance PIONEER avec la mise en place de dispositifs de mobilité courte et, le cas échéant, virtuelle (Blended Intensive Programs) dans ce contexte et, plus largement, de créer des Collaborative Online International Learning (COIL) pour encourager les mobilités, y compris à domicile. Or, la lecture des dossiers ne témoigne pas d'une réelle appropriation de ces priorités par les formations. Pour viser le premier objectif, des enseignements de langue étrangère sont bien prévus, mais avec parfois une part du volume horaire étudiant très réduite (par exemple dans les masters *Mécanique* (3 %) ; *Géomatique* (1 %) ; *STAPS : activité physique adaptée et santé* (5 %) ; *Ville et environnements urbains* (5 %)), cette part n'étant pas complétée par des cours disciplinaires dispensés en langue étrangère. Ceux-ci sont proposés actuellement, en proportions diverses et parfois au cours de parcours complets, dans certaines mentions, comme *Économie de l'entreprise et des marchés* ; *Électronique, énergie électrique, automatique* ; *Génie civil* ; *Gestion des ressources humaines* ; *Informatique* ; *Management de l'innovation* ; *Économie internationale* ; *Études européennes et internationales* ; *Urbanisme et aménagement*, ou en projet dans d'autres (masters *Arts, lettres et civilisations* ; *Tourisme*). De même, la certification en langue étrangère, si elle est proposée, n'est pas forcément passée, et elle n'est que rarement prévue comme obligatoire (masters *Économie de l'entreprise et des marchés* ; *Génie industriel* ; *Génie urbain* ; *Management de l'innovation* ; *Informatique* ; *STAPS : management du sport*). Avoir un niveau minimal en langue étrangère (TOEIC 850) est cependant un prérequis à l'admission en master *Tourisme*. Par ailleurs, peu de dossiers font référence aux initiatives liées à l'alliance européenne ou d'autres les évoquent pour présenter des projets dont la réelle mise en œuvre ne peut être appréciée, comme le projet de développer un Blended Intensive Program (BIP) avec les partenaires de l'alliance PIONEER pour le master *Tourisme* ; la participation des étudiants au Blended Intensive Program «Technologies and Businesses», lancé en septembre 2023 en collaboration entre quatre universités du programme européen PIONEER pour le master *Management de l'innovation* ; des expériences de Collaborative Online International Learning (COIL) avec plusieurs universités européennes pour la mention *STAPS : management du sport*.

Les mobilités internationales, malgré les moyens prévus et les partenariats, restent très limitées. Certaines formations sont très attractives en mobilité diplômante, comme les mentions *Génie civil, Génie industriel, Génie urbain* ou encore *Mécanique*, mais les mobilités pendant un semestre ou un an sont très rares, sans que cela puisse être imputé à la seule crise sanitaire. L'importance de l'apprentissage dans les formations de master et les contenus de formation parfois très liés au cadre national (masters *Comptabilité, contrôle, audit ; Villes et environnements urbains ; Géomatique* ou encore *Économie sociale et solidaire*) sont des éléments qui l'expliquent, comme le fait la concurrence des autres universités d'Île-de-France, surtout, parisiennes, et les difficultés des étudiants de l'établissement à se lancer dans l'expérience de la mobilité. Les dispositifs d'aides et d'accompagnement existent néanmoins, avec un fort engagement du service Relations internationales, et c'est à leur promotion que se sont engagées certaines mentions comme *Langues étrangères appliquées* ou *Informatique*, mais on observe que, même lorsqu'il existe des partenariats spécifiques à la formation, les mobilités sortantes restent rares (masters *Économie de l'entreprise ; Électronique, énergie électrique, automatique ; Génie urbain ; Mécanique ; Tourisme ; Qualité, hygiène, sécurité ; Économie internationale ; Sciences et génie des matériaux ; Management*). Cette rareté concerne aussi les mobilités des enseignants : quand elles sont indiquées, elles sont peu fréquentes et parfois davantage liées aux unités de recherche, quand elles ne se sont pas fortement ralenties après la crise sanitaire (masters *Gestion des ressources humaines ; Management de l'innovation ; Philosophie ; STAPS : management du sport ; Risques et environnement ; Histoire*). Certaines formations proposent néanmoins, en associant enseignants et étudiants, des activités à l'étranger comme des congrès, des voyages d'études ou des cours communs avec d'autres universités étrangères (masters *Génie urbain ; Management de l'innovation ; Tourisme*).

Le pilotage et l'amélioration continue des formations du 2^e cycle

La démarche d'amélioration continue, portée par l'université Gustave Eiffel, fait l'objet d'une appropriation variable par les formations du 2^e cycle. L'établissement fournit, en effet, via l'Observatoire des formations et des insertions professionnelles, évaluations (OFIPE), des informations sur la réussite, le devenir et l'insertion professionnelle des étudiants, ainsi que les résultats des enquêtes d'évaluation des formations par les étudiants menées deux fois par contrat. Cependant, l'exploitation de ces données, comme celles relatives à l'attractivité des formations, n'est pas toujours optimale, quand elle n'est pas absente. Certaines mentions de master analysent ces différentes indications, comme *Actuariat ; Économie sociale et solidaire ; Électronique, énergie électrique, automatique ; Génie industriel ; Génie urbain ; Informatique ; Mécanique ; Gestion des ressources humaines ; Philosophie ; STAPS : management du sport* ou encore *Sciences sociales ; Traduction et interprétation ; Villes et environnement urbain ; Urbanisme et aménagement ; Management*. Cette analyse est, ailleurs, plus partielle, comme en *Comptabilité, contrôle, audit ; Langues étrangères appliquées ; Économie de l'entreprise et des marchés ; Génie civil ; Management de l'innovation* ou *Tourisme*. Certaines mentions, enfin, n'intègrent pas ces informations pour l'amélioration de leur formation, mais cela doit désormais s'imposer. C'est le cas des masters *Mathématiques et applications ; Science politique ; Histoire ; STAPS : activité physique adaptée et santé* notamment.

De même, l'université Gustave Eiffel diffuse une fiche pratique sur les conseils de perfectionnement, mais le rôle et la mission de cette instance ne sont pas forcément bien saisis. Certaines formations se distinguent par la dimension stratégique de leur conseil de perfectionnement, comme les masters *Actuariat ; Électronique, énergie électrique, automatique ; Génie industriel ; Informatique ; Mécanique ; STAPS : management du sport ; Traduction et interprétation* ou encore *Villes et environnements urbains*. D'autres, en revanche, doivent impérativement conférer à leur conseil de perfectionnement une dimension nouvelle, centrée sur l'amélioration continue de la formation, en veillant à la bonne adéquation des contenus et des méthodes proposées aux objectifs et aux finalités affichés (masters *Géomatique ; Histoire ; Gestion des ressources humaines ; Intelligence économique ; Mathématiques et applications ; STAPS : activité physique adaptée et santé ; Marketing-vente ; Géographie*). C'est aussi, parfois, le positionnement de l'instance qui est à revoir, pour lui donner toute sa pertinence et son efficacité, en évitant les travaux spécifiques à des parcours (masters *Génie civil ; Histoire ; Science politique*) ou, à l'inverse, des travaux concernant trop de formations au risque de n'en étudier véritablement aucune pour elle-même (masters *Géomatique ; Économie sociale et solidaire ; Études européennes et internationales*). Une vigilance s'impose, enfin, concernant la composition de ces conseils et, plus spécialement, concernant la part des acteurs du monde socio-économique et culturel en leur sein. Cette dernière doit, en effet, être véritablement assurée, sans, toutefois, que les préconisations formulées viennent à remettre en cause l'adossement à la recherche au profit d'une formation plus technique et professionnalisante (masters *Intelligence économique ; Histoire*).

Enfin, en termes de pilotage de l'offre de formation, le processus n'est pas toujours bien saisi, le rôle des acteurs impliqués pas toujours bien défini et l'attention à la soutenabilité des formations, variable. En effet, il n'est pas toujours aisé de saisir, à l'échelle du 2^e cycle et à partir des informations fournies, les niveaux de décision et leur coordination entre formations, composantes et présidence. Il convient, en lien avec une plus forte attente à l'endroit des conseils de perfectionnement, d'être vigilant sur la réelle soutenabilité de certains masters. Même si, pour certaines mentions, les chiffres manquent de cohérence, on note parfois un pourcentage d'enseignants permanents inférieur à la moitié de l'équipe pédagogique, voire encore plus faible (masters *Métiers du livre et*

de l'édition ; Intelligence économique ; Économie sociale et solidaire ; Management de l'innovation ou encore Qualité, hygiène, sécurité).

Conclusion

Points forts

- Une offre largement déployée en alternance qui concourt à la professionnalisation des formations du 2^e cycle ;
- Plusieurs formations singulières qui contribuent à l'originalité de l'offre ;
- Une insertion professionnelle rapide et dans le(s) secteur(s) d'activité du champ des formations ;
- Un bon adossement à la recherche.

Points faibles

- Une perte d'attractivité de certains masters non suffisamment analysée ;
- Un manque de cohérence et de complémentarité d'une partie de l'offre de formation portée par les composantes ;
- Un manque d'analyse et d'appropriation par les équipes pédagogiques des données relatives au parcours des étudiants et des diplômés ;
- Une appropriation inégale de la démarche d'amélioration continue : mise en place et rôle des conseils de perfectionnement ;
- Une ouverture à l'international inégalement développée dans les formations ;
- Une attention insuffisante portée au public de la formation continue.

Recommandations

- Renforcer la visibilité et l'attractivité des formations, y compris à l'international.
- Renforcer la cohérence de l'offre de formation, par exemple en développant les collaborations entre les composantes, ou en mettant en place une coordination plus efficace.
- Renforcer la qualité du pilotage appuyé par les données (production et analyse) dans un objectif d'amélioration continue de toutes les formations.
- Améliorer le fonctionnement des conseils de perfectionnement, par exemple en accompagnant et suivant davantage leur mise en œuvre.
- Accentuer l'information et l'accompagnement des étudiants et des enseignants pour encourager la mobilité internationale.
- Développer les dispositifs de formation continue.

Points d'attention sur les formations

Les formations suivantes présentent des points d'attention dans leur évaluation, car un ou plusieurs critères d'accréditation sont défectueux. La mise en point d'attention est également motivée dans le rapport de chaque formation concernée.

Domaine Sciences humaines et sociales :

- *Master Ville et environnements urbains* (absence de formation à la recherche ; attractivité en baisse).

Domaine Sciences, technologies, santé :

- *Master Actuariat* (qualité insuffisante de l'adossment à la recherche).
- *Master Génie industriel* (qualité insuffisante de l'adossment à la recherche ; attractivité en baisse).
- *Master Mathématiques et applications* (qualité insuffisante de la réussite en M1 ; absence de suivi et d'analyse de la réussite en M1 et de l'insertion professionnelle ; absence d'évaluation des enseignements par les étudiants).
- *Master Qualité, hygiène, sécurité* (qualité insuffisante de l'adossment à la recherche).

Les formations suivantes présentent des dossiers d'autoévaluation dans lesquels l'absence ou le manque d'informations et/ou d'analyses relatives à un ou plusieurs critères d'accréditation ne permettent pas d'apprécier pleinement ces derniers. Les éléments manquants sont également précisés dans le rapport de chaque formation concernée.

Domaine Droit, économie, gestion :

- *Master Politiques publiques* (besoin de compléments d'information concernant le positionnement de la formation au sein de son environnement académique ; besoin de compléments d'information concernant la composition de l'équipe pédagogique ; manque d'informations relatives à la qualité de la réussite ; manque d'informations concernant la qualité de l'insertion professionnelle)

Domaine Sciences humaines et sociales :

- *Master Histoire* (manque de données concernant la participation des professionnels aux enseignements ; manque d'informations concernant l'analyse du devenir des étudiants).
- *Master STAPS : activité physique adaptée et santé* (manque d'informations concernant la professionnalisation).

Domaine Sciences, technologies, santé :

- *Master Génie civil* (manque d'informations sur le pilotage de la formation, ainsi que sur le devenir des diplômés pour un parcours ; manque d'informations sur l'évaluation de la formation et des enseignements par les étudiants).

Avis d'accréditation des formations du 2^e cycle

Le tableau suivant synthétise les avis relatifs à l'offre de formation du 2^e cycle de l'établissement en demande d'accréditation pour le contrat 2026-2030. Ces avis concernent les catégories suivantes de formations :

- des formations dont seul le projet est évalué par le Hcéres (formations faisant l'objet d'une première demande d'accréditation ou formations récemment accréditées)
- des formations en demande de renouvellement d'accréditation à l'identique pour lesquelles le comité d'experts a formulé un avis d'accréditation à l'issue de l'évaluation de leur bilan.
- des formations en demande de renouvellement d'accréditation à l'identique ou avec modifications pour lesquelles le comité d'experts a formulé un avis d'accréditation suite à l'évaluation de leur bilan et d'une réponse aux recommandations du Hcéres, notamment lorsque le comité d'experts a formulé des points d'attention suite à l'évaluation du bilan des formations du 2^e cycle.

Domaine de rattachement Hcéres	Domaine(s) d'accréditation	Type de diplôme	Intitulé de la formation	Établissement(s) co-accrédité(s)	Avis d'accréditation
ALL	ALL	Master	Arts, lettres et civilisations		Favorable avec recommandations : - Veiller à la qualité de l'insertion professionnelle dans chaque parcours. - Veiller à consolider la cohérence interne de la formation. - Veiller à maintenir la réussite en M1.
ALL	ALL	Master	Langues étrangères appliquées		Favorable
ALL	ALL	Master	Métiers du livre et de l'édition		Favorable avec recommandations : - Veiller à renforcer la participation des enseignants-chercheurs aux enseignements. - Veiller à mettre en place une analyse de l'insertion professionnelle des diplômés.
ALL	ALL	Master	Traduction et interprétation		Favorable avec recommandations : - Veiller à améliorer l'insertion professionnelle. - Veiller à améliorer l'attractivité.

Culture		DEA	Diplôme d'État d'architecte		<p>Favorable avec recommandations :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Veiller à renforcer le processus d'amélioration continue. - Veiller à mettre en place un suivi et une analyse de l'insertion professionnelle des diplômés. - Veiller à développer une approche par compétences pour favoriser l'alignement pédagogique dans le cadre de la démarche de l'établissement.
DEG	DEG	Master	Comptabilité - contrôle – audit	Université Paris-Est Créteil	<p>Favorable avec recommandation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Veiller à maintenir la part des enseignants-chercheurs dans les enseignements.
DEG	DEG	Master	Économie de l'entreprise et des marchés		<p>Favorable avec recommandation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Veiller à mettre en place une analyse de l'insertion professionnelle des diplômés.
DEG	DEG	Master	Économie internationale	Université Paris-Est Créteil	<p>Favorable avec recommandation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Veiller à analyser et à renforcer l'attractivité du M1.
DEG	DEG	Master	Économie sociale et solidaire		<p>Favorable avec recommandations :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Veiller à mettre en place un conseil de perfectionnement spécifique à la mention. - Veiller à renforcer la participation des enseignants-chercheurs aux enseignements.
DEG	DEG	Master	Études européennes et internationales	Université Paris-Est Créteil	Favorable
DEG	DEG	Master	Gestion des ressources humaines	Université Paris-Est Créteil	Favorable
DEG	DEG	Master	Management	Université Paris-Est Créteil	Favorable

DEG	DEG	Master	Management de l'innovation		Favorable avec recommandations : - Veiller à renforcer l'attractivité. - Veiller à améliorer l'insertion professionnelle des diplômés.
DEG	DEG	Master	Marketing, vente	Université Paris-Est Créteil	Favorable avec recommandation : - Veiller à analyser les baisses de candidatures dans les parcours concernés et à prendre les mesures adéquates pour assurer la pérennité globale de la mention.
DEG	DEG	Master	Monnaie, banque, finance, assurance		Favorable
DEG	DEG	Master	Politiques publiques	Université Paris-Est Créteil	Favorable avec recommandation : - Veiller à améliorer le suivi et l'analyse de l'insertion professionnelle.
DEG	DEG	Master	STAPS : management du sport		Favorable
DEG	DEG	Master	Tourisme		Favorable avec recommandations : - Veiller à impliquer des enseignants-chercheurs en sciences de gestion. - Veiller à renforcer l'attractivité de la formation. - Veiller à mettre en place une analyse de l'insertion professionnelle des diplômés.
SHS	SHS	Master	Géographie, aménagement, environnement et développement	Université Paris-Est Créteil	Favorable

SHS	SHS	Master	Histoire		<p>Favorable avec recommandations :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Veiller à tenir compte dans l'évolution de la formation des conséquences de la réforme des concours d'accès aux métiers de l'enseignement (2nd degré). - Veiller au suivi et à l'analyse de l'attractivité des différents parcours et du devenir des diplômés. - Veiller à la bonne articulation du conseil de perfectionnement mis en place pour la mention et des conseils qui se réunissent par parcours en assurant une dimension stratégique au premier.
SHS	SHS	Master	Intelligence économique		<p>Favorable avec recommandations :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Veiller à augmenter le nombre d'heures assurées par des enseignants-chercheurs. - Veiller à renforcer l'attractivité de la formation. - Veiller à maintenir un équilibre dans la composition du conseil de perfectionnement entre académiques et professionnels.
SHS	SHS	Master	Philosophie		<p>Favorable avec recommandation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Veiller à la mise en place d'une approche par compétences dans le cadre de la démarche mise en œuvre par l'établissement.
SHS	SHS	Master	Science politique	Université Paris-Est Créteil	<p>Favorable avec recommandations :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Veiller à maintenir le taux de réussite. - Veiller à mieux s'appropriier les données fournies par l'Observatoire des formations et des insertions professionnelles, évaluations.
SHS	SHS	Master	Sciences sociales		<p>Favorable avec recommandation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Veiller à finaliser le déploiement de l'approche par compétences dans le cadre de la démarche mise en œuvre par l'établissement.

SHS	SHS/STS	Master	STAPS : activité physique adaptée et santé	Université Paris-Est Créteil	Favorable avec recommandation : - Veiller à mieux coordonner le suivi et l'analyse de l'insertion professionnelle entre les établissements co-accrédités.
SHS	SHS	Master	Transport, mobilités, réseaux	Institut Polytechnique de Paris, Université Paris-Est Créteil	Favorable avec recommandations : - Veiller à consolider la formation à la recherche. - Veiller à la mise en œuvre effective d'un conseil de perfectionnement.
SHS	SHS	Master	Urbanisme et aménagement	Université Paris-Est Créteil	Favorable
SHS	SHS	Master	Ville et environnements urbains	CY Cergy Paris Université	Favorable avec recommandations : - Veiller au renforcement effectif de l'adossement à la recherche, notamment en étant attentif au nombre d'heures de formation par la recherche. - Veiller à maintenir l'attractivité de la formation, notamment par la mise en place effective de l'ouverture de l'alternance au secteur public.
STS	STS	Master	Actuariat		Favorable avec recommandation : - Veiller au renforcement effectif de l'adossement à la recherche, notamment au travers des actions envisagées de formation à et par la recherche.
STS	STS	Master	Chimie		Favorable
STS	STS	Master	Électronique, énergie électrique, automatique	Conservatoire national des arts et métiers	Favorable
STS	STS	Master	Génie civil		Favorable avec recommandation : - Veiller à s'approprier de façon effective les résultats du dispositif de l'évaluation de la formation et des enseignements par les étudiants.

STS	STS	Master	Génie industriel		<p>Favorable avec recommandations :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Veiller au renforcement effectif de l'adossement à la recherche, notamment en étant attentif au nombre d'heures de formation par la recherche. - Veiller à améliorer l'attractivité en poursuivant les actions de communication.
STS	STS	Master	Génie urbain		<p>Favorable</p>
STS	STS	Master	Géomatique		<p>Favorable avec recommandations :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Veiller à développer l'attractivité de la formation en sécurisant le flux d'étudiants. - Veiller à consolider la formation à la recherche dans tous les parcours. - Veiller à renforcer l'enseignement de langue étrangère.
STS	STS	Master	Informatique		<p>Favorable</p>
STS	STS	Master	Mathématiques et applications	Université Paris-Est Créteil	<p>Favorable avec recommandations :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Veiller à mettre en œuvre une réelle analyse du taux de réussite en M1 en lien avec la provenance des étudiants. - Veiller à s'approprier et à analyser les données relatives au suivi du devenir des diplômés.
STS	STS	Master	Mécanique	Université Paris-Est Créteil	<p>Favorable avec recommandations :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Veiller à renforcer l'attractivité. - Veiller à renforcer l'enseignement de langue étrangère. - Veiller à mettre en place une approche par compétences dans le cadre de la démarche mise en œuvre par l'établissement.
STS	STS	Master	Qualité, hygiène, sécurité		<p>Favorable avec recommandation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Veiller au renforcement effectif de l'adossement à la recherche.

STS	STS	Master	Risques et environnement		Favorable avec recommandation : - Veiller à mettre en œuvre une démarche d'approche par compétences dans le cadre de celle de l'établissement.
STS	STS	Master	Sciences et génie des matériaux	Université Paris-Est Créteil	Favorable

Rapports des formations du 2^e cycle

MASTER ART, LETTRES ET CIVILISATIONS

Établissement

Université Gustave Eiffel

Présentation de la formation

Le master *Art, lettres et civilisations* de l'université Gustave Eiffel est porté par les unités de formation et de recherche (UFR) Lettres, arts, création et technologies (LACT) et Langues, cultures et sociétés (LCS). Cette formation comprend neuf parcours diplômants : *Arts numériques et cultures visuelles (ANCV)* ; *Cinéma et audiovisuel (CAV)* ; *Littérature, savoirs et culture numérique (LSCN)* ; *Musique et informatique musicale (MIM)* ; *Mondes anglophones. Discours, cultures, créations (MA DCC)* ; *Création musicale et arts sonores (CMAS)* ; *Musique et production musicale (MPM)* ; *Mondes hispanophones recherche (MHR)* ; *Mondes hispanophones. Industries culturelles et créatives (MH ICC)*. Ses enseignements sont dispensés sur le campus de Champs-sur-Marne. La formation compte 204 étudiants en 2022-2023 et 34 enseignants permanents.

Analyse globale

Le master *Art, lettres et civilisations* (ALC) présente une forte cohérence avec l'offre de formation en licence. Il est très axé sur des pratiques pédagogiques innovantes et un équilibre entre théorie et pratique. Cependant, avec neuf parcours très différenciés, il apparaît aussi extrêmement éclaté, malgré des efforts récents pour aboutir, dans les maquettes, à une cohérence sur le plan transversal. Bien qu'il présente la possibilité d'accéder à un enseignement varié en langues, les mobilités entrantes et sortantes restent réduites. L'adossement à la recherche apparaît globalement bon, mais varie là encore selon les parcours. Le taux d'insertion professionnelle est aussi inégal, voire insuffisant selon les secteurs d'activité concernés, en dépit d'un dense réseau de partenariats économiques et culturels.

Le pilotage se fait de manière fluide, essentiellement à l'échelle de la composante. Le taux d'encadrement paraît correct. Le nombre total d'enseignants permanents s'élève à 34 ; on compte 20 enseignants non permanents (attachés temporaires d'enseignement et de recherche, lecteurs, maîtres de langues, maîtres de conférences associés, etc.). Dans l'ensemble, les conseils de l'université ont soutenu la mention dans sa politique de ressources humaines. Un comité de pilotage de l'ensemble de la mention se réunit plusieurs fois par an pour assurer la coordination transversale, faire des bilans critiques ou des aménagements de maquettes. Il est secondé, depuis 2019, par le conseil de perfectionnement, composé des sept responsables de parcours, de deux représentants du monde professionnel, des délégués de proximité étudiants de chaque année et de chaque parcours et de trois anciens diplômés. La formation réfléchit sur la base de données chiffrées, résultant d'enquêtes quantitatives et qualitatives auprès des étudiants.

La formation est structurellement complexe, avec pas moins de neuf parcours, certains professionnalisants, d'autres tournés vers la recherche. Malgré de réels efforts pour assurer une cohésion à cet ensemble, elle reste soumise à un risque d'éparpillement. Par rapport à la précédente évaluation du Hcéres, le master a fait un effort considérable pour clarifier ses objectifs et consolider sa cohérence, en révisant la maquette de manière substantielle. Cela passe notamment par la refonte du tronc commun et le passage en blocs de compétences, qui est désormais pratiquement effectif. On assiste aussi, par la force des mutualisations, à une solidarité entre parcours, les plus faibles ayant ainsi la possibilité de se maintenir, tandis que se met en place une bonne coordination transversale. Cependant, étant donné que les priorités comme les contraintes diffèrent fortement d'un domaine à l'autre, on voit apparaître des forces à la fois centripètes et centrifuges, qui menacent tout de même l'unité de la formation et rendent, encore aujourd'hui, le pilotage complexe. Ainsi, elle évolue fondamentalement entre deux impératifs : elle doit d'une part préparer à la recherche, qu'elle soit théorique, technologique ou pratique, et assurer d'autre part, pour la majorité des parcours, une professionnalisation efficiente, sur des marchés de niche, aux débouchés professionnels parfois restreints, voire précaires (métiers de l'art et de la culture). La créativité sur le plan pédagogique et la diversité de l'offre, que l'on ne peut que saluer, va de pair avec un éclatement structurel, et des effectifs potentiellement faibles ou variables d'une année sur l'autre. Cette recherche d'équilibre ne va pas sans risque sur le long terme. La recommandation antérieure de

l'Hcéres de «resserrer les parcours autour de quelques spécialités originales» n'a pas été suivie et paraît toujours d'actualité.

La formation se présente comme la suite logique de la licence, chaque parcours émanant d'une spécialité développée antérieurement. L'offre de formation s'est diversifiée, mais participe aussi d'une forme d'émiettement. Créé en 2015 à partir des anciens masters recherche indépendants des deux UFR Lettres, arts, communication et technologies (LACT) et Langues, civilisations et sociétés, le master ALC permet aux étudiants issus des différentes licences des deux UFR de prolonger leurs études en deuxième cycle de façon cohérente. Depuis 2018, deux parcours supplémentaires (ANCV et MH ICC) ont donc été créés pour permettre aux étudiants de licence de continuer avec une spécialisation au plus près de leurs projets professionnels. Si l'articulation licence-master est bonne, ces choix ont cependant accentué le risque d'éparpillement de la formation. La formation bénéficie d'un nombre de candidatures assez stable, dont une part significative (entre 45 et 60 % selon les années) provient des licences de l'université Gustave Eiffel – ce qui atteste la fluidité entre le premier et le deuxième cycle. En complément, une part importante des étudiants est issue des autres universités et d'écoles de la région parisienne ou de plus loin.

L'adossement à la recherche est bon, mais varie selon les parcours, du fait de priorités de professionnalisation différentes. Les neuf parcours se trouvent adossés au laboratoire commun aux deux UFR, l'équipe de recherche Littérature, savoirs et arts (LISAA). On compte sept doctorants issus du parcours *Mondes anglophones. Discours, cultures, créations*, quatre en musique, quatre en cinéma. Outre le soin apporté aux mémoires, la formation accueille des étudiants aux journées d'études, colloques, conférences et autres activités de recherche du laboratoire. Conformément aux travaux des enseignants-chercheurs (EC) du LISAA, les domaines de recherche privilégiés impliquent la ville, passée, actuelle et future, autant que la place des écrivains et des artistes dans la cité. Les parcours des domaines du cinéma et de la musique intègrent des doctorants à certains séminaires communs avec les mastérants et les EC. Le nombre d'heures étudiant assurées par des enseignants-chercheurs et des chercheurs est élevé, à 1 108 en moyenne, tandis que le nombre d'enseignants-chercheurs s'élève à 29.

Une évolution récente des maquettes montre un réel effort de bâtir des ponts et une cohérence sur le plan transversal. La formation s'articule autour d'un tronc commun, de blocs disciplinaires, d'options d'ouverture, d'une (voire plusieurs) langue(s) vivante(s), d'un mémoire et le cas échéant de stages. Si le tronc commun développe une approche interdisciplinaire et comparatiste (méthodologie générale et approches culturelles), chaque parcours y ajoute des unités d'enseignement (UE) mutualisées ou des UE d'ouvertures, qui permettent aux étudiants de se constituer une majeure et une mineure. Tous les parcours imposent également la rédaction d'un mémoire, que celui-ci se décline sous des formes usuelles ou professionnelles, ou encore avec des méthodes de la recherche-crédation. Par rapport à d'autres formations concurrentes, une attention particulière est apportée à l'équilibre entre enseignements théoriques et pratiques (techniques ou de création), notamment dans les parcours artistiques professionnalisants. Cela semble bien fonctionner, d'autant plus que les mutualisations peuvent s'appuyer sur un fort intérêt partagé pour la créativité et les pratiques numériques innovantes. De fait, les pratiques pédagogiques apparaissent riches et variées, allant des enseignements habituels (cours magistraux, travaux dirigés), aux *workshops* pratiques, en passant par les travaux créatifs en studios, fablab ou ateliers d'écriture et de création, sprints et hackatons. L'usage des outils audiovisuels et informatiques comprend entre autres ADE, ENT ou des logiciels professionnels (Max, Unity, Photoshop). Il faut enfin souligner que la formation dispose du soutien d'un ingénieur d'études, avec lequel elle envisage éventuellement d'ouvrir un diplôme d'université (DU) en techniques de son.

Si l'enseignement des langues laisse la part belle à l'anglais, il est possible au sein de la formation d'acquérir une deuxième langue vivante (essentiellement l'espagnol, parfois une langue rare), ce qui constitue un atout précieux, même si peu d'étudiants s'en saisissent. La moyenne des heures dispensées en langue étrangère atteint 222. Certains cours disciplinaires sont ainsi donnés dans d'autres langues que le français. L'anglais est obligatoire dans toutes les maquettes, tant pour répondre aux attentes du milieu professionnel, que pour désenclaver la banlieue parisienne ou attirer davantage d'étudiants étrangers. En parcours *MA DCC* et *MHR*, les étudiants ont aussi la possibilité de débiter l'apprentissage d'une langue rare (chinois, italien, japonais, portugais, russe) ou de poursuivre une LV2 (allemand, espagnol) en option. La maîtrise de ces langues autres que l'anglais, associée à une spécialisation sur le plan technique, pourrait contribuer à renforcer l'insertion des diplômés en entreprise. Or, actuellement, on constate qu'en 2022-2023 seulement quatre étudiants obtiennent une certification en langue étrangère dans le niveau ciblé, et que les mobilités sortantes plafonnent aussi à quatre. Cela plaiderait pour améliorer la visibilité de ces options, en lien avec le service communication de l'établissement.

L'internationalisation s'appuie sur de nombreux partenariats, mais pas de doubles diplômes. Les mobilités entrantes et sortantes restent réduites. Dans l'ensemble, la mention est ouverte à l'international. Elle bénéficie d'accords bilatéraux avec plusieurs institutions européennes et nord-américaines (université de Séville, école polytechnique de Valencia, université Nova de Lisbonne, université du Québec à Rimouski, université du Nebraska, etc.) et de plusieurs programmes d'échanges soutenant les mobilités sortantes (Erasmus, Micefa, BCI, CIE). Elle encourage les stages à l'étranger. Toutefois, les mobilités entrantes restent rares, et se concentrent

surtout en langues, via le programme Campus France. Pour attirer plus d'étudiants étrangers, la formation compte bientôt ouvrir en musique des cours disciplinaires en anglais. La faiblesse des mobilités sortantes, quant à elle, peut s'expliquer en partie par des contraintes financières du côté des étudiants : les financements usuels (Erasmus, bourses CROUS) ne permettent pas, dans bien des cas, de couvrir les frais d'un séjour à l'étranger. Il serait bon que la composante, à travers le conseil de perfectionnement, réfléchisse à des moyens de les aider à trouver des financements complémentaires, ou calibre les destinations vers des pays moins coûteux. L'ouverture de certains parcours à de doubles accréditations internationales constitue une piste à creuser.

Le master ALC s'est tissé un dense réseau économique et culturel, à travers l'apport de ses enseignants-chercheurs et via de très nombreux partenariats institutionnels, qui sert indubitablement la professionnalisation des étudiants (stages, formation continue, validation des acquis de l'expérience). La formation a signé de nombreuses conventions avec des établissements culturels dans la banlieue est, à Paris et dans toute l'Île de France (Institut national de l'audiovisuel, Maison populaire de Montreuil, conservatoires, studios de production et de postproduction, festivals, salle de cinéma, salles d'exposition, stations de radio, Eiffage, etc.). Les EC, qui sont aussi des artistes en activité, apportent en outre leurs réseaux scientifiques et professionnels, qui stimulent les stages, aident les étudiants à mieux connaître le marché du travail et servent de lien avec celui-ci. Une part significative des enseignements (720 heures étudiant) est ainsi assurée par des professionnels des différentes disciplines. La formation est ouverte à la formation continue. Si les validations des acquis de l'expérience (VAE) sont fréquentes, à cause notamment de l'évolution du marché du travail des techniciens en audiovisuel, les alternances demeurent rares et peu prisées par le milieu : la formation a bien tenté d'organiser la mention en conséquence, mais très peu d'entreprises ont confirmé leur intérêt (elles préfèrent passer par des stages et des CDD).

La formation s'appuie fortement sur les stages dans un but de professionnalisation, sans les rendre obligatoires dans tous les parcours. Il existe des stages obligatoires aux semestres 2 et 4 dans le parcours CAV, mais ils sont pour le reste facultatifs. Les stagiaires apparaissent en nombre très variable d'une année sur l'autre (en 2022-2023, le nombre d'étudiants suivant des stages passe de 37 à seulement 10), ce qui laisse ici une marge d'amélioration.

Le taux de réussite, variable selon les parcours, peut être amélioré. Dans le parcours *Création musicale et arts sonores* notamment, le taux de réussite est insuffisant, ce qui conduira à repenser la politique de recrutement pour retenir des candidatures plus susceptibles de terminer leur cursus. À noter que certains jeunes artistes font pour le choix de redoubler, afin de garder du temps pour leur activité artistique. Dans le parcours MA DCC, la non-rédaction du mémoire semble expliquer un certain nombre d'échecs, notamment chez les redoublants. La formation fait déjà beaucoup pour guider les étudiants dans la rédaction du mémoire, mais pourrait encore renforcer son accompagnement individualisé à l'écriture quand des blocages de ce type subsistent.

Les débouchés couvrent de nombreux métiers dans les domaines de la culture, de l'art ou de la communication, mais ne sont pas toujours en adéquation avec les attentes des étudiants ni avec ce que l'on peut espérer à un niveau bac +5. Les métiers visés concernent la culture (conseillers, chargés de missions, analystes, enseignants), les arts (chefs de projets en cinéma, en musique, en arts numériques, compositeurs de musique, gens de spectacles, etc.), la communication ou l'écriture (rédacteurs, journalistes, critiques). Toutefois, l'avis des diplômés montre un écart entre ce qui est attendu et ce qui est obtenu à la sortie de la formation : seulement 26 % considèrent que leur emploi correspond « tout à fait » à un bac +5 et 32 % « plutôt ». D'après les dernières données de l'Observatoire des formations et des insertions professionnelles, évaluations (OFIPE), ils présentent aussi des conditions d'emploi plus difficiles et précaires que les autres mentions : le taux de chômage atteint 20 % (contre 7 %) ; le salaire moyen à l'embauche s'élève à 1 384 euros (contre 2 108). 30 % poursuivent avec un deuxième master (soit un taux plus élevé que les autres mentions, à 17 %). Parmi les études suivies immédiatement après le master, 38 % le sont à Gustave Eiffel, 13 % dans une autre université, 50 % dans une autre formation. La qualité de l'insertion professionnelle apparaît aussi contrastée en fonction des parcours.

Conclusion

Points forts

- Un pilotage efficace à l'échelle de la composante, via le comité de pilotage et le conseil de perfectionnement ;
- Une maquette structurée en blocs de compétences clairement identifiés ;
- Des pratiques pédagogiques innovantes, axées sur le numérique et le travail par projet ;

- Un bon adossement à la recherche ;
- De très nombreux partenariats dans le milieu professionnel de la culture, des arts et de la communication.

Points faibles

- Un faible taux d'insertion professionnelle ;
- Une cohérence interne fragile ;
- Des parcours encore fragiles, aussi bien pour le nombre d'inscrits que pour le taux d'abandon et d'échec ;
- Une faible internationalisation, tant sur le plan des mobilités entrantes et sortantes que du côté de l'absence de doubles accréditations internationales.

Recommandations

- Améliorer l'insertion professionnelle en poursuivant les efforts en matière de professionnalisation (par exemple, rendre davantage de stages obligatoires, encourager les ateliers de découverte des métiers).
- Améliorer la cohérence interne, notamment en fusionnant éventuellement certains parcours.
- Soutenir les parcours les plus fragiles, en assurant un suivi plus fin pour les étudiants en situation d'échecs ou d'abandon.
- Stimuler la dimension internationale, par exemple en encourageant les mobilités en lien avec le service des relations internationales, ou en ouvrant certains parcours à de doubles accréditations à l'international.

MASTER LANGUES ÉTRANGÈRES APPLIQUÉES

Établissement

Université Gustave Eiffel

Présentation de la formation

Le master *Langues étrangères appliquées* de l'université Gustave Eiffel est porté par l'unité de formation et de recherche (UFR) Langues, cultures et sociétés (LCS). Cette formation comprend trois parcours diplômants : *Commerce international trilingue Anglais/Allemand*, *Commerce international trilingue Anglais/Espagnol*, *Commerce international trilingue Anglais/Chinois*. Ses enseignements sont dispensés sur le campus de Champs-sur-Marne. La formation compte 44 étudiants en 2022-2023 et 16 enseignants permanents.

Analyse globale

Le master *Langues étrangères appliquées* est une formation généraliste qui assure une bonne maîtrise de l'anglais couplé avec trois autres langues étrangères au choix entre allemand, espagnol et chinois. Les deux piliers de la formation, outre les langues, sont le commerce international et la professionnalisation. La formation met en place une pédagogie active donnant une place centrale aux étudiants. Ses enseignements, dont une partie est dispensée en langue étrangère, se caractérisent par une forte dimension interdisciplinaire et pluridisciplinaire. Cette mention de master est en cohérence avec les autres formations de l'établissement et en continuité avec la licence *Langues étrangères appliquées*. L'équipe du master a déjà mis en place un conseil de perfectionnement et l'approche par compétence (APC) est à l'étude.

La pluridisciplinarité, la professionnalisation et les enseignements en langues étrangères sont les valeurs ajoutées de la formation. La pluridisciplinarité et l'interdisciplinarité constituent le fondement d'un master axé sur l'enseignement de plusieurs disciplines : langues, droit, économie, gestion, commerce international, culture et société, marketing ainsi que sur la réalisation d'un projet professionnel tutoré (PPT) qui amène les étudiants à se projeter vers un cas concret d'export ou import d'un bien ou d'un service. La pluridisciplinarité et l'interdisciplinarité s'expriment notamment dans les mémoires qui jalonnent la formation, mémoire professionnel, mémoire de stage et projet tutoré. Ce dernier implique la mise en œuvre des différents savoirs disciplinaires et des acquis techniques du cursus. La formation est ouverte à l'alternance en première année (M1) et en deuxième année (M2) en partenariat avec le centre de formation d'apprentis (CFA) Descartes qui est associé au pilotage du master. Deux stages sont obligatoires dans le cursus, d'une durée de deux mois en M1 et de six mois en M2. La responsable de la professionnalisation accompagne et conseille les étudiants dans la recherche de stages. Dans ce master, tous les étudiants sont anglicistes et étudient une autre langue au choix entre allemand, espagnol et chinois. Une partie des cours est dispensée en langue étrangère (212 heures sur 1126) et les mémoires et le PPT sont aussi rédigés et soutenus en langue étrangère.

La formation n'encourage pas assez la mobilité sortante de ses étudiants malgré l'existence de certains supports qui devraient la favoriser. Même si existent des dispositifs préparant à la mobilité entrante et sortante des étudiants (accompagnement individualisé, suivi administratif et pédagogique par un responsable de l'UFR, présence d'étudiants étrangers, voyages à l'étranger organisés par la responsable de la professionnalisation), la mobilité étudiante est quasiment inexistante. Dans les trois années de la période d'évaluation, seulement deux étudiants du master ont bénéficié d'une mobilité sortante et en l'état actuel, la formation n'a pas encore engagé de partenariats internationaux. Le choix de l'alternance en M1 et M2 par la quasi-totalité des étudiants du master réduit les possibilités de mobilité sortante. L'équipe pédagogique envisage ainsi de mettre en place des actions au niveau de la mention pour promouvoir de façon plus systématique cette possibilité. Mais pour l'instant aucun dispositif pour encourager la mobilité étudiante n'existe, ce qui est très problématique pour une formation où les langues étrangères jouent un rôle fondamental.

Le master bénéficie d'un bon adossement à la recherche dont tirent profit les étudiants pour la rédaction de leurs mémoires. La formation peut compter sur un taux significatif d'enseignants-chercheurs (14 sur

28 enseignants) qui font profiter les étudiants des résultats de leurs recherches pendant les cours. Les enseignants-chercheurs (EC) orientent les étudiants dans leurs recherches bibliographiques, secondés en cela par les personnels des bibliothèques qui les aident dans l'organisation des références bibliographiques via l'outil de gestion des références bibliographiques Zotero. Les EC dispensent entre 10 et 30 heures de méthodologie pour la rédaction des mémoires et sensibilisent leurs étudiants à l'intégrité scientifique et à l'existence de logiciels anti-plagiat. Le master est adossé à l'unité de recherche Littératures, savoirs et arts (LISAA) qui organise des événements scientifiques (colloques, journées d'étude, séminaires) auxquels les étudiants sont invités à participer.

Une organisation et des pratiques pédagogiques de bonne qualité permettent d'atteindre un bon taux de réussite (88 % en moyenne). La formation valorise les compétences acquises par ses étudiants dans le cursus et en dehors de celui-ci, néanmoins la maquette du master n'est pas encore structurée en blocs de compétences. L'approche par compétences est à l'étude, mais nécessite au préalable une formation de l'équipe qui sera déployée à partir de 2025. Les enseignants du master s'appuient sur une pédagogie active et variée fondée sur les débats, la mise en situation, le peer-learning et d'autres techniques qui stimulent le public à sortir du cadre d'un apprentissage passif. La formation ne propose pas de cours à distance, mais uniquement en présence dans des salles équipées ou dans des salles informatiques. La formation est ouverte à la formation continue, mais n'a reçu aucune candidature de ce type dans la période évaluée. L'attrait de la formation, qui peut compter sur un volume de 1 126 heures d'enseignement, attire bien au-delà de la licence LEA de l'université Gustave Eiffel et de l'Île-de-France puisque 40 % de ses inscrits proviennent des régions.

La formation est professionnalisante, mais le taux d'emploi des diplômés, selon les statistiques fournies, reste proche de celui d'autres masters non professionnalisants de l'établissement. L'analyse de l'insertion professionnelle après diplôme est alimentée par les enquêtes de l'Observatoire des formations et des insertions professionnelles, évaluations (OFIPE) ainsi que par l'enquête organisée par la formation lors de la cérémonie de la remise des diplômes. Elle montre que la majorité des étudiants ne souhaite pas poursuivre d'études et que le taux d'emploi après diplôme est assez satisfaisant (entre 70 et 98 % selon les années sont en emploi 18 mois après le diplôme) et en phase avec les attentes professionnelles et économiques des interviewés. Néanmoins, selon les statistiques fournies, le taux d'emploi et le salaire des diplômés ne montrent qu'une valeur ajoutée faible par rapport à d'autres masters non professionnalisants de l'université Gustave Eiffel.

L'évaluation des enseignements par les étudiants devrait être menée de manière plus régulière. Le master organise l'évaluation de ses enseignements par les étudiants et en tient compte dans un processus d'amélioration continue. Durant la période de référence, l'enquête n'a été menée qu'une fois avec un bon taux de réponse et a permis de compléter les retours sur certains aspects pédagogiques et organisationnels de la formation lors des comités de pilotage et des conseils de perfectionnement. Il reste une marge de progression dans la périodicité de l'enquête qui devrait être menée tous les ans et non pas en deuxième et cinquième année du contrat.

Le comité de pilotage et le conseil de perfectionnement mènent des réflexions communes pour l'évolution et l'amélioration de la formation. Le conseil de perfectionnement qui s'est tenu le 8 mars 2023 met en lumière les points forts d'une formation trilingue et généraliste et a également permis d'entériner un changement du nom du diplôme et de doter les cours d'outils informatiques et de gestion de site web pour correspondre davantage aux besoins des entreprises.

Conclusion

Points forts

- Un très bon taux de réussite ;
- Une bonne attractivité ;
- Une bonne professionnalisation ;
- Un apprentissage des compétences linguistiques de qualité ;
- Des pratiques pédagogiques adaptées ;
- Une très bonne pluridisciplinarité.

Points faibles

- Une évaluation des enseignements par les étudiants pas assez régulière ;
- Un taux d'emploi des diplômés un peu faible ;
- Une ouverture à l'international peu valorisée.

Recommandations

- Rendre plus régulière l'évaluation des enseignements par les étudiants.
- Être attentif à l'employabilité, en s'appuyant notamment sur les liens avec le milieu socio-économique.
- Promouvoir l'ouverture à l'international de la formation, par exemple en initiant des partenariats internationaux.

MASTER MÉTIERS DU LIVRE ET DE L'ÉDITION

Établissement

Université Gustave Eiffel

Présentation de la formation

Le master *Métiers du livre et de l'édition* de l'université Gustave Eiffel est porté par l'unité de formation et de recherche (UFR) Lettres, arts, création et technologies (LACT). Cette formation comprend un seul parcours diplômant. Ses enseignements sont dispensés sur le campus de Champs-sur-Marne. La formation compte 34 étudiants en 2022-2023 et six enseignants permanents.

Analyse globale

Le master *Métiers du livre et de l'édition* forme des professionnels dans le domaine de la fabrication du livre et de l'édition papier et numérique avec le souci de participer à l'effort de réduire l'empreinte carbone dans le secteur de l'édition. Il est ouvert à la formation initiale, à l'alternance et à la formation continue. La force de ce master, outre l'apprentissage, est son ouverture à la fois au numérique et à l'édition papier ainsi que le couplage entre ses enseignements techniques et des enseignements de droit des entreprises et de management.

Un master professionnel par alternance qui bénéficie d'un bon adossement à la recherche grâce à l'engagement des enseignants-chercheurs qui sont minoritaires dans la formation. Le master *Métiers du livre et de l'édition* est en adéquation avec la politique de professionnalisation de l'université Gustave Eiffel et en continuité avec la licence professionnelle *Métiers du livre : édition et commerce du livre* et d'autres formations de l'UFR Lettres, arts, création et technologies (LACT). Ce master peut accueillir des étudiants de diverses provenances (lettres, langues, histoire et géographie). La formation de 719 heures étudiant comprend 24 enseignants, dont six enseignants-chercheurs (EC) permanents. Les EC assurent 157 heures de cours de littérature et arts qui permettent d'associer le programme d'enseignement à la recherche (24 heures en première année et 51 en deuxième année). L'important volume horaire de la formation (travail en entreprise et cours disciplinaires) ne facilite pas l'association des étudiants à des initiatives scientifiques (colloques, séminaires). Les étudiants sont néanmoins sensibilisés à l'intégrité scientifique et à la déontologie grâce à des cours donnés par des professionnels du droit. Ils sont formés à la documentation par les enseignants de la formation (EC et professionnels) plus au fait de leurs besoins de futurs éditeurs que de ceux de documentalistes purs.

Une pédagogie qui valorise l'alternance et la réalisation de projets éditoriaux, qui est ouverte à la formation continue, mais pas assez à l'international. Les contenus et les dispositifs de la formation sont adaptés au public de la formation continue et à l'alternance (contrats d'apprentissage). Néanmoins, pendant les cinq dernières années, l'apprentissage s'est beaucoup développé et concerne la moitié des étudiants de première année (M1) et la quasi-totalité de ceux de deuxième année (M2). La pédagogie de la formation, basée sur la mise en situation et la participation des étudiants à des projets numériques, est finalisée avec la réalisation concrète de projets éditoriaux. Les modalités pédagogiques mises en œuvre sont multiples et variées, mais l'enseignement à distance, même s'il peut être exceptionnellement pratiqué, se révèle non adapté à une formation très technique comme celle qui est dispensée dans le master *Métiers du livre et de l'édition*. Les salles de cours sont équipées de télévisions et de vidéoprojecteurs, mais l'espace le plus pratiqué est la salle informatique. L'acquisition des langues étrangères étant utile à l'insertion professionnelle ou à la poursuite d'études, la formation comporte 40 heures obligatoires d'anglais ; la certification TOEIC, qui évalue les compétences en anglais dans un contexte professionnel, est proposée aux étudiants, mais n'est pas obligatoire. En revanche, il n'y a pas de préparation à la mobilité internationale puisque les étudiants souhaitent effectuer en France leur apprentissage ou stage. Il n'y a pas non plus de professeurs invités et la mobilité enseignante est liée aux recherches des enseignants-chercheurs.

Une formation attractive et très recherchée au niveau national, mais qui dispose d'une capacité d'accueil en première année très réduite. La formation, très attractive, a un bassin de recrutement très large qui comprend Paris, l'Île-de-France et l'ensemble des régions qui peut être majoritaire par rapport aux deux autres provenances. Le recrutement des candidats se fait sur dossier, tests et auditions. Généralement, tous les candidats admis valident leurs deux années de formation. Les candidatures ont explosé pendant les dernières années ; elles sont passées de 500 en 2021-2022 à 800 en 2022-2023 pour 18 places disponibles en première année de formation. Même si l'univers éditorial connaît des difficultés économiques et qu'il existe la concurrence d'autres universités qui ouvrent des masters professionnels analogues, il serait souhaitable que cette formation si demandée puisse élargir ses possibilités d'accueil à un public numériquement plus important.

Un master professionnel avec un taux élevé de réussite au diplôme et de bonnes perspectives d'emploi, mais le nombre des diplômés qui répondent aux enquêtes reste trop faible pour être significatif. La formation enregistre un taux de réussite de 100 % ou très proche. Les mentions Bien et Très bien sont nombreuses et pratiquement tous les étudiants valident l'ensemble des crédits ECTS des enseignements auxquels ils sont inscrits en M1 et M2. Généralement les diplômés ne poursuivent pas d'études et le taux d'insertion dans le secteur de l'édition est satisfaisant. Il est néanmoins difficile de se prononcer sur les taux d'emploi des diplômés en raison du trop faible nombre de réponses (12) qu'a reçu l'enquête d'insertion menée auprès des diplômés à 18 et 30 mois après le diplôme. Il serait peut-être souhaitable d'élaborer des dispositifs de relance pour acquérir des résultats plus probants.

Le comité de pilotage et le conseil de perfectionnement sont des moments de dialogue efficace entre les différentes instances composant la formation qui évolue dans le bon sens. Le comité de pilotage du master comprend enseignants-chercheurs permanents, enseignants non permanents (professeurs et maîtres de conférences associés, attachés temporaires d'enseignement et de recherche, vacataires), représentants des étudiants et professionnels du monde de l'édition. Il se réunit deux fois par an après les jurys des semestres. Le conseil de perfectionnement (CP) se fonde sur la même typologie de personnels que le comité de pilotage et intègre également d'anciens élèves de la formation qui sont en poste dans des maisons d'édition. Le CP tient compte de l'évaluation des enseignements par les étudiants qui participent activement à l'évolution de la formation : c'est à la suite de leurs remarques qu'a été préparée une nouvelle maquette afin de redistribuer les enseignements et de permettre aux étudiants de travailler trois jours par semaine en entreprise au lieu de deux même au 1er semestre tout en préservant, ou presque, le volume horaire des disciplines universitaires. La synergie qui existe entre comité de pilotage et conseil de perfectionnement a permis de faire évoluer la formation qui approche désormais les 100 % d'apprentis en M2 et un taux d'emploi satisfaisant compte tenu des difficultés du secteur de l'édition.

Conclusion

Points forts

- Une professionnalisation de la formation de qualité ;
- Une très forte attractivité au niveau national ;
- La réalisation d'un projet professionnel individuel encadré.

Points faibles

- Une faible participation des enseignants-chercheurs aux enseignements ;
- Un faible taux de réponse des diplômés à l'enquête pour évaluer le taux de l'insertion professionnelle à 18 et 30 mois après le diplôme ;
- Une organisation pédagogique qui ne prend pas assez en compte la dimension disciplinaire universitaire ;
- Une absence de dimension internationale tant au niveau de la mobilité étudiante qu'enseignante.

Recommandations

- Renforcer la part des enseignants-chercheurs dans les enseignements.
- Améliorer le dispositif de suivi du taux d'insertion des diplômés.
- Innover dans la pédagogie des disciplines universitaires (littérature, langue étrangère, histoire de l'art, histoire du livre et de l'édition).
- Développer les mobilités, notamment en introduisant une autre langue en complément de l'anglais.

MASTER TRADUCTION ET INTERPRÉTATION

Établissement

Université Gustave Eiffel

Présentation de la formation

Le master *Traduction et interprétation* de l'université Gustave Eiffel est porté par l'unité de formation et de recherche (UFR) Langues, cultures et sociétés (LCS). Cette formation comprend un seul parcours diplômant. Ses enseignements sont dispensés sur le campus de Champs-sur-Marne. La formation compte 30 étudiants en 2022-2023 et 12 enseignants permanents.

Analyse globale

Le master *Traduction et interprétation (TRI)*, qui ne compte qu'une quinzaine d'inscrits, recrute à la sortie des licences *Langues étrangères appliquées (LEA)* ou *Langues, littératures et civilisations étrangères et régionales (LLCER)*. Il semble assez autonome dans l'élaboration de sa stratégie de développement, avec un conseil de perfectionnement efficace, qui a piloté récemment une révision en profondeur des maquettes pour mieux prendre en compte les évolutions du secteur. L'internationalisation, en expansion, s'appuie sur la création récente d'un double diplôme avec l'université d'Alicante (Espagne). Malgré une vraie stratégie de professionnalisation, notamment à travers la mise en place de l'alternance en deuxième année (M2), il se heurte à des débouchés assez restreints.

Le master TRI est une formation de taille réduite (15 inscrits en première année en 2022-2023, pour une équipe de neuf enseignants), ce qui permet un taux d'encadrement assez optimal. Dans l'optique de former les étudiants aux grands domaines de la traduction spécialisée, dans les combinaisons de langues anglais/espagnol et anglais/allemand, la formation peut compter sur deux professeurs (un en linguistique informatique et un en littérature et traduction) et sept maîtres de conférences, parmi lesquels une traductrice professionnelle. En outre, la formation compte dans son équipe une part importante de traducteurs avec des statuts différents (indépendants et salariés), sachant que des professionnels interviennent aussi pour des conférences-métiers. L'accompagnement des étudiants, sur le plan pédagogique, peut se faire dans de bonnes conditions.

Le recrutement des étudiants se fait en parfaite cohérence avec les cursus de licence. Le master TRI constitue une poursuite d'études logique pour la licence LLCER (notamment pour les parcours *Traduction et Traduction et communication*), ainsi que la licence LEA (parcours *Traduction spécialisée*). Il est complémentaire des autres masters de la composante, mais est le seul sur le secteur des services de la traduction. Il recrute largement au-delà de son bassin géographique. Pour la campagne 2022-2023, il a reçu sur MonMaster 176 candidatures, émis 82 avis favorables et accueilli au final 15 inscrits. La formation n'inclut pas de dispositif spécifique d'aide à la réussite, même si des difficultés peuvent surgir quand sont recrutés des étudiants de langue maternelle ou dominante non française. Dans ce cas, si ladite langue coïncide avec les langues de travail de la formation, un aménagement des travaux à rendre peut être proposé.

La formation s'est engagée dans une vraie démarche qualité, qui repose à la fois sur les retours des étudiants et une analyse globale de l'évolution du métier de traducteur, dans un contexte de concurrence forte à l'échelle de la région Île-de-France. Son action se déploie en premier lieu en interne, à travers la tenue des conseils de perfectionnement, dont la composition et le fonctionnement sont tout à fait pertinents, et l'évaluation systématique par les étudiants, d'abord avec l'outil *Evaluens* (abandonné du fait de la complexité de sa mise en œuvre), puis sous la forme de questionnaires anonymes, assortis d'un échange avec des *alumni*. Elle s'appuie par ailleurs sur des indicateurs et des outils externes, tels que le référentiel de compétences du label «Master européen en traduction», les rapports d'enquêtes sur les pratiques professionnelles de la Société française des traducteurs, etc. Par ce travail, la formation souhaite mieux comprendre les enjeux de l'évolution récente du métier de traducteur et stimuler sa visibilité, à travers un partenariat renforcé avec le service

communication de l'établissement. En effet, elle souffre de la notoriété forte des acteurs proposant une formation aux métiers de la traduction en Île-de-France (Institut de management et de communication interculturels ISIT, École supérieure d'interprètes et de traducteurs ESIT, Université Paris Cité).

La formation a réaménagé ses maquettes en profondeur, pour prendre en compte les mutations récentes du secteur. Elle doit faire face à l'expansion de l'usage des outils de l'intelligence artificielle (IA) et *deep learning*, qui implique une reconfiguration de l'encadrement légal et suscite un écart croissant entre les attentes des praticiens et des commanditaires autour de la post-édition – les services de la traduction évoluant vers davantage de tâches de relecture, révision et gestion de projet multilingue. La maquette a donc été refondue pour intégrer ces évolutions. À partir de la rentrée 2024, elle intègre de nouvelles compétences, très axées sur le numérique (outils TAO, logiciels des services de la traduction : Multiterm, Unitex, Tree Cloud, etc.) et les pratiques de pédagogie active (travail collaboratif, *peer learning*, travail en groupe en mode projet, etc.). Il faudra en outre que les étudiants maîtrisent quatre modules de création de contenu de PIX pour une éventuelle remise à niveau en semestre 1. Le master *TRI* parcours *Traduction spécialisée* devient le parcours *Traduction spécialisée et rédaction web SEO*. Ce nouveau projet inclut la création d'*e-portfolio* pour tous les étudiants avec la réalisation d'un support numérique qui mettra en valeur leurs compétences et les productions. Vu l'ampleur du chantier, l'approche par compétences sera mise en place dans un deuxième temps avec un référentiel de compétences propre.

L'internationalisation, en expansion, s'appuie sur la création récente d'un double diplôme avec Alicante (Espagne). Ce double diplôme a été ouvert à la rentrée 2023. Trois places sont proposées pour les étudiants qui réalisent leur M1 à Alicante et leur M2 à l'université Gustave Eiffel. Il s'agit ici d'une première étape, qui devrait être suivie en 2025-2026 d'un double diplôme avec l'Allemagne (à l'étude : Technische Hochschule Würzburg-Schweinfurt (THWS)/Würzburg et Universität Hildesheim/Hildesheim). Le déploiement du double diplôme ne s'est toutefois pas fait sans accroc : une seule étudiante s'est inscrite *via* MonMaster, ce qui a conduit à revoir le dispositif de candidature. De même, bien que la formation compte dans son équipe les référents pour la mobilité de la composante (anglais, allemand, espagnol), les demandes de mobilité restent faibles, probablement parce qu'elles entrent en concurrence avec le désir d'effectuer une alternance en M2. Le travail sur le double diplôme Erasmus+ avec l'université d'Alicante, ainsi que le projet d'ouvrir un double diplôme pour les germanistes, apparaissent d'autant plus nécessaires et bienvenus.

La formation développe une vraie stratégie de professionnalisation, notamment à travers la mise en place de l'alternance en M2. Le master *TRI* fait intervenir de nombreux traducteurs professionnels dans la formation, notamment deux professeurs associés (PAST). Il sensibilise au statut de l'étudiant entrepreneur (dispositif PÉPITE 3EF), participe aux conférences métiers et impose la construction d'un projet personnel d'insertion professionnelle (PPIP) au cours des quatre semestres. Il comporte un stage obligatoire de deux mois minimum en M1, et quatre mois minimum en M2 si l'étudiant n'est pas en alternance. L'alternance, quant à elle, a lieu en M2, et s'effectue en partenariat étroit avec le centre de formation d'apprentis (CFA) Descartes. Une réflexion pourrait toutefois concerner l'évolution du calendrier (actuellement sur un rythme d'une semaine/une semaine) qui, d'après certains retours au conseil de perfectionnement, ne serait pas forcément très apprécié des entreprises. Elle ne présente pas non plus d'offre de formation spécifique au public de la formation continue, ce qui pourrait être un projet d'amélioration à l'avenir.

Malgré ces efforts pour encourager la professionnalisation, la formation se heurte à des débouchés restreints. Les emplois à 18 mois (traducteur, chef de projets, chef de projets traduction, interprète) se révèlent très cohérents avec les compétences acquises, mais les données montrent aussi une difficulté certaine à s'insérer sur le marché assez saturé de la traduction spécialisée. D'après la dernière enquête de l'OFIPE, l'accès au premier emploi se fait en moyenne en 4,8 mois, contre 2,9 mois pour l'ensemble des diplômés. Le taux de chômage s'élève à 25 % (contre 7 % pour l'ensemble des diplômés de master). Le salaire moyen à l'embauche atteint 1 300 euros (contre 2 108 euros pour l'ensemble). Le statut s'avère aussi assez précaire (33 % des étudiants sont non-salariés, 17 % en CDD). Face à ces difficultés, la formation tente de conserver un lien étroit avec ses diplômés par le biais des réseaux sociaux et a intégré les nouvelles compétences rédaction web SEO *copywriting* à la prochaine maquette.

L'adossement à la recherche, qui se fait surtout de manière transversale, n'était jusqu'ici pas très structurant pour la formation, mais se renforce à travers une récente stratégie de pédagogie hors les murs. La formation a demandé et obtenu en février 2024 le financement d'une action de pédagogie hors les murs, pour que des étudiants volontaires assistent à un colloque international (malheureusement annulé). Elle participe aussi à l'organisation d'une journée d'étude, prévue en octobre 2024, autour de la traduction éditoriale et littéraire, mobilisant le vivier de traducteurs du laboratoire adossé à l'UFR (laboratoire Littératures, savoirs et arts LISAA). Cependant, aucun mastérisant n'est accueilli en unité de recherche, ce qui laisse ici une marge d'amélioration. La formation à l'intégrité scientifique et à la déontologie, de même que la recherche documentaire sont assurées de manière transversale. Des séances spécifiques de méthodologie concernant le mémoire de fin d'études sont organisées au niveau de la formation.

Conclusion

Points forts

- Une participation efficace des professionnels ;
- Des pratiques pédagogiques adaptées ;
- Une internationalisation croissante, grâce à la création d'un double diplôme avec Alicante ;
- Une très bonne intégration à la composante de rattachement, avec de forts liens transversaux.

Points faibles

- Une notoriété faible, accentuée par la forte concurrence qui se noue au sein de la région Île de France ;
- Un taux d'insertion professionnelle faible ;
- Un réseau alumni à conforter.

Recommandations

- Renforcer les actions permettant d'accentuer la visibilité du cursus.
- Améliorer l'insertion professionnelle notamment en développant les partenariats de long terme avec les entreprises.
- Mieux suivre les alumni.

DIPLÔME D'ÉTAT D'ARCHITECTE

Établissement

Université Gustave Eiffel

Présentation de la formation

Le *Diplôme d'État d'architecte (DEA)* de l'université Gustave Eiffel est porté par l'École nationale supérieure d'architecture Paris-Est. Cette formation comprend quatre filières (*Architecture & expérience, Fragments, Éléments, structure & architecture, Transformation*) et propose deux doubles diplômes (*Double diplôme architecte paysagiste, double diplôme architecte franco-chilien*). Ses enseignements sont dispensés sur le campus de l'École nationale supérieure d'architecture Paris-Est à Champs-sur-Marne. La formation compte 205 étudiants en 2022-2023 et 38 enseignants permanents. La maquette de la formation compte 1 013 heures étudiant.

Analyse globale

Le Diplôme d'État d'architecte (DEA) est clairement positionné au sein de l'École nationale supérieure d'architecture (ENSA) Paris-Est et de l'université Gustave Eiffel. Les restructurations du DEA de l'ENSA Paris-Est, menées en 2018 et 2020, permettent d'afficher une formation en adéquation avec les objectifs pédagogiques et thématiques de l'université Gustave Eiffel. Ainsi, la professionnalisation de la formation et le lien avec le territoire et la société sont mis en œuvre tant dans l'organisation pédagogique que dans les thématiques enseignées. Il est à noter que la tutelle principale de l'ENSA Paris-Est est le ministère de la Culture, et que par conséquent, l'école doit atteindre des objectifs multiples du fait de son intégration dans l'université Gustave Eiffel, en évoluant avec des écarts de statuts et de moyens souvent générateurs de difficultés, par rapport à ses partenaires sous tutelle du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. Néanmoins, l'école parvient à tirer parti de cette diversité afin d'enrichir les réflexions et les évolutions de la formation de DEA.

La formation permet un parcours personnalisé, à travers quatre filières d'approfondissement et un choix de cours optionnels. Le DEA se décline en formation initiale et en formation par apprentissage. Il permet d'accéder à un troisième cycle, à l'habilitation à la maîtrise d'œuvre en nom propre (HMONP), ou encore à une offre de formations «post-master» spécifique à l'ENSA Paris-Est. Il n'existe pas de passerelles avec les autres formations de l'université, hormis via le recrutement spécifique des ENSA. Les partenariats montés récemment par l'ENSA Paris-Est (apprentissage et double diplôme) montrent la dynamique mise en œuvre pour proposer une formation du DEA innovante : apprentissage, double diplôme, architecte-paysagiste, double diplôme franco-chilien. Il est à noter que l'ENSA Paris-Est est un pionnier de la mise en place de l'apprentissage dans les formations en architecture, alors que les moyens humains disponibles dans les ENSA sont encore très limités pour faciliter son développement.

La formation mêle pluridisciplinarité et interdisciplinarité grâce à la grande variété des disciplines enseignées ainsi qu'au croisement de ces disciplines au sein d'enseignements les mettant en lien. Le recrutement d'enseignants ayant une pratique professionnelle diversifiée (activité en agence d'architecture notamment) permet de proposer aux étudiants une vision large des activités qu'ils pourront mener à l'issue de leur diplomation. L'ENSA Paris-Est s'empare progressivement des enjeux de développement durable pour développer leur prise en compte dans les enseignements du DEA. L'ENSA Paris-Est est impliquée dans le programme I-SITE FUTURE.

La formation s'inscrit dans une stratégie visant à développer son internationalisation, mais ne parvient pas à la promouvoir auprès des étudiants du DEA. En effet, des partenariats académiques ont été mis en place, mais bien qu'une aide financière Erasmus soit possible ainsi qu'un soutien de la Région Île-de-France, l'ENSA Paris-Est indique qu'il n'y a aucune mobilité sortante en DEA. L'accompagnement administratif de l'ENSA Paris-Est pour la stratégie à l'International est limité (moins d'un équivalent temps plein). Le DEA de l'ENSA Paris-Est comprend des enseignements favorisant l'ouverture à l'international, à travers l'apprentissage de l'anglais sous différents

formats (cours d'anglais et cours de spécialité dispensés en anglais). Il est à noter l'organisation d'un cycle de conférences en anglais. Les étudiants préparent également le TOEIC et un score minimum de 750 est requis pour la diplomation.

La formation du DEA est bien adossée à la recherche, à travers plusieurs dispositifs : séminaires de master, cours optionnels, événements de diffusion de la recherche, Graduate Programs de l'université Gustave Eiffel, possibilités de stage en laboratoire. L'exposition à la recherche est accompagnée par les enseignants-chercheurs de l'ENSA Paris-Est, et en particulier par les responsables des filières de master. Le DEA de l'ENSA Paris-Est n'inclut pas de formation à l'intégrité scientifique et déontologique. L'école considère que cet enseignement doit être dispensé en troisième cycle. L'initiation à la recherche proposée s'appuie sur les ressources documentaires de l'école et du réseau des ENSA. Le service de documentation est associé à la formation.

L'ENSA Paris-Est développe le DEA en lien avec le monde social, économique et culturel grâce à la participation forte de professionnels du secteur dans la formation (enseignants titulaires praticiens et intervenants extérieurs). Les partenariats institutionnels se sont renforcés depuis la dernière évaluation, mais l'école entrevoit d'autres perspectives avec l'université Gustave Eiffel. L'école va s'attacher à développer dans le programme du DEA les compétences décrites dans la nouvelle fiche du répertoire national des certifications professionnelles (RNCP), publiée début 2024. L'ENSA Paris-Est propose une formation par apprentissage dans le cadre du DEA. En revanche, elle ne développe pas de proposition de formation continue. Pour les étudiants du DEA hors apprentissage, le cursus intègre un stage de deux mois, qui permet une petite expérience professionnelle. Le DEA de l'ENSA Paris-Est ne prépare pas à l'entrepreneuriat. Cependant, l'école est membre du dispositif PÉPITE et les étudiants souhaitant entreprendre cette démarche peuvent solliciter un accompagnement (six projets sont actuellement soutenus par l'école).

Les compétences ne sont pas encore correctement identifiées à travers le cursus. Le programme de la formation est établi par les conseils de l'école (conseil pédagogique et scientifique et commission de la formation et de la vie étudiante), à partir des directives nationales. L'école souhaite développer la démarche d'approche par compétences pour favoriser l'alignement pédagogique, et a commencé une ébauche de ce travail qui est à poursuivre. Le contenu de la formation est explicité par unité d'enseignement, dans le livret des études, et pourra être amélioré par une harmonisation de la description des compétences attendues et de leur évaluation.

Les pratiques pédagogiques du DEA sont diversifiées, comme c'est l'usage dans les formations en architecture. Une place importante est faite aux enseignements de type projet, atelier, workshop. L'ENSA Paris-Est dispose de locaux proposant des espaces d'enseignement variés et adaptés à la pédagogie proposée.

La formation utilise des moyens classiques pour communiquer sur le DEA auprès des viviers de candidats (site web, réseaux, forums). Peu de candidatures sont retenues parmi les demandes de transferts ou de validation d'acquis. L'école indique qu'elle réalise un suivi de son attractivité, mais n'a pas communiqué d'éléments précis.

La formation suit la réussite des étudiants, mais ne propose pas de dispositif pour l'améliorer. L'école ne réalise pas d'enquête sur l'insertion professionnelle de ses diplômés. Elle indique vouloir se rapprocher de l'université Gustave Eiffel pour y remédier.

L'ENSA Paris-Est dispose d'un nombre d'enseignants titulaires et contractuels lui permettant d'assurer le volume horaire d'enseignements associés au DEA. Le taux d'encadrement n'est pas précisé. Il est à noter que les statuts des personnels enseignants et enseignants-chercheurs du ministère de la Culture, tutelle principale des ENSA, sont différents de ceux des établissements relevant du MESR. Malgré les possibilités offertes par le dispositif ERASMUS+, très peu de mobilités chez les personnels de l'équipe pédagogique sont effectuées. L'accueil d'enseignants invités est possible sur des supports d'enseignants contractuels. L'école ne met pas en place de formations en lien avec la pédagogie pour les enseignants. Une formation «Teaching in English» est proposée par l'université. Le dossier d'autoévaluation ne mentionne pas d'éléments de suivi de la soutenabilité de la formation.

La démarche d'amélioration continue est à construire. Une évaluation des enseignements est organisée à l'aide d'un questionnaire transmis individuellement aux étudiants. Les résultats sont transmis aux enseignants et à l'administration, qui choisissent d'en tirer parti ou non. Comme dans beaucoup d'ENSA, l'ENSA Paris-Est n'a pas mis en place d'instance tenant lieu de conseil de perfectionnement.

Conclusion

Points forts

- Une formation en adéquation avec les programmes nationaux et les spécificités thématiques de l'université Gustave Eiffel ;
- Un choix de quatre filières de spécialisation dans le DEA ;
- Un bon adossement à la recherche, en lien avec les spécificités du site ;
- Une formation accessible par la voie de l'apprentissage.

Points faibles

- Une absence d'instance tenant lieu de conseil de perfectionnement ;
- Une absence de suivi de l'insertion professionnelle des diplômés ;
- Une approche par compétences non mise en place ;
- Une faible professionnalisation pour les étudiants hors apprentissage ;
- Une faiblesse des mobilités sortantes.

Recommandations

- Renforcer le processus d'amélioration continue en mettant en place une instance tenant lieu de conseil de perfectionnement.
- Mettre en place un suivi de l'insertion professionnelle des diplômés.
- Développer l'approche par compétences pour favoriser l'alignement pédagogique.
- Améliorer la professionnalisation pour la formation sous statut étudiant, en augmentant, par exemple, la durée du stage obligatoire.
- Renforcer la mobilité sortante, par exemple en mobilisant les partenariats académiques internationaux.

MASTER COMPTABILITÉ - CONTRÔLE - AUDIT

Établissements

Université Gustave Eiffel ; Université Paris-Est Créteil

Présentation de la formation

Le master *Comptabilité contrôle audit* de l'université Gustave Eiffel, co-accrédité avec l'université Paris-Est Créteil (UPEC), est porté par l'unité de formation et de recherche (UFR) Sciences économiques et de gestion (SEG). Cette formation comprend un seul parcours diplômant. Ses enseignements sont dispensés sur le campus de Champs-sur-Marne et sur le campus de l'Institut d'administration des entreprises (IAE) Paris Est site de Créteil. La formation compte 152 étudiants en 2022-2023 et 24 enseignants permanents.

Analyse globale

Le master *Comptabilité contrôle audit* (CCA) bénéficie d'une bonne attractivité et d'une bonne visibilité auprès des étudiants et du monde professionnel. Le partenariat avec la profession, notamment l'ordre des experts-comptables, est un point fort. L'insertion professionnelle des diplômés est très bonne. La formation gagnerait cependant à développer son adossement à la recherche.

La formation est en adéquation avec la stratégie formation de l'établissement. Elle s'inscrit dans le continuum licence-master au sein de l'université Gustave Eiffel, se situant dans la continuité du parcours *Compabilité, contrôle, audit* de la licence *Économie et gestion*. Elle fait partie du réseau national des masters *Comptabilité contrôle audit*. La formation mobilise l'interdisciplinarité dans le cadre de certaines unités d'enseignement. Le développement d'une culture du développement durable est activé, notamment via certains enseignements qui abordent les enjeux de transition écologique, mais doit encore se poursuivre.

La formation a adopté la démarche d'approche par compétences, en identifiant trois compétences spécifiques en lien avec la fiche du répertoire national des certifications professionnelles (RNCP), ainsi que quatre compétences transversales. La grille d'évaluation des mémoires ainsi que les fiches d'évaluation de la pratique professionnelle intègrent désormais ce référentiel de compétences. L'approche par compétences mériterait d'être étendue et finalisée.

Il y a peu d'ouverture à l'international, ce qui peut s'expliquer par le contexte juridique, fiscal et comptable en France. Les mobilités sortantes des étudiants concernent uniquement les étudiants en formation initiale (trois en 2021-2022 et dix en 2022-2023). La mobilité entrante et sortante des enseignants-chercheurs (à défaut de celle des apprentis) pourrait être développée. Le nombre d'heures étudiant d'enseignement de langue étrangère est de 64 h et tous les étudiants du master passent le TOEIC. Certains enseignements ont lieu en anglais (32 h), ce qui pourrait également être renforcé.

La formation bénéficie d'un adossement à la recherche correct, avec 47 h de formation à et par la recherche (enseignement de méthodologie de recherche, travail sur articles académiques). Vingt et un enseignants-chercheurs interviennent dans la formation et assurent 48 % des heures étudiant. Cependant, aucune poursuite en doctorat n'a lieu. Le lien avec la recherche est à renforcer pour former plus d'enseignants-chercheurs dans le domaine dans le domaine Comptabilité, contrôle, audit.

Le point fort du master CCA réside dans la grande qualité de la relation avec le monde socio-économique, notamment le Conseil régional de l'ordre des experts-comptables, ainsi que la compagnie régionale des commissaires aux comptes. Cette grande proximité permet d'assurer une très forte adéquation entre la formation et les attentes du monde professionnel. Vingt-six professionnels interviennent dans la formation et assurent plus de la moitié des heures étudiant d'enseignement. Cette dimension professionnelle est renforcée par l'apprentissage en deux ans. L'esprit entrepreneurial pourrait être davantage développé, de nombreux diplômés s'installant ensuite en profession libérale.

La formation dispose d'une forte attractivité auprès des étudiants et est très sélective (969 candidats, 72 admis en 2022-2023). Cette sélectivité permet d'assurer de très bons taux de réussite (94 % en moyenne en M1 et 98 % en M2). Il bénéficie d'un excellent taux d'insertion professionnelle : 91 à 98 % des répondants aux enquêtes sont en emploi 18 mois après la diplomation. La formation analyse l'insertion professionnelle et la poursuite d'études de ses diplômés au regard de ses objectifs et du marché de l'emploi. Elle mène ainsi une enquête systématique à 6 mois à l'issue du diplôme, en sus des enquêtes de l'Observatoire des formations et des insertions professionnelles, évaluations (OFIPE). À noter qu'un annuaire des diplômés pourrait être précieux pour le suivi de l'insertion professionnelle.

Le master CCA dispose d'une solide équipe pédagogique : 24 enseignants permanents pour environ 150 étudiants. Il existe un suivi des heures d'enseignement et des coûts engagés.

La formation développe une démarche d'amélioration continue. Elle met en place un suivi de l'évaluation des enseignements rigoureux et tient un conseil de perfectionnement commun chaque année. Elle a obtenu une accréditation AACSB et bénéficie de la certification Qualicert du réseau des IAE.

Conclusion

Points forts

- Une excellente insertion professionnelle des étudiants ;
- Une très forte proximité avec le monde socio-économique et notamment l'ordre des experts-comptables ;
- Une très forte attractivité du master ;
- Un fonctionnement en alternance sur deux ans ;
- Des accréditations témoignant de l'importance du processus d'amélioration continue.

Points faibles

- Un adossement à la recherche limité ;
- Un travail sur les compétences qui n'est pas achevé ;
- Une acculturation au développement durable et à l'entrepreneuriat encore perfectible ;
- Une internationalisation limitée.

Recommandations

- Renforcer l'adossement à la recherche afin de susciter davantage de poursuites en doctorat ;
- Développer la réflexion sur les compétences ;
- Poursuivre l'acculturation au développement durable et à l'entrepreneuriat ;
- Renforcer l'internationalisation par exemple par des enseignements en anglais et par la mobilité des enseignants-chercheurs.

MASTER ÉCONOMIE DE L'ENTREPRISE ET DES MARCHÉS

Établissement

Université Gustave Eiffel

Présentation de la formation

Le master *Économie de l'entreprise et des marchés (EMM)* de l'université Gustave Eiffel est porté par l'unité de formation et de recherche (UFR) Sciences économiques et de gestion (SEG). Cette formation comprend trois parcours diplômants : *Data Analyst - Business Analytics (BA)*, *Data Analyst - Human Resources Analytics (HRA)*, *Data Analyst - Études de marché (EMA)*. Ses enseignements sont dispensés sur le campus de Champs-sur-Marne. La formation compte 64 étudiants en 2022-2023 et 19 enseignants permanents.

Analyse globale

Le master *Économie de l'entreprise et des marchés (EMM)* participe à l'objectif de l'université Gustave Eiffel de développer des regards croisés monde universitaire/monde professionnel et s'inscrit dans la stratégie de la composante en associant pédagogie et recherche. Cette formation participe à l'offre de formation en gestion de l'Institut d'administration des entreprises (IAE) Paris Est, il est le seul portant sur les techniques quantitatives. Le master forme des data analysts dont les entreprises ont besoin. Après une année en formation initiale à temps plein, les étudiants sont en alternance au rythme de deux à trois jours en formation et deux à trois jours en entreprise chaque semaine puis à temps complet en entreprise à partir d'avril. Deux à trois étudiants participent à une formation en recherche complémentaire, mais il n'est pas signalé s'ils poursuivent ensuite en doctorat.

Le master bénéficie d'un excellent adossement à la recherche et est multidisciplinaire, appuyé sur l'économie et la gestion. Il est adossé aux laboratoires Équipe de recherche sur l'utilisation des données individuelles en lien avec la théorie économique ERUDITE (en économie) et Institut de recherche en gestion IRG (en gestion). De plus, il permet aux étudiants de se spécialiser en seconde année en data analyse appliquée à la finance, aux ressources humaines ou au marketing. Au-delà du master, les étudiants peuvent suivre le *Graduate Program Digital Studies and Innovation for Smart-Cities (DIGIS)* avec quatre autres masters de l'université qui mutualisent leurs enseignements et leurs projets pédagogiques, dans un projet interdisciplinaire de formation par la recherche et par la conduite d'études numériques combinant leurs compétences avec celles des laboratoires de recherche porteurs de thématiques nouvelles et d'opportunités d'exploration et d'innovation. Trois étudiants ont participé à ce programme en 2022-2023. Ils peuvent également être accueillis en stage ou en alternance au sein de la fédération de recherche Théorie et évaluation des politiques publiques (TEPP). Les 23 enseignants-chercheurs réalisent plus de 50 % des heures étudiant.

Le master est également très orienté sur la professionnalisation. 25 % des intervenants du master sont issus du monde professionnel et des conférences métiers ont lieu chaque semaine en M2, ouvertes également aux M1. La première année du master est en formation initiale à temps plein avec un stage de deux à six mois (on peut s'interroger sur la raison d'un intervalle de temps si large pour le stage), alors que la seconde année est en alternance. Si la formation est ouverte à la formation continue, deux étudiants seulement relèvent de ce statut en 2022-2023 sur les 41 étudiants tous parcours confondus. Enfin, la formation répond aux besoins des entreprises en data analyst, tout particulièrement en région parisienne.

La formation est organisée en compétences et la pédagogie est organisée en mode projet. Les étudiants réalisent des projets individuels et collectifs qui leur permettent de construire un portfolio de réalisations. Une certification Statistical Analysis System (SAS) est obligatoire pour tous les étudiants de deuxième année (M2) et ils sont préparés et présentent le TOEIC en fin de cursus. Les cours ont des modalités variées, face à face, moodle, business games, projets.

La formation présente une bonne attractivité et le suivi des résultats des étudiants est régulier. Le taux de réussite est important. Les étudiants sont issus de formations en mathématiques ou en économie-gestion. La sélection

est importante puisque moins de 10 % des candidatures sont retenues. Le très faible taux de désistement (moins de 10 %) souligne l'attractivité du diplôme. Le processus d'évaluation interne est solide, un nombre croissant d'étudiants répond aux évaluations semestrielles des enseignements permettant de faire évoluer la formation dans une démarche d'amélioration continue. Le master est présenté lors des salons étudiants avec les autres masters de l'IAE Paris Est, mais l'évaluation interne souligne un manque de visibilité en ligne. Pour autant, les informations sur le master sont régulièrement mises à jour sur le site de l'université. Le conseil de perfectionnement réunit chaque année enseignants, professionnels, étudiants et administratifs pour analyser l'année écoulée, les évaluations des étudiants et des intervenants et faire évoluer le diplôme pour mieux répondre aux attentes des parties prenantes.

La qualité de l'analyse de l'insertion souffre d'informations contradictoires entre les chiffres fournis par une enquête interne de l'IAE à 12 mois à laquelle ont répondu 90 % des étudiants et les chiffres de l'Observatoire des formations et des insertions professionnelles, évaluations (OFIPE), étude à 30 mois réalisée par l'université. Selon l'étude à 12 mois, le taux d'insertion est de 97 % à la sortie du master avec un salaire moyen d'embauche de 42 000 euros. Selon l'étude à 30 mois de l'université, le taux d'insertion trois mois après la sortie du diplôme est de 26 % seulement. Le conseil de perfectionnement ne porte que sur l'étude interne de l'IAE, il serait nécessaire de mieux analyser et comprendre les résultats de l'étude de l'OFIPE.

L'orientation internationale est limitée par l'organisation en alternance en seconde année. L'ouverture internationale pourrait être réalisée lors d'une année de césure ou lors du stage de première année (M1). Pour autant les compétences linguistiques sont assurées par 80 heures étudiant de cours d'anglais, un cours enseigné en anglais et le passage obligatoire du TOEIC. Un quart de la promotion est étrangère, et des accords avec plusieurs universités étrangères conduisent à la présence d'étudiants de Haïti, Shanghai ou Madagascar.

Conclusion

Points forts

- Un excellent adossement à la recherche ;
- Un master bi-disciplinaire en économie et gestion qui ouvre les étudiants à des compétences larges, au-delà des compétences techniques associées aux data ;
- Une forte professionnalisation par les intervenants, l'alternance en seconde année ou les projets conduits chaque année ;
- Une maquette et un contenu des enseignements organisés en compétences.

Points faibles

- Des données contradictoires sur l'insertion professionnelle ;
- Une hétérogénéité des durées de stage de M1 ;
- Une orientation internationale réduite.

Recommandations

- Améliorer le processus de recueil des données sur l'insertion en confrontant les données internes et les données OFIPE.
- Raccourcir l'intervalle de durée du stage de M1 pour homogénéiser l'expérience professionnelle.
- Renforcer l'orientation internationale en favorisant une année de césure à l'étranger ou une expérience internationale lors du stage de M1 ou en augmentant les cours en anglais.

MASTER ÉCONOMIE INTERNATIONALE

Établissements

Université Paris-Est Créteil ; Université Gustave Eiffel

Présentation de la formation

Le master *Économie internationale* de l'université Paris-Est Créteil (UPEC), co-accrédité avec l'université Gustave Eiffel (UGE), est une formation comprenant un parcours unique éponyme. La formation est portée par l'unité de formation et de recherche (UFR) Sciences économiques et de gestion et contient 717 heures étudiant. Elle compte 43 étudiants et 24 enseignants permanents en 2022-2023.

Analyse globale

L'objectif du master *Économie internationale* est de former des experts en gestion de projets et programmes de développement, destinés notamment à occuper des emplois dans des organisations internationales ou des organisations non gouvernementales (ONG). En cohérence avec son objectif de professionnalisation, la formation a su dans sa globalité développer les caractéristiques d'une ouverture réussie à l'international. Elle dispose également d'un adossement favorable à la recherche. Ces deux éléments participent à l'attractivité du master. Néanmoins, dans la mesure où celle-ci concerne tout particulièrement la deuxième année (M2), elle reste peu documentée et analysée. Le dossier d'autoévaluation présente la formation comme comprenant un seul parcours, mais il fait par ailleurs état de deux parcours de M2 (l'un localisé à l'UPEC et l'autre à l'UGE). De la même façon, le pilotage et l'analyse de l'insertion professionnelle des diplômés sont limités.

En cohérence avec l'intitulé de la mention, la formation a construit une bonne ouverture à l'international. Les enseignements du master se déroulent exclusivement en anglais. Il accueille une large proportion d'étudiants internationaux (41 sur 61 en 2022-2023). Plusieurs accords de doubles diplômes ont existé, existent (universités allemande et italienne de Freiberg et Rome) ou sont en projet. La formation invite régulièrement des enseignants en provenance d'Irlande, du Pérou, d'Italie ou encore d'Inde pour qu'ils interviennent dans des domaines d'expertise spécifiques (le microcrédit par exemple). Des intervenants professionnels en poste dans des organisations internationales (comme la Banque mondiale) font partie de l'équipe pédagogique. La formation organise des visites d'institutions internationales pour les étudiants. Ceux de M2 doivent effectuer une mission de terrain à l'étranger qui s'accompagne d'une recherche de partenaires et de financement. On ne connaît néanmoins pas le nombre d'étudiants qui la réalisent de façon effective. On regrette également que le nombre de mobilités sortantes ne soit pas plus élevé, malgré les accords internationaux (5 en 2022-2023 pour 20 étudiants nationaux ; aucune les deux années précédentes).

Le master dispose d'un bon adossement à la recherche. La formation est adossée à l'Institut de recherche en gestion (IRG) et à l'Équipe de recherche sur l'utilisation des données individuelles en lien avec la théorie économique (ERUDITE). L'axe « Entreprises et mondialisation » de celle-ci offre notamment une association thématique solide pour les enseignements d'initiation à la recherche et l'encadrement des mémoires. Un stage de recherche de quatre mois avec gratification est proposé chaque année par l'unité de recherche à un étudiant du master. De même, la participation de la formation au *Graduate Program Smart-Cities* de l'UGE offre la possibilité d'obtention d'une bourse de stage en laboratoire. Ces dispositifs encouragent l'inscription en doctorat (deux à quatre étudiants par an).

Combiné à une bonne ouverture à l'international, l'adossement à la recherche confère une attractivité à la formation, qui est cependant peu analysée. Le nombre annuel de candidatures en première année (M1) est croissant au cours de la période considérée (de 170 à 250 entre 2020-2021 et 2022-2023, pour une capacité d'accueil de 35 étudiants). Malgré tout, le nombre d'inscrits en M1 est faible et souffre d'une déperdition par rapport au nombre d'admis à l'issue de la sélection à l'entrée (21 inscrits pour 39 admis en 2020-2021, 31 pour 40 en 2021-2022 et 16 pour 25 en 2022-2023). Le nombre d'inscrits en M2 est plus élevé (28 inscrits à l'UPEC et à l'UGE en 2020-2021, 38 en 2021-2022 et 45 en 2022-2023). Dans la perspective d'un pilotage optimal au niveau

de la mention dans le cadre de la co-accréditation, cette situation particulière mériterait d'être documentée et ses raisons analysées. Il serait par exemple utile d'expliquer le contraste d'attractivité entre M1 et M2 et de savoir comment le faible nombre d'inscrits dans le M1 commun localisé à l'UPEC se répartit entre les deux sites sur lesquels se déroule le M2.

Les modalités de pilotage de l'insertion professionnelle des diplômés et l'analyse de celle-ci sont limitées. Le master n'est pas ouvert à l'alternance, car le calendrier engendré pourrait être incompatible avec celui des organisations d'accueil ciblées. L'acquisition d'une expérience professionnelle repose alors sur le stage (facultatif en M1, obligatoire en M2), mais le nombre d'étudiants qui en réalisent un de façon effective est très faible (10 pour un total de 49 inscrits à l'UPEC et à l'UGE en 2020-2021, l'information n'étant pas fournie pour les années suivantes). L'insertion professionnelle des diplômés est peu documentée. Le taux de réponse aux enquêtes d'insertion professionnelle est faible (10 sur 26 enquêtés en 2022 d'après un indicateur correspondant uniquement aux étudiants inscrits à l'UPEC, aucune enquête n'étant fournie pour ceux de l'UGE). Un suivi de cette insertion professionnelle est également effectué par l'équipe du master via des réseaux professionnels, mais l'information quantitative correspondante n'est pas fournie dans le dossier d'autoévaluation. Le conseil de perfectionnement réunit les étudiants et les équipes pédagogiques ou administratives, mais il ne comprend pas de professionnels extérieurs à la formation qui, en faisant le lien avec le monde économique, renforceraient le pilotage de l'insertion professionnelle. Le dossier d'autoévaluation fait état d'une réflexion en cours pour la structuration des blocs de compétences de la formation (la maquette fournie n'est d'ailleurs pas organisée de cette façon). L'organisation en blocs de compétences rendrait la formation plus identifiable du point de vue de l'objectif de professionnalisation et constituerait un outil de communication avec l'environnement économique.

Conclusion

Points forts

- Un bon adossement à la recherche ;
- Une attractivité marquée en M2 ;
- Une ouverture diversifiée à l'international, en cohérence avec le domaine de formation.

Points faibles

- Une articulation entre le M1 et le M2 et un faible effectif en M1 qui interrogent dans le cadre de la co-accréditation ;
- Un pilotage et une analyse de l'insertion professionnelle insuffisamment efficaces ;
- Une composition incomplète du conseil de perfectionnement ;
- Un projet non finalisé d'approche par compétences.

Recommandations

- Renforcer l'attractivité du M1 et l'articulation entre le M1 et le M2.
- Améliorer les processus de recherche de stage et d'analyse de l'insertion professionnelle.
- Compléter la composition du conseil de perfectionnement.
- Finaliser la mise en œuvre de l'approche par compétences.

MASTER ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

Établissement

Université Gustave Eiffel

Présentation de la formation

Le master *Économie sociale et solidaire (ESS)* de l'université Gustave Eiffel est porté par l'Institut francilien d'ingénierie des services (IFIS). Cette formation comprend trois parcours diplômants : *Ingénierie de la protection sociale et mutuelles (IPSM)*, *Insertion et entrepreneuriat social et solidaire (IESS)*, *Santé, médico-social et parcours de santé (SMSPS)*. Ses enseignements sont dispensés sur le campus de Champs-sur-Marne. La formation compte 236 étudiants en 2022-2023 et 19 enseignants permanents.

Analyse globale

Le master *Économie sociale et solidaire (ESS)* est un cursus professionnalisant en deux ans qui répond aux besoins de la région dans le domaine sanitaire et social. Elle s'inscrit dans les priorités pédagogiques de l'établissement en s'appuyant sur la chaire *Économie sociale et solidaire* de l'université. Elle affiche une excellente insertion professionnelle des étudiants qui suivent leur formation en alternance. La première année de master est commune à tous les parcours qui se différencient en seconde année seulement.

La formation s'inscrit dans un ensemble plus large de formations appuyées sur la chaire *Économie sociale et solidaire*. Elle s'inscrit dans la suite de la licence *Économie et gestion* de l'université Gustave Eiffel qui propose en première année (L1) une option économie sociale. Elle est également accessible aux diplômés des licences professionnelles (LP) dans le domaine de la santé ou du médico-social et en gestion des organisations de l'économie sociale et solidaire, en reprise d'études après au moins deux années d'activité professionnelle. Ce rapprochement avec les autres formations attachées à la chaire conduit à n'avoir qu'un conseil de perfectionnement commun à tous les diplômés, de la LP au master et ses différents parcours. La formation est par essence pluridisciplinaire et la thématique de la transition écologique est intégrée aux projets étudiants réalisés en première année (M1). La formation est appuyée sur la recherche à travers le programme PÉGASE qui porte sur la petite enfance et le grand âge au sein de la chaire et en collaboration avec les universités de Brest, Reims et Nancy. La soutenabilité, contrôlée par les services centraux de l'université, est assurée par l'apprentissage et la formation continue.

La formation est très professionnalisante. Trente-neuf professionnels interviennent dans la formation et réalisent la moitié des enseignements. Tous les étudiants sont en alternance ou en formation continue pendant les deux années du master. Le rythme de l'alternance est d'une semaine en formation suivie de deux semaines en entreprise. Des projets sont réalisés avec les acteurs du territoire durant la formation. Cette forte professionnalisation favorise une excellente insertion puisque trois mois après la formation, 90 % des étudiants sont en emploi en moyenne sur le master. Les deux tiers des étudiants relèvent de la formation continue.

Les enseignements sont répartis en compétences et le suivi des compétences professionnelles est réalisé via la plateforme de l'apprentissage. L'organisation sous forme de compétences est déjà réalisée selon le référentiel de compétences du répertoire national des certifications professionnelles (RNCP) et chacun des enseignements est rattaché à un type de compétences. L'approche par compétences va être développée pour mettre en cohérence le M1 et les trois parcours en deuxième année (M2). Les compétences numériques font l'objet d'un cours, mais aucune certification n'est proposée. Aucune certification n'est proposée dans le domaine des langues.

La formation a mis en place des pratiques pédagogiques variées et adaptées. L'e-learning est utilisé dans plusieurs cours, et, en M1, en moyenne deux jours par semaine sont à distance ce qui facilite l'intervention de certains professionnels peu mobiles. Cet enseignement à distance peut représenter 525 heures étudiant sous format synchrone et parfois hybride pour des étudiants qui souffrent de problèmes médicaux. Le parcours IPSM

conserve en seconde année le principe des deux journées en e-learning. La pédagogie par projet permet la mise en application des compétences. Ces projets sont réalisés dans l'université et sur le terrain.

Le flux des étudiants et leur réussite sont régulièrement suivis. La formation est attractive comme le montrent les entrées en seconde année pour la formation continue. Mais ces entrées sont dépendantes des possibilités de financement des opérateurs de compétences (OPCO) et peuvent être fragilisées par ces possibilités de financement. Le taux de réussite est proche de 100 % du fait de la taille de la promotion en première année et de l'accompagnement individualisé durant les deux années. En sus des études de satisfaction réalisées par l'université, chaque parcours interroge chaque année ses propres étudiants. Les résultats de ces enquêtes sont partagés dans le cadre de réunions pédagogiques. Le conseil de perfectionnement est réalisé dans le cadre de la chaire en même temps que toutes les autres formations rattachées à cette chaire. Les échanges sont donc peut-être moins approfondis que si un conseil de perfectionnement spécifique au master se réunissait.

L'orientation internationale de la formation est limitée. Le secteur n'est pas très sensible aux échanges internationaux. Les quelques actions qui ont lieu montrent qu'il est possible tout de même de réaliser une ouverture internationale. En effet, des échanges en anglais ont pu être organisés en distanciel, limités au cours d'anglais, un enseignant roumain a présenté les actions de l'Union européenne dans le domaine de l'économie sociale et un partenariat Erasmus+ est en discussion avec l'université de Tizi-Ouzou (Algérie).

L'adossement à la recherche de la formation est perfectible. 94 heures de formation à et par la recherche sont dispensées (méthodologie de mémoire, séminaire de recherche, etc.). Seules 504 heures étudiant sont assurées par des enseignants-chercheurs (EC), ce qui est peu pour un master. Cette participation des EC aux enseignements est à renforcer. Par ailleurs, la formation compte 19 enseignants permanents pour 46 enseignants permanents, soit 29 % du nombre total des enseignants intervenant dans la formation, ce qui pose question quant à la soutenabilité de la formation.

Conclusion

Points forts

- Une excellente insertion professionnelle ;
- Une articulation avec la Chaire ESS.

Points faibles

- Un conseil de perfectionnement qui n'est pas spécifique à la mention ;
- Une participation limitée des enseignants-chercheurs aux enseignements ;
- Une internationalisation à développer ;
- Une absence de certifications complémentaires.

Recommandations

- Organiser un conseil de perfectionnement spécifique au master ;
- Augmenter l'intervention des enseignants-chercheurs dans la formation ;
- Renforcer la dimension internationale en poursuivant le projet ERASMUS+ et en proposant une certification en anglais ;
- Proposer les certifications en anglais et informatique.

MASTER ÉTUDES EUROPÉENNES ET INTERNATIONALES

Établissements

Université Paris-Est Créteil ; Université Gustave Eiffel

Présentation de la formation

Le master *Études européennes et internationales* de l'université Paris-Est Créteil (UPEC), co-accrédité avec l'université Gustave Eiffel (UGE), est une formation comprenant deux parcours : *Étude socio-politique de la globalisation* et *Action humanitaire internationale*. La formation est portée par l'Institut d'études politiques (IEP) de Fontainebleau. Elle compte 76 étudiants et 6 enseignants permanents en 2022-2023.

Analyse globale

Le master *Études européennes et internationales* revêt une dimension pluridisciplinaire et témoigne d'une réflexion approfondie autour de l'adaptation des méthodes pédagogiques aux compétences visées. La professionnalisation vers le secteur de la solidarité est largement tournée vers l'international. La démarche d'amélioration continue a néanmoins été perturbée par le déménagement à Fontainebleau. L'adossement à la recherche est limité.

La formation témoigne d'une réflexion approfondie autour de l'adaptation des méthodes pédagogiques aux compétences visées. Le développement des compétences en termes de savoir-être et de savoir-faire est proposé, notamment par le suivi obligatoire d'une unité d'enseignement intitulée « Engagement citoyen » en première année (M1) intégrant des activités telles que la convention citoyenne étudiante (CCE) et des projets personnels et collectifs, et par la possibilité en deuxième année (M2) de choisir une activité de modération et d'animation de la CCE inscrite dans la maquette. Les enseignements sont principalement dispensés en présentiel, mais certains consistent en des visites d'institutions, ont lieu dans des fablabs ou se déroulent en modalité hybride. Le campus de Fontainebleau accueille l'essentiel des enseignements, mais certaines séances de la CCE ont lieu dans le théâtre municipal. L'ouverture aux méthodes d'enseignement innovantes a amené à l'ouverture d'un diplôme d'université (DU) d'animation et de facilitation des dispositifs participatifs et délibératifs. L'approche par compétences est seulement amorcée par le biais d'une approche programme définie pour chacun des parcours.

La pluridisciplinarité constitue un atout de la formation. Est en effet adoptée une démarche pédagogique pluridisciplinaire en science politique, en sociologie politique de l'international, en droit, en économie du développement, en gestion de projets, en sociologie des organisations, en modalité de gouvernance, etc. Une attention particulière est accordée à l'approche et au traitement des controverses. La formation bénéficie par ailleurs de la CCE, un dispositif interdisciplinaire associant toutes les composantes de l'établissement.

La professionnalisation vers le secteur de la solidarité est largement tournée vers l'international. Les étudiants doivent valider trois stages, de préférence à l'international, ce qui contribue à leur insertion professionnelle. Des ateliers d'intégration professionnelle visent à informer les étudiants des débouchés internationaux, à les former grâce à des exercices pratiques (par exemple, la rédaction de mémorandums en anglais ou la production de médias), mais surtout à les accompagner dans leur recherche de stage et leur insertion professionnelle. Des enseignements sous la forme de projets collectifs donnent lieu à une présentation à un jury jouant le rôle de bailleurs de fonds. Les principales compétences pratiques se concentrent autour de la notion de projet et des modalités de fonctionnement des acteurs de la solidarité internationale. De par son objet d'études, le master est tourné vers l'international et propose ainsi quatre doubles diplômes internationaux avec les universités de Catane (en Italie), de Cluj (en Roumanie), de Louvain-la-Neuve (en Belgique) et de Saint Louis d'Ottawa (au Canada). Chaque année, une petite dizaine de mobilités internationales ont lieu dans le cadre des doubles diplômes, avec un léger déséquilibre en faveur de la mobilité sortante. Le service des relations internationales de l'IEP propose des formations à la mobilité qui facilitent les démarches des étudiants. Si aucune langue vivante n'est imposée, certains enseignements disciplinaires sont dispensés en anglais, notamment dans le cadre des

doubles diplômes avec les universités de Saint Louis d'Ottawa ou de Catane, ainsi que de la CCE. Enfin, l'ensemble du parcours *Étude socio-politique de la globalisation* est proposé en anglais (358 heures étudiant), parcours qui exige dès lors un niveau de langue expérimenté (C1).

La démarche d'amélioration continue a été perturbée par le déménagement entre les sites de Créteil et de Fontainebleau. Le master est en phase de stabilisation suite au déménagement à Fontainebleau. Celui-ci a provoqué une installation tardive de l'administration qui n'a pas rendu possible la mise en place d'une réelle démarche d'amélioration continue. Le questionnaire d'évaluation par les étudiants présenté est un document type non spécifique à la formation et aucune donnée n'est transmise quant aux réponses reçues. Est également mentionnée une enquête en cours sur l'insertion professionnelle, mais aucune donnée n'est non plus fournie. Une étude a néanmoins été réalisée : elle fait apparaître une oscillation dans les données de non-validation de crédits ECTS au moment du transfert du campus vers Fontainebleau à la rentrée 2021. Un conseil de perfectionnement est organisé au niveau de l'IEP et non au niveau de la mention, ce qui ne facilite pas le processus de l'amélioration continue. Il n'apporte aucune indication spécifique sur le master et reste très général. Une réflexion est en cours autour du changement de rattachement du parcours *Action humanitaire internationale* vers une mention de science politique.

L'adossement à la recherche est limité. Le ou les laboratoires de rattachement de la formation ne sont pas mentionnés. La pluralité de rattachement pourrait s'expliquer par le caractère pluridisciplinaire de la formation. Le master ne peut compter que sur un nombre restreint d'enseignants-chercheurs dans la mesure où les enseignements sont assurés par quelques personnes (le dossier d'autoévaluation fournit des informations variables à ce sujet, et s'il ne comptabilise que 6 enseignants permanents, il fait par ailleurs état de 13 enseignants-chercheurs, mais sans indiquer le nombre d'heures d'enseignement qu'ils assurent). Il convient cependant de mentionner une initiative intéressante d'initiation des étudiants à la recherche : la publication d'articles dans la revue *Alternatives humanitaires*.

Conclusion

Points forts

- Une réflexion approfondie autour de l'adaptation des méthodes prélogiques aux compétences visées ;
- Une pluridisciplinarité enrichissante ;
- Une professionnalisation tournée vers l'international.

Points faibles

- Une absence de conseil de perfectionnement au niveau de la formation et, plus largement, une démarche d'amélioration continue incomplète ;
- Un adossement à la recherche limité.

Recommandations

- Mettre en place un pilotage plus performant avec un conseil de perfectionnement au niveau de la mention et perfectionner le dispositif de suivi des étudiants et des diplômés, tant dans le cadre de l'insertion professionnelle que de la réussite des études.
- Approfondir l'adossement à la recherche en proposant par exemple un parcours *Graduate Program*.

MASTER FINANCE

Établissements

Université Paris-Est Créteil ; Université Gustave Eiffel

Présentation de la formation

Le master *Finance* de l'université Paris-Est Créteil (UPEC), co-accrédité avec l'université Gustave Eiffel (UGE), est une formation comprenant trois parcours : *Gestion de portefeuille*, ouvert en formation en apprentissage et au public de la formation continue ; *Ingénierie financière*, ouvert en formation initiale classique et en formation continue ; *Banque – chargé(e) d'affaires*, ouvert en formation en apprentissage et au public de la formation continue. La formation est portée par l'Institut d'administration des entreprises (IAE) Paris-Est et contient entre 758 et 826 heures étudiant selon les parcours. Elle compte 128 étudiants et 16 enseignants permanents en 2022-2023.

Analyse globale

Le master *Finance* est attractif. L'objectif d'insertion professionnelle des diplômés dans les domaines définis par les parcours est globalement atteint. Une activité soutenue (par un travail d'accréditation notamment) pour favoriser l'insertion du master dans le monde économique et académique contribue à ces résultats. Les dispositifs de préparation à l'insertion professionnelle ne sont néanmoins pas tous aboutis (l'ouverture du parcours *Ingénierie financière* à l'alternance a notamment été repoussée). Le fonctionnement des conseils de perfectionnement et la démarche d'approche par compétences souffrent également de quelques lacunes.

Le master *Finance* est attractif et parvient globalement à atteindre l'objectif d'insertion professionnelle des diplômés. Même s'il est en baisse, le nombre de candidatures à l'accès en première année (M1) reste élevé au regard de la capacité d'accueil (779 candidats en 2022-2023 répartis de façon équilibrée entre les parcours, pour 66 places ouvertes). Les effectifs sont stables et le taux de réussite est élevé (supérieur à 90 %). Les enquêtes d'insertion professionnelle font apparaître l'employabilité des diplômés. Pour ceux de 2020, le taux d'insertion professionnelle 30 mois après l'obtention du diplôme s'élève à 100 % pour le parcours *Gestion de portefeuille* (avec 15 réponses pour 18 diplômés) et à 90 % pour le parcours *Ingénierie financière* (avec un chiffre plus faible de 9 réponses pour 16 diplômés). Pour ces deux parcours, les enquêtes indiquent majoritairement une satisfaction vis-à-vis des emplois occupés (gérant de portefeuilles notamment pour le premier, analyste financier pour le second). Les résultats d'enquêtes fournis pour le parcours *Banque – chargé(e) d'affaires* ne sont pas normalisés et ne portent notamment pas d'indication concernant les taux de réponse. Pour la promotion 2019, le taux d'insertion professionnelle est de 93 % 30 mois après la diplomation (il n'y a pas de données pour la promotion 2020 comparables aux autres parcours).

La poursuite de l'objectif d'insertion professionnelle est favorisée par l'intégration réussie de la formation dans son environnement économique et académique. Le master s'inscrit dans la stratégie, partagée par l'UPEC et l'UGE, de professionnalisation des formations pour répondre aux besoins du territoire de l'Est parisien. La formation s'intègre à la stratégie de l'IAE Paris-Est en offrant une poursuite d'études aux licences de l'établissement (plus de 70 % des étudiants du master proviennent de celles-ci). Le M1 partage un tronc commun avec les autres masters de l'IAE. La formation bénéficie des services mis en place par l'IAE : par exemple, l'accréditation auprès de l'Association to Advance Collegiate Schools of Business (AACSB) apporte la reconnaissance d'une démarche qualité. De même, l'activité du pôle Relations entreprises de l'IAE s'ajoute au réseau des intervenants professionnels de la formation pour favoriser les relations avec le monde économique. Le master utilise également plusieurs dispositifs pédagogiques externes de mise en situation professionnelle (plateforme de gestion d'un portefeuille virtuel) ou de certification (Autorité des marchés financiers).

Les dispositifs de préparation à l'insertion professionnelle restent néanmoins inégalement mobilisés. L'ouverture à l'apprentissage des parcours *Gestion de portefeuille* et *Banque – chargé(e) d'affaires* donne accès à une

expérience professionnelle directe. Le parcours *Ingénierie financière* n'est pas ouvert à l'alternance. Le dossier d'autoévaluation rappelle qu'il s'agissait d'un point d'amélioration indiqué lors de la précédente évaluation. Il se propose de le considérer à nouveau, sans apporter de précision à ce sujet. Pour l'ensemble de la mention, l'apprentissage n'a bénéficié qu'à 35 étudiants sur 123 inscrits en 2020-2021, 34 sur 124 en 2021-2022 et 33 sur 128 en 2022-2023. Le stage devrait être la voie d'acquisition d'une expérience professionnelle directe pour les étudiants qui n'ont pas de contrat d'apprentissage. Or, pour l'ensemble de la mention, seuls 24 étudiants ont suivi un stage en 2020-2021, 18 en 2021-2022 et 33 en 2022-2023.

Le pilotage pédagogique de la formation est hétérogène. Un conseil de perfectionnement a été mis en place pour chaque parcours. Le dossier d'autoévaluation manque néanmoins de clarté dans la description des modalités de travail de ces conseils. Par exemple, il indique que les pratiques varient selon les parcours, mais certains éléments rédigés pour décrire ces différences sont finalement barrés. Le conseil de perfectionnement du parcours *Banque – chargé(e) d'affaires* intègre des professionnels extérieurs à la formation, notamment les maîtres d'apprentissage. Ce n'est pas le cas pour celui du parcours *Gestion de portefeuille*, auquel ne sont présents que des responsables pédagogiques et des étudiants. Les professionnels participant au conseil de perfectionnement du parcours *Ingénierie financière* sont des intervenants de la formation. La qualité des membres participants au comité Qualité formation mis en place en complément des conseils de perfectionnement n'est pas précisée. Le master est engagé dans un processus de type mise en œuvre d'une approche par compétences. Elle fait partie de la démarche d'accréditation AACSB via l'un de ses aspects, l'*Assurance of Learning*. La «maquette compétences» qui en découle ne fait cependant apparaître que très peu d'éléments constitutifs d'unités d'enseignements (ECUE) de la formation. Ainsi, il existe une seule «maquette compétence» pour l'ensemble des trois parcours, alors que l'existence des parcours repose par définition sur celle de compétences différentes.

Conclusion

Points forts

- Une forte attractivité ;
- Une bonne insertion professionnelle des diplômés ;
- Une formation bien insérée dans son environnement professionnel et territorial ;
- Une formation qui bénéficie des démarches d'accréditation engagées par l'IAE et des services qu'il propose.

Points faibles

- Un accès inégal aux situations d'expérience professionnelle en fonction des parcours ;
- Une organisation des conseils de perfectionnement au niveau des parcours et qui manque de clarté ;
- Une approche par compétences qui ne s'étend pas jusqu'aux parcours.

Recommandations

- Ouvrir le parcours *Ingénierie financière* à l'alternance et améliorer l'accès aux expériences en milieu professionnel.
- Intégrer des professionnels au conseil de perfectionnement et l'organiser à l'échelle de la mention.
- Favoriser l'appropriation, parcours par parcours, de l'approche par compétences.

MASTER GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

Établissements

Université Gustave Eiffel ; Université Paris-Est Créteil

Présentation de la formation

Le master *Gestion des ressources humaines* de l'université Gustave Eiffel, co-accrédité avec l'université Paris-Est Créteil (UPEC), est porté par l'unité de formation et de recherche (UFR) Sciences économiques et de gestion (SEG). Cette formation comprend deux parcours diplômants : *Gestion des ressources humaines et des transformations du travail et des organisations (GRHTTO)*, *Gestion des ressources humaines dans les multinationales (GRHM)*. Ses enseignements sont dispensés sur le campus de Marne-la-Vallée et sur le campus de Créteil. La formation compte 98 étudiants en 2022-2023 et 14 enseignants permanents.

Analyse globale

Le master *Gestion des ressources humaines (GRH)* est une formation attractive, qui présente d'excellents taux de réussite et une bonne insertion professionnelle. Elle utilise des méthodes pédagogiques variées et innovantes. Il manque cependant des informations pour mieux apprécier l'adéquation des emplois occupés par les diplômés avec la formation. En outre, il conviendrait de réunir un conseil de perfectionnement commun à la mention, afin d'améliorer la coordination entre les deux parcours.

Le master *Gestion des ressources humaines* est en bonne adéquation avec la stratégie de l'établissement et dispose d'une place cohérente dans l'offre de formation avec les deux parcours diplômants *Gestion des ressources humaines et des transformations du travail et des organisations (GRHTTO)* et *Gestion des ressources humaines dans les multinationales (GRHM)*. Il se situe dans la continuité de la licence *Économie et gestion* de l'établissement, pour les parcours *Gestion des entreprises* et *Management international* notamment. Les partenariats autres qu'académiques ne sont pas réellement évoqués. L'acculturation à l'éthique et au développement durable pourrait être encore renforcée.

L'adossement à la recherche de la formation est correct, et se déploie à travers une formation à et par la recherche (mémoires de recherche, formation à la recherche d'un volume moyen de 57 heures d'enseignement). Le lien avec le laboratoire Institut de recherche en gestion (IRG) est notable. Neuf enseignants-chercheurs et chercheurs interviennent dans la formation et assurent 370 heures de cours (sur un total de 800 heures environ). Peu d'étudiants poursuivent cependant en doctorat (trois durant les dix dernières années).

La formation est attractive (73 admis en liste principale et complémentaire, sur 473 candidats en 2022-2023) à l'entrée de la première année et les taux de réussite sont remarquables (proche de 100 %). Cependant, la baisse des candidatures (de 1 076 en 2020-2021 à 473 en 2022-2023) doit conduire à mener des efforts pour conserver l'attractivité du master *GRH*. La formation analyse l'insertion professionnelle et la poursuite d'études de ses diplômés au regard du marché de l'emploi. Les réponses à l'enquête montrent que 83 % des diplômés ayant répondu sont en emploi 18 mois après le diplôme. Il y a toutefois peu d'éléments pour connaître l'adéquation entre le parcours *GRHTTO* et les débouchés. Il n'est pas fait référence au réseau des alumni, ce qui pourrait aider à dynamiser la formation.

La dimension internationale est très présente, principalement dans le parcours *GRHM*. L'enseignement d'anglais est obligatoire (90 h) et l'apprentissage d'une deuxième langue est possible en option. Par ailleurs, 90 h de cours disciplinaires sont enseignées en anglais dans le parcours *GRHM*. La certification linguistique TOEIC est proposée dans les deux parcours et est obligatoire dans le parcours *GRHM* (score minimum de 780). En revanche, les mobilités sortantes longues sont quasi inexistantes (une seule durant la période de référence). Des professeurs internationaux sont invités régulièrement et des *Learning Expeditions* de huit jours sont organisées.

Le master GRH est très professionnalisé avec de nombreuses interventions de professionnels (246 heures). Cette dimension est renforcée par l'apprentissage en deux ans (qui constitue un atout important). 54 inscrits sur 98 (55 %) sont en alternance en 2022-2023. En revanche, la formation continue est très peu développée pour le moment (un seul stagiaire en 2020-2021).

Le master GRH dispose d'une solide équipe pédagogique : 14 enseignants permanents (ainsi que 14 non permanents). Il existe un suivi des heures d'enseignement et des coûts engagés. Les méthodes pédagogiques sont variées et originales : Apprendre en faisant (*Learning by Doing*), pédagogie inversée, études de cas proposés par des équipes RH, co-design Run (missions de conseil pour des clients externes), jeux de rôles, etc. L'approche par compétences est bien avancée : les compétences ciblées sont définies et un livret de suivi des compétences est mis en œuvre pour les alternants.

La formation met en place un suivi de l'évaluation des enseignements rigoureux. En 2022-2023, 50 % des inscrits ont répondu aux questionnaires d'évaluation. Le master GRH tient un conseil de perfectionnement dans chacun des deux parcours. Un conseil commun pourrait renforcer la cohérence d'ensemble.

Conclusion

Points forts

- Une professionnalisation parfaitement adaptée à la finalité de la formation ;
- Une introduction d'outils pédagogiques innovants (pratique théâtrale, ludo-pédagogie) ;
- Des efforts consacrés aux enjeux du développement durable ;
- Une dimension internationale très présente (notamment dans le parcours *Gestion des ressources humaines dans les multinationales*).

Points faibles

- Des débouchés pour le parcours *Gestion des ressources humaines et des transformations du travail et des organisations* qui ne sont pas forcément en cohérence avec la spécialisation ;
- Une coordination entre les deux parcours qui est à améliorer.

Recommandations

- Amplifier la réflexion sur les débouchés du parcours *Gestion des ressources humaines et des transformations du travail et des organisations* (il conviendrait de disposer d'une étude d'insertion récente).
- Réaliser un conseil de perfectionnement commun pour améliorer la coordination entre les deux parcours.

MASTER MANAGEMENT

Établissements

Université Paris-Est Créteil ; Université Gustave Eiffel

Présentation de la formation

Le master *Management* de l'université Paris-Est Créteil (UPEC), co-accrédité avec l'université Gustave Eiffel (UGE), est une formation comprenant cinq parcours, dont deux ouverts en première année (M1) et en deuxième année (M2) du cycle : *Conseil, études et recherche* ; *Management de la responsabilité sociale de l'entreprise*. Les parcours *Gestion des centres de formation d'apprentis*, *Gestion des entreprises sociales et solidaires* et *Gestion des organisations scolaires* sont ouverts uniquement en M2. La formation est portée par l'institut d'administration des entreprises (IAE) Paris-Est et contient entre 1 109 et 1 290 heures étudiant selon les parcours. Elle compte 64 étudiants et 77 enseignants permanents en 2022-2023.

Analyse globale

Le master *Management* s'inscrit pleinement dans la stratégie de formation de l'UPEC. Il bénéficie d'un bon ancrage socio-économique, apporte des réponses aux attentes managériales de secteurs spécifiques et a un excellent adossement à la recherche. L'insertion professionnelle, au regard de son niveau conforme à ce qu'il est donné d'observer dans des formations sélectives (supérieur à 75 % 30 mois en moyenne après l'obtention du diplôme), est à un niveau très honorable. Le pilotage de la formation s'appuie sur des dispositifs qui contribuent à renforcer son amélioration continue, mais ces dispositifs peuvent être améliorés. La faible attractivité de certains parcours questionne cependant leur soutenabilité et leur viabilité à long terme. L'ouverture de la formation à l'international reste modeste.

La formation entretient des liens solides avec le monde socio-économique et est pleinement tournée vers la professionnalisation des étudiants et des stagiaires de la formation continue. Le master *Management* bénéficie d'un bon ancrage dans le monde socio-économique. L'ensemble des parcours s'appuie sur des partenariats noués avec les acteurs clés du monde professionnel. Le stage, l'alternance et la formation continue, les séminaires hors les murs, les cas pratiques s'appuyant sur des problématiques d'organisations sont déployés dans la formation et renforcent son ancrage socio-économique. Ces dispositifs sont consolidés par l'intervention de professionnels délivrant des enseignements en lien avec leurs pratiques professionnelles et les objectifs de la formation. La mention de master est bien intégrée dans l'offre de formation de l'établissement. Elle comprend des parcours formant un tout cohérent et permettant d'aborder les problématiques actuelles de management dans des contextes et des organisations particulières. Cette formation vient compléter les différents masters proposés dans le domaine des sciences de gestion et du management dans l'établissement, sans constituer de doublon avec une autre mention ou un autre parcours.

Le master bénéficie d'un adossement à la recherche solide en proposant une formation à et par la recherche. Le nombre d'enseignants-chercheurs intervenant au sein de la mention est important (77). La maquette pédagogique comporte des enseignements d'initiation à la recherche, des cours de méthodologie de la recherche, un séminaire d'écriture (dans le parcours *Gestion des entreprises sociales et solidaires*) et la production d'un mémoire de recherche (dans le parcours *Conseil, études et recherche*). Les étudiants bénéficient d'un document commun de rédaction du mémoire et de l'accompagnement d'un enseignant-chercheur. Les dispositifs sous-tendant cet adossement contribuent à renforcer les compétences en recherche des étudiants et favorisent l'adoption d'une vraie démarche réflexive autour des pratiques professionnelles. Il est regrettable que l'adossement à la recherche soit moins marqué dans les parcours *Gestion des organisations scolaires* et *Gestion des centres de formation d'apprentis*.

Le programme d'enseignement est complet, structuré en blocs de compétences générales, et mobilise des méthodes pédagogiques adaptées à l'accueil des différents publics. La maquette est articulée autour de blocs de compétences, mais l'approche par compétences n'est pas mise en œuvre. En effet, les compétences

proposées sont très générales et sont loin de couvrir l'ensemble des enseignements de tous les parcours. Les enseignements abordent l'ensemble des disciplines se rattachant aux sciences de gestion et du management, ainsi que des disciplines connexes permettant le développement de compétences spécifiques nécessaires au pilotage d'organisations de secteurs comme l'économie sociale et solidaire, d'établissements publics d'enseignement et de centres de formation d'apprentis. La formation repose sur des approches pédagogiques permettant d'assurer une transdisciplinarité et de renforcer les compétences des étudiants et des stagiaires de la formation continue.

La formation a des taux de réussite et d'insertion professionnelle globalement très honorables. Les taux de réussite vont de 87 % à 100 % dans certains parcours. Ils sont globalement à un niveau convenable. Les échecs s'expliquent par des mémoires non rendus ou des soutenances non effectuées. En ce qui concerne l'insertion professionnelle, elle est de bonne qualité pour les différents parcours de la mention où ceux-ci sont appréciés. Elle s'élève à 75 % en moyenne 30 mois après l'obtention du diplôme pour le parcours *Management de la responsabilité sociale de l'entreprise*. Les postes occupés sont en adéquation avec la formation. L'enquête sur les taux d'insertion professionnelle réalisée par l'établissement, dont le nombre de répondants est faible (5), n'intègre malheureusement pas les données liées aux évolutions professionnelles des personnes en formation continue. De même, ces enquêtes ne donnent pas d'information sur les opportunités qu'ont pu obtenir les stagiaires de la formation continue à l'issue de la formation.

Le pilotage de la mention s'appuie sur des outils principalement localisés au sein de chaque parcours et non au niveau de la mention. Ces dispositifs de pilotage et d'amélioration continue (évaluation des enseignements, réunion pédagogique, conseil de perfectionnement) sont d'une utilité avérée au niveau de chaque parcours, mais ils ne sont pas pensés au niveau de la mention. Ces conseils de perfectionnement, qui existent au niveau de chaque parcours, interrogent sur leurs contours (ils ne comprennent pas systématiquement des acteurs du monde économique) et sur la régularité de leur tenue (les conseils de perfectionnement présentés dans le dossier d'évaluation ont des dates variables, entre 2021 et 2023, soit une antériorité de deux années pour certains parcours). Le conseil de perfectionnement ne fonctionne pas de façon effectif au niveau de la mention.

La formation connaît des difficultés en ce qui concerne son attractivité. Bien que la mise en place de MonMaster ait contribué à augmenter le nombre de candidatures, cela n'a pas eu les effets escomptés sur les effectifs finaux. En ce qui concerne les effectifs de la mention, ils ont diminué (83 étudiants inscrits en 2020-2021 ; 64 en 2022-2023). Les parcours *Conseil, études et recherche* (1 étudiant en 2020-2021 ; 0 en 2022-2023), *Gestion des organisations scolaires* (16 étudiants en 2020-2021 ; 9 en 2022-2023) et *Gestion des centres de formation d'apprentis* (6 étudiants en 2020-2021 ; 5 en 2022-2023) connaissent des baisses importantes d'effectifs et ne sont pas soutenables. Cela entraîne une baisse globale des effectifs. Ces parcours qui peinent à toucher pleinement leur cible n'ont d'ailleurs pas ouvert en 2022-2023. Les transformations des parcours *Gestion des organisations scolaires* et *Gestion des centres de formation d'apprentis* en diplômes d'université, évoquées dans le dossier d'autoévaluation, sont des solutions pertinentes.

La formation a une ouverture à l'international relativement modeste. Les parcours ne proposent pas de doubles diplômes et l'ouverture à l'international repose surtout sur des collaborations académiques externes plutôt que sur une intégration dans le cursus lui-même. Les parcours *Management de la responsabilité sociale de l'entreprise* et *Conseil, études et recherche* disposent de conventions avec des pays africains (Maroc, Tunisie, Burkina Faso) et accueillent des étudiants internationaux. Les étudiants inscrits dans la mention bénéficient de cours de langues. La mention ne déploie aucun dispositif particulier pour l'international. Il n'y a pas de mobilité sortante, ni de stage réalisé à l'étranger.

Conclusion

Points forts

- Un bon ancrage dans l'écosystème socio-économique avec une réelle adaptation aux attentes des milieux professionnels partenaires de la formation ;
- Un adossement à la recherche de très bonne qualité.

Points faibles

- Une faible attractivité des parcours *Conseil, études et recherche*, *Gestion des organisations scolaires* et *Gestion des centres de formation d'apprentis* ;
- Une absence de données chiffrées concernant le devenir des stagiaires de la formation continue.

Recommandations

- Approfondir la réflexion sur la possibilité de faire évoluer les parcours *Gestion des organisations scolaires* et *Gestion des centres de formation d'apprentis* vers des diplômes d'université ou des certificats.
- Inclure dans les enquêtes d'insertion professionnelle des données permettant d'apprécier les évolutions de carrière des stagiaires de la formation continue.

MASTER MANAGEMENT DE L'INNOVATION

Établissement

Université Gustave Eiffel

Présentation de la formation

Le master *Management de l'innovation* de l'université Gustave Eiffel est porté par l'Institut francilien d'ingénierie des services (IFIS). Cette formation comprend deux parcours diplômants : *Management, innovation de services et numérique (MITIC)*, *Management, innovation de services et patrimoines immobiliers (MIPI)*. Ses enseignements sont dispensés sur le campus de Champs-sur-Marne. La formation compte 87 étudiants en 2022-2023 et dix enseignants permanents.

Analyse globale

Avec un réel adossement à la recherche et des interactions avec les acteurs socio-économiques territoriaux, le master *Management de l'innovation* développe des savoirs et des compétences en management de l'innovation dans les domaines du numérique et de l'immobilier en lien avec la ville intelligente, durable, inclusive. La formation connaît malgré tout une baisse de ses effectifs et un taux d'insertion professionnelle des diplômés qu'il convient de développer. Les responsables de la formation ont identifié ces points faibles et initié une réelle réflexion sur les pistes potentielles d'amélioration.

La formation développe une approche par compétences sophistiquée et qui se veut novatrice. Les étudiants sont placés en situation d'acteurs professionnels responsables. Ils ont à développer des compétences dans cinq grands domaines d'activités reconnus par les professionnels. Les deux parcours de la mention se structurent en blocs de compétences. Le parcours *MIPI* prépare les étudiants comme acteurs de l'innovation en immobilier professionnel et de la prestation de services associés. Les diplômés du parcours *MIPI* peuvent assumer des responsabilités couvertes par les deux options du M2 : *Facility Management* (gestion des services immobiliers) ou *Property and Asset Management* (gestion de biens et gestion d'actifs immobiliers). Le master *MITIC* les prépare à répondre aux besoins d'innovation des entreprises et à accompagner leur transformation par les technologies numériques. Depuis la précédente maquette, l'approche par compétences a fait l'objet d'une datavisualisation *GUSTAVIZ* conçue par l'équipe pédagogique et le centre d'innovation pédagogique et numérique (CIPEN) et d'une validation dans un portefeuille numérique de compétences académiques et professionnelles détenu par tous les étudiants. Cet outil accompagne aussi les tuteurs d'entreprises dans l'élaboration des missions. Des certifications complètent, valorisent et personnalisent le portefeuille de compétences : PIX (parcours *MITIC* uniquement), Voltaire, TOEIC et participations à des projets européens de collaboration et d'enseignements.

Des marges de progression sont possibles et identifiées pour l'internationalisation de la formation. L'anglais obligatoire est enseigné en première année (M1) et en deuxième année (M2). Les étudiants sont aussi préparés au TOEIC qu'ils doivent passer en fin de M1, voire en fin de M2. Les étudiants du parcours *MITIC* bénéficient de cours en anglais et participent au *Blended Intensive Program (BIP) Technologies and Businesses*. Ce programme a été lancé en septembre 2023 en collaboration avec trois autres universités du programme européen *PIONEER* (université Laurea en Finlande, ISCTE - Institut universitaire de Lisbonne au Portugal, université de Zlin en République tchèque) avec un financement Erasmus. Il permet la validation conjointe de crédits ECTS en semaines internationales. Un cours commun avec l'université de Laurea (Finlande) sur l'innovation de services a été également expérimenté en distanciel et en présentiel (deux semaines en mai à Helsinki). La formation prévoit également des activités de type *Collaborative Online International Learning (COIL)* en faveur de l'internationalisation à domicile et de la mobilité virtuelle. Depuis 2021, aucun étudiant n'est inscrit dans une offre de formation spécifique à l'international ni n'a bénéficié d'une mobilité entrante ou sortante. Toutefois, on note une progression régulière du nombre d'étudiants internationaux qui étaient huit en 2022-2023. Enfin, de nombreux échanges se font avec des partenaires des projets européens *COIL* et *BIP*. Quatre professeurs invités interviennent dans la formation (en mobilité ou à distance). Les pistes d'amélioration concernent le lancement

d'un nouveau COIL, la consolidation du BIP et le développement des échanges avec des collègues internationaux pour favoriser l'arrivée d'étudiants en échanges Erasmus.

La formation présente une réelle articulation entre l'enseignement et la recherche. Le master est adossé à deux unités de recherche, le laboratoire Dispositif d'information et de communication à l'ère numérique (DICEN-IDF) et le laboratoire Institut de recherche en gestion (IRG). Ses objectifs sont en lien avec les axes pluridisciplinaires de ces laboratoires et notamment les nouveaux espaces et nouvelles formes de travail avec les technologies de l'information et de la communication dans les organisations et les territoires. Les étudiants bénéficient de 114 heures de formation à et par la recherche. Ils sont d'abord formés à l'identification des ressources bibliographiques par la bibliothèque universitaire au début du premier semestre. Ensuite, une partie du cours de méthodologie de recherche est consacrée à l'usage des bases de données et de la recherche. Les étudiants sont aussi sensibilisés à l'éthique de la recherche. Des ateliers Zotero sont planifiés pour 2023-2024. Les étudiants de M1 réalisent un premier travail de recherche avec la collecte de données quantitatives et qualitatives primaires, et de données secondaires afin de réaliser un état de l'art et des connaissances sur leur sujet. Ils poursuivent en M2 avec un accompagnement mixte du mémoire universitaire et professionnel (MUP) par des enseignants-chercheurs et des professionnels avec une nouvelle collecte de données primaires et secondaires. Bien que la qualité de ce mémoire soit appréciée, y compris par les professionnels, il se poursuit très rarement par un doctorat. La Chaire INI (Innovation, numérique et immobilier) devrait faciliter cette poursuite en valorisant davantage les travaux et en favorisant la recherche de financements. Trois doctorants de l'équipe pédagogique sont rattachés au laboratoire DICEN.

L'équipe pédagogique est relativement équilibrée. Elle comprend 10 enseignants permanents : six enseignants-chercheurs et chercheurs en sciences de gestion et du management, rattachés au DICEN ou à l'IRG, qui interviennent pour 777 heures étudiant et quatre professeurs associés (PAST). La proportion des heures des chercheurs est d'un peu plus de 46 % dans les matières liées aux sciences de gestion et du management. L'équipe pédagogique est complétée par 50 professionnels qui interviennent pour un volume de 841 heures étudiant (hors suivi de stages et de projets) sur la partie professionnelle des deux formations en numérique et en immobilier tertiaire de la formation. L'organisation d'actions et d'événements visant des anciens est envisagée pour renouveler le vivier des professionnels.

La dimension professionnalisante de la formation est largement mise en avant. Elle s'appuie d'abord sur des interactions variées avec les acteurs socio-économiques (entreprises, collectivités territoriales, associations professionnelles) : partage de connaissances, accueil des apprentis des deux parcours, voire offres d'emploi, proposition de projet, participation aux soutenances de mémoires, à des jurys de projet, aux comités de pilotage, aux conseils de perfectionnement, participation aux temps forts de la formation (journée d'intégration, remise de diplômes). Leurs retours orientent les choix pédagogiques en termes d'employabilité, de compétences et de mise en œuvre de contenus. La professionnalisation s'appuie également sur l'alternance, majoritairement en apprentissage avec le centre de formation d'apprentis (CFA) Descartes (mais on compte quatre à cinq inscrits en contrat de professionnalisation chaque année) et une présence de six mois minimum en entreprise par an est obligatoire pour tous. Les étudiants peuvent choisir le statut d'étudiant-entrepreneur et suivre un enseignement complémentaire en M1 dédié à l'entrepreneuriat. L'expérience professionnelle (stage et alternance) est valorisée à hauteur de 25 crédits ECTS et 19 crédits ECTS sont accordés aux autres dispositifs d'expérience professionnelle (projets tutorés, formation à l'entrepreneuriat, etc.) dans le cursus. Enfin, les étudiants bénéficient de mises en situation par la conduite de projets concrets avec des partenaires nationaux et internationaux. L'équipe pédagogique souhaite accroître le nombre d'étudiants en formation continue (deux en moyenne par an) et aménager la validation des acquis de l'expérience (VAE). Actuellement, la formation délivre au plus 2 VAE par an, mais aucune VAE partielle ni de validation des acquis professionnels (VAP).

Les innovations pédagogiques de la formation n'aboutissent pas à une totale réussite des promotions d'étudiants. Les pratiques et rencontres pédagogiques sont accompagnées par le centre d'innovation pédagogique et numérique (CIPEN) et par un ingénieur pédagogique de la composante. 160 heures étudiant peuvent être suivies partiellement ou entièrement à distance (hybride, co-modal, synchrone, asynchrone, etc.). L'équipe pédagogique souhaite développer des cours complètement à distance pour favoriser la formation à distance. De nombreux cours sont également en format de pédagogie inversée et d'apprentissage par le faire (Learning by Doing). Malgré tout, on note un taux de réussite de l'ordre de 92 % en moyenne en M1 et 90 % en M2, qui n'est pas analysé par la formation dans le dossier d'autoévaluation.

La formation connaît une baisse du nombre des candidatures. Les candidatures pour les deux parcours proviennent des parcours *MIPI* et *MITIC* de la licence *Économie et gestion* de l'université Gustave Eiffel, des licences générales *Économie et gestion* des universités d'Île-de-France et plus ponctuellement de licences professionnelles (LP). Chaque année une équipe d'étudiants ambassadeurs présente la formation aux partenaires extérieurs, à la journée portes ouvertes, sur des supports et sur les réseaux sociaux. La communication doit viser l'élargissement de sa cible, notamment chez les étudiants en licences générales et le public en formation continue. De fait, on observe une baisse régulière du nombre de candidatures depuis l'année 2020-

2021, surtout pour le parcours MITIC qui a perdu 129 candidatures durant la période de référence. Les responsables de la formation attribuent ce phénomène à la concurrence et à l'ouverture d'écoles du numérique à proximité. Outre le facteur concurrence, celui des objectifs de communication peut expliquer la baisse des candidatures.

Le taux d'insertion professionnelle des étudiants est à améliorer. Malgré sa dimension professionnalisante largement mise en avant, la formation présente un taux d'insertion professionnelle à trois mois de 66 % pour l'ensemble des diplômés de 2021. On note aussi qu'aucun des diplômés de ce master n'a poursuivi ses études. Mais les responsables de la formation ne donnent pas d'explication sur ces deux éléments du devenir des diplômés. La base de données d'anciens étudiants est animée via les réseaux sociaux et utilisée pour les enquêtes d'insertion, les invitations aux temps forts de la formation, les newsletters, et la diffusion des offres d'emploi.

L'équipe de pilotage est attentive à l'amélioration continue de la formation. Sa coordination se base sur des réunions mensuelles qui portent sur d'éventuels ajustements des enseignements, la satisfaction des étudiants, les effectifs et les recrutements, dans une logique d'amélioration continue. Le pilotage des deux parcours de la formation s'appuie aussi sur deux conseils de perfectionnement réunis au moins une fois par an. Ils sont composés de représentants des secteurs de l'immobilier et du numérique, de membres de l'équipe pédagogique, d'administratifs et d'étudiants délégués. Divers points sont abordés lors des réunions : propositions d'aménagements, analyse des résultats de la formation, retours des évaluations semestrielles internes et des taux d'insertion et, plus globalement, des solutions et des axes d'amélioration notamment sur l'articulation des contenus des cours et des compétences.

Conclusion

Points forts

- Une dimension professionnalisante, notamment opérationnalisée par une approche par compétences ;
- Un bon adossement à la recherche ;
- Une démarche d'amélioration continue aboutie en particulier sur les axes internationalisation et innovations pédagogiques.

Points faibles

- Une baisse des effectifs ;
- Un taux d'insertion professionnelle à améliorer ;
- Une formation peu ouverte au public de la formation continue.

Recommandations

- Être attentif à l'attractivité de la formation en développant sa promotion.
- Améliorer le taux d'insertion professionnelle par exemple en renforçant les liens avec les employeurs potentiels.
- Renforcer la communication sur la formation, notamment auprès des publics en formation continue.

MASTER MARKETING, VENTE

Établissements

Université Paris-Est Créteil ; Université Gustave Eiffel

Présentation de la formation

Le master *Marketing, vente* de l'université Paris-Est Créteil (UPEC), co-accrédité avec l'université Gustave Eiffel (UGE), est une formation comprenant huit parcours : *Ingénieur d'affaires ; Marketing chef de produit ; Marketing digital ; Marketing et management des services ; Conseil, études et recherche en marketing ; Business Development ; Innovation, design et luxe ; Géomarketing*. La formation est portée par l'institut d'administration des entreprises (IAE) Paris-Est (hormis pour le parcours *Géomarketing*, porté par l'unité de formation et de recherche (UFR) Lettres, langues et sciences humaines (LLSH)) et contient entre 748 et 1 268 heures étudiant selon les parcours. Elle compte 228 étudiants et 18 enseignants permanents en 2022-2023.

Analyse globale

Le master *Marketing, vente* atteint son objectif de professionnalisation des étudiants en adéquation avec la stratégie de l'UPEC et pour les différentes spécialisations proposées. Il bénéficie par ailleurs d'un très bon adossement à la recherche. Le pilotage de la mention peut cependant être amélioré sur plusieurs points afin d'assurer le maintien d'une bonne attractivité pour tous les parcours. L'ouverture à l'international est peu développée. De même, le dossier d'autoévaluation présente la formation comme comprenant huit parcours, mais il fait par ailleurs état de sept parcours. Il ne fournit aucune information sur le parcours *Géomarketing*, porté par l'UFR LLSH, qui est également un parcours du master *Géographie*.

Le master *Marketing, vente* démontre une très forte professionnalisation. Tous les parcours de la mention, tant en première année (M1) qu'en deuxième année (M2), permettent une professionnalisation au travers d'un stage obligatoire, qui peut être réalisé à l'international, ou d'un apprentissage pour un ou deux ans. En 2022-2023, la promotion compte 199 apprentis sur 228 étudiants, tous parcours confondus. De nombreux intervenants professionnels sont également associés à la formation à travers des enseignements et la proposition d'exemples pratiques ou de projets à réaliser. La formation propose aussi d'intégrer un public de la formation continue dans tous les parcours. Les enquêtes d'insertion professionnelle réalisées par l'établissement sont variables en qualité selon les parcours. Pour celles disponibles, les taux s'établissent entre 90 % et 100 % à 18 mois et 30 mois. Les emplois occupés sont en parfaite adéquation avec les objectifs de la formation. Les taux de réponse sont excellents : ils oscillent entre 58 % et 71 %. Il est regrettable de ne pas disposer des données pour tous les parcours de la mention.

Le master met en place un très bon adossement à la recherche. Dans la maquette, 60 heures de cours sont consacrées à la recherche et sont surtout orientées vers la méthodologie. Les liens avec l'Institut de recherche en gestion (IRG) de l'UPEC sont réels, matérialisés par le suivi des mémoires appliqués qui est réalisé par des enseignants-chercheurs. Ils invitent les étudiants à candidater à des prix de mémoire de recherche et à transformer leur mémoire en communications dans des conférences scientifiques. L'éthique et l'intégrité sont également abordées au cours du suivi des mémoires. La formation comprend le parcours *Conseil, études et recherche en marketing* de 475 heures, exclusivement consacré à la formation à la recherche, visant à préparer les étudiants souhaitant effectuer des études doctorales. Ce parcours a cependant un effectif en baisse (le nombre d'étudiants inscrits passe ainsi de 8 en 2020-2021, à 6 en 2021-2022 puis à 0 en 2022-2023).

Le master *Marketing, vente* est en adéquation avec la stratégie de l'établissement et est fortement adossé aux attentes du monde du monde socio-économique. La formation est bien articulée autour d'enseignements de tronc commun en marketing et en management, ainsi que d'enseignements pluridisciplinaires (comportements humains, gestion de projet, pilotage de la performance) en M1 et d'un socle d'approfondissement qui permet la spécialisation en M2. Cette articulation permet à des étudiants ayant suivi un cursus en gestion dans le cadre de leur licence de se spécialiser dans un domaine du marketing. Elle permet également une poursuite d'études

pour des étudiants d'autres secteurs disciplinaires de l'établissement. La formation propose des parcours en lien avec les demandes du monde socio-économique.

L'attractivité du master reste bonne malgré une baisse des candidatures au cours de la période. Les parcours *Ingénieur d'affaires ; Marketing digital ; Marketing et management des services ; Innovation design et luxe* ont vu leur nombre de candidats divisé par deux ou plus. Le parcours *Business Development* a lui connu une augmentation des candidatures. En termes d'effectifs admis, les parcours ayant subi la plus forte baisse sont *Marketing chef de produit* et *Marketing digital*, où le nombre d'étudiants admis a été divisé par deux. L'évolution de l'attractivité et des effectifs ne donne pas lieu à une analyse par les équipes pédagogiques de la formation.

Le pilotage de la mention s'appuie sur des outils principalement localisés au sein de chaque parcours et non au niveau de la mention. Ces dispositifs de pilotage (évaluation des enseignements, réunion pédagogique, conseil de perfectionnement) sont mis en place au niveau de chaque parcours et ne sont pas pensés au niveau de la mention. De plus, les conseils de perfectionnement des parcours n'incluent pas de professionnels extérieurs à la formation. La formation ne dispose pas d'un conseil de perfectionnement au niveau de la mention, alors qu'il est pourtant de nature à favoriser la qualité du processus d'amélioration continue de celle-ci. Le parcours *Géomarketing*, localisé à l'UFR LLSH est ignoré de l'évaluation.

La pédagogie est en accord avec les compétences visées, avec un bémol concernant des enseignements manquants autour de la transition écologique et du portfolio. La maquette est articulée autour de quelques blocs de compétences, mais l'approche par compétences n'est pas mise en œuvre. Pour l'ensemble des parcours, ces blocs correspondent aux compétences visées. Certaines modalités d'enseignement mises en place ont pour objectif de valoriser les interactions avec des *serious games*, des travaux de groupe et des ateliers ludo-pédagogiques en relation avec les entreprises.

L'internationalisation de la formation reste limitée. La mention ne propose pas de double diplôme à l'international, mais des cours disciplinaires sont dispensés en anglais, et des cours d'anglais sont dispensés aux étudiants. Les étudiants sont préparés dans le cadre de ces cours de langue à passer le *Test of English for International Communication* (TOEIC). Ces heures ne sont pas uniformes selon les parcours. Seuls trois parcours en bénéficient. Actuellement, les mobilités sortantes et entrantes sont faibles (un étudiant par an).

Conclusion

Points forts

- Une forte professionnalisation et un bon ancrage dans l'offre de l'établissement ;
- De bons taux d'insertion professionnelle ;
- Un très bon adossement à la recherche.

Points faibles

- Une absence de conseil de perfectionnement à l'échelle de la mention ;
- Une légère baisse d'attractivité ;
- Un pilotage qui raisonne davantage au niveau des parcours que de la mention ;
- Une ouverture internationale limitée.

Recommandations

- Mettre en place un conseil de perfectionnement pour la mention et veiller à sa bonne composition, avec des acteurs du monde professionnel.

- Analyser les baisses de candidatures dans les parcours concernés et prendre les mesures adéquates pour assurer la pérennité globale de la mention.
- Mettre en place un pilotage à l'échelle de la mention et non pas des parcours.
- Renforcer l'internationalisation, notamment en proposant des enseignements et/ou des séminaires en anglais.

MASTER POLITIQUES PUBLIQUES

Établissement

Université Paris-Est Créteil ; Université Gustave Eiffel

Présentation de la formation

Le master *Politiques publiques* de l'université Paris-Est Créteil (UPEC), co-accrédité avec l'université Gustave Eiffel (UGE), est une formation comprenant cinq parcours : *Affaires publiques ; Politiques de santé et risques environnementaux ; Transformation numérique et territoires ; Pilotage et évaluation des politiques publiques pour les élus ; Graduate Program École socio-environnementale – Politiques de santé et risques environnementaux*. La formation est portée par l'institut d'études politiques (IEP) de Fontainebleau. Elle compte 68 étudiants et 14 enseignants permanents en 2022-2023.

Analyse globale

Le master *Politiques publiques* est issu d'une importante restructuration et s'inscrit parfaitement dans les axes stratégiques de l'UPEC (« Santé, société, environnement » ; « Numérique, sciences et pratiques »). Il a d'ailleurs obtenu un *Graduate Program*. Cette formation bénéficie d'un excellent adossement à la recherche et offre la possibilité d'effectuer plusieurs stages, favorisant ainsi l'insertion professionnelle. La maquette de formation est peu claire. Elle se présente sous la forme d'un tableau Excel comprenant 12 onglets, chacun correspondant à un parcours : soit de la mention *Politiques publiques*, soit de la mention *Administration publique*, soit de la mention *Études européennes et internationales*, soit de la mention *Science politique*. Un certain nombre d'indicateurs ne sont pas renseignés dans le dossier d'autoévaluation (capacité d'accueil, nombre d'enseignants, nombre d'heures étudiant de la maquette). Les données transmises ne permettent pas d'évaluer précisément la réussite et l'insertion professionnelle. Le pilotage de la formation est, de ce point de vue, limité.

L'adossement de la formation à la recherche est d'excellente qualité. La mention met l'accent sur les différents aspects de la recherche (méthodologie, épistémologie, instruments, mise en œuvre de l'objet, etc.) via des unités d'enseignement (UE) dédiées, mais aussi un atelier rédaction en deuxième année (M2) et un atelier lecture en première année (M1) représentant 90 heures de formation. Ces enseignements sont encore renforcés par la participation obligatoire à des conférences, l'accueil des étudiants au sein du Laboratoire interdisciplinaire d'étude du politique Hannah Arendt (LIPHA), la rédaction d'un mémoire en M2 et l'ouverture de l'espace numérique de l'observatoire des politiques publiques aux écrits d'étudiants. Cet adossement à la recherche devrait être encore valorisé via l'ouverture annoncée d'un nouveau parcours *Métiers de la recherche et de l'expertise* et d'une nouvelle bibliothèque sur le campus de l'IEP. On peut regretter toutefois que le nombre total d'enseignants dans la formation et le nombre d'heures étudiant de la maquette ne soient pas indiqués, ce qui permettrait de se faire une idée précise de la place des enseignants-chercheurs et des chercheurs au sein de l'équipe pédagogique. Les données fournies ne sont pas cohérentes : le dossier d'autoévaluation mentionne 35 enseignants, mais 20 enseignants-chercheurs assurant 450 heures d'enseignement et 20 professionnels ; tout comme sont mentionnés 14 titulaires et 11 non titulaires, mais il fait également état de 35 enseignants, toutes sections confondues, intervenant dans le master.

La formation intègre plusieurs éléments de professionnalisation. 20 professionnels dispensant 450 heures d'enseignement (ce qui, ajouté aux 450 heures assurées par des enseignants-chercheurs et des chercheurs, représenterait un total de 900 heures d'enseignement dans la maquette) sont intégrés à l'équipe pédagogique, parfois dans le cadre d'enseignements assurés en binôme avec un enseignant-chercheur. L'un des points forts de cette mention est la réalisation de trois stages, dont deux obligatoires, ce qui représente un minimum de 10 semaines d'expérience professionnelle dans le cursus, valorisés à hauteur de 57 crédits ECTS. Ces stages sont associés à un module d'insertion professionnelle. Tous les parcours sont ouverts à l'alternance, mais seuls des contrats d'apprentissage sont signés (entre un et quatre chaque année). Le dossier d'autoévaluation fait état de la nécessité de renforcer le suivi administratif et pédagogique des étudiants de manière à développer l'apprentissage.

L'ouverture à l'international est présente au travers d'un partenariat privilégié. Un double diplôme d'études européennes est ouvert aux étudiants via un partenariat avec l'université Babes-Bolyai (en Roumanie). Il s'accompagne de mobilités enseignantes et de manifestations scientifiques communes. Ce partenariat se retrouve également dans l'encadrement et le suivi de doctorants. Les mobilités sortantes étudiantes et enseignantes pourraient encore être améliorées, l'équipe pédagogique y travaille. Si aucune langue vivante étrangère n'est enseignée en master, trois cours de 20 heures sont dispensés en anglais. Il n'est pas précisé si un niveau en langue étrangère est requis ou attesté pour l'entrée en master. Il n'y a pas d'heure de français langue étrangère (FLE), alors que le master accueille des étudiants roumains francophones. Dans la mesure où la formation entretient des relations privilégiées avec le partenaire roumain, une initiation à cette langue serait la bienvenue pour favoriser les mobilités sortantes.

La formation s'inscrit dans les axes stratégiques de l'UPEC. Cette adéquation est encore soulignée par l'obtention d'un *Graduate Program* au sein du parcours *École socio-environnementale – Politiques de santé et risques environnementaux*. Si le master *Politiques publiques* correspond aux axes stratégiques de l'établissement ainsi qu'à l'objectif affiché de développer la professionnalisation, le dossier d'autoévaluation ne fait pas état de cohérence ou de complémentarité par rapport aux autres mentions du domaine des sciences politiques, alors que plusieurs enseignements sont mutualisés. De même, il n'est pas fait état de lien avec la mention *Droit de la santé*, notamment avec le parcours *Droit du système de santé*, alors que les formations sont manifestement complémentaires.

Certaines incohérences empêchent de se faire une idée exacte du taux de diplomation. Celui-ci serait relativement faible si l'on s'en tient aux données figurant dans le dossier d'autoévaluation : 14 diplômés pour 68 inscrits en 2022-2023 uniquement pour le parcours *Affaires publiques*, alors même que 13 étudiants ont validé tous leurs crédits ECTS en M1 et 13 en M2 dans le parcours *Politiques de santé et risques environnementaux* (le nombre d'inscrits dans ce parcours pour l'année 2022-2023 s'élevant à 23). D'autres incohérences peuvent être relevées, nuisant à l'évaluation des taux de réussite. Ainsi, la somme du nombre d'étudiants n'ayant validé aucun crédit ECTS et du nombre d'étudiants ayant validé tous les crédits ECTS en M1 est supérieure au nombre d'inscrits. Le nombre de candidats renseigné fait apparaître un taux de pression à l'entrée des parcours *Politiques de santé et risques environnementaux* et *Transformation numérique et territoires* relativement faible (respectivement 51 candidats pour 35 admis et 5 candidats pour 0 admis en 2021-2022 ; 41 candidats pour 26 admis et 10 candidats pour 9 admis en 2022-2023).

La rareté des données communiquées concernant l'insertion professionnelle des étudiants ne permet pas de l'évaluer. Aucune donnée provenant de l'établissement n'est fournie pour cette mention, sans que cette absence soit expliquée. Le dossier d'autoévaluation fait état d'une cellule de suivi de l'insertion et du devenir des étudiants propre à l'IEP, qui a réalisé une enquête pour certains parcours du domaine des sciences politiques, dont *Affaires publiques* et *Politiques de santé et risques environnementaux*. Les données quantitatives et qualitatives récoltées sont précieuses, car, si elles ne permettent pas de se faire une idée précise des taux d'insertion professionnelle, elles apportent des indications sur les postes occupés en sortie de master (essentiellement des contrats à durée déterminée), ainsi que des pistes concrètes pour faire évoluer la formation. Aucun étudiant interrogé ne se prononce sur le degré d'adéquation entre la formation en master et le métier occupé. Les moyens alloués à ces enquêtes d'insertion professionnelle devraient être renforcés.

Le processus d'amélioration continue doit être formalisé et recentré autour de la mention. Le dossier d'autoévaluation fait état d'un conseil de perfectionnement, mais il n'est pas propre à la mention. Le compte rendu fourni concerne toutes les formations de l'IEP : un paragraphe seulement concerne la mention *Politiques publiques*. Parmi les membres présents, on retrouve le responsable de la mention et celui du parcours *Transformation numérique et territoires*, mais pas des parcours *Affaires publiques* et *Politiques de santé et risques environnementaux*. Étaient présents également des représentants du monde professionnel, sans qu'il soit précisé si ces derniers enseignent dans la formation, de même pour les représentants étudiants : on ne sait pas s'ils suivent ou ont suivi la formation. Il est fait mention de quelques points discutés sans plus de précision, notamment sur les modalités de travail du conseil de perfectionnement et l'analyse des données quantitatives et qualitatives collectées. De même que pour les enquêtes d'insertion professionnelle, c'est l'IEP qui s'est doté d'un formulaire d'évaluation des formations, avec seulement 19 répondants sur 68 inscrits. Un conseil de perfectionnement propre à la mention serait mieux à même de contribuer à la qualité du processus d'amélioration continue.

L'approche par compétences n'est pas déployée. Le dossier d'autoévaluation fait état d'un travail sur les compétences entamé en collaboration avec les professionnels. Pour l'instant, ces compétences visées n'apparaissent pas dans la maquette de formation. L'équipe pédagogique pourrait mettre à profit les ressources humaines et matérielles offertes par le Centre d'ingénierie et de développement pédagogique pour réfléchir à la formation en termes d'alignement pédagogique. De même, le recours à la plateforme Karuta, choisie par l'établissement pour évaluer les compétences, pourrait être une aide précieuse, aucun étudiant n'ayant de e-portfolio. L'engagement étudiant et des compétences transversales sont valorisés via un module « Projets individuels et collectifs ». Les étudiants peuvent également intervenir au cours de la conférence

citoyenne organisée chaque année. Toutefois, le dossier d'autoévaluation ne fait pas état d'innovations pédagogiques, ni d'utilisation de toutes les ressources mises à disposition par l'établissement.

Conclusion

Points forts

- Un excellent adossement à la recherche ;
- Une bonne professionnalisation développée tout au long du cursus ;
- Une formation qui s'inscrit parfaitement dans les axes stratégiques de l'UPEC.

Points faibles

- Diverses lacunes dans le dossier d'autoévaluation qui ne permettent pas d'apprécier pleinement le positionnement de cette formation dans son environnement académique, la place effective des enseignants-chercheurs dans l'équipe pédagogique, la qualité de la réussite étudiante et celle de l'insertion professionnelle ;
- Un processus d'amélioration continue qui manque de formalisation ;
- Une approche par compétences à développer.

Recommandations

- Clarifier la situation du master au regard de son positionnement dans son environnement académique, de la place des enseignants-chercheurs dans l'équipe pédagogique, de la réussite des étudiants et de leur insertion professionnelle.
- Formaliser la composition, les compétences et les méthodes de travail du conseil de perfectionnement à l'échelle de la mention.
- Mettre en place l'approche par compétences en s'appuyant sur les ressources humaines et matérielles de l'établissement et des représentants des métiers ciblés par le master.

L'appréciation au sein de la formation d'un ou de plusieurs critères d'accréditation n'est pas possible du fait du :

- Besoin de compléments d'information concernant le positionnement de la formation au sein de son environnement académique ;
- Besoin de compléments d'information concernant la composition de l'équipe pédagogique ;
- Manque d'informations relatives à la qualité de la réussite ;
- Manque d'informations concernant la qualité de l'insertion professionnelle.

MASTER STAPS : MANAGEMENT DU SPORT

Établissement

Université Gustave Eiffel

Présentation de la formation

Le master *STAPS : management du sport* de l'université Gustave Eiffel est porté par l'unité de formation et de recherche (UFR) Sciences et techniques des activités physiques et sportives (STAPS). Cette formation comprend un seul parcours diplômant. Ses enseignements sont dispensés sur le campus Champs-sur-Marne. La formation compte 85 étudiants en 2022-2023 et dix enseignants permanents.

Analyse globale

Le master *STAPS : management du sport* offre une formation professionnalisante après la licence *Sciences et techniques des activités physiques et sportives : management du sport*. Ce master a nettement renforcé sa formation à la recherche par la recherche. La formation est très professionnalisante puisque la quasi-totalité des étudiants est en alternance. De façon notable, un enseignement spécifique de 30 h sur la responsabilité sociétale des entreprises (RSE) contribue aux enjeux du développement durable. L'ouverture à l'international est favorisée par des expériences de *Collaborative Online International Learning (COIL)* avec plusieurs universités et par un nombre d'heures d'anglais conséquent. Le master a une bonne attractivité et est très sélectif et l'insertion professionnelle des diplômés est bonne.

Le master *STAPS : management du sport* a toute sa place dans l'offre de formation de l'université Gustave Eiffel et offre une possibilité de professionnalisation après l'obtention d'une licence, notamment en management du sport. Les événements sportifs nationaux et internationaux (avec par exemple la coupe du monde de rugby, les jeux olympiques et paralympiques) accroissent d'autant plus la visibilité de ce type de master.

Le master a une réelle inscription dans la recherche, mais son adossement à un laboratoire aurait pu être mentionné. La formation à la recherche est assurée notamment par une unité d'enseignement (UE) de 24 h, mais aussi par l'implication des étudiants dans un projet de recherche collectif (financé par le Programme d'investissements d'avenir) débouchant sur la participation à un colloque scientifique international. Dix enseignants-chercheurs assurent 455 heures étudiant de la maquette de formation. Il manque cependant des éléments de contexte et une analyse des impacts pour la formation. La poursuite en doctorat n'est pas mentionnée, ce qui paraît étonnant.

Le master est très engagé dans la professionnalisation de son public, c'est un réel atout. La formation en alternance, difficile à mettre en place, assure des terrains de professionnalisation stables et pertinents qui sont rendus bien visibles dans le dossier d'autoévaluation (DAE). On doit noter un travail de coordination important entre les structures d'accueil et la formation, notamment assuré par un professeur associé (PAST). Deux unités d'enseignements (Organisation des événements sportifs et Grands équipements sportifs) sont ainsi très précieuses dans cette professionnalisation. Les métiers sont aussi bien ciblés. En deuxième année (M2), des enseignements sur la création d'entreprise trouvent aussi toute leur place. La création d'un portfolio, menée durant les deux années, aide l'étudiant à construire son projet professionnel. La pluridisciplinarité est également notable, avec, par exemple, les apports en gestion. On pourrait toutefois insister sur le renforcement du nombre d'heures assurées par les professionnels, 37 % du volume horaire reste un peu faible.

De réels efforts sont faits pour l'ouverture à l'international. D'abord le nombre d'heures allouées à l'apprentissage de l'anglais est conséquent (environ 80 h d'enseignement) auxquelles s'ajoutent les *Collaborative Online International Learning (COIL)* avec des universités étrangères et la venue des professeurs invités qui assurent des conférences en anglais. On note aussi l'organisation de séjours à l'étranger pour des visites de site, ce qui est un atout et l'obligation de passer le TOEIC est une plus-value dans la formation. Un

projet d'accueil du congrès européen de management du sport est en cours, ce qui est à encourager. Les mobilités sortantes à ce stade de la formation sont quasi inexistantes (une seule en 2021-2022).

La formation soutient des projets pédagogiques innovants et des formations sont proposées aux enseignants.

La formation repose sur des pédagogies classiques, mais beaucoup d'études de cas et de projets collectifs sont également mobilisés. Les enseignants peuvent bénéficier de formations (bilan carbone, design thinking, etc.). L'octroi d'un congé pédagogique à un enseignant a permis d'impliquer les étudiants dans un projet créatif «le roman dont vous êtes le héros».

La réussite des étudiants est très bonne et le suivi de l'insertion professionnelle des étudiants est remarquable.

L'appartenance à l'Institut d'administration des entreprises (IAE) Paris-Est est, selon l'équipe pédagogique, un réel atout en particulier parce que les moyens octroyés par l'IAE permettent un suivi précis et régulier de l'insertion professionnelle, qui est bonne. Le taux de réponse à 30 mois après l'obtention du diplôme est impressionnant (en moyenne 75 %). Un point mériterait d'être renforcé concernant la provenance des étudiants, en particulier le devenir des étudiants issus de la licence STAPS : *éducation et motricité*.

Le conseil de perfectionnement joue pleinement son rôle et l'évaluation des enseignements est systématique.

Cette tenue du conseil et les évaluations permettent de réajuster certains enseignements.

Conclusion

Points forts

- Une excellente professionnalisation ;
- Une très bonne insertion professionnelle ;
- Une bonne attractivité de la formation ;
- Des projets de recherche qui impliquent les étudiants ;
- Une évaluation des enseignements systématisée ;
- Une bonne ouverture vers l'international.

Point faible

- Un appui sur des laboratoires à préciser.

Recommandation

- Être attentif au lien entre laboratoires et formation.

MASTER TOURISME

Établissement

Université Gustave Eiffel

Présentation de la formation

Le master *Tourisme* de l'université Gustave Eiffel est porté par l'Institut francilien d'ingénierie des services (IFIS). Cette formation comprend trois parcours diplômants : *Management des destinations (MD)*, *Meeting & Event international (MEI)*, *Voyages et hébergements de luxe (VHL)*. Ses enseignements sont dispensés sur le campus de Serris. La formation compte 75 étudiants en 2022-2023 et sept enseignants permanents.

Analyse globale

Le master *Tourisme* est positionné dans l'offre globale de formation de l'université Gustave Eiffel en lien avec l'ambition scientifique de l'I-SITE FUTURE. Elle s'inscrit dans la continuité de licences généralistes et de la licence *Langues étrangères appliquées*. Les responsables du master interagissent à la fois avec les acteurs universitaires du Réseau des écoles universitaires de tourisme (REUT) et avec les acteurs territoriaux. Si la formation a adopté une approche par compétences appelée à évoluer, ses responsables s'appuient surtout sur les dispositifs de la composante en matière d'internationalisation.

Située sur un territoire riche en opportunités professionnelles, la formation peine à développer l'apprentissage.

Les unités d'enseignement en lien avec les compétences qui portent les parcours sont animées par de nombreux professionnels (professeurs associés PAST, vacataires) qui font intervenir leurs réseaux et aident les étudiants à mieux comprendre la complexité de l'environnement touristique. Ils contribuent aussi à l'adaptation en continu des enseignements et du référentiel de la formation. Par ailleurs, ils sont associés aux projets étudiants comme commanditaires, clients bienveillants ou membres de jurys. La formation interagit également avec le territoire (Agglomération de Val d'Europe), première destination touristique intégrée d'Europe et le département de Seine-et-Marne (offices de tourisme et agence d'attractivité) pour alimenter les projets étudiants. Les opérateurs touristiques importants (Disneyland Paris, Villages Nature) des territoires de proximité sont aussi des partenaires. Le département de la Seine-et-Marne est également sollicité, comme d'autres territoires (départements d'Auvergne, départements d'Aquitaine, département des Alpes-de-Haute-Provence) pour leur thématique touristique (tourisme viticole, tourisme durable). Toutefois, actuellement, seul le parcours *Management des destinations (MD)* est en apprentissage depuis la rentrée 2022-2023. Mais celui-ci peine à se développer, les étudiants préférant réaliser un stage long obligatoire de quatre à six mois en France ou à l'étranger au second semestre de la première année (M1) et de la deuxième année (M2). Pour l'instant, seuls les parcours de M2 sont proposés en formation continue (FC), car ils se déroulent de manière très dense de septembre à fin décembre. Face au peu de succès de l'ouverture du master au public en FC, les responsables de la formation ont engagé une réflexion sur la création de modules certifiants et qualifiants en présentiel et en distanciel en lien avec l'AFDAS (principal

opérateur de compétences du secteur du tourisme) et les représentants professionnels. La validation des acquis de l'expérience (VAE) semble en revanche un peu plus active (deux VAE délivrées en 2022-2023). La dimension professionnalisante de la formation est valorisée avec 40 crédits ECTS pour l'expérience professionnelle obligatoire (dont stages et alternance) et 10 crédits ECTS accordés aux autres dispositifs d'expérience professionnelle (projets tutorés, formation à l'entrepreneuriat, etc.).

L'intégration de la formation dans deux réseaux universitaires renforce sa visibilité nationale. La formation s'appuie sur le Réseau des écoles universitaires de tourisme (REUT) créé en 2022. Ce réseau, dont le master est membre fondateur, comprend en France 51 établissements publics d'enseignement supérieur et 38 établissements privés qui proposent 287 formations en tourisme. Le réseau donne de la visibilité et de la lisibilité aux formations et recherches dans le secteur du tourisme. Ce cadre permet de développer des modules d'enseignement initial et continu et de les mutualiser. À terme, ces modules seront traduits

(anglais/espagnol/allemand) et ouverts en e-learning. Plus globalement, le REUT favorise les interactions entre les équipes d'enseignants et l'organisation de challenges communs. Cependant, la question de la concurrence entre les différentes offres de formation peut être posée. Le master *Tourisme* fait aussi partie de l'Association tourisme recherche et enseignement supérieur (ASTREs). Elle fédère les universités ayant des formations et des thématiques de recherche dans le domaine du tourisme, afin de promouvoir la thématique du tourisme dans l'enseignement supérieur et la recherche, de faire reconnaître les niveaux L-M-D par le monde professionnel et de favoriser les synergies au niveau européen et international entre les membres du réseau.

La formation a adopté une approche par compétences appelée à évoluer. Le master *Tourisme* a bénéficié d'un financement IDEA compétences (Programme d'investissements d'avenir) pour basculer en 2015 en mode compétences. L'équipe pédagogique a bénéficié de l'accompagnement ePortfolio par le Labset (université de Liège) et de celui de Jacques Tardif (université de Sherbrooke). Classiquement, la démarche compétences repose sur deux piliers : le référentiel du diplôme et le portfolio de compétences. La méthode déployée a consisté à formuler les compétences (cinq ou six selon le parcours) pour aboutir à un référentiel basé sur l'ePortfolio et sur une pédagogie active. Cette expérimentation pédagogique s'est appuyée sur le Centre d'innovation pédagogique et numérique (CIPEN) et un ingénieur pédagogique numérique de l'IFIS. Les responsables de la formation ont proposé des retours d'expérience sur la mise en place de l'approche par compétences (colloques, conférences, tables rondes), y compris auprès des partenaires internationaux. La prochaine étape sera de basculer intégralement en compétences selon le répertoire national des certifications professionnelles (RNCP) et d'abandonner le système de notation pour adopter un système de validation/non-validation des compétences. L'autre axe de progression envisagé est la mise à jour de certains éléments, notamment en matière d'accompagnement du développement des acteurs et des territoires touristiques et de conception d'expériences touristiques. Les compétences complémentaires sont proposées en options, notamment les certifications en numérique (PIX proposée à la rentrée 2022-2023), mais aussi linguistiques (TOEIC, Voltaire, Écrit plus).

La formation connaît une baisse de ses effectifs. La formation recrute en première année (M1) des étudiants titulaires d'une licence généraliste en économie-gestion, sociologie, histoire, droit, géographie, langues et civilisations, mais aussi issus de la licence *Langues étrangères appliquées* de l'université Gustave Eiffel qui propose un parcours *Métiers du tourisme*. Le bassin de recrutement est régional (Île-de-France), national (province et ultramarins) et international (Union européenne et périmètre Campus France). Le master peut aussi intégrer en deuxième année (M2) des étudiants ayant validé 240 crédits ECTS dans le domaine du tourisme. La communication sur la formation s'appuie sur celle de l'université et de la composante en mobilisant leur site internet et en participant à de nombreux salons. Prochainement, l'outil numérique Phénix devrait permettre de mieux présenter les atouts et spécificités du master. Toutefois, on observe une baisse des effectifs en M1 comme dans les parcours du M2, notamment le parcours VHL. Plusieurs raisons peuvent expliquer cette tendance : la concurrence des écoles privées, le coût de la vie très élevé sur le territoire support, le choix d'un accompagnement plus individualisé des étudiants. Les responsables de la formation semblent néanmoins envisager une remontée des effectifs grâce notamment à la plateforme Mon Master.

L'équipe pédagogique pourrait être renforcée par l'intégration d'un enseignant-chercheur en sciences de gestion. Les parcours de M2 sont adossés à un tronc commun (géopolitique, mobilités et tourisme, gestion de crise, etc.). La mention *Tourisme* est sectorielle et non disciplinaire. Ainsi, à l'université Gustave Eiffel, le tourisme est abordé de manière pluridisciplinaire notamment avec un prisme managérial, numérique et territorial sous l'angle de l'ingénierie critique. L'équipe pédagogique et pluridisciplinaire du master *Tourisme* comprend cinq enseignants-chercheurs qui couvrent 363 h. Toutefois, on peut regretter l'absence d'un enseignant-chercheur en sciences de gestion, notamment pour les enseignements de marketing et de gestion des ressources humaines. Dix professionnels (professeurs associés PAST, maîtres de conférences associés, vacataires) interviennent aussi dans la formation pour 540 h. Deux enseignants PAST permettent aux étudiants de visiter les lieux et les équipements touristiques, de rencontrer les acteurs de leurs secteurs de spécialisation, de participer aux salons et conférences. Les anciens diplômés de la formation sont également mobilisés : retour d'expérience, proposition de stages, etc.

La dimension internationale de la formation est essentiellement confiée à la composante. La maîtrise de l'anglais est un prérequis pour entrer dans la formation (TOIEC niveau 850) et les étudiants ont 40 h d'enseignement de langue étrangère. Plusieurs facteurs peuvent expliquer son orientation vers une mobilité à domicile, notamment l'arrêt du double diplôme du master avec l'université d'État de Voronezh (Russie) et le fait que des étudiants ont déjà fait un séjour Erasmus en licence, voire une année de césure à l'international avant le master. Les étudiants en mobilité entrante et sortante ont un double accompagnement individualisé de la composante et du service des relations internationales. Les étudiants entrants en M1 ou M2 peuvent bénéficier de cours de Français langue étrangère (40 h étudiant) et d'un programme de parrainage. Malgré tout, la mobilité entrante et sortante de ce master est faible. Les responsables du master veulent donc repenser les dispositifs de son internationalisation : mobiliser des dispositifs européens *Collaborative Online International Learning (COIL)*, développer un *Blended Intensive Programme (BIP)* avec les partenaires de l'alliance PIONEER portée par l'établissement, inciter les étudiants à partir «vivre et travailler» à l'international plutôt qu'y «étudier» ou à faire

un séjour Erasmus au second semestre du M1 avec l'aménagement de leur cursus (réduction de la durée du stage). La mobilité à l'étranger peut bénéficier d'une aide Erasmus de mobilité (stage/études) ou d'un financement par le REUT. Le master prévoit aussi des enseignements en anglais à hauteur de 182 h et les étudiants sont libres de rédiger leur mémoire en anglais. Les progressions et réalisations doivent figurer dans le portfolio pour pouvoir être créditées d'ECTS. Les étudiants peuvent aussi entretenir ou débiter une seconde langue en suivant les cours du Centre d'actions pédagogiques en langues (CAPLA) de l'université Gustave Eiffel. De plus, l'établissement propose pour la certification en langue la CLUE (Certification en langues de l'université Eiffel). Deux professeurs invités interviennent dans la formation (en mobilité ou à distance). Au final, la pratique des langues étrangères qui semble indispensable pour ce master s'appuie plus sur des dispositifs proposés par la composante que sur ceux mis en place par les responsables du master.

La formation bénéficie d'un bon adossement à la recherche, mais n'incite pas les étudiants à poursuivre en doctorat. Le master tourisme s'adosse essentiellement sur le Laboratoire ville mobilité territoire (LVMT) et le laboratoire Dispositifs d'information et de communication à l'ère numérique (DICEN). La dimension recherche de la formation s'appuie sur quatre volets : enseignements (177 heures de formation à et par la recherche), association des étudiants aux travaux des enseignants-chercheurs notamment lors de commandes à orientation recherche-action dans le cadre de séminaires et des projets, formation à l'intégrité scientifique et à la déontologie et présentation aux étudiants de la bibliothèque et des ressources électroniques par le personnel de la bibliothèque. Le mémoire de fin d'études inclut obligatoirement un état de la littérature, une méthodologie et une analyse de données (quantitative/qualitative). Deux stages de recherche sont proposés par les laboratoires DICEN et LVMT aux étudiants du M2 tous les ans, sans être toujours pourvus. Ce qui ne favorise pas la poursuite d'études en doctorat.

Les pratiques pédagogiques de la formation sont diversifiées et innovantes. La pédagogie active du master s'appuie sur la généralisation des cours inversés, l'e-learning (synchrone et asynchrone), l'apprentissage par problème, des situations pédagogiques complexes (ateliers et projets transversaux en lien avec les compétences), l'intégration des stages et la généralisation des mises en situation professionnelles. La pédagogie hors les murs est aussi innovante : visites sur sites, voyages d'études. Quatre-vingt-dix-neuf heures étudiant peuvent être suivies (hors situation exceptionnelle) partiellement ou entièrement à distance (hybride, co-modal, synchrone, asynchrone, etc.). Les pratiques pédagogiques évoluent actuellement avec des modules d'enseignement en e-learning asynchrone à la demande des étudiants.

Le taux de réussite des étudiants est globalement satisfaisant. Les faibles effectifs et la présence d'une secrétaire pédagogique favorisent un suivi individualisé des étudiants. Le taux de réussite est globalement satisfaisant, en particulier pour le parcours VHL (100 %). Les étudiants qui n'ont pas validé leur diplôme sont ceux qui ont abandonné leurs études en M2, souvent parce qu'ils sont partis en emploi en France ou à l'étranger.

L'insertion professionnelle des diplômés est différenciée selon les parcours du master. Différents dispositifs préparent l'insertion professionnelle des étudiants : Conférences métiers, tables rondes, job-dating, rencontres et visites professionnelles, stages longs, animation des réseaux sociaux professionnels. L'enquête de l'Observatoire des formations et des insertions professionnelles, évaluations (OFIPE) sur l'insertion professionnelle des diplômés de 2021 à 18 mois indique des taux d'insertion professionnelle variables avec une faible poursuite d'études y compris en doctorat. L'insertion professionnelle à trois mois des diplômés du parcours MD est de 50 % ; celle du parcours VHL est de 73 %, sans poursuite d'études. À une échelle plus large, le REUT réfléchit à un observatoire des formations et des carrières qui permettra l'adaptation des formations aux évolutions des carrières et des compétences. On note enfin que les étudiants porteurs d'un projet entrepreneurial bénéficient de la proximité de l'incubateur La Forge et du soutien du programme PÉPITE 3F de l'université et peuvent obtenir le statut d'étudiant entrepreneur et s'inscrire au diplôme d'université *Entrepreneuriat*. C'est le cas en moyenne d'un étudiant de M2 par an.

Le pilotage de la formation s'inscrit dans une démarche d'amélioration continue. Deux évaluations sont proposées aux étudiants : celle des formations, réalisée par l'OFIPE et celle des enseignements par les étudiants (EEE) grâce à l'outil interne Evaluens, mise en œuvre par les responsables de la formation. Ces évaluations sont présentées au conseil de perfectionnement tous les ans. Le conseil de perfectionnement (CP), qui se réunit une fois par an, a un rôle consultatif, mais les avis émis sont toujours suivis au niveau de la mention comme des parcours. Le CP réunit les responsables de mention et de parcours, des représentants de l'équipe pédagogique et de la composante, des représentants des unités de recherche d'adossement, des représentants des étudiants et d'anciens étudiants, de BIATSS et de membres extérieurs à l'université concernés par le champ couvert par le diplôme, notamment les entreprises. Classiquement, le conseil de perfectionnement aborde les questions relatives au contenu de la formation et à son évolution en termes de compétences.

Conclusion

Points forts

- L'intégration de la formation dans deux réseaux universitaires ;
- Une approche par compétences de la formation bien engagée ;
- Des pratiques pédagogiques de la formation diversifiées et innovantes ;
- Un pilotage de la formation inscrit dans une démarche d'amélioration continue.

Points faibles

- Des enseignements en sciences de gestion non couverts par un enseignant-chercheur de la spécialité ;
- Une baisse des effectifs ;
- Une insertion professionnelle des diplômés différenciée selon les parcours ;
- Des diplômés ne poursuivant pas en doctorat ;
- Une faible dimension internationale ;
- Une faiblesse de l'apprentissage et de la formation continue.

Recommandations

- Étendre l'équipe pédagogique avec des enseignants-chercheurs en sciences de gestion.
- Être attentif à l'attractivité de la formation.
- Être attentif à une insertion professionnelle équilibrée.
- Sensibiliser les étudiants à la poursuite en doctorat.
- Renforcer la dimension internationale en développant notamment des dispositifs d'internationalisation spécifiques au master.
- Étendre l'apprentissage et la formation continue.

MASTER GÉOGRAPHIE

Établissements

Université Paris-Est Créteil ; Université Gustave Eiffel

Présentation de la formation

Le master *Géographie* de l'université Paris-Est Créteil (UPEC), co-accrédité avec l'université Gustave Eiffel (UGE), est une formation comprenant quatre parcours dès la première année (M1) : *Dynamiques des milieux et risques ; Espaces, sociétés, territoires ; Territoires, villes et santé ; Géomarketing*. Ce dernier est ouvert en formation en alternance et au public de la formation continue. La formation est portée par l'unité de formation et de recherche (UFR) Lettres, langues et sciences humaines (LLSH) et contient entre 430 et 842 heures étudiant selon les parcours. Elle compte 78 étudiants et 16 enseignants permanents en 2022-2023.

Analyse globale

Les collaborations qui structurent les quatre parcours de la mention *Géographie* témoignent d'une volonté de proposer une offre de formation régionale de qualité autour d'équipes pédagogiques complémentaires déjà souvent réunies au sein d'unités de recherche partagées. Parfaitement inscrits dans la stratégie de l'établissement, les parcours de la mention sont également très bien adossés à la recherche. L'absence de conseil de perfectionnement interdit une réflexion au niveau de la mention et même autour de la pertinence de l'intitulé de la formation. L'organisation tubulaire et la faible lisibilité des partenariats universitaires ne favorisent pas de réflexion globale. Par ailleurs, le taux de déperdition entre le M1 et la deuxième année (M2) constitue un point de vigilance peu analysé.

Le master s'inscrit totalement dans la stratégie de l'établissement. À travers ses différents parcours, le master *Géographie* s'intègre à la stratégie de l'UPEC (notamment les axes « Santé, société, environnement » et « Transformations sociales, inégalités, résistances »). Le parcours *Espaces, sociétés, territoires* s'inscrit dans le *Graduate Program Égalité, diversité, inclusion* et le parcours *Territoires, villes et santé* dans l'école universitaire de recherche (EUR) *Life Trajectories & Health Vulnerability* (LIVE), et entretient des liens forts avec le programme E-city de l'UPEC, programme de recherche-action sur les leviers des trajectoires de santé des populations dans l'Est et le Sud francilien. Le parcours *Géomarketing*, proposé en alternance, répond à la stratégie d'ouverture massive des formations à cette modalité. L'intégration de l'interdisciplinarité au sein des maquettes, avec des unités d'enseignement (UE) ciblées en fonction des spécificités (épidémiologie, archéologie, etc.), rejoint également la volonté de l'université. Par ailleurs, la co-accréditation avec l'UGE et les partenariats régionaux avec les universités Paris 1 Panthéon-Sorbonne, Paris Nanterre et Université Paris Cité témoignent d'une volonté de proposer une offre régionale dans le domaine.

L'inscription de deux parcours à des Graduate Programs témoigne d'un adossement fort à la recherche. Si l'adossement à la recherche est assuré par la participation à des *Graduate Schools* de l'UPEC, il est en revanche impossible de vérifier l'effectivité de l'accueil de stagiaires dans les unités de recherche, comme cela est annoncé dans le dossier d'autoévaluation. Il est difficile également d'évaluer le nombre d'heures d'enseignement dispensées par des enseignants-chercheurs dans la mesure où, outre les 16 membres de l'UPEC, les équipes pédagogiques sont partagées avec les autres universités (aucun chiffre n'est indiqué dans le dossier d'autoévaluation). Il apparaît néanmoins que les intervenants professionnels sont essentiellement associés aux projets, sauf pour le parcours *Géomarketing*, proposé uniquement en alternance, qui doit nécessairement faire appel à des professionnels.

La professionnalisation est assurée par la variété des pratiques pédagogiques. Les pratiques pédagogiques, si elles sont assez classiques pour ce type de formation (ateliers, projets tutorés, etc.), peuvent être considérées comme professionnalisantes dans la mesure où il s'agit de mises en situation auprès de partenaires socio-économiques.

L'attractivité est correcte et les flux entrants maîtrisés. Les flux d'étudiants sont limités, mais partagés avec les universités partenaires. On ne peut donc que considérer une attractivité correcte côté UPEC (entre 67 et 114 candidatures selon les parcours) et un remplissage selon les attendus, avec un taux d'inscription de l'ordre de 45 % à 50 % des candidats retenus, qui témoigne d'une bonne connaissance des flux potentiels et d'une maîtrise apparente du processus de sélection.

On constate en revanche une déperdition importante entre le M1 et le M2 et un taux de réussite moyen, même s'il s'améliore. On note en effet une baisse du nombre d'étudiants entre le M1 et le M2 (le parcours *Espaces, sociétés, territoires* compte 16 étudiants en M1 en 2020-2021 et 7 en M2 l'année suivante, 16 en M1 en 2021-2022 et 6 en M2 l'année suivante ; le parcours *Dynamique des milieux et risques* en compte 9 en 2020-2021 et 2021-2022 en M1 et 5 en M2 les années suivantes). L'analyse de l'équipe pédagogique fait état de l'abandon d'étudiants internationaux qui auraient mal évalué la difficulté du master. Un travail de l'équipe pédagogique pour mieux évaluer le niveau des étudiants pourrait compenser cet écueil, mais une analyse plus fine des motifs d'abandon s'impose. On peut par exemple se questionner sur la possible réorientation d'étudiants après le M1 dans des masters plus spécialisés, comme cela était parfois le cas avant la mise en place du recrutement en M1. De la même façon, un échec résiduel systématique et non expliqué apparaît dans tous les parcours de M2 (sauf Géomarketing, le parcours en alternance) jusqu'en 2022-2023. La crise sanitaire peut en être un élément explicatif, mais aucune analyse n'est fournie.

L'absence de conseil de perfectionnement au niveau de la mention témoigne d'une amélioration continue limitée. La faible analyse de la déperdition et des échecs se cumule à une analyse superficielle de l'insertion professionnelle. En effet, outre le fait que l'équipe pédagogique n'a pas fourni les informations chiffrées de l'insertion professionnelle dans le cadre demandé, renvoyant à une enquête du service central de l'UPEC, on note des taux de réponse moyens (entre 40 % et 60 %) qui ne permettent pas d'évaluer si la bonne insertion (au-delà de 85 %) est une réalité. Il manque un conseil de perfectionnement au niveau de la mention qui pourrait analyser ces données. Une instance de ce type est annoncée au niveau des parcours, mais l'élément présenté renvoie à une réunion d'UFR qui présente les différentes formations de licence et de master. Cette absence de processus d'amélioration continue conduit à l'absence de réflexion au niveau d'une mention organisée en parcours tubulaires et hermétiques. Au vu des débouchés affichés et des modalités pédagogiques se pose la question de la pertinence du choix de la mention *Géographie*. En effet, le parcours *Espaces, sociétés, territoires*, assez généraliste, cadre bien avec cette mention ; en revanche, les autres parcours renvoient davantage à une mention *Géographie, aménagement, environnement, développement*.

L'approche par compétences n'est pas aboutie. La structuration du master dans une approche par compétences n'est pas aboutie, alors même que les modalités pédagogiques variées, s'appuyant sur le projet, devraient permettre de franchir le pas assez facilement.

Sur le plan de l'organisation, on peut regretter que les partenariats multiples avec des universités d'Île-de-France ne soient pas toujours très clairs. Ainsi, le master *Géographie* est co-accrédité avec l'UGE, mais la co-accréditation n'est mise en œuvre que pour l'un des parcours (*Espaces, sociétés, territoires*). Pour les autres parcours sont signalés des partenariats (co-portage ou co-construction) avec l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, l'université Paris Nanterre pour *Territoires, villes et santé* et Université Paris Cité pour *Dynamiques des milieux et risques*. Cette organisation est favorisée par des parcours tubulaires qui ne partagent aucune unité d'enseignement. Cette complexité renforce l'idée qu'une réflexion plus globale sur la mention pourrait avoir du sens.

Conclusion

Points forts

- Une parfaite intégration à la stratégie de l'établissement ;
- Un bon adossement à la recherche ;
- Une bonne connexion avec le tissu socio-économique local, des modalités pédagogiques variées et la présence d'un parcours en alternance qui assurent une bonne professionnalisation ;
- De nombreuses collaborations avec des universités en Île-de-France.

Points faibles

- Une amélioration continue déficiente, notamment à l'échelle de la mention (absence de conseil de perfectionnement) ;
- Un manque de cohérence interne de la mention qui questionne la pertinence de son intitulé ;
- Un taux de déperdition après le M1 important et peu analysé ;
- Une variété des modalités pédagogiques qui ne sert pas la mise en place de l'approche par compétences ;
- Une faible lisibilité des collaborations avec les universités franciliennes, qui obère leur efficacité et complique le parcours de l'étudiant.

Recommandations

- Mettre en place un conseil de perfectionnement au niveau de la mention.
- Mener une réflexion sur l'opportunité d'ouverture d'une mention *Géographie, aménagement, environnement, développement* pour trois des parcours relevant actuellement de la mention *Géographie*
- Mieux analyser la déperdition entre M1 et M2 pour apporter des réponses efficaces, par exemple mieux évaluer l'adéquation du niveau de l'étudiant recruté avec les exigences du master pour éviter de placer les étudiants, notamment internationaux, en situation d'échec.
- Transformer l'essai de l'approche par compétences en saisissant les modalités pédagogiques intégratrices (projets) pour évaluer réellement les compétences.
- Clarifier les relations avec les universités partenaires pour gagner en lisibilité et en faire une réelle valeur ajoutée.

MASTER HISTOIRE

Établissement

Université Gustave Eiffel

Présentation de la formation

Le master *Histoire* de l'université Gustave Eiffel est porté par l'unité de formation et de recherche (UFR) Sciences humaines et sociales (SHS). Cette formation comprend quatre parcours diplômants : *Préparation au CAPES d'histoire-géographie*, *Développement culturel territorial*, *Diagnostic historique et aménagement urbain*, *Ville, pouvoirs et sociétés*. Ses enseignements sont dispensés sur le campus de Champs-sur-Marne. La formation compte 72 étudiants en 2022-2023.

L'absence fréquente de données chiffrées et d'analyse de l'autopositionnement ou des données a rendu l'évaluation de la formation délicate.

Analyse globale

Le master *Histoire* s'inscrit dans les axes stratégiques de l'établissement, par son orientation thématique autour du fait urbain qui lui permet de s'intégrer dans le Graduate Program Futurs urbains et la dynamique de l'I-SITE FUTURE. Par ses liens étroits avec l'unité de recherche d'adossement, il propose une formation à et par la recherche de qualité. Il témoigne également du dynamisme de l'équipe pédagogique par la diversité des pratiques pédagogiques proposées et par l'engagement dans l'approche par compétences. Ces dernières sont, cependant, à élargir à l'ensemble des parcours et à approfondir. L'attractivité, la réussite et la professionnalisation sont des sujets qui méritent une attention particulière, comme le développement de l'ouverture à l'international. Enfin, le master *Histoire* doit mettre au point une réelle politique d'amélioration continue et se doter d'un conseil de perfectionnement plus stratégique et moins centré sur des questions organisationnelles.

La formation participe pleinement de la stratégie de l'établissement. L'engagement dans cette dynamique se manifeste par la thématique qui domine : l'étude du fait urbain, avec trois parcours explicitement en lien avec ce sujet proposés en deuxième année (M2), *Développement culturel territorial*, *Diagnostic historique et aménagement urbain*, *Ville, pouvoirs et sociétés* et des séminaires transpériodes sur lesquels se fondent ces opportunités de spécialisation. Il se traduit aussi par l'intégration du master *Histoire* dans le Graduate Program Futurs urbains mis en place dans le cadre du projet Structuration de la formation par la recherche dans les initiatives d'excellence (SFRI) porté par l'établissement, avec un certain succès, car trois étudiants envisagent de poursuivre en doctorat. De même, la formation a su profiter de l'I-SITE FUTURE pour obtenir des moyens et développer encore la formation à la recherche et à sa méthodologie avec le projet Mast EX COREHI obtenu en 2019-2020. Elle offre enfin une formation pluridisciplinaire, les séminaires étant, en particulier, conçus comme tels, car étroitement liés aux travaux menés dans l'unité de recherche associée (Analyse comparée des pouvoirs).

Le master *Histoire* offre une formation à et par la recherche de qualité. Les dispositifs pour la garantir sont variés. On peut ainsi noter l'importance des cours de méthodologie, d'outils de la recherche, y compris plus techniques ou spécialisés selon les parcours, des séminaires et du mémoire de recherche attendu, sensible dans la maquette avant tout, car les volumes horaires ne sont pas indiqués dans le dossier. Doivent aussi être soulignés le lien étroit entre les enseignements dispensés, les thématiques abordées et les spécialités des enseignants-chercheurs de l'établissement ou de l'École d'urbanisme de Paris, qui assurent 75 % des cours (cette part est cependant déclarative, les données chiffrées n'étant pas fournies), et la participation du directeur de l'unité de recherche associée au conseil de perfectionnement de la formation, qui manifeste ce lien étroit entre formation et recherche. Enfin, une initiative est à mettre en avant : l'organisation, dans le cadre du projet Mast EX COREHI, de journées d'étude par les étudiants de M1 et M2 autour de leurs sujets de recherche. Ils sont ainsi formés à l'exercice de la recherche par les travaux qu'ils mènent, mais aussi à la vie de la recherche et aux

cadres dans lesquelles elle se développe ; l'initiative est à encourager. La participation de chercheurs étrangers aux séminaires nourrit ce dynamisme : sept sont indiqués pour l'année 2022-2023, mais les précisions apportées semblent néanmoins concerner surtout le début du contrat actuel.

La formation est engagée dans une démarche d'approche par compétences et propose des pratiques pédagogiques variées, signes d'une dynamique à encourager. En effet, elle est organisée en blocs de connaissances et de compétences, mais les intitulés de ces blocs comme ceux des enseignements qui les constituent n'expriment pas les compétences visées et restent très classiques dans leur formulation, y compris dans les parcours définis comme professionnalisants. La démarche engagée doit donc être poursuivie, comme celle de la diversification des pratiques pédagogiques. En effet, les parcours *Diagnostic historique et aménagement urbain* et *Développement culturel territorial* proposent des activités variées comme des visites, des projets avec les collectivités, des activités culturelles, mais le parcours *Ville, pouvoirs et sociétés* semble être dispensé de façon plus classique.

Le master Histoire a les moyens d'une ouverture internationale qui reste pourtant limitée. En effet, il bénéficie de nombreux accords permettant des mobilités vers le Canada, l'Espagne ou l'Italie, cette destination ne pouvant que profiter du partenariat noué en 2022-2023 avec l'université Bologna Alma mater, et son intégration dans le Graduate Program offre l'opportunité de bourses pour les étudiants, mais on observe cependant qu'il n'y a eu aucune mobilité sortante sur la période considérée. Un étudiant est parti à Bologne en 2023-2024 grâce au Graduate Program, mais son seul exemple ne peut être considéré comme signe d'une dynamique nouvelle. De même, si les chercheurs ont été invités, contribuant à l'internationalisation de la formation, le chiffre de sept indiqué semble concerner le contrat en cours et non la seule année 2022-2023, avec une référence à 2 019 qui témoigne d'une dynamique, là aussi, passée.

L'accompagnement des étudiants vers la réussite est à renforcer, l'attractivité devant faire l'objet d'une attention particulière. En effet, les taux de réussite en M1 sont autour de 50 % au cours des deux premières années de référence, la tendance ne pouvant pas être appréciée puisque les données 2022-2023 ne sont pas fournies. Si le redoublement permet de passer en M2 puis de valider le master, la réussite en M2 sur les années renseignées varie fortement selon les parcours, avec des taux en parcours *Diagnostic historique et aménagement urbain* qui interrogent sur l'adéquation des acquis des inscrits aux attendus du parcours et sur la qualité du recrutement opéré, largement international (entre 65 et 81 % durant les années de référence). Le renforcement annoncé de la méthodologie, du mémoire en particulier, pourra être un moyen d'améliorer la réussite, sans dispenser d'une réflexion sur le profil des étudiants retenus. L'attractivité de la formation doit, dans ce contexte, faire l'objet d'une attention particulière, avec une communication sur les débouchés comme sur les attendus plus efficace, car si les candidatures augmentent, les admis puis inscrits sont avant tout des étudiants de l'établissement. Les différences d'effectifs et l'évolution du nombre des inscrits rendent ce travail indispensable, car la tendance est à la baisse, parfois de façon prononcée. Si l'international et le lien étroit avec l'Algérie soutiennent le parcours *Diagnostic historique et aménagement urbain*, c'est l'alternance qui porte le parcours *Développement culturel territorial* puisque les apprentis représentent souvent plus des deux tiers des effectifs, le parcours *Villes, pouvoirs et sociétés* comptant 5 à 14 inscrits au maximum dans la période considérée, et le parcours *Préparation au CAPES d'histoire-géographie* étant à consolider dans un environnement académique où il connaît la concurrence du master *Métiers de l'enseignement, de l'éducation et de la formation* (MEEF).

Les dispositifs de professionnalisation doivent être développés, étendus à tous les parcours. La professionnalisation est bien encouragée, logiquement, dans les parcours *Diagnostic historique et aménagement urbain* et *Développement culturel territorial*, qui sont à visée professionnelle : alternance, projets avec les collectivités locales et les institutions culturelles, stages longs (cinq à six mois) y contribuent, comme la participation des professionnels, dont on regrette qu'elle ne soit pas précisée (nombre, volume horaire, nature des interventions). Les étudiants du parcours *Préparation au CAPES d'histoire-géographie* ont l'obligation également de faire un stage en établissement dans l'académie, pour conforter ou non leur projet, la présence d'enseignants du secondaire dans l'équipe pédagogique étant un élément pouvant faciliter des échanges constructifs sur ce point également. Dans le parcours *Villes, pouvoirs et sociétés*, la professionnalisation est un aspect à travailler, car, même si le parcours est à visée recherche, les interventions des archivistes des départements ou municipaux n'offrent pas de réelles perspectives d'insertion professionnelle et ne peuvent suffire. L'enquête sur le devenir des étudiants, dont on souligne l'intérêt, révèle un accès à l'emploi bien plus long que la moyenne de l'établissement (5 mois contre 2,9), un salaire moyen inférieur ainsi qu'une adéquation de l'emploi occupé et des compétences mises en œuvre avec la formation suivie et ses acquis mitigée (27 % déclarent que les compétences sont «tout à fait» correspondantes, 45% qu'elles sont «plutôt correspondantes»). Ce sujet doit donc faire l'objet d'une attention particulière pour le prochain contrat et sera également un élément important pour améliorer l'attractivité de la formation.

Le master Histoire doit s'engager dans une réelle démarche d'amélioration continue. Les conseils de perfectionnement sont réunis au niveau du parcours, avec une fréquence jugée trop faible, mais non indiquée. Leur démarche, surtout, doit être révisée et harmonisée. En effet, les comptes rendus fournis peuvent signaler

une attention aux effectifs, mais on note que les résultats des enquêtes sur le devenir des diplômés ne sont pas analysés, les indicateurs d'attractivité comme de réussite ne sont pas davantage présentés, ce qui ne donne pas aux conseils les éléments essentiels d'une réflexion stratégique. La présence des professionnels est aussi à revoir, de manière à mieux garantir leur participation et à ouvrir des perspectives d'amélioration de la formation et de l'insertion professionnelle des diplômés. C'est dans le même esprit qu'il est nécessaire d'engager une politique d'évaluation de la formation et des enseignements dispensés. Le conseil de perfectionnement doit, en effet, moins «répondre aux attendus du Hcéres» que contribuer régulièrement à l'amélioration de la formation.

Conclusion

Points forts

- Une formation inscrite dans les axes stratégiques de l'établissement ;
- Une formation à et par la recherche de qualité ;
- Une dynamique pédagogique qui a permis l'engagement dans l'approche par compétences et la diversification des pratiques pédagogiques.

Points faibles

- Un accompagnement vers la réussite à renforcer ;
- Un manque d'informations concernant la professionnalisation ;
- Une démarche d'amélioration continue à construire et à mettre en œuvre ;
- Une ouverture à l'international réduite, malgré l'existence de dispositifs.

Recommandations

- Améliorer la communication sur la formation en clarifiant ses attendus, les compétences visées et ses débouchés, tout en faisant de l'accompagnement à la réussite et de la professionnalisation des éléments importants de la prochaine maquette.
- Réviser la démarche du conseil de perfectionnement et lui donner les moyens d'une réflexion stratégique, fondée sur des indicateurs et des enquêtes pour engager une véritable démarche d'amélioration continue.
- Améliorer la connaissance et la publicité des dispositifs de mobilités en relançant la dynamique d'invitation de collègues étrangers.

L'appréciation au sein de la formation d'un ou de plusieurs critères d'accréditation n'est pas possible du fait du :

- Manque de données concernant la participation des professionnels aux enseignements ;
- Manque d'informations concernant l'analyse du devenir des étudiants.

MASTER INTELLIGENCE ÉCONOMIQUE

Établissement

Université Gustave Eiffel

Présentation de la formation

Le master *Intelligence économique* de l'université Gustave Eiffel est porté par l'Institut francilien d'ingénierie des services (IFIS). Cette formation comprend trois parcours diplômants : *Analyse, management des données et innovation (AMDI)*, *Influence, lobbying et médias sociaux (ILMS)*, *Intelligence stratégique, analyse des risques et territoire (ISART)*. Ses enseignements sont dispensés sur le campus du Val d'Europe. La formation compte 98 étudiants en 2022-2023 et 16 enseignants permanents.

Analyse globale

Le master *Intelligence économique* est une formation spécifique dans un domaine en pleine croissance. La formation est fortement professionnalisée. Elle bénéficie d'un adossement à la recherche limité. Son attractivité est à renforcer, ainsi que sa démarche d'amélioration continue. Enfin la formation est faiblement ouverte à l'international.

La formation est en adéquation avec la stratégie formation de l'établissement. Elle propose un tronc commun en première année (M1) puis trois parcours différents en deuxième année (M2). Le master permet aux organisations (notamment les institutions publiques, les entreprises) de disposer de spécialistes du recueil, de l'exploitation et de l'analyse d'informations et de données afin d'aider ou d'influencer la prise de décision, un domaine en pleine croissance. Il existe encore peu de diplômés dans ce domaine. Les enjeux liés à la transition socio-écologique et les questions d'éthique et d'intégrité pourraient faire l'objet d'enseignements dédiés.

Le master est pluridisciplinaire avec une forte dominante en information-communication. Gestion, économie, droit sont présents de façon plus réduite.

La formation est faiblement ouverte à l'international. Il n'y a pas de mobilité entrante ou sortante. C'est en grande partie lié au fonctionnement en apprentissage, mais il est possible d'introduire bien d'autres modalités d'internationalisation (à l'image de la participation au colloque international Bobcatsss).

L'adossement à la recherche est limité. Seize enseignants-chercheurs (dont sept permanents) et chercheurs, majoritairement en sciences de l'information et de la communication, interviennent dans la formation. Il existe une grande proximité avec le laboratoire Dispositifs d'information et de communication à l'ère numérique (DICEN-IDF) qui accueille également de façon régulière des étudiants pour des stages. Cependant, 70 heures d'enseignement seulement sont consacrées à la formation à et par la recherche. Peu d'étudiants (trois ces dernières années) poursuivent en thèse.

La formation est très professionnalisée. Le lien avec les acteurs locaux est important et de qualité (partenariats avec des entreprises et des institutions, interventions de professionnels, visites, stages et apprentissage). Les professionnels (59 en tout) assurent 70 % des cours en M1, 75 % en M2. La formation a développé l'apprentissage (63 alternants en 2022-2023, soit 64 % des inscrits) et la formation continue (14 personnes en 2022-2023, soit 14 % des inscrits). Les inscrits en formation initiale disposent d'un stage long par année (quatre à six mois). Il existe également des projets tutorés. Certains étudiants bénéficient du dispositif Pôle étudiant pour l'innovation, le transfert et l'entrepreneuriat (PÉPITE), qui a pour objet d'accompagner les étudiants ou diplômés ayant un projet de création d'entreprise.

Les contenus pédagogiques de la formation sont alignés sur les compétences définies par la fiche du répertoire national de certifications professionnelles (RNCP). La démarche d'approche par compétences a été initiée en 2022-2023. Par ailleurs, la formation utilise des pratiques pédagogiques diversifiées (serious games, Moocs, visites,

certifications, simulation de crise, plateforme Moodle). Le jeu XP#CharlieDilemme permet une sensibilisation de façon originale aux questions d'éthique et de déontologie. Le master ne pratique aucun recours au distanciel, mais utilise des outils numériques dédiés pour des interactions avec des personnes distantes.

La formation bénéficie d'une attractivité mesurée avec un nombre limité de candidats pour accéder en M1 et en M2. Le master est très spécifique et ne s'adresse qu'à des candidats ayant un projet professionnel précis. Les effectifs globaux sont en légère baisse (122 inscrits en 2020-2021, 98 en 2022-2023). Cela est lié à un certain manque de visibilité de la formation, mais également à une concurrence accrue entre établissements. Il serait nécessaire à cet égard de renforcer la communication auprès des licences de l'université Gustave Eiffel susceptibles de fournir des candidats. Les profils des néo-entrants sont extrêmement variés. La formation enregistre un taux de réussite correct (84 % en 2022-2023).

La formation conduit à des débouchés liés aux compétences visées. Cependant, il n'y a pas de données précises sur ce point dans le dossier. La création d'une association d'alumni avec production d'un annuaire pourrait être une aide précieuse.

La formation dispose d'un bon encadrement (16 enseignants titulaires, dont sept permanents de l'établissement, et 57 intervenants non permanents). À l'international, trois titulaires ont bénéficié d'une mobilité sortante. Le dossier ne donne pas beaucoup de précisions sur la façon dont le master est piloté.

La démarche d'amélioration continue est engagée par la formation. Une évaluation systématique et anonyme des enseignements est mise en place. Le taux de réponse des étudiants semble peu important (une seule donnée est disponible). La composition du conseil de perfectionnement ne permet pas de savoir quelle place est laissée aux professionnels, aux alumni, aux étudiants. Les sujets d'attractivité, d'évaluation des enseignements et d'amélioration sont abordés. Ils pourraient cependant donner lieu à un plan d'action.

Conclusion

Points forts

- Une formation spécifique et précieuse dans un domaine en pleine croissance, pionnière dans le domaine ;
- Une forte professionnalisation.

Points faibles

- Une part limitée d'enseignements assurés par des enseignants-chercheurs ;
- Un manque de continuum licence-master ;
- Une attractivité réduite ;
- Une démarche d'amélioration continue encore peu développée ;
- Une ouverture à l'international faible.

Recommandations

- Maintenir le nombre d'heures d'enseignement assurées par des enseignants-chercheurs ;
- Renforcer les liens avec le cycle licence ;
- Améliorer l'attractivité auprès des cibles potentielles ;
- Organiser la composition du conseil de perfectionnement par parties prenantes et élaborer un plan d'action à la suite de la tenue du conseil ;

- Développer la dimension internationale, par exemple en favorisant la mobilité des enseignants-chercheurs.

MASTER PHILOSOPHIE

Établissement

Université Gustave Eiffel

Présentation de la formation

Le master *Philosophie* de l'université Gustave Eiffel est porté par l'unité de formation et de recherche (UFR) Sciences humaines et sociales (SHS). Cette formation ouverte uniquement en formation continue comprend deux parcours diplômants : *Éthique médicale et hospitalière appliquée*, *Humanités médicales*. Ses enseignements sont dispensés sur le campus de l'École des ingénieurs de la ville de Paris. La formation compte 74 inscrits en 2022-2023 et sept enseignants permanents.

Analyse globale

Le master *Philosophie*, très spécialisé, permet d'accueillir en formation continue des professionnels de la santé et du soin. Ses points forts et ses points faibles sont réciproques : peu d'internationalisation, car les problématiques majeures sont celles du terrain professionnel ; une approche par compétences complexe à mettre en œuvre, mais une culture commune qui préexiste ; un conseil de perfectionnement qui a été installé sans personnalités extérieures, tout en étant parfaitement intégré, comme l'ensemble de la formation, dans le monde professionnel du fait du public cible.

La formation est en conformité avec la politique d'établissement d'un lien fort entre l'académique et le professionnel, et notamment les institutions du soin. S'il n'y a pas continuum direct avec le premier cycle en raison d'une absence de licence *Philosophie* à l'université Gustave Eiffel, il y a un vrai continuum entre la première (M1) et la deuxième année (M2) du master. La pluridisciplinarité est au cœur du projet de formation, ce qui se traduit par une pluralité de disciplines des sciences humaines et sociales au sein des intervenants de l'équipe pédagogique, avec une majorité des titulaires en philosophie et en science politique. Les enjeux du développement durable sont intégrés et un enseignant spécialisé est dédié à ces questions.

L'ouverture à l'international n'est pas particulièrement mise en avant dans cette formation, qui reste centrée sur des attentes et des problématiques nationales. Ce sont prioritairement des professionnels du soin et de la santé dans le cadre du système français qui sont le public visé par la formation. L'internationalisation est objectivement jugée faible dans le dossier d'autoévaluation. Les mobilités entrantes et sortantes ne sont pas renseignées. Aucun étudiant étranger ne vient suivre la formation. Seul un travail de recherche mené avec l'université de Yaoundé est indiqué. La formation permet cependant de développer des compétences linguistiques. L'enseignement de l'anglais y est obligatoire en M1, et l'évaluation originale sous la forme d'une récitation théâtralisée. En M2, allemand, espagnol, italien, latin ou grec sont également possibles. Le lien avec l'activité de recherche est sans doute ici priorisé. Le développement de cette compétence n'est pas directement lié à des enjeux de mobilité, les stagiaires ne se destinant pas à l'international, si ce n'est-ce qu'ils sont amenés à la médecine humanitaire.

L'adossement à la recherche fait partie des enjeux majeurs de la formation. Au cœur du cursus, on retrouve des séminaires de méthodologie et des séminaires de recherche, menés par des enseignants-chercheurs, et regroupant également souvent des doctorants. Le lien avec l'unité de recherche Laboratoire interdisciplinaire d'étude du politique Hannah Arendt (LIPHA) est avéré. Les enjeux éthiques et déontologiques sont particulièrement prégnants et attendus par le public cible de praticiens, et des chercheurs reconnus sur ces enjeux font partie des intervenants principaux.

L'un des points forts de la formation est son lien avec le monde social et professionnel. C'est au cœur même de la formation du fait de l'articulation avec le monde des professionnels du soin et de la santé. Les stagiaires et une partie de l'équipe pédagogique sont des professionnels. L'évolution dans la profession est dès lors l'un des enjeux majeurs de la formation. Une association d'élèves et anciens élèves de la formation est très active depuis

des années et a créé un réseau qui permet aux diplômés de s'informer sur les postes, de s'aider et souvent d'évoluer dans leur carrière professionnelle.

L'approche par compétences ne semble pas encore inscrite dans la formation et la pédagogie reste classique.

Il n'y a pas de référentiel de compétences apparent, et la notion de compétence est prise au sens large, ce qui n'empêche pas néanmoins la formation de faire valoir des objectifs communs et une culture commune, en raison de l'uniformité du cercle professionnel de recrutement des apprenants. Si des innovations pédagogiques existent, la formation demeure sur un schéma très classique. Le principal point d'innovation reste la création des tables méthodologiques, de la journée «ralentir travaux», où les stagiaires exposent devant les autres leurs travaux et recherches. L'introduction du distanciel et de l'hybride a fait évoluer les pratiques. Mais cela reste marginal, et peut ne pas constituer une nécessité au regard de l'attente étudiante prioritairement identifiée.

La formation est ouverte uniquement en formation continue, et l'adaptation à ce public est donc une priorité de la formation.

Le nombre de diplômés est d'ailleurs en augmentation croissante (de 30 % la dernière année de référence), ce qui témoigne de l'attractivité de la formation. L'analyse des flux témoigne d'une formation stable et solide. La progression des effectifs (on passe de 62 inscrits en 2020-2021 à 74 en 2022-2023) montre le caractère installé d'une formation reconnue dans son domaine auprès des professionnels ciblés.

La formation suit et analyse la réussite des apprenants. Une souplesse est intégrée dans l'analyse de ces résultats en raison du caractère particulier du public cible. Diplômer des professionnels en formation continue ne peut en effet pas être réalisé de la même manière que pour des étudiants en formation initiale. Le mémoire rédigé en deux ans reste une possibilité adaptée au rythme qui est celui de ces professionnels. L'insertion professionnelle n'est pas un sujet pour une formation entièrement consacrée à des professionnels en formation continue. Les données sont insuffisantes pour analyser l'évolution de la poursuite d'études, notamment en doctorat.

Aucun élément relatif au pilotage de la formation n'est indiqué, mais un conseil de perfectionnement existe.

La formation semble disposer des moyens nécessaires pour atteindre ses objectifs. Cinq enseignants titulaires et sept vacataires interviennent. La soutenabilité n'est pas véritablement interrogée, mais le descriptif des heures semble être articulé aux disponibilités en termes d'équipe. Des mobilités existent pour les professeurs de l'équipe et en contrepartie des professeurs invités sont accueillis. Le conseil de perfectionnement est opérationnel, même s'il n'accueille pas encore des personnalités extérieures, et il est en mesure de résoudre des problématiques internes à la formation. Il y a un questionnaire d'évaluation des enseignements et de la formation, que tous les stagiaires remplissent, et qui constitue un vrai point d'étape, en deuxième et cinquième année du contrat quinquennal, pour améliorer de manière continue la formation. Cette évaluation gagnerait à être effectuée tous les ans.

Conclusion

Points forts

- Une formation en parfaite adéquation avec la politique d'établissement ;
- Un adossement à la recherche de grande qualité ;
- Un lien très fort avec le monde social et professionnel.

Points faibles

- Une approche par compétences dont la mise en œuvre est difficile ;
- Un conseil de perfectionnement à élargir ;
- Une internationalisation encore timide.

Recommandations

- Déployer l'approche par compétences.
- Accueillir des personnalités extérieures dans le conseil de perfectionnement.
- Développer l'internationalisation.

MASTER SCIENCE POLITIQUE

Établissements

Université Gustave Eiffel ; Université Paris-Est Créteil

Présentation de la formation

Le master *Science politique* de l'université Gustave Eiffel, co-accrédité avec l'université Paris-Est Créteil (UPEC), est porté par l'unité de formation et de recherche (UFR) Sciences humaines et sociales (SHS). Cette formation comprend trois parcours diplômants : *Métiers du politique*, *Santé et action publique*, *Transformations socio-environnementales*. Ses enseignements sont dispensés sur le campus de Champs-sur-Marne et sur celui de l'École des ingénieurs de la Ville de Paris. La formation compte 83 étudiants en 2022-2023 et 17 enseignants permanents.

Analyse globale

Le master *Science politique* paraît très intégré dans l'établissement et répondre aux attentes de la discipline en termes de réussite et d'insertion professionnelle. Le parcours *Santé et action publique* est moteur sur les enjeux relatifs à l'approche par compétences, l'innovation pédagogique et la diversification des publics.

La formation répond aux attentes de la politique d'établissement, notamment en termes de partenariat interuniversitaire. La co-accréditation avec l'UPEC permet en effet de disposer d'une équipe plurielle au sein d'une discipline, la science politique, elle-même plurielle. Sociologues et philosophes du politique sont notamment très présents. Le lien avec l'Institut d'études politiques (IEP) de Fontainebleau existe, mais il n'est pas dit explicitement s'il permet d'assurer un continuum en l'absence de licence *Science politique*. La participation aux projets du Programme d'investissements d'avenir est envisagée, mais demeure à l'état d'objectif, notamment pour ce qui est des enjeux du développement durable.

L'ouverture à l'international est présente sans constituer une dynamique importante. Il existe des partenariats stables (Cincinnati) qui se développent au moyen d'un séminaire annuel conjoint. Il n'y a cependant plus de parcours diplômant européen et international dans le master. L'explication de cette disparition n'est pas donnée. Le contexte de la pandémie expliquerait la suspension des échanges internationaux. On peut interroger cependant une reprise si lente (depuis 2024) et les mobilités toujours aussi faibles (un étudiant chaque année en mobilité sortante, aucun en mobilité entrante). La formation permet de développer des compétences linguistiques. L'enseignement de l'anglais est obligatoire dans les trois premiers semestres du master, à hauteur de 60 h. Par ailleurs le travail sur les sources en anglais est très régulier dans ce master. Des cours et autres interventions ont par ailleurs lieu en anglais dans la formation, à hauteur de 358 h. Plusieurs langues facultatives sont aussi proposées par le centre d'actions pédagogiques en langues (CAPLA) de l'université.

L'adossé à la recherche fait partie des enjeux majeurs de la formation. La formation à et par la recherche fait partie intégrante du cursus. Quarante enseignants-chercheurs et chercheurs interviennent dans la formation en assurant la majorité des enseignements. Le suivi est personnalisé pour l'accompagnement dans le mémoire. Le lien avec l'unité de recherche Laboratoire interdisciplinaire d'études du politique Hannah Arendt (LIPHA) est avéré. La présence d'enseignants-chercheurs habilités à diriger des recherches (HDR) permet d'envisager concrètement des poursuites d'étude en doctorat. L'environnement est favorable à l'intégration des mastérants dans le développement scientifique : conférences mensuelles de l'IEP, journées scientifiques de l'environnement, etc. Et le volet relatif à l'intégrité de la recherche (notamment la lutte contre le plagiat) est déjà très présent dans la formation.

La formation est attentive à son articulation avec le monde social et professionnel. C'est un enjeu immédiat pour la finalité professionnelle proposée dans les différents masters (collaborateur d'élus, cadre territorial ou de santé, spécialiste des politiques publiques et de l'action territoriale, etc.). Cela se traduit par la présence dans

la formation de professionnels comme vacataires (notamment dans les séminaires dédiés de pratiques et expériences professionnelles), ainsi que dans le conseil de perfectionnement. La participation des professionnels aux enseignements reste cependant modérée (77 heures sur 590 heures étudiant environ). L'accueil de stagiaires en formation continue est notamment le cœur de cible du master *Santé et action publique*. Cela a conduit le master à s'adapter à ce public. Des améliorations sont cependant possibles, comme la construction de partenariats avec l'hôpital et les structures de santé. L'alternance est aussi présente et renforcée par la présence récente d'un agent dédié à leur suivi.

L'approche par compétences ne semble pas encore inscrite au cœur de la formation. Il n'y a pas de référentiel apparent, ce qui n'empêche pas néanmoins la formation de faire valoir des objectifs communs pour ce qui est de l'acquisition des fondamentaux de la science politique. Le parcours *Santé et action publique* fait cependant figure d'exception, en proposant un dispositif adapté à la formation continue. Si des innovations pédagogiques existent, elles ne sont pas précisément présentées. La réalisation de la bibliothèque participative dans le cadre du parcours *Santé et action publique* fait là encore figure d'exception. La plupart des cours ont lieu en salle et amphithéâtre à Fontainebleau. Des visites de terrain sont cependant proposées comme dans des institutions politiques (ministères, Conseil économique, social et environnemental, etc.). La formation à distance n'est pas proposée (à l'exception d'entretiens méthodologiques), car elle ne correspond pas au projet pédagogique de la formation.

La formation est attractive (383 candidats pour 25 places en première année du cycle en 2022-2023). Cependant, l'analyse précise des flux n'a pas pu être réalisée en raison du passage récent au dispositif MonMaster. L'information mise en place par l'établissement pour favoriser la communication sur ce master est jugée satisfaisante. Les journées portes ouvertes sont aussi un moment important pour la formation.

Le suivi et l'analyse de la réussite des étudiants ne sont pas mis en œuvre. L'explication tient surtout à la réalité des effectifs qui semblent rendre possible un accompagnement au plus près, y compris en cas de demande de réorientation ou d'aménagement d'études. L'analyse des taux de réussite est néanmoins un objectif pour la formation.

L'insertion professionnelle est bonne. L'enquête confirme que le premier emploi est rapidement trouvé et qu'à 18 mois après obtention du diplôme il n'y a plus de chômage. Les institutions publiques restent le premier secteur de débouchés.

Aucun élément relatif au pilotage de la formation n'est indiqué. La formation semble disposer des moyens nécessaires pour atteindre ses objectifs. Dix-sept enseignants titulaires et onze enseignants non permanents interviennent, sans compter les doctorants. La soutenabilité n'est pas véritablement interrogée, si ce n'est pour le parcours *Santé et action publique*, mais le descriptif des heures semble être articulé aux disponibilités en termes d'équipe. Les mobilités internationales ont été fortement ralenties depuis la pandémie de Covid, même si quelques échanges persistent.

Un conseil de perfectionnement existe pour chacun des parcours. Le conseil de perfectionnement semble opérationnel, même s'il n'accueille pas encore des personnalités extérieures, et il est en mesure de résoudre des problématiques internes à la formation. Pour améliorer le dispositif, la formation prévoit l'accueil de personnalités extérieures prochainement et d'anciens étudiants « alumni » intégrés professionnellement. Le conseil de perfectionnement gagnerait à être réuni à l'échelle de la mention afin d'améliorer la cohérence interne.

Conclusion

Points forts

- Un adossement à la recherche de grande qualité ;
- Un lien développé avec le monde social et professionnel ;
- Une formation en parfaite adéquation avec la politique d'établissement.

Points faibles

- Une absence d'appropriation des données fournies par l'Observatoire des formations et des insertions professionnelles, évaluations (OFIPE) ;
- Une absence d'analyse des taux de réussite ;
- Une approche par compétences à élargir à l'ensemble de la mention ;
- Un conseil de perfectionnement à élargir ;
- Une internationalisation encore timide.

Recommandations

- S'approprier les données fournies par l'OFIPE, notamment dans le cadre du conseil de perfectionnement.
- Être attentif à la réussite des étudiants.
- Renforcer le déploiement de l'approche par compétences.
- Accueillir des personnalités extérieures dans le conseil de perfectionnement.
- Dynamiser l'internationalisation en favorisant la mobilité des étudiants.

MASTER SCIENCES SOCIALES

Établissement

Université Gustave Eiffel

Présentation de la formation

Le master *Sciences sociales* de l'université Gustave Eiffel est porté par l'unité de formation et de recherche (UFR) Sciences humaines et sociales (SHS). Cette formation comprend cinq parcours diplômants : *Communication des entreprises et médias sociaux (CEMS)*, *Conduite du changement et sociologie des ressources humaines (Macor)*, *Cultures et métiers du web (CMW)*, *Data Science et société numérique (D2SN)*, *Sport et sciences sociales (3S)*. Ses enseignements sont dispensés sur le campus de Marne-la-Vallée. La formation compte 190 étudiants en 2022-2023 et 41 enseignants permanents.

Analyse globale

Le master *Sciences sociales* est pluriel, mais parvient, grâce à une coordination efficace, à proposer une formation unifiée comme en témoigne un dossier d'autoévaluation de très bonne qualité. L'internationalisation des étudiants comme des équipes est l'un des principaux enjeux pour l'avenir.

La formation répond aux attentes de la politique d'établissement, et relève notamment du programme DIGIS (*Digital Studies & Innovation for Smart Cities*). Elle s'inscrit dans le cadre du continuum d'études dans le prolongement de la licence *Sociologie* et des licences *Sciences et techniques des activités physiques et sportives (STAPS)*. L'articulation est présente avec les autres formations de l'UFR, y compris celles du même cycle avec lesquelles il n'y a pas de chevauchement. Des partenariats solides et anciens existent (Orange, SNCF, l'AP-HP, Air France, Renault, Caisse des dépôts, etc.). Des mutualisations de cours sur plusieurs parcours sont présentes.

L'internationalisation est un enjeu clairement présent, même s'il vient heurter la logique de l'apprentissage. La professionnalisation et la recherche s'articulent néanmoins avec la présence de terrains professionnels déterminants pour la réalisation du mémoire. De doubles diplômes existent (par exemple avec l'université de Dong-Eui située à Busan qui permet aux étudiants du parcours CMW de réaliser un séjour d'un an en Corée). Certains parcours, à l'image de CMW, sont plus ancrés dans la dynamique d'internationalisation, et de fait plus attractif. Une réflexion est engagée pour poursuivre l'élan à l'échelle de tout le master. La formation permet de développer des compétences linguistiques. L'enseignement de l'anglais est obligatoire dans les parcours pendant les deux années du master à hauteur de 40 h. C'est un enseignement indispensable pour l'insertion professionnelle. Un enseignement dans une autre langue est proposé à titre facultatif dans le parcours 3S, avec l'aide du centre d'actions pédagogiques en langues (CAPLA). Seules 148 h étudiant de la ou des disciplines sont enseignées en anglais, ce qui pourrait être amélioré. Par ailleurs, il n'y a pas de dispositif d'aide à la mobilité à l'échelle des parcours, mais les étudiants désireux d'effectuer une mobilité sont accompagnés par le service des relations internationales de l'université.

L'adossé à la recherche fait partie des enjeux majeurs de la formation. La formation à et par la recherche fait partie intégrante du cursus, avec 370 h qui lui sont consacrées. Même si les parcours sont principalement professionnalisants, l'adossé à la recherche est une réalité importante, et chaque étudiant réalise un mémoire de recherche sur la base d'une enquête de terrain. De nombreux cours sont présents pour accompagner ce travail, dont une formation à l'intégrité scientifique et à la déontologie. Trente-six enseignants-chercheurs et chercheurs interviennent dans la formation, sur un total de 83 enseignants. Si la sociologie est la discipline prépondérante, l'interdisciplinarité reste une constante dans le travail scientifique engagé.

La formation est attentive à son articulation avec le monde social et professionnel. Il s'agit d'une proximité de travail qui s'est progressivement construite et qui s'entretient au quotidien. Le master propose à la fois la formation en alternance et la formation continue. Le lien avec le monde professionnel est structurant pour

quatre des cinq parcours qui sont en alternance. Tous les parcours intègrent des professionnels dans les enseignements (47 sur un total de 83 enseignants), et les partenaires sont présents dans le comité de pilotage de la formation et dans le conseil de perfectionnement. La formation continue et l'alternance sont au cœur du master. La coordination avec le centre de formation d'apprentis (CFA) est de grande qualité et l'attractivité de l'accueil en formation continue est reconnue. Des facilités existent pour poursuivre chaque année du master en deux ans pour les salariés en formation continue.

L'approche par compétences est engagée par la formation. Mais les parcours n'ont pas tous le même degré d'avancement sur ce point. Tous ont cependant réfléchi ou terminé leur réflexion (pour CMW) sur le référentiel. L'enjeu de la transversalité se pose sur ce point. Des modalités de diversification pédagogique sont régulièrement réfléchies pour améliorer la formation et la réussite des étudiants : mise en situation professionnelle, jeux de rôle, études de cas, pédagogie inversée, etc. La formation à distance n'est pas proposée (à l'exception d'entretiens méthodologiques), car elle ne correspond pas au projet pédagogique de la formation.

La formation a su consolider ses effectifs au cours des années. L'attractivité est très bonne, mais variable selon les parcours (en 2022-2023, taux de pression moyen de 8 %, mais 3 % pour le parcours CEMS, 10 % pour Macor, 15 % pour CMW et 31 % pour 3 S). Il est cependant difficile d'analyser précisément les flux au regard des efforts engagés pour valoriser la formation. Les responsables de chaque parcours veillent à en assurer l'attractivité. Ils sont aidés en cela par les services de l'université qui relaient l'information et accompagnent la communication.

La réussite est bonne (83 à 96 % selon les années en M1, 86 à 92 % en M2). L'analyse de la réussite des étudiants est suivie par les responsables de parcours. Il est à constater une implication forte des équipes pédagogiques, en proximité, ce qui permet un accompagnement optimal des étudiants. Des réponses souvent individualisées, au cas par cas, sont recherchées pour faciliter la réussite du plus grand nombre.

L'insertion professionnelle est un enjeu majeur de la formation. L'objectif premier d'un tel master est d'insérer les étudiants des différents parcours. Pour évaluer l'insertion professionnelle, il n'existe pas d'enquête à 12 mois, mais une enquête à 30 mois. Les reprises d'études sont faibles après le master et l'insertion est réalisée en quatre mois environ, et en CDI pour les trois quarts des étudiants 18 mois après la fin d'études. Le taux de chômage à 15 %, supérieur de cinq points aux autres masters, montre cependant que l'insertion n'est pas complète et qu'il existe encore des objectifs importants à atteindre dans ce domaine. Une attention particulière y est portée.

Dans un master contenant autant de parcours de formation, la place des responsables de parcours est centrale dans le pilotage. Mais l'échange est également constant et efficace avec la direction de la formation, la direction de l'UFR et la direction de l'établissement pour maîtriser sa soutenabilité. La formation semble disposer des moyens nécessaires pour atteindre ses objectifs. Quarante et un enseignants titulaires et quarante-deux vacataires interviennent. Une réflexion est en cours pour renforcer l'internationalisation des équipes.

Il existe un conseil de perfectionnement opérationnel pour le master. Il complète bien le travail de coordination des parcours réalisé par le comité de pilotage en revenant sur l'année écoulée pour améliorer la formation. L'évaluation tous les ans des enseignements et de la formation (par questionnaire auquel répondent les étudiants) est inscrite depuis longtemps dans les pratiques du master.

Conclusion

Points forts

- Une formation en parfaite adéquation avec la politique d'établissement ;
- Un adossement à la recherche de grande qualité ;
- Un lien développé avec le monde social et professionnel ;
- Un pilotage pertinent ;
- Un conseil de perfectionnement opérationnel.

Points faibles

- Une approche par compétences à consolider ;
- Une internationalisation à confirmer ;

Recommandations

- Finaliser le déploiement de l'approche par compétences en s'appuyant sur les objectifs de la formation.
- Renforcer l'internationalisation en favorisant la mobilité.

MASTER STAPS : ACTIVITÉ PHYSIQUE ADAPTÉE ET SANTÉ

Établissements

Université Gustave Eiffel ; Université Paris-Est Créteil

Présentation de la formation

Le master STAPS : *activité physique adaptée et santé* de l'université Gustave Eiffel, co-accrédité avec l'université Paris-Est Créteil, est porté par l'unité de formation et de recherche (UFR) Sciences et techniques des activités physiques et sportives (STAPS). Cette formation comprend un seul parcours diplômant. Ses enseignements sont dispensés sur le campus de Champs-sur-Marne. La formation compte 47 étudiants en 2022-2023 et 11 enseignants permanents.

Les documents fournis au comité sont souvent incomplets et présentent des données parfois contradictoires. L'analyse est au mieux très superficielle, indiquant que le processus d'autoévaluation est peu engagé.

Analyse globale

Le master STAPS : *activité physique adaptée et santé* (APAS) a mis en place les outils d'évaluation interne tels que le conseil de perfectionnement et l'évaluation des enseignements par les étudiants. Cependant, d'après les données succinctes et leur analyse superficielle présentes dans le dossier, et malgré la présence des outils adéquats, le processus d'autoévaluation et d'amélioration continue n'est pas suffisamment engagé. Le master souffre de faiblesses trop importantes pour occuper une place totalement cohérente dans l'offre de formation : absence d'ouverture internationale, démarche compétences encore préliminaire, maquette peu équilibrée. Il n'est pas fait mention de la co-accréditation avec l'université Paris-Est Créteil (UPEC), ni en conséquence de la façon dont la gestion de la mention est opérée. Le réseau de partenariat notamment avec l'école de kinésithérapie, et les entreprises du secteur est insuffisamment décrit pour que son importance pour la qualité de la formation puisse être pleinement appréciée.

Avec une équipe pédagogique adaptée aux effectifs et des outils de pilotage structurés, la formation dispose a priori des moyens adéquats pour lui permettre d'atteindre ses objectifs, mais peine à les exploiter pleinement.

L'équipe pédagogique (23 personnes) comporte 11 enseignants-chercheurs qui assurent la moitié des heures d'enseignement (54 %). L'autre moitié est assurée par des professionnels qui participent ainsi à l'ambition de professionnalisation. Cette ambition est également portée par l'ouverture de la deuxième année (M2) à l'alternance, laquelle n'a pas conduit à un renfort pédagogique. Le master a défini une politique d'évaluation interne annuelle des enseignements par les étudiants, qui va au-delà des recommandations de l'établissement. Néanmoins, si le conseil de perfectionnement est en place, les professionnels extérieurs à la formation n'y sont pas représentés. La formation s'appuie trop peu sur ces outils de pilotage pourtant présents. Elle ne définit pas d'objectifs clairs et peine à mettre en place une stratégie globale. Par exemple, bien que souffrant de la concurrence du déploiement des diplômes «sport santé», aucune réflexion n'est rapportée pour adapter la formation à cette situation.

Le parcours étudiant se caractérise par une attractivité limitée et un taux de réussite correct. De création récente, le master STAPS : APAS accueille une vingtaine d'étudiants en première année pour 40 places offertes, avec une baisse significative dans la dernière année, sans que l'équipe pédagogique n'analyse en profondeur cette attractivité modeste ni la raison des quelques abandons en M1. En M2, les étudiants sont en majorité inscrits sous le régime de l'alternance (13 sur 16) et le taux de réussite au diplôme est correct (79 % en M1 et 85 % en M2 en 2021-2022, mais on note une baisse en 2022-2023 avec respectivement 67 et 64 % de réussite). Il est regrettable qu'aucune donnée ou ni aucune analyse ne soient présentées sur le parcours des étudiants inscrits en double cursus paramédical.

La formation n'a pas mis en place de dispositif de valorisation des compétences des diplômés et ne semble pas encore disposer d'un réseau solide de professionnels. Malgré l'organisation d'un job dating annuel et la

mise à disposition d'une enseignante pour la recherche de partenaires d'alternance, il apparaît que les étudiants sont relativement passifs dans l'appropriation des outils de professionnalisation mis à leur disposition. Si les professionnels interviennent dans la formation, leur contribution est limitée aux enseignements transversaux (droit, gestion des ressources humaines par exemple, représentant cinq crédits ECTS et 60 heures). Ils interviennent peu dans le conseil de perfectionnement ou dans l'évaluation. Bien que le taux de réponse à l'enquête d'insertion professionnelle à six mois soit très faible, les répondants sont satisfaits de l'adéquation entre leur premier emploi et leur formation. Le diplôme étant récent, les données d'insertion à 18 mois et 30 mois ne sont pas disponibles. La formation n'a pas mis en place de dispositif de valorisation des compétences (portfolio, certification PIX).

L'apport des partenaires, académiques ou professionnels à la formation n'est pas appréciable. La formation rapporte des partenariats avec l'université Paris-Est Créteil (UPEC), un centre de formation d'apprentis (non précisé), une école de kinésithérapie (non identifiée), des partenaires socio-économiques (non identifiés). Ainsi, il n'est pas fait mention de la co-accréditation avec l'UPEC, ce qui suggère un dialogue très limité. De plus, au-delà d'un «croisement d'enseignements fondamentaux», d'une «co-intervention dans certaines unités d'enseignement» ou d'une «participation des enseignants-chercheurs à des jurys (Kiné)», il n'est pas possible d'évaluer la teneur de ces partenariats. En l'absence de données plus informatives, il est difficile de juger de l'apport du réseau professionnel à la formation.

Si la maquette met en relation blocs de compétences et unités d'enseignement, elle présente un déséquilibre entre volume horaire et crédits ECTS et la place de l'alternance n'est pas clairement identifiée. La formation met en œuvre des méthodes pédagogiques adaptées à ses objectifs, en laissant une place très modeste, mais conforme à sa finalité à la formation par la recherche (avec par exemple un enseignement de méthodologie de la recherche ou un projet tutoré) et à la professionnalisation (stage obligatoire en M1 et M2, séminaires). Malgré une place importante laissée à l'enseignement de l'anglais (36 heures), la formation n'est pas ouverte à l'international (pas de certification de langue, aucune mobilité entrante ou sortante). L'alternance en M2 s'effectue sur un rythme de deux jours d'enseignement/trois jours de travail. Cependant, l'identification des compétences est encore préliminaire dans la maquette. Les colorations optionnelles n'apparaissent pas. Enfin, la péréquation entre volume horaire/nombre d'ECTS interroge : par exemple, en M2, les séminaires d'approfondissement comptent pour six ECTS et 12 heures, alors que l'accompagnement au projet professionnel compte pour deux ECTS et 96 heures. Le nombre de crédits ECTS réservés au stage est relativement bas (six en M1 et 10 en M2), ce qui est surprenant pour une formation en alternance.

Conclusion

Points forts

- Des outils de pilotage formalisés ;
- De bons taux de réussite.

Points faibles

- Un manque d'informations concernant la professionnalisation ;
- Une maquette peu lisible et peu cohérente ;
- Un fonctionnement perfectible du conseil de perfectionnement ;
- Un processus de professionnalisation par alternance inabouti.

Recommandations

- Mener une analyse sur l'apport du réseau professionnel et la professionnalisation.
- Reconsidérer et rationaliser la maquette.

- Donner un rôle stratégique au conseil de perfectionnement et y associer les professionnels.
- Valoriser les compétences étudiantes, par exemple par l'utilisation d'un portfolio, notamment pour le M2 en alternance et poursuivre le passage à l'alternance, en s'appuyant sur le CIPEN et les outils institutionnels de l'établissement.

L'appréciation au sein de la formation d'un ou de plusieurs critères d'accréditation n'est pas possible du fait du :

- Manque d'informations concernant la professionnalisation.

MASTER TRANSPORT, MOBILITÉS, RÉSEAUX

Établissements

École nationale des ponts et chaussées ; Institut Polytechnique de Paris ; Université Gustave Eiffel ; Université Paris-Est Créteil

Présentation de la formation

Le master *Transport, mobilités, réseaux*, co-accrédité avec l'Institut Polytechnique de Paris (IPP), l'université Gustave Eiffel (UGE) et l'université Paris-Est Créteil (UPEC), est porté par l'École nationale des ponts et chaussées (ENPC). Cette formation comprend deux parcours diplômants : *Transport et développement durable* ; *Transport et mobilité*. Ses enseignements sont dispensés sur le site de l'école des Ponts ParisTech (Champs-sur-Marne), à l'école d'urbanisme de Paris (Champs-sur-Marne) et à l'École polytechnique (Palaiseau). La formation compte 50 étudiants en 2022-2023 et 38 enseignants permanents.

Analyse globale

La mention *Transport, mobilité, réseaux* est une solide formation en phase avec la politique de formation orientée sur les transitions, dans le cadre d'un partenariat entre l'IPP et la Cité Descartes. Très pluridisciplinaire et professionnalisante dans le champ de la mobilité et des transports durables, la formation pourrait mieux exploiter son potentiel d'adossement à la recherche et d'internationalisation. Il est indispensable qu'elle puisse également se doter d'un processus rigoureux d'amélioration continue et de suivi de l'origine géographique et de l'insertion des diplômés. La pertinence du maintien de deux parcours en deuxième année (M2) mérite d'être interrogée.

La formation est parfaitement en adéquation avec la stratégie de formation de l'établissement, portant sur les transports durables et les mobilités dans le cadre d'un pôle d'excellence sur la ville durable. Elle s'inscrit dans un partenariat fort entre l'École polytechnique de l'IPP et la Cité Descartes, et l'un de ses parcours portant sur la mobilité est co-porté avec un parcours du master *Urbanisme et aménagement* co-accrédité par l'UPEC et l'UGE. La formation développe de nombreux partenariats régionaux ou locaux (Grand-Paris) dans le domaine appliqué des transports et des mobilités. La pluridisciplinarité de la formation est notable grâce à la participation d'enseignants de disciplines connexes (histoire, urbanisme, transport, sociologie, économie, sciences de gestion).

La formation est ouverte à l'international, au niveau principalement du parcours *Transport et développement durable* qui accueille en moyenne 58 % d'étudiants étrangers. Cette part significative n'est pas soutenue par une politique de partenariats, sauf dans le cadre d'une participation à un réseau récent de masters sur les mobilités durables. La formation a pu bénéficier d'un partenariat avec la Fondation Renault (16 bourses annuelles de mobilité) aujourd'hui interrompu, aucune mobilité sortante n'est désormais à relever. La formation bénéficie du fort soutien de l'ENPC en direction des mobilités entrantes (au nombre de six en 2021, une seule en 2022). Le programme de formation inclut des enseignements de langue obligatoire (quatre crédits ECTS) et propose aux étudiants rejoignant le M2 des cours de langue dispensés par le département Langues et cultures de l'ENPC.

La formation à la recherche est notable, mais n'apparaît pas, malgré un véritable potentiel, comme une priorité ni véritablement structurée. Le nombre d'heures dédiées est réduit : six heures de préparation au mémoire, dont trois heures de formation à la constitution d'une bibliographie et à l'intégrité scientifique. L'intégration de la recherche dans la formation s'effectue majoritairement par la part d'enseignants-chercheurs qui y interviennent en lien avec leurs unités de recherche respectives, mais ne fait pas l'objet de formats d'enseignement spécifique. Elle s'effectue également à travers une participation possible à des séminaires de recherche reconnue par des crédits ECTS.

La formation développe des liens très étroits avec les univers professionnels du transport et de la mobilité, notamment les constructeurs de matériel roulant, les collectivités et les assistants à maîtrise d'ouvrage (AMO). Trente professionnels y interviennent (pour 38 enseignants titulaires). L'insertion professionnelle est très bien préparée dans le cadre d'un stage obligatoire de 10 semaines en M1 puis de 17 à 26 semaines en M2 qui est un choix judicieux. Des mises en situation professionnelles nombreuses sont offertes tout au long de la formation à travers des ateliers sous convention, ou des enseignements spécifiques sur le montage de startup. La formation n'est pas proposée en alternance, une voie pourtant qui pourrait être très pertinente pour consolider de nouveaux partenariats. Elle n'enregistre pas de demande de validation des acquis de l'expérience (VAE) ou de validation des acquis professionnels (VAP), mais a reçu deux à trois contrats de professionnalisation ces deux dernières années.

Il est difficile d'apprécier si la formation bénéficie d'un bon alignement pédagogique. En effet, la correspondance directe entre les contenus et le programme d'enseignement et les compétences de la fiche du répertoire national des certifications professionnelles (RNCP) n'est pas fournie. La formation diversifie ses formats d'enseignement de manière notable, notamment en mobilisant fortement les serious games et les ateliers de projet, incluant parfois des évaluations sous la forme de vidéo.

La formation n'est pas (ou plus) véritablement ouverte à l'international : deux cours seulement sont dispensés en anglais, les étudiants ont la possibilité de passer le TOEIC sans que celui-ci soit obligatoire. La formation bénéficie des dispositifs d'accompagnement des mobilités entrantes de l'ENPC (partenariat Feel français).

La formation bénéficie d'une bonne attractivité avec des effectifs globalement stables, mais avec une tendance à la diminution. Les publics sont issus de nombreuses licences (mathématiques, informatique, physique, mécanique, sciences appliquées ou de l'ingénieur, sciences de l'environnement, économie, géographie, génie urbain). Les effectifs sont un peu faibles dans le parcours *Transport et mobilité* en M2 (8 en 2020, 15 en 2021, 8 en 2022) qui peine à trouver son public, ce qui avait été relevé lors de la précédente évaluation. La formation ne semble pas travailler sur sa visibilité autrement que via le site internet de l'université et n'évoque que les perspectives d'un redéveloppement à l'international. La formation ne détaille pas l'origine géographique des candidatures.

Les taux de réussite sont très bons (100 %), la formation n'ayant enregistré qu'un unique abandon pour raisons professionnelles. Aucune analyse n'est fournie concernant les éventuelles secondes sessions et les dispositifs de soutien.

Le suivi réel de l'insertion professionnelle est lacunaire, la formation ne mobilisant pas l'enquête à 30 mois réalisée par l'association des anciens. Elle réalise en interne une enquête à 18 mois dont les résultats détaillés ne sont pas fournis. Les données brutes de l'enquête d'insertion réalisée en interne, difficiles à déchiffrer, laissent entrevoir une insertion rapide. La formation dispose d'outils précieux mis à disposition par l'ENPC pour favoriser l'insertion comme un forum entreprise ainsi qu'une plate-forme numérique de partage d'offres de stage.

La formation ne donne pas d'indication permettant d'apprécier le suivi de sa soutenabilité, mais mentionne que le master doit couvrir sur son propre budget 1 460 h pour le M1 et le M2. La formation dispose d'un très bon taux d'encadrement, avec 81 intervenants, dont 51 enseignants-chercheurs (EC), pour 56 étudiants – les chiffres ne concordent cependant pas dans les documents transmis mentionnant 38 EC dans la formation et 12 enseignants non permanents. La particularité de la formation est qu'une partie de ses enseignants ne ressort pas d'un corps spécifique (à l'ENPC). La formation ne recourt que de manière très marginale aux enseignants invités (vacataires sollicités dans deux universités étrangères).

Le processus d'amélioration continue n'apparaît pas véritablement mis en œuvre. Aucun conseil de perfectionnement n'est en place. Un «comité de pilotage de la mention» est cité, sans compte rendu ni composition de cette instance, qui semble reposer sur le leadership du directeur de la mention très impliqué dans l'élaboration d'un guide référentiel et d'une démarche sur les compétences. Les avis des représentants sont mentionnés, mais sans éléments de preuve. Aucun détail des professionnels associés à ces lieux de réflexion n'est transmis et une confusion persiste entre le «comité de pilotage» et le «comité de mention» qui serait quant à lui composé d' alumni et d'acteurs du monde socio-économique. La formation ne semble pas avoir tenu compte des recommandations à ce sujet du précédent rapport. Elle met cependant en œuvre une évaluation des enseignements par les étudiants (EEE) avec un taux de réponse satisfaisant (entre 66 et 81 %).

Conclusion

Points forts

- Une excellente professionnalisation ;
- Une très bonne insertion professionnelle à l'issue de la formation ;
- Une formation très pluridisciplinaire.

Points faibles

- Une formation à la recherche encore insuffisamment structurée ;
- Un parcours *Transport et mobilité* qui ne trouve pas son public ;
- Un processus d'amélioration continue peu clair et peu structuré ;
- Un potentiel d'internationalisation réel, mais insuffisamment développé.

Recommandations

- Renforcer les articulations avec la recherche notamment avec des unités d'enseignement incluant la participation à la vie des unités de recherche.
- Réinterroger la pertinence de maintenir deux parcours en M2.
- Mettre en œuvre de manière nécessaire un conseil de perfectionnement réuni régulièrement ainsi que des outils de suivi de l'insertion professionnelle.
- Redévelopper des partenariats internationaux pérennes.

MASTER URBANISME ET AMÉNAGEMENT

Établissements

Université Paris-Est Créteil ; Université Gustave Eiffel

Présentation de la formation

Le master *Urbanisme et aménagement* de l'université Paris-Est Créteil (UPEC), co-accrédité avec l'université Gustave Eiffel (UGE), est une formation organisée autour d'une première année (M1) commune, *Urbanisme et aménagement*. La deuxième année (M2) est articulée autour de 10 parcours : *Habitat et renouvellement urbain* ; *Maîtrise d'ouvrage des projets urbains* ; *Programmation, projet et management urbain* ; *Transport et mobilité* ; *Urbanisme et expertise internationale – International Master in Urban Planning* ; *Urba XP : urbanisme des projets* ; *Alternatives urbaines et démarches expérimentales – espaces publics* ; *Développement et territoires : ressources, politiques et stratégies* ; *Développement urbain intégré : stratégies et projets* ; *Environnements urbains*. Les parcours *Habitat et renouvellement urbain* et *Développement urbain intégré : stratégies et projets* sont ouverts en formation en alternance. Le parcours *Maîtrise d'ouvrage des projets urbains*, dédié à la formation continue, est déployé sur les 12 mois de l'année calendaire, de janvier à décembre. La formation est portée par l'École d'urbanisme de Paris (EUP) et contient entre 340 et 510 heures étudiant. Elle compte 266 étudiants et 49 enseignants permanents en 2022-2023.

Analyse globale

Le master *Urbanisme et aménagement* constitue l'essentiel de l'offre de formation de l'EUP, fusion entre l'Institut français d'urbanisme (IFU – UGE) et l'Institut d'urbanisme de Paris (IUP – UPEC). Cette école est considérée comme une composante de l'UPEC et de l'UGE. Cette organisation donne à ce master une relative autonomie au sein de l'UPEC, qui explique en grande partie ses singularités. Totalement intégré dans la politique de l'établissement, il l'est aussi dans les programmes franciliens de développement associés à la recherche, grâce à de nombreux partenariats publics et privés. La professionnalisation, soutenue par des approches pédagogiques particulièrement innovantes, s'accompagne d'un adossement fort à la recherche. Les équipes du master *Urbanisme et aménagement* ont mis en place des outils d'amélioration continue précis et efficaces. La réussite et l'insertion professionnelle, excellentes, bien documentées et analysées, sont deux éléments forts du master, très bien inscrit dans le tissu économique local et national. La baisse récente de l'attractivité est analysée et des processus de remédiation sont envisagés. On peut s'interroger sur la différence entre les inscrits en M1 et en M2, qui laisse entrevoir une pratique de recrutement en M2 qui déroge avec les principes nationaux et n'est pas expliquée.

Le master maîtrise son amélioration continue en s'appuyant sur ses propres outils. La structuration singulière de l'EUP conduit à ce que le conseil de gestion plénier puisse être considéré dans sa composition comme un conseil de perfectionnement. L'équipe de direction de l'EUP fait d'ailleurs cette réponse à la question soulevée lors de la précédente évaluation en 2019. Le compte rendu fourni en annexe témoigne du fait qu'il s'agit réellement d'un conseil de perfectionnement, qui conduit d'ailleurs à des évolutions de la maquette (ouverture d'un parcours rassemblant les étudiants qui souhaitent poursuivre leur cursus universitaire vers un doctorat) et des choix politiques de l'équipe pédagogique. Il serait donc assez facile d'isoler la réunion annuelle consacrée aux enjeux de pilotage et de la renommer « conseil de perfectionnement » pour plus de lisibilité. Par ailleurs, le master réalise ses propres enquêtes d'insertion professionnelle et analyse de façon fine les évolutions de ses effectifs, dont la baisse récente est suivie. Des correctifs devraient d'ailleurs apparaître dans la future offre de formation avec la mise en place d'une animation de la réflexion sur les besoins et les orientations futures.

Le master s'inscrit parfaitement dans la politique des établissements de tutelle. La co-accréditation du master au sein de l'EUP, elle-même sous la co-tutelle des deux universités, l'oblige à nourrir les stratégies des deux établissements. On peut souligner dans un premier temps que la structuration intrinsèquement interdisciplinaire de la formation en urbanisme porte la volonté de l'UPEC de croiser les disciplines. Dans un second temps, l'ouverture de parcours à l'alternance (2 parcours sur les 11 M2 - *Habitat et renouvellement urbain* et *Développement urbain intégré*) et à la formation continue (parcours *Maîtrise d'ouvrage des projets urbains*)

s'inscrivent complètement dans la volonté de l'UPEC de développer ces modalités. Enfin, le master bénéficie de l'appui des programmes d'investissements d'avenir (PIA – laboratoires d'excellence (labex) Futurs urbains, *Graduate Program Urban Future*).

Le master garantit une professionnalisation très large grâce à une forte connexion avec le tissu socio-économique local et des modalités pédagogiques innovantes. Les partenariats conclus à l'échelle francilienne pour mener les projets pédagogiques (chaire Aménager le Grand Paris, conventions-cadres avec l'Agence nationale de l'habitat (ANAH), l'Institut Paris région, la Chambre régionale des comptes d'Île-de-France, l'agence Architecture recherche engagement post-carbone (AREP), etc.) positionnent le master auprès des employeurs potentiels. Les modalités pédagogiques sont essentiellement développées par le projet, qui représente 20 % à 35 % du temps de formation en M2 (10 % en M1). Ces mises en situation très innovantes auprès de commanditaires réels, structurées par des conventions pluriannuelles, éclairent un très fort taux d'insertion professionnelle (84 % 6 mois après diplomation et 91 % 24 mois après diplomation). Cette connexion avec le monde socio-économique est renforcée par le recours à des intervenants extérieurs professionnels dans les métiers constituant les débouchés (112) et des professeurs associés à temps partiel ((PAST) 9) pour 3 117 heures équivalent travaux dirigés dispensées (soit un peu moins de 30 % du total des heures d'enseignement, tous parcours confondus). En dehors des stagiaires de la formation continue et des apprentis, quasiment tous les étudiants suivent un stage (177 en 2020-2021, 138 en 2021-2022 et 117 en 2022-2023).

Le master, très bien inséré professionnellement, ne néglige pas pour autant l'adossement à la recherche. La professionnalisation s'appuie sur la recherche et ses structures. Les unités de recherche, parfois partagées entre les deux universités, témoignent de la qualité de la recherche produite. Le master est adossé au Lab'Urba (unité de recherche partagée entre l'UPEC et l'UGE qui épouse la co-accreditation du master) ainsi qu'à deux unités mixtes de recherche : le Laboratoire ville, mobilité, transport (LVMT - UGE/École nationale des ponts et chaussées) et le Laboratoire techniques, territoires et sociétés (LATS - École nationale des ponts et chaussées/CNRS). Ces laboratoires développent des programmes de recherche, notamment de recherche appliquée, qui nourrissent les partenariats socio-économiques évoqués précédemment. La chaire du Grand Paris ou le programme Plateforme d'observation des projets et stratégies urbaines (POPSU) accompagnent et se nourrissent des projets tutorés menés par les étudiants. Ils constituent également des espaces de valorisation importants (prix, publications, etc.). De façon plus formelle, on note que 49 enseignants-chercheurs titulaires interviennent dans le master, pour un peu plus de 70 % du volume horaire. Par ailleurs, si on considère la formation à la recherche, une voie spécifique a été ouverte en option et 342 heures sont consacrées à la formation spécifique à la recherche dans ce cadre. En tronc commun de M1, 96 heures sont dédiées à des approches théoriques spécifiques. Le centre de documentation de l'EUP participe également à la formation en proposant des modules spécifiques aux outils du chercheur (Zotero, par exemple).

L'attractivité est importante, mais en recul, et le principe de recrutement en M2 interrogé. L'attractivité en M1 est constante, puisque le master enregistre entre 620 et 674 candidatures, et que celles-ci sont plutôt en augmentation au cours des deux dernières années de la période. L'équipe pédagogique note néanmoins que le nombre d'admis nécessaire pour obtenir les 90 inscrits souhaités a tendance à augmenter (171 en 2020-2021, 207 en 2022-2023). De ce fait, il est surprenant que l'équipe pédagogique note des difficultés d'attractivité et d'inscription effective alors que les chiffres traduisent l'inverse. Il faut se tourner alors vers les entrées directes en M2, puisque le nombre d'inscrits en M2 est bien supérieur à celui issu du M1. Le master *Urbanisme et aménagement* passe ainsi de 258 inscrits en 2020-2021 à 176 en 2022-2023. Cette baisse est en fait peu analysée. Cette absence est sans doute liée au fait que le recrutement en M2 ne fait pas partie des critères de l'analyse proposés au sein du dossier d'évaluation. Le principe de recrutement en M2 interrogé. En effet, depuis 2016 et en tout état de cause depuis 2021, les masters recrutent en M1. Cette spécificité est peu présentée, si ce n'est au détour d'une phrase qui laisse entendre qu'une réflexion a été menée pour permettre d'offrir une poursuite en M2 aux étudiants du M1 plutôt en difficulté qui validaient tout de même leur année.

L'ouverture internationale est limitée, mais elle n'est pas négligée dans la réflexion. La dimension internationale du master n'est pas évidente *a priori* tant elle s'appuie sur des partenaires franciliens et mobilise des outils français. On peut tout de même noter que le parcours *Urbanisme et expertise internationale* possède une option *European cities* (dispensée en anglais) s'appuyant sur des conventions avec l'Allemagne, la Slovénie, l'Italie et la Suède. Une autre option autour des villes des Suds est structurée autour de partenariats dans les Suds et les outre-mer. L'attractivité de l'option en question est tout de même fragile. Des accords nombreux et larges conduisent à un nombre important de mobilités entrantes et sortantes. Si on exclut l'année 2020-2021 en raison des contraintes sanitaires, on note 10 mobilités sortantes (sur 38 puis 25 inscrits dans ce parcours) les années suivantes et 13 puis 17 mobilités entrantes. Des pistes sont à l'étude pour enrichir cette dimension internationale à partir de partenariats de recherche.

Conclusion

Points forts

- Un fort adossement à la recherche ;
- Un processus d'amélioration continue maîtrisé, dont la lisibilité pourrait être renforcée en nommant plus clairement le conseil de perfectionnement ;
- Une forte implication dans la stratégie de l'établissement, que ce soit dans le passage à l'alternance, l'interdisciplinarité ou l'implication dans les PIA ;
- Une professionnalisation très forte ;
- Des modalités pédagogiques innovantes.

Points faibles

- Un principe de recrutement direct en M2 qui complexifie la lisibilité et l'attractivité de la formation ;
- Un conseil de perfectionnement dilué au sein du conseil de gestion ;
- Une internationalisation limitée.

Recommandations

- Engager une réflexion sur l'opportunité du recrutement en M2, peu en phase avec la logique nationale du master.
- Améliorer la lisibilité du conseil de perfectionnement en nommant ainsi le conseil de gestion qui aborde les questions propres à l'organisation de la formation.
- Poursuivre la réflexion sur l'internationalisation de la formation en s'appuyant sur les partenariats, nombreux au sein des laboratoires.

MASTER VILLE ET ENVIRONNEMENTS URBAINS

Établissements

Université Gustave Eiffel ; CY Cergy Paris Université

Présentation de la formation

Le master *Ville et environnements urbains* de l'université Gustave Eiffel, co-accrédité avec CY Cergy Paris Université, est porté par l'École des ingénieurs de la Ville de Paris (EIVP). Cette formation comprend un seul parcours diplômant *Management et ingénierie des services à l'environnement (MISE)*. Ses enseignements sont dispensés sur le campus de Champs-sur-Marne. La formation compte 40 étudiants en 2022-2023 et neuf enseignants permanents.

Analyse globale

Le master *Ville et environnements urbains* parcours unique *Management et ingénierie des services à l'environnement (MISE)* s'inscrit pleinement dans la stratégie d'établissement et en particulier le cluster sur la ville durable. Ouverte exclusivement en apprentissage, la formation repose sur un partenariat unique avec Veolia (centre de formation d'apprentis Institut de l'environnement urbain, en voie de fermeture). La formation doit développer la formation à la recherche, s'ouvrir à l'international voire aux disciplines connexes, et diversifier ses partenariats pour renforcer son vivier de recrutement et les trajectoires d'insertion de ses diplômés.

Le master *Ville et environnements urbains* parcours *Management et ingénierie des services à l'environnement (MISE)* est parfaitement en adéquation avec la stratégie de l'établissement portant les enjeux de services urbains liés à l'environnement, au sein d'un cluster dédié à la ville durable, thématique omniprésente dans l'enseignement. Organisée en un parcours unique, la formation repose sur un partenaire industriel unique (Veolia) qui lui apporte une expertise majeure, mais dont l'évolution de la stratégie pourrait présenter un caractère fragilisant (notamment lié à l'abandon de son centre de formation d'apprentis). La formation, très pluridisciplinaire dans ses contenus et ses intervenants, s'organise de manière très autonome, sans interaction avec les autres mentions. La formation, du fait de privilégier une orientation majoritairement professionnalisante et reposant sur l'apprentissage, n'est pas du tout ouverte à l'international. Elle n'enregistre aucune mobilité entrante durant les trois dernières années et ne développe pas d'offre spécifique à destination d'étudiants internationaux, sans expliciter ce choix.

L'adossement à la recherche de la formation est inexistant : aucune heure de formation à la recherche n'est délivrée par le programme pédagogique pendant les deux années. Les étudiants de la formation n'ont pas l'opportunité de participer à des activités d'unités de recherche, ils disposent néanmoins de 20 h de formation au projet professionnel et au mémoire dans le cadre d'une unité d'enseignement (UE) de semestre 3 comptant deux crédits ECTS et ont l'opportunité d'une visite organisée de bibliothèque. L'articulation à la recherche, notamment en lien avec les thématiques de la mention qui s'y prêtent aisément dans le cadre du cluster sur la ville durable, devrait constituer une priorité.

La formation entretient d'excellentes et très étroites interactions avec le monde socio-économique et en particulier son partenaire principal, Veolia. Des séminaires de terrain réguliers sont organisés mettant en situation les étudiants au contact d'acteurs variés. L'implication des professionnels dans la formation est a priori très forte (30 professionnels), mais limitée à 105 h d'enseignement. La professionnalisation est renforcée par le fait que la formation soit délivrée en apprentissage, les apprentis ayant 40 semaines de présence en entreprise (37 crédits ECTS au total portent sur l'expérience professionnelle, incluant sept crédits ECTS de stage et d'alternance).

La formation a mis en œuvre une approche par compétences structurée à travers une démarche de dialogue avec son partenaire industriel, explicitant neuf compétences visées (non mentionnées par le rapport) pour établir neuf compétences issues de la fiche du répertoire national des certifications professionnelles (RNCP) déclinées en matrice de structuration des enseignements. La formation recourt à une diversité de pratiques

pédagogiques : les méthodes design, exercices par projets, exercices de controverses. L'apport du design est appelé à être conforté dans le cadre d'un partenariat naissant avec CY Design, permettant aux étudiants de progresser sur le développement des compétences de savoir-être (module «Apprentiscène»). Ces dispositifs sont très bienvenus dans une formation qui démontre une capacité d'adaptation aux réalités des recrutements étudiants. La formation inclut deux semaines d'enseignement à distance sans que le choix de ce format ni les contenus ne soient explicités. L'organisation des enseignements fait face à des problématiques de disponibilités de locaux, avec la perspective à terme de pouvoir bénéficier des locaux de Terra academica et d'un fablab dont la pérennité n'est pas évaluée.

La formation n'est pas réellement adaptée pour permettre son ouverture à l'international qui ne semble pas sa priorité. Trente-deux heures sont dispensées en anglais, a priori non disciplinaire. La formation ne propose pas de politique de préparation aux mobilités entrantes. Elle est en revanche parfaitement adaptée aux publics de la formation en alternance qui en constitue le socle, mais aussi, et plus à la marge au public de la formation continue en nombre décroissant au cours des trois dernières années considérées (respectivement 4, 3 et 1 entre 2020 et 2023). La formation mène par ailleurs une remarquable politique de développement de la validation des acquis de l'expérience (VAE).

La formation fait face à une attractivité en légère diminution : 66, 46 et 40 néo-inscrits respectivement de 2020 à 2023 pour une capacité d'accueil de 60 étudiants. Les données de candidatures durant les trois dernières années ne sont pas transmises. La formation met en place une politique très active de communication pour renforcer son attractivité : une journée de sourcing (service spécifique dédié) réalise une activité de ciblage chaque année, la participation à 84 salons dont 75 en présence avec des résultats probants. Une journée d'information a recueilli 684 inscrits dont 175 ont candidaté à la formation en 2022. Néanmoins persiste une pénurie régulière de candidats ou d'un niveau insuffisant, une situation que la formation vise à transformer en proposant des sessions de consolidation aux matières scientifiques.

La formation suit de manière précise la réussite de ses étudiants avec de très bons taux (95 %). Les principaux échecs sont identifiés sur la réalisation du mémoire, ce qui requiert de manière d'autant plus nécessaire le développement d'une stratégie de formation à la recherche. La formation suit et analyse de manière précise et sur la base d'outils de suivi variés, notamment un réseau d'alumni, l'insertion professionnelle de ses diplômés. D'après les chiffres de l'observatoire, 80 % des diplômés accèdent à leur 1er emploi sous trois mois avec une large majorité de CDI niveau cadre. Néanmoins un taux important de diplômés poursuit sa formation (28 %), ce qui interroge sur la pertinence de la cible professionnelle sans doute trop restreinte. Les débouchés sont majoritairement ceux du partenaire central de la formation : sur les 64 % disposant d'un emploi à terme, 70 % le sont dans cette entreprise. La formation gagnerait à diversifier ses partenariats stratégiques.

La formation dispose de très bons moyens pour atteindre ses objectifs. Co-portée par les deux établissements de CY Cergy Paris Université et l'université Gustave Eiffel, la formation a à sa disposition un ingénieur pédagogique qui permet de consolider le lien entre les deux universités. La formation dispose d'un bon taux d'encadrement, avec 20 enseignants-chercheurs intervenant, dont neuf enseignants permanents pour 60 étudiants, et ne fait pas état de difficultés de ressources. Le suivi pédagogique en entreprise était assuré par le CFA Institut pour l'environnement urbain, cette activité très importante en temps horaire dédié sera peut-être amenée à fragiliser l'équipe d'enseignants.

La formation a mis en œuvre un processus remarquable d'évaluation interne. En complément d'un comité de pilotage entre l'établissement et Veolia, un conseil de perfectionnement mis en place depuis plusieurs années aborde l'ensemble des sujets des métiers visés et de leurs évolutions, des bilans des recrutements et de leurs difficultés. Sa composition est très équilibrée, comportant des représentants des enseignants de la formation, du principal partenaire, des acteurs économiques, des étudiants. Jusque-là rattaché au CFA du partenaire (Institut de l'environnement urbain), il importera d'être attentif à conserver la même qualité d'amélioration continue lors du rattachement au CFA de l'établissement.

Conclusion

Points forts

- Une excellente professionnalisation ;
- Un processus d'évaluation interne exemplaire ;
- Une formation très ancrée dans la stratégie de l'établissement (ville durable).

Points faibles

- Une absence de formation à la recherche ;
- Une formation qui peine à trouver son public ;
- Une absence d'ouverture internationale.

Recommandations

- Développer la formation à la recherche.
- Continuer à mener des actions de communication pour renforcer l'attractivité.
- Explorer des voies d'ouverture à l'international de la formation.

La formation est en point d'attention pour les motifs suivants :

- Une absence de formation à la recherche ;
- Une attractivité en baisse.

MASTER ACTUARIAT

Établissement

Université Gustave Eiffel

Présentation de la formation

Le master *Actuariat* de l'université Gustave Eiffel est porté par l'unité de formation et de recherche (UFR) Mathématiques. Cette formation comprend un seul parcours diplômant. Ses enseignements sont dispensés sur le campus de Champs-sur-Marne. La formation compte 41 étudiants en 2022-2023 et 11 enseignants permanents. La maquette de la formation compte 1 035 heures étudiant.

Analyse globale

La formation entretient des relations étroites avec le monde socio-économique et intègre des éléments importants de professionnalisation. Ses contenus et dispositifs sont très bien adaptés à son public de formation en alternance. Par ailleurs, elle est en très bonne adéquation avec la stratégie formation de l'université. De plus, la formation dispose de bons moyens pour atteindre ses objectifs grâce à la qualité de son équipe pédagogique. Enfin, elle analyse ses résultats et contribue à son évaluation interne de façon sérieuse.

La formation entretient des relations étroites avec le monde socio-économique et intègre des éléments importants de professionnalisation. La formation associe neuf professionnels de l'actuariat, dont deux professeurs associés (PAST), l'un étant actuaire, à ses activités pédagogiques. Ils interviennent dans des cours d'actuariat requis par le core syllabus de l'Institut des actuaires, notamment autour de la notion d'assurance, de la gestion ou du droit, sur un volume de 254 heures étudiant. La formation contient 53 semaines d'expérience professionnelle dans le cursus imposées par le centre de formation d'apprentis (CFA) Descartes, dont la moitié en entreprise. Elle permet ainsi aux étudiants de devenir agiles sur des notions techniques et prépare très bien à l'insertion professionnelle.

Les contenus et les dispositifs de la formation sont très bien adaptés à son public de formation en alternance. La formation est en apprentissage sur deux ans. Elle permet de couvrir le core syllabus de l'Institut des actuaires et l'accès effectif des publics en alternance par la mise en place d'une vingtaine de contrats d'apprentissage ou de professionnalisation par an.

En s'inscrivant en particulier dans les orientations pédagogiques de l'université Gustave Eiffel, la formation est en très bonne adéquation avec sa stratégie formation. L'établissement soutient particulièrement les formations en apprentissage, et porte son projet I-SITE FUTURE dans lequel les statistiques et les mathématiques actuarielles ont aussi leur place. Outre son partenariat avec le CFA Descartes, cette formation pluridisciplinaire spécialisée en mathématiques, statistique et sciences actuarielles a aussi une convention avec l'École nationale de la statistique et de l'administration économique (ENSAE) depuis 2021 permettant à des étudiants d'y poursuivre leurs études pour obtenir le titre d'actuaire. Par ailleurs, elle intègre des étudiants des licences *Mathématiques* ou *Mathématiques et informatique appliquées aux sciences humaines et sociales (MIASHS)* de l'université, et des cours sont mutualisés avec le parcours *Probabilités et statistique des nouvelles données* du master *Mathématiques et applications*.

La formation dispose de bons moyens pour lui permettre d'atteindre ses objectifs, notamment grâce à la qualité de son équipe pédagogique. L'équipe pédagogique compte 11 permanents, dont 10 enseignants-chercheurs, ainsi que deux professeurs associés (PAST) et sept extérieurs issus des entreprises d'assurance. Ils interviennent sur 1 035 heures équivalent travaux dirigés dans le cursus hormis les heures d'alternance et l'hackathon. Par ailleurs, la formation est financée partiellement grâce à l'apprentissage.

La formation analyse ses résultats et contribue à son évaluation sérieusement, en particulier grâce à son conseil de perfectionnement. Le conseil de perfectionnement qui est constitué de représentants du CFA, de l'Institut

des actuaires, de l'ENSAE, des étudiants, du monde socio-économique ainsi que de responsables de formations locales et voisines, se réunit chaque année pour étudier notamment les résultats de la formation et des étudiants qui poursuivent à l'ENSAE, ainsi que le programme et la stratégie du master.

La formation ne comporte aucune heure de formation à et par la recherche. Les deux années de la formation étant en alternance, celle-ci a fait le choix d'être essentiellement professionnalisante et présente un très faible adossement à la recherche.

Conclusion

Points forts

- Une formation très professionnalisante qui entretient des relations étroites avec le monde socio-économique ;
- Une formation avec des contenus et des dispositifs très bien adaptés à l'alternance ;
- Une formation en très bonne adéquation avec la stratégie formation de l'université Gustave Eiffel ;
- Une formation qui dispose de bons moyens pour atteindre ses objectifs ;
- Une formation qui analyse ses résultats et contribue à son évaluation sérieusement.

Point faible

- Un manque de formation à et par la recherche.

Recommandation

- Renforcer la formation à et par la recherche en s'appuyant par exemple sur l'environnement scientifique de l'université Gustave Eiffel en mathématiques.

La formation est en point d'attention pour le motif suivant :

- Une qualité insuffisante de l'adossement à la recherche (formation à et par la recherche absente).

MASTER CHIMIE

Établissements

Université Paris-Est Créteil ; Université Gustave Eiffel

Présentation de la formation

Le master *Chimie* de l'université Paris-Est Créteil (UPEC), co-accrédité avec l'université Gustave Eiffel (UGE), est une formation organisée autour d'une première année (M1) commune, *Chimie*, ouverte en formation initiale classique. La deuxième année (M2) est articulée autour de cinq parcours : *Polymères fonctionnels*, ouvert en formation initiale classique et en alternance ; *Physico-chimie moléculaire et applications*, ouvert uniquement en formation initiale classique ; *Chimie des molécules bioactives*, ouvert en formation initiale classique, en apprentissage et en contrat de professionnalisation ; *Analyse et assurance qualité*, déployé en formation en apprentissage en M1 et en M2 ; *Graduate Program Matériaux du futur et gestion des risques entrepreneuriaux – Materials for the Future and Management of Enterprise Risks*, ouvert en M2 et destiné uniquement à un public d'étudiants internationaux. La formation est portée par l'unité de formation et de recherche (UFR) Sciences et technologie et contient entre 741 et 900 heures étudiant selon les parcours. Elle compte 149 étudiants et 83 enseignants permanents en 2022-2023.

Analyse globale

La Master *Chimie* a pour principal objectif de fournir aux étudiants une formation spécialisée dans le domaine de la chimie à partir d'un socle de connaissances et de compétences disciplinaires commun. Les étudiants accèdent à une culture spécifique correspondant aux parcours de M2 proposés, orientés vers la recherche (*Chimie des molécules bioactives* ; *Polymères fonctionnels* ; *Physico-chimie moléculaire et applications*) ou à visée plus professionnalisante (*Analyse et assurance qualité*). De façon à répondre à la politique d'interdisciplinarité affichée par l'UPEC, la mention s'est associée à la création d'un nouveau parcours de M2 (*Graduate Program Matériaux du futur et gestion des risques entrepreneuriaux – Materials for the Future and Management of Enterprise Risks*) visant à former des étudiants en chimie des matériaux et en gestion des risques entrepreneuriaux. Ce parcours, très récent (ouvert à la rentrée 2023-2024) et innovant, ne fait pas l'objet de la présente analyse. Dans l'ensemble, les tableaux de données sont particulièrement bien renseignés, permettant une analyse objective de la mention. Les effectifs des parcours sont nombreux et constants. L'adossement à la recherche est fort et l'encadrement excellent. L'insertion professionnelle est bonne et atteint 100 % dans le parcours *Analyse et assurance qualité*, mais on peut regretter des difficultés dans son suivi. Il n'y a pas de parcours en souffrance. Les taux de réussite sont excellents : ils sont supérieurs à 94 %. L'ouverture à l'international est effective. La co-accréditation de la mention entre l'UPEC et l'UGE supprime d'éventuels risques de concurrence entre parcours. En revanche, la structuration en blocs de connaissances et de compétences et l'évaluation de celles-ci ne sont pas en place.

Le master *Chimie* bénéficie d'un très fort adossement à la recherche. Les enseignants-chercheurs intervenant dans la mention sont tous rattachés à des unités de recherche actives de l'UPEC ou de l'UGE. De façon attendue, tous les étudiants du master qui suivent un cursus plus spécifiquement orienté vers la recherche doivent effectuer au moins six mois de stage en unité de recherche en M2. La quasi-totalité des intervenants des parcours orientés vers la recherche sont des enseignants-chercheurs des sections de chimie du Conseil national des universités (CNU).

La formation s'inscrit pleinement dans le projet d'établissement, notamment en ce qui concerne le développement durable. Cette thématique est largement abordée à travers des enseignements : les parcours *Chimie des molécules bioactives* et *Polymères fonctionnels* incluent les enjeux du développement durable dans le cadre d'unités d'enseignement (UE) dédiées et le parcours *Physico-chimie moléculaire et applications* est orienté vers les problématiques de pollution atmosphérique. Ces UE et parcours répondent clairement à des enjeux sociétaux actuels, qui participent positivement à l'attractivité de la formation. Il pourrait être souhaitable de mutualiser des UE avec le programme gradué de l'école universitaire de recherche (EUR) *Life Trajectories*

and Health Vulnerability (LIVE) pour les étudiants intéressés par les effets biologiques des polluants atmosphériques.

Le master Chimie est totalement orienté vers la professionnalisation des étudiants. En proposant à la fois des parcours en alternance, des possibilités de suivre des itinéraires ou des stages ciblés pour l'insertion professionnelle, la formation continue et la possibilité de reconnaître des validations des acquis de l'expérience (VAE) et des validations des acquis professionnels (VAP), l'offre de formation démontre que toute la mention est pensée en vue de l'insertion professionnelle des étudiants. Le dossier d'autoévaluation ne précise toutefois pas le nombre de VAE et de VAP délivrées, et la formation ne compte que deux stagiaires de la formation continue ces deux dernières années. La structuration de la formation en blocs de connaissances et de compétences et l'évaluation de celles-ci ne sont en outre pas réalisées.

La formation dispose d'un excellent taux d'encadrement et d'un fort appui des supports pédagogiques. Le master regroupe un nombre important d'étudiants et propose de nombreux enseignements pratiques, des projets, des mises en situation et des analyses de cas qui nécessitent un fort taux d'encadrement. La formation bénéficie du soutien de nombreux enseignants permanents et de 49 personnels non titulaires, ce qui est extrêmement profitable à la qualité des parcours de la mention.

Le master Chimie présente une forte ouverture vers l'international. La formation propose déjà dans tous les parcours de nombreux enseignements en anglais et/ou d'anglais. Les membres de l'équipe pédagogique entretiennent de très nombreuses collaborations internationales, qui servent à alimenter des mobilités d'étudiants et de professeurs invités. Lorsque des partenariats existent avec les universités d'origine ou d'arrivée, un dispositif d'encadrement est organisé conjointement (choix des enseignements, continuité de la direction de mémoire et, dans la mesure du possible, aide à l'installation). De plus, le master *Chimie* est ouvert en double diplomation avec l'université de Sherbrooke (au Canada) et le parcours *Chimie des molécules bioactives* fait partie d'un partenariat de coopération avec l'université de Krems (en Autriche) et l'université de Turku (en Finlande). Enfin, dans le cadre de l'alliance européenne Aurora, il est prévu de créer un parcours en double diplomation avec une ou deux universités européennes de l'alliance, en cohérence avec la politique de l'établissement qui vise à renforcer le volet master-doctorat en s'orientant vers l'Europe.

La formation rencontre des difficultés dans le suivi de l'insertion professionnelle de tous les diplômés. En dehors de la filière en alternance, où le suivi est plus efficace, le suivi des étudiants dans les parcours orientés vers la recherche est plus compliqué. Une partie des étudiants est suivie sur les réseaux sociaux (LinkedIn essentiellement), mais une grande partie ne donne plus de nouvelles. En conséquence, ce suivi est maintenant assuré par les administrations centrales de l'UPEC et de l'UGE, qui emploient des personnels dédiés à cette fin.

Conclusion

Points forts

- Un fort adossement à la recherche ;
- Une parfaite cohérence académique ;
- Une professionnalisation efficace des étudiants ;
- Une forte ouverture à l'international.

Points faibles

- Un suivi hétérogène de l'insertion professionnelle ;
- Un manque de structuration de la formation en blocs de connaissances et de compétences, qui ne sont pas évaluées ;
- Une ouverture modeste à la formation continue.

Recommandations

- Améliorer le suivi de l'insertion professionnelle des étudiants dans les parcours plus spécifiquement tournés vers la recherche.
- Finaliser la structuration de la formation en blocs de connaissances et de compétences et l'évaluation de celles-ci.
- Engager une réflexion sur les moyens de dynamiser l'accueil de stagiaires de la formation continue.

MASTER ÉLECTRONIQUE, ÉNERGIE ÉLECTRIQUE, AUTOMATIQUE

Établissements

Université Gustave Eiffel ; Conservatoire national des arts et métiers

Présentation de la formation

Le master *Électronique, énergie électrique, automatique* de l'université Gustave Eiffel co-accrédité avec le Conservatoire national des arts et métiers (CNAM) est porté par l'Institut d'électronique et d'informatique Gaspard-Monge. Cette formation comprend trois parcours diplômants : *Microsystèmes et capteurs communicants*, *Systèmes communicants en environnement complexe*, *Technologies et réseaux des télécommunications*. Ses enseignements sont dispensés sur le campus de Champs-sur-Marne. La formation comptait 90 étudiants en 2022-2023 et 25 enseignants permanents.

Analyse globale

Le master *Électronique, énergie électrique, automatique* (EEEA) bénéficie d'un excellent adossement à la recherche et entretient des relations importantes avec le milieu socio-professionnel. L'ouverture à l'alternance a renforcé l'attractivité de la formation. L'ouverture à l'international est peu importante. Les méthodes pédagogiques sont classiques avec une approche par compétences en cours de réflexion. La visibilité, et en conséquence l'attractivité, de la formation vis-à-vis notamment des licences de l'établissement est à améliorer.

La formation est en adéquation avec la stratégie formation de l'établissement. Elle est rattachée à l'Institut Gaspard-Monge (IGM) et construite en continuité du parcours EEEA de la licence *Physique, chimie* de l'Institut francilien des sciences appliquées (IFSA). Elle comporte une première année en tronc commun et trois parcours distincts en deuxième année. Elle répond à plusieurs axes prioritaires de l'université Gustave Eiffel, dont le lien avec le monde socio-économique, l'ouverture à l'alternance en master et l'accompagnement vers la recherche. Le master bénéficie du soutien d'un Graduate Program - Connected Objects, Devices and Systems (GP - CODS). La formation est pluridisciplinaire et bénéficie de collaborations avec le Conservatoire national des arts et métiers (CNAM) Paris, Télécom SudParis et l'École supérieure d'ingénieurs en électrotechnique et électronique (ESIEE) Paris.

La formation bénéficie d'un bon adossement à la recherche par un fort investissement du laboratoire d'électronique, systèmes de communication et microsystèmes (ESYCOM) avec la participation des trois établissements de rattachement du laboratoire : Institut Gaspard-Monge, ESIEE-Paris, le CNAM-Paris. La formation s'appuie également sur des laboratoires partenaires : laboratoire d'informatique Gaspard-Monge (LIGM), laboratoire Services répartis, architectures, modélisation, validation, administration des réseaux (SAMOVAR), Centre d'études et de recherche en informatique et communications (CEDRIC), Laboratoire Traitement et communication de l'information (LTCI). Ceci se traduit par une initiation à la recherche via des séminaires et par des projets menés en lien avec les activités des chercheurs d'ESYCOM. Dans le cadre du programme GP-CODS, des cours méthodologiques sur la recherche et la communication scientifique sont proposés ainsi qu'une participation à une école d'été. La participation des enseignants-chercheurs des différents laboratoires correspond à un volume horaire de 70 % selon la maquette, ce qui représente un bon taux d'encadrement.

La formation entretient des relations avec le monde socio-économique par l'intermédiaire des stages en entreprise (18 semaines de stage) et de l'alternance. La participation des professionnels aux enseignements (projets industriels, visites d'entreprise, séminaires, etc.) est importante en nombre pour un volume d'heures d'intervention de l'ordre de 20 %. Ce volume dépend fortement des parcours et pourrait être amélioré compte tenu de l'importance de l'orientation professionnelle des étudiants à la fin du master. L'organisation pédagogique, en termes de compétence, est définie en lien avec les fiches du répertoire national des

certifications professionnelles (RNCP). La formation analyse l'insertion professionnelle et la poursuite d'études de ses diplômés au regard de ses objectifs et du marché de l'emploi par l'intermédiaire d'enquêtes sur l'insertion professionnelle mise à disposition par l'université. Les taux de réponse sont très bons, ils indiquent que les diplômés trouvent rapidement un emploi (70 % à trois mois) et le taux de chômage est faible (7 %). Cependant on note un important taux d'emploi ne correspondant pas aux compétences acquises durant la formation (23 %), ceci est lié au statut étranger d'un nombre important d'étudiants (63 % en 2022) qui doivent accepter rapidement des postes qui ne correspondent pas aux secteurs d'activité ciblés par la mention. Les contenus et les dispositifs de la formation sont bien adaptés à l'alternance comme le montre l'évolution du nombre d'étudiants en alternance (3 à 23 étudiants) sur la période. Le master n'est pas ouvert aux publics de la formation continue.

La formation définit un processus d'évaluation sur la base d'enquêtes réalisées par l'Observatoire des formations et insertions professionnelles, évaluations (OFIPE) et par un conseil de perfectionnement qui remplit parfaitement ses objectifs. L'évaluation des enseignements par les étudiants, réalisée en ligne, pourrait être améliorée par une sensibilisation des étudiants à ce dispositif. La formation met en œuvre les méthodes pédagogiques classiques en présentiel avec une approche programme en se référant aux compétences listées dans les fiches du répertoire national des certifications professionnelles (RNCP). La mise en place d'une approche par compétences est envisagée par le retour d'expérience sur l'apprentissage et avec le soutien de l'IGM et d'un professeur associé (PAST). Le suivi des flux des candidatures, réalisé par l'OFIPE, permet de mesurer et d'améliorer l'attractivité de la formation auprès de ses différents publics. L'attractivité de la formation est bonne, le nombre de candidatures est en augmentation de 20 % en première année (M1). En deuxième année (M2), les effectifs ont augmenté de 12,5 % sur la période. Ceci est à mettre en lien avec l'ouverture à l'apprentissage. La visibilité de la formation est bien assurée par de nombreux dispositifs de communication. Il serait intéressant de disposer d'une enquête sur la formation d'origine des étudiants intégrant le master.

La formation développe ses pratiques pédagogiques essentiellement par le biais des travaux pratiques. La politique de diversification des enseignements est peu renseignée dans le dossier d'autoévaluation (DAE). Elle se limite à un projet dans le parcours recherche, à la possibilité de travailler en autonomie dans les salles de travaux pratiques et à un appui par des cours en ligne sur Moodle.

La formation est ouverte à l'international en cohérence avec les priorités définies par l'établissement. L'ouverture à l'internationale est faible, la mobilité entrante ne concerne que deux étudiants Erasmus sur la période évaluée. La collaboration internationale mériterait d'être développée, notamment dans le cadre de l'accord de coopération internationale avec La Tshwane University of Technology (TUT - Afrique du Sud). Les contenus et les dispositifs de la formation sont bien adaptés pour permettre son ouverture à l'international, par des cours de langue anglaise (47 h) et des cours disciplinaires en anglais (135 h). Malgré ces dispositifs, le niveau d'anglais de certains étudiants, jugé peu satisfaisant, se traduit par un nombre limité de candidats au TOEIC, ce qui pose problème en vue d'une orientation vers la recherche. Un dispositif d'aide à la mobilité internationale existe, mais ce dispositif n'est pas utilisé, du fait de la présence d'un nombre important d'étudiants en provenance de l'étranger dans la formation.

Conclusion

Points forts

- Un très bon adossement à la recherche ;
- Un lien fort avec le milieu professionnel ;
- Une cohérence avec la stratégie de l'établissement ;
- Des partenariats forts avec plusieurs établissements ;
- Une formation proposée en alternance.

Point faible

- Une ouverture à l'international à consolider.

Recommandation

- Améliorer l'ouverture à l'international de la formation en développant les collaborations internationales.

MASTER GÉNIE CIVIL

Établissements

Université Gustave Eiffel ; École nationale des ponts et chaussées

Présentation de la formation

Le master *Génie civil* de l'université Gustave Eiffel, co-accrédité avec l'École nationale des ponts et chaussées, est porté par l'Institut francilien des sciences appliquées (IFSA). Cette formation comprend trois parcours diplômants : *Ingénierie de projet en génie civil (IPGC)*, *Mécanique, matériaux et structures pour la construction et les transports (MMSCT)*, *Mécanique des sols, des roches et des ouvrages dans leur environnement (MSROE)*. Ses enseignements sont dispensés sur le campus de Champs-sur-Marne. La formation compte 78 étudiants en 2022-2023 et 30 enseignants permanents.

Analyse globale

Le master *Génie civil* de l'université Gustave Eiffel possède de sérieux atouts : bonne visibilité à l'international, bonne attractivité, taux assez élevé de placement des diplômés en entreprise pour le parcours *IPGC* et un bon taux de poursuite d'études en doctorat pour le parcours *MMSCT*. Il est regrettable cependant que les faiblesses signalées lors de la précédente évaluation n'aient pas ou peu été prises en compte : dossier succinct concernant le parcours *MSROE*, renforcement de la démarche d'évaluation de la formation, mise en place effective d'une approche par compétences, encouragement au développement de la formation continue et par alternance, réflexion sur une mutualisation entre les parcours de deuxième année (*M2*) et sur une interaction avec le master *Mécanique*.

La formation est en adéquation avec la stratégie formation de l'établissement. Le master *Génie civil* offre une prolongation de parcours aux étudiants de la licence *Physique, chimie* (parcours *Mécanique*), *BUT Génie civil et construction durable* et de la licence professionnelle *Métiers du BTP génie civil et construction*. Les disciplines enseignées sont variées, grâce notamment aux trois parcours proposés en deuxième année, et les débouchés sont vastes (ingénieurs en bureau d'études, ingénieurs travaux, ingénieurs Recherche & Développement, Recherche académique). Les contenus de la formation sont fortement en lien avec la thématique Ville et territoires durables.

La formation bénéficie d'une très bonne ouverture à l'international et met en place les dispositifs pour ce faire. Les étudiants du master *Génie civil* sont principalement recrutés à l'international (72 % des étudiants en moyenne durant les trois années). Des conventions de mobilités et d'échanges de connaissances existent avec la Chine, le Vietnam et le Maroc. Le parcours *MSROE* bénéficie également des accords entre l'école nationale des ponts et chaussées et plusieurs établissements européens (National Technical University of Athens en Grèce, Università degli Studi di Trento en Italie, Royal Institute of Technology en Suède, Wrocław University of Technology en Pologne), marocains (école Hassania des travaux publics et école Mohammadia d'ingénieurs) et vietnamiens (Hanoi University of Civil Engineering et Ho Chi Minh University of Technology). L'UTC (University of Transport and Communication) au Vietnam a mis en place un programme de prémaster permettant aux étudiants vietnamiens une meilleure réussite lorsqu'ils intègrent le parcours *MMSCT* en deuxième année. Des enseignants de l'université délivrent des cours dans cette formation. Par ailleurs les étudiants du master peuvent effectuer un semestre à l'étranger dans le cadre des accords Erasmus Mundus ou effectuer leur stage à l'étranger. Cependant, les étudiants, étant majoritairement d'origine étrangère, sont peu enclins à partir en mobilité. À noter que le master *Génie civil* est impliqué dans le montage d'un projet Erasmus Mundus avec des partenaires européens en Grèce et en République tchèque. L'anglais est enseigné à chaque niveau (30 heures en première année, 21 heures en *M2 MMSCT*, 30 heures en *M2 IPGC*). Tous les enseignements du *M2 MMSCT* sont dispensés en anglais, ce qui démontre une volonté d'internationalisation de ce parcours. La maquette du *M2 MSROE* ne fait pas mention d'enseignements en anglais et de langue anglaise.

La formation bénéficie d'un adossement à la recherche satisfaisant pour deux de ses parcours. Trente enseignants-chercheurs et chercheurs interviennent dans la formation et couvrent environ 70 % de la maquette. Le nombre d'heures de formation à et par la recherche est faible (six heures), mais les cours sont souvent évalués par projet et étude bibliographique et le parcours MSROE intègre un stage en laboratoire ou en recherche et développement. Les enseignants-chercheurs de l'équipe pédagogique appartiennent principalement au laboratoire Modélisation et simulation multi-échelle (MSME). La maquette du parcours MSROE contient un projet d'initiation à la recherche comptant pour neuf crédits ECTS. Les diplômés du parcours MMSCT s'orientent d'ailleurs pour beaucoup vers une poursuite d'études en doctorat.

La formation dispose des moyens humains nécessaires pour atteindre ses objectifs, mais n'élargit pas ses pratiques pédagogiques. Elle s'appuie sur 30 enseignants permanents et 17 intervenants extérieurs pour assurer 1 672 heures équivalent travaux dirigés de formation. Des besoins en salles informatiques sont indiqués dans le compte rendu du conseil de perfectionnement datant de décembre 2023 de façon à pouvoir mener sereinement des pratiques pédagogiques basées principalement sur l'apprentissage par projets disciplinaires. Les enseignants ne semblent pas s'emparer des possibilités offertes par le centre d'innovation pédagogique et numérique (CIPEN) pour faire évoluer leurs pratiques pédagogiques. L'équipe pédagogique ne souhaite pas développer des pratiques pédagogiques telles que la pédagogie inversée ou l'enseignement à distance. Les maquettes des différents parcours de la formation sont rédigées en blocs de connaissances et de compétences, mais ils ne sont mis en œuvre à ce jour que pour le parcours IPGC. La certification PIX n'est pas proposée. Le portfolio n'est pas mis en place pour l'évaluation des compétences développées par les étudiants. La maquette ne prévoit pas d'unités d'enseignement d'ouverture dans lesquelles les étudiants pourraient développer d'autres compétences. Les parcours IPGC et MSROE proposent en deuxième année, en plus du stage, un projet de synthèse et un projet d'initiation à la recherche, respectivement, qui peuvent servir de situations d'apprentissage et d'évaluation des compétences. La maquette ne fait pas mention de projet en parcours MMSCT.

La formation bénéficie d'une bonne visibilité à l'international et d'un recrutement sélectif permettant des taux de réussite élevés. Elle recrute de nombreux étudiants internationaux qui constituent en moyenne 72 % des effectifs. Le recrutement en première année (M1) est sélectif puisque le pourcentage d'admis parmi les candidatures est de 6,3 % en moyenne durant les 3 ans. Le profil et le nombre de candidatures reçus pour intégrer les différents parcours de M2 ne sont pas fournis. Les taux de réussite des étudiants sont de l'ordre de 79 % en première année, oscillent entre 95 % et 100 % pour le parcours MSROE. On note cependant des taux de réussite un peu moins élevés en 2020-2021 pour les parcours IPCG et MMSCT (56 % et 52 % respectivement) sans analyse de la part de l'équipe pédagogique. Aucun dispositif d'aide à la réussite n'est mis en place.

Les taux d'insertion professionnelle pour le parcours IPGC sont très bons. La formation entretient des relations avec le secteur socio-économique. Quatorze vacataires issus du secteur socio-économique interviennent dans la formation à hauteur de 154 heures, en particulier dans le parcours IPGC via des études de cas et des ateliers pratiques. Des partenaires (Naval Group, Vinci, etc.) participent à l'élaboration du programme, aux conseils de perfectionnement, aux jurys de stages et à l'organisation de visites de chantiers. La formation propose des stages (30 semaines sur l'ensemble du cursus pour 37 crédits ECTS en parcours IPGC et MMSCT, et 18 crédits ECTS en deuxième année en parcours MSROE). Pour autant, tous les étudiants ne semblent pas être en mesure de signer une convention de stage (71/82 en 2020-2021, 18/91 en 2021-2022 et 50/78 en 2022-2023). L'insertion professionnelle est évaluée via des enquêtes à 30 mois après diplomation. Les pourcentages de réponses sont très bons pour les parcours IPGC et MMSCT. Les données ne sont pas fournies pour le parcours MSROE. Pour le parcours IPGC, 75 à 80 % des diplômés sont en emploi 30 mois après l'obtention du diplôme. Le temps d'accès à l'emploi est de 5,6 mois. La formation n'est pas ouverte à la formation continue et à l'alternance et aucune action n'est envisagée par l'équipe pédagogique pour ouvrir la formation en alternance.

Le processus d'amélioration continue de la formation est perfectible. Un conseil de perfectionnement avec compte rendu détaillé est mis en place pour les parcours IPGC et MMSCT. Les enquêtes de satisfaction auprès des étudiants reçoivent très peu de réponses. La satisfaction des étudiants est jugée très bonne par l'équipe pédagogique, mais rien ne vient étayer cette affirmation. Il n'y a pas d'information sur la manière dont sont menées les évaluations de la formation et des enseignements par les étudiants.

Conclusion

Points forts

- Une formation construite de façon cohérente et offrant des débouchés variés ;

- Un taux de poursuite élevé en doctorat pour le parcours *Mécanique, matériaux et structure pour la construction et les transports* ;
- Des taux d'insertion professionnelle élevés pour le parcours *Ingénierie de projet en génie civil* ;
- Une bonne visibilité et des collaborations à l'international.

Points faibles

- Manque d'informations pour le parcours *Mécanique des sols, des roches et des ouvrages dans leur environnement* en particulier concernant le pilotage du parcours et le devenir et l'insertion des diplômés ;
- Une démarche d'approche par compétences à renforcer ;
- Manque d'informations sur l'évaluation de la formation et des enseignements par les étudiants ;
- Pas d'ouverture à la formation continue et à l'apprentissage.

Recommandations

- Renforcer le pilotage et préciser le devenir et l'insertion professionnelle des diplômés du parcours MSROE.
- Renforcer la démarche d'approche par compétences en mettant en œuvre des situations d'apprentissage et d'évaluation multi-compétences et en utilisant l'outil portfolio pour l'évaluation des compétences.
- Mettre en œuvre une démarche solide d'évaluation de la formation et des enseignements par les étudiants.
- Initier une réflexion sur les apports de la formation continue et de l'apprentissage pour l'équipe pédagogique, pour les étudiants et les partenaires industriels.

L'appréciation au sein de la formation d'un ou de plusieurs critères d'accréditation n'est pas possible du fait du :

- Manque d'informations sur le pilotage de la formation, ainsi que sur le devenir des diplômés pour le parcours *Mécanique des sols, des roches et des ouvrages dans leur environnement* ;
- Besoins de compléments d'information sur l'évaluation de la formation et des enseignements par les étudiants.

MASTER GÉNIE INDUSTRIEL

Établissement

Université Gustave Eiffel

Présentation de la formation

Le master *Génie industriel* de l'université Gustave Eiffel est porté par l'Institut francilien des sciences appliquées (IFSA). Cette formation comprend un seul parcours diplômant. Ses enseignements sont dispensés sur le campus de Champs-sur-Marne. La formation compte 39 étudiants en 2022-2023 et dix enseignants permanents.

Analyse globale

Le master Génie industriel de l'université Gustave Eiffel est une formation pluridisciplinaire proposant une pédagogie par projets. Elle est performante du point de vue de la rapidité d'insertion dans l'emploi de ses diplômés, mais peu ouverte à l'international et peu en lien avec le milieu de la recherche. Il est particulièrement regrettable que pour ce type de formation aucun enseignement spécifique sur le développement durable et la responsabilité sociétale (DD&RS) ne soit proposé aux étudiants, futurs cadres acteurs de la réindustrialisation de la France.

Le master *Génie industriel* est partiellement en adéquation avec la stratégie formation de l'université Gustave Eiffel. Proposant une pédagogie originale (apprentissage par projet et jeu de rôles de simulation d'entreprise) et des enseignements pluridisciplinaires (scientifiques, techniques et transversaux), la formation s'inscrit dans la continuité de la licence Sciences pour l'ingénieur (SPI) parcours Génie industriel et dans la thématique sociétale de réindustrialisation de la France. Le positionnement de la formation par rapport aux écoles d'ingénieurs proches du domaine n'est pas mentionné dans le dossier. Aucune collaboration académique n'est mise en œuvre. La formation ne propose pas d'enseignements spécifiques aux enjeux du développement durable alors qu'il s'agit d'un aspect clé dans le cadre de la réindustrialisation de la France tant au niveau des impacts environnementaux des industries et des enjeux de transition énergétique (économies et gisements d'énergie dans les process industriels) que des aspects sociaux (management). Une sensibilisation est effectuée dans différentes unités d'enseignements (UE) sans plus de détails et un séminaire est animé à l'Institut francilien des sciences appliquées (IFSA) dans le cadre de la fête de la science sans préciser s'il s'agit d'un séminaire obligatoire pour les étudiants et combien d'entre eux le suivent.

La formation favorise la professionnalisation et l'insertion professionnelle des étudiants. Les liens avec l'environnement socio-économique passent par le réseau des anciens étudiants, l'intervention d'industriels dans la formation (9 pour 270 heures équivalent travaux dirigés, soit 25 % du volume horaire) sur les aspects procédés de fabrication, gestion des flux de données, communication et *lean management*, l'association des tuteurs entreprise dans le suivi et l'évaluation des périodes en situation professionnelle et la présence de ces acteurs au sein du conseil de perfectionnement. Le nombre de semaines en entreprise atteint 44 semaines sur la totalité de la formation (17 semaines de stage en première année et 27 semaines en deuxième année) pour 45 crédits ECTS. Certaines années, la formation a été ouverte en format mixte moitié en apprentissage moitié en initial. À la rentrée 2023, la deuxième année (M2) est ouverte exclusivement en apprentissage pour un groupe de 20 étudiants. En outre, l'équipe pédagogique comprend un professeur associé (PAST) travaillant au sein du groupe SAFRAN. Le suivi des diplômés est assuré par l'Observatoire des formations et des insertions professionnelles, évaluations (OFIPE). Les taux de réponse aux enquêtes sont assez élevés, entre 64 et 85 % selon les années. En moyenne, 89 % des diplômés sont en emploi 18 mois après la diplomation avec un temps d'accès à l'emploi de quatre mois (diplômés 2021). Si les emplois correspondent plutôt et tout à fait bien à un niveau bac +5 (84 %) et au domaine de formation (83 %), les compétences mises en œuvre dans l'emploi ne correspondent qu'à 66 % aux compétences acquises en formation (diplômés 2021). Des propositions d'évolution de la formation sont mentionnées dans le compte rendu du conseil de perfectionnement fourni (maintenance, maintenabilité, intelligence artificielle, continuité numérique).

La formation bénéficie d'une bonne attractivité, mais qui est en baisse au regard du nombre d'inscrits en 1^{re} année qui passe de 37 en 2020 à 20 en 2022. Le nombre de candidatures est stable sur la période évaluée (380 candidatures en moyenne par année) pour 25 places en première année. Le pourcentage d'admis oscille entre 6 et 16 % ; ce qui indique que le recrutement est sélectif. Les étudiants recrutés proviennent majoritairement de la licence SPI de l'université Gustave Eiffel (entre 15 et 20 étudiants par an). L'équipe pédagogique utilise les moyens classiques pour se faire connaître (salons, portes ouvertes, documentation, plateformes d'accès).

Les taux de réussite sont corrects. En M1, ils se situent autour de 78 % en moyenne. Ils sont variables en M2 (entre 48 et 87 % selon les années). Le taux d'abandon est faible (2,5 %).

La formation dispose des moyens humains nécessaires pour assurer les enseignements, mais doit renforcer son processus d'évaluation interne. La formation est assurée par une équipe pédagogique diversifiée (enseignants-chercheurs, professeurs agrégés et intervenants extérieurs) et constituée de 10 permanents et 11 non-permanents. Cependant, mention est faite dans le dossier de la difficulté de couvrir le spectre des enseignements technologiques (profils «production et conception mécaniques» rares dans l'industrie et parmi les professeurs agrégés du second degré PRAG). Le processus d'amélioration continue de la formation est basé uniquement sur la tenue d'un conseil de perfectionnement dont la composition est conforme et pour lequel un compte rendu détaillé est fourni. La formation est pilotée par un comité dont la composition, le rôle et l'organisation ne sont pas indiqués. Aucun élément n'est mentionné à propos de l'évaluation de la formation et des enseignements.

La formation a initié une démarche d'approche par compétences. La maquette de la formation est décrite en blocs de connaissances et de compétences (BCC) en lien avec le référentiel de compétences du répertoire national des certifications professionnelles (RNCP) avec un apport de connaissances et de compétences scientifiques et techniques en M1 et des enseignements plus en lien avec le management et la gestion de projet en M2. Une certification 3DExperience de Dassault Systèmes est proposée aux étudiants, mais il n'est pas mentionné si tous les étudiants sont concernés et les taux de réussite à cette certification ne sont pas indiqués. La formation ne propose pas de certification PIX. Aucun étudiant ne dispose de e-portfolio, sans explication de la part de l'équipe pédagogique à propos de l'évaluation des compétences.

La formation bénéficie d'un adossement à la recherche très limité. Sur une équipe pédagogique constituée de dix enseignants permanents, huit enseignants-chercheurs issus du laboratoire Modélisation et simulation multi-échelle (MSME) assurent 30 % du volume horaire de la formation (324 heures équivalent travaux dirigés sur 1073). La finalité de la formation étant l'insertion professionnelle, il n'y a pas de lien formalisé avec le laboratoire de recherche ni d'heures de formation à et par la recherche dans la maquette.

L'internationalisation de la formation se résume à l'enseignement de l'anglais en semestres 1 et 3 (30 heures en M1 et 60 heures en M2 d'après la maquette fournie, mais 72 heures indiquées dans le dossier d'autoévaluation). La formation ne développe pas d'outils spécifiques ni de collaborations pour s'ouvrir à l'international. Elle accueille des étudiants internationaux (23 % en moyenne durant les trois années évaluées avec une tendance à la baisse), mais aucun étudiant ne bénéficie d'une mobilité sortante ou entrante. L'équipe pédagogique n'envisage pas de mettre en place des actions de mobilités. Le passage du TOEIC avec un niveau cible B2 est proposé aux étudiants de M2 qui bénéficient d'une préparation de 12 heures en plus du volume d'anglais de la maquette. Tous les étudiants passent la certification. Le taux de réussite au niveau B2 est en moyenne de 80 % et de 100 % pour les étudiants diplômés.

Conclusion

Points forts

- Une bonne professionnalisation de la formation avec une maquette et des pédagogies adaptées (projets, jeu de rôles, alternance) ;
- Une insertion professionnelle élevée et rapide ;

Points faibles

- Une faible interaction avec la recherche ;
- Une baisse des effectifs ;
- Une absence de données sur l'évaluation de la formation et des enseignements par les étudiants ;
- Une démarche d'évaluation des compétences des étudiants non décrite (pas de portfolio) ;
- Une absence d'enseignement spécifique lié au développement durable et à la responsabilité sociétale (DD&RS) ;
- Une absence d'internationalisation.

Recommandations

- Renforcer l'adossement à la recherche par l'ajout dans la maquette d'un enseignement à et par la recherche.
- Communiquer davantage pour diversifier le vivier des candidatures afin de stabiliser les effectifs.
- Mettre en œuvre une démarche systématique d'évaluation de la formation et des enseignements par les étudiants, avec l'aide de l'OFIPE.
- Mettre en œuvre un e-portfolio pour l'évaluation des compétences des étudiants en situation professionnelle dans la formation et en entreprise.
- Concrétiser les enseignements DD&RS dans la maquette ce qui permettra à la formation de mieux trouver sa place dans la thématique Ville et territoires durables de l'établissement.
- Initier une réflexion de déploiement de dispositifs et de collaborations pour l'internationalisation de la formation.

La formation est en point d'attention pour les motifs suivants :

- Une qualité insuffisante de l'adossement à la recherche (formation à et par la recherche absente) ;
- Une attractivité en baisse.

MASTER GÉNIE URBAIN

Établissement

Université Gustave Eiffel

Présentation de la formation

Le master *Génie urbain* de l'université Gustave Eiffel est porté par l'École des ingénieurs de la Ville de Paris (EIVP). Cette formation comprend deux parcours diplômants : *Développement urbain durable (DUD)*, *Ingénierie de la maîtrise d'œuvre architecturale et urbaine (IMOAU)*. Ses enseignements sont dispensés sur le campus de Champs-sur-Marne. La formation compte 79 étudiants en 2022-2023 et dix enseignants permanents.

Analyse globale

Le master *Génie urbain* est une formation présentant une forte attractivité grâce à un positionnement original, des pratiques pédagogiques innovantes et un excellent taux d'insertion professionnelle. Elle bénéficie en outre d'une excellente ouverture à l'international. Cependant, la formation gagnerait à utiliser et analyser effectivement les outils d'autoévaluation tels que le conseil de perfectionnement et les enquêtes de satisfaction sur les enseignements en vue de proposer de potentielles évolutions.

Le master *Génie urbain* s'intègre complètement dans la thématique Ville et territoires durables portée par l'université Gustave Eiffel. Portée par l'EIVP (école des ingénieurs de la Ville de Paris), cette formation transdisciplinaire associant des compétences relatives aux sciences de l'ingénieur et d'autres en lien avec les sciences humaines et sociales est construite avec un objectif de professionnalisation. Les modalités pédagogiques mises en œuvre, l'intervention d'acteurs du secteur socio-économique et l'ouverture en 2009 du parcours de deuxième année (*IMOAU*) en alternance en témoignent. La formation se place en continuité de la licence *Sciences pour l'ingénieur* parcours *Génie urbain* et peut permettre une poursuite d'études en doctorat via l'école doctorale Ville, transports et territoires. Par ailleurs, les enjeux du développement durable sont au cœur de la formation, mais ne se retrouvent pas de façon explicite dans les intitulés des unités d'enseignement de la maquette. Une sensibilisation aux enjeux climatiques est réalisée par le biais de la fresque du climat et des séances de jeux sérieux autour des transitions (UrbEN).

La formation est ouverte à l'international. Elle bénéficie de 47 accords de partenariats avec 16 pays différents pour la mobilité étudiante, l'accueil d'étudiants internationaux (18 % des effectifs) et certaines activités pédagogiques telles que le voyage d'études annuel en première année du master (trois jours dans une grande ville européenne), l'atelier de réflexion urbaine de la deuxième année avec une semaine de workshop délocalisée dans une université européenne (université de Sassari en 2022-2023). Des réflexions sont en cours avec des partenaires européens (italiens et espagnols, membres des projets Erasmus+) pour tester la possibilité de doubles diplômes ou au moins renforcer les échanges. Cependant peu d'étudiants ont bénéficié d'une mobilité (une sortante, deux entrantes) lors de la période évaluée en raison du ralentissement suite à la pandémie de Covid. Les cours d'anglais sont obligatoires, 40 heures en première année et 30 heures en deuxième année. Le master ne propose pas d'autres enseignements en langue étrangère, mais les étudiants sont amenés à les pratiquer lors du voyage d'études à l'étranger et des workshops internationaux organisés dans le cadre de la formation. Tous les étudiants passent la certification CLUE (certification en langues de l'université Eiffel) en anglais et les étudiants en apprentissage du parcours *IMOAU* passent le TOEIC. Le nombre d'étudiants obtenant une certification en langue anglaise est en augmentation sur la période évaluée et représente presque 92 % des étudiants de M2 en 2022-2023.

La formation bénéficie d'un très bon adossement à la recherche. Seize enseignants-chercheurs assurent 722 heures de la maquette (51 %). Cinquante-deux heures sont dédiées à la formation à et par la recherche en première année (initiation à la recherche et rédaction d'un mémoire) et en deuxième année (cours et atelier de méthodologie pour préparer le mémoire de M2). Des séminaires obligatoires sur le génie urbain sont suivis par les étudiants une fois par trimestre. Des stages de recherche au sein du Lab'Urba sont proposés aux

étudiants. Une séance de formation à la recherche bibliographique est organisée à la bibliothèque universitaire à destination des étudiants de M1.

Les liens avec des partenaires non académiques sont forts et bien quantifiés. Vingt-trois intervenants du secteur socio-économique, dont deux professeurs associés (PAST), participent aux enseignements à hauteur de 600 heures (42 %). La formation bénéficie de collaborations et de partenariats reposant sur un réseau d'anciens étudiants bien établi et se concrétisant par des contrats d'apprentissage, des offres de stage, des interventions dans la formation sous différents formats (présentation des métiers, séminaires, participation aux conseils de perfectionnement, démarche d'approche par compétences). L'équipe pédagogique est impliquée également dans un diplôme d'université (DU) *Construire éco-responsable*. Le nombre de semaines de stages dans le cursus est fixé à 30 (trois mois en M1 et cinq mois en M2 parcours *DUD*) et compte pour 15 crédits ECTS. Le parcours *IMOAU* se fait en alternance. Depuis trois ans, la quasi-totalité des étudiants de ce parcours est inscrite au titre de l'apprentissage (84 % en moyenne durant les trois ans, 90 % en 2022-2023). Le rythme d'alternance, élaboré en collaboration avec la fédération professionnelle Syntec ingénierie et validé chaque année auprès des recruteurs, repose sur une alternance un mois/un mois dont trois périodes académiques, suivies d'une période longue de cinq à six mois en entreprise. La formation n'a pas accueilli de stagiaires de la formation continue sur la période évaluée, les contenus et les modalités du DU *Construire éco-responsable* s'y prêtant mieux que le master *Génie urbain*. Il n'y a pas de validations des acquis de l'expérience (VAE) partielle ou totale accordée sur la période examinée contrairement à un nombre significatif mentionné dans la précédente évaluation. Le master a été labellisé pour huit ans par l'Association pour la promotion de l'enseignement et de la recherche en aménagement et urbanisme, ce qui prouve la reconnaissance internationale francophone de cette formation.

L'équipe pédagogique met en œuvre des pratiques pédagogiques riches et variées, adaptées aux compétences visées. Le master *Génie urbain* propose une formation sur quatre semestres. La première année commune aux parcours *DUD* et *IMOAU* met l'accent sur un socle et des outils communs et la spécialisation pour ces deux parcours se fait en deuxième année. Les objectifs scientifiques et professionnels de la formation sont clairement exprimés et en très bonne adéquation avec les besoins du secteur du génie urbain et de l'aménagement urbain. Les spécificités propres à chaque parcours sont clairement explicitées et indiquent leur complémentarité. Les enseignants intervenant dans la formation développent des pratiques pédagogiques riches et variées (mon stage en 180 s, jeux sérieux, ateliers en mode projet, voyages d'études, balades urbaines, réalisation d'un film, workshops internationaux, etc.) tout en s'appuyant sur des outils numériques (travaux collaboratifs avec MIRO, utilisation de MOOC et de la plateforme Moodle). Certains cours d'anglais (24 heures) sont dispensés en distanciel et quelques enseignements de M1 sont basés sur la pédagogie inversée. La maquette est construite en blocs de connaissances et de compétences (BCC) en lien avec la fiche du répertoire national des certifications professionnelles (RNCP), mais les intitulés des unités d'enseignement sont peu explicites. La démarche d'approche par compétences est initiée depuis 2021 avec l'aide du centre d'innovation pédagogique et numérique (CIPEN) et le recrutement d'une apprentie du master *Sciences sociales* parcours *Conduite du changement et sociologie des ressources humaines* pendant huit mois puis d'une ingénieure d'études pendant six mois. L'évaluation des compétences, elle, reste à consolider. Aucun étudiant ne dispose d'un e-portfolio pour l'évaluation des compétences. La formation ne propose pas de certification PIX.

Les flux d'étudiants sont stables et bien analysés. Le nombre de candidats en M1 est en diminution d'un tiers sur la période évaluée (384 en 2020-2021 pour 255 en 2022-2023). Les candidats sont issus de formations en géographie, en génie civil et architecture et en sciences humaines et sociales (SHS) et également de l'étranger via Campus France. L'équipe pédagogique est investie dans les actions de communication pour renforcer la visibilité de la formation (journée portes ouvertes, vidéos de présentation, témoignages d'anciens étudiants, réseaux sociaux, site internet, etc.). Une chargée de communication a été recrutée en septembre 2023 dans l'objectif d'améliorer encore la communication et d'élargir le vivier de recrutement. Le pourcentage d'admis en M1 par rapport au nombre de candidats se situe autour de 20 % pour une capacité d'accueil de 40 places, ce qui témoigne d'une bonne sélectivité. Le nombre d'inscrits dans la formation est stable durant les trois années observées avec une répartition homogène entre les deux parcours. Le dossier n'indique pas si des étudiants extérieurs intègrent la deuxième année de formation.

Les taux de réussite sont très bons. Ils atteignent 84 % en moyenne en première année et 91 % en deuxième année. Certains étudiants de M1 se réorientent dès le début du semestre 1 (trois en 2022-2023). Certains étudiants redoublent pour une ou deux unités d'enseignement (UE) non validées. Le mémoire de M2 peut également être source de difficultés pour un à deux étudiants par an. L'équipe pédagogique prête une attention soutenue à la réussite des étudiants présentant des situations particulières grâce à la mise en place de contrats pédagogiques (trois sur la période).

La formation suit et analyse le devenir de ses diplômés grâce à des enquêtes annuelles et des contacts avec les anciens étudiants via des plateformes de type LinkedIn. Les données récoltées sont utilisées entre autres pour présenter aux étudiants et futurs étudiants les débouchés offerts par le cursus, le réajustement de la

maquette de formation, assurer le lien avec le secteur socio-économique pour les offres de stages et d'alternance. Les taux de réponse et les taux d'insertion professionnelle sont très bons (80 % et 90 % en moyenne respectivement). L'accès à l'emploi est en moyenne de 3,4 mois pour les diplômés 2021. Les compétences mises en œuvre dans l'emploi correspondent tout à fait (18 %) et plutôt (63 %) aux compétences acquises en formation, ce qui peut être un point d'attention dans le réajustement de la maquette.

La formation s'appuie sur une équipe pédagogique très impliquée pour assurer les enseignements et le pilotage, mais son processus d'amélioration continue peut être encore renforcé. Dix enseignants permanents (trois professeurs d'Université, six maîtres de conférences et un attaché temporaire d'enseignement et de recherche) et 30 enseignants non permanents pour assurer 2 261 heures d'enseignement dans le cursus. Dans les quatre dernières années, grâce aux réseaux des responsables de la formation ainsi qu'à leur implication dans des projets internationaux, deux enseignants provenant d'autres universités (en Europe et aux États-Unis) sont intervenus dans la formation soit de façon ponctuelle soit de façon pérenne. Un conseil de perfectionnement (CP) est mis en place, mais la fréquence des réunions n'est pas indiquée. Le compte rendu du dernier CP, datant de décembre 2023, porte uniquement sur la démarche d'approche par compétences via des discussions autour du référentiel activités-compétences avec les professionnels du secteur. L'évaluation des enseignements et de la formation est pratiquée par l'Observatoire des formations et des insertions professionnelles, évaluations (OFIPE) en central, conformément au vote du conseil académique. Réalisée deux fois par quinquennat, la dernière évaluation date de 2022. En plus de cette évaluation, les responsables de formation font des points réguliers avec les promotions et les délégués pour suivre le déroulé de la formation et des enseignements. Une analyse des réponses à l'évaluation de 2022 (32 réponses reçues) n'est pas présente dans le dossier.

Conclusion

Points forts

- Une équipe pédagogique diversifiée et investie qui développe des pratiques pédagogiques riches et variées ;
- Des liens forts et bien établis avec le secteur socio-économique ;
- De très bons taux de réussite ;
- De très bons taux d'insertion professionnelle ;
- Une volonté forte d'ouverture à l'international.

Points faibles

- Un manque d'analyse des enquêtes d'évaluation de la formation et des enseignements par les étudiants ;
- Pas de mise en œuvre du portfolio pour l'évaluation des compétences ;
- Des mobilités entrantes et sortantes ralenties depuis la pandémie de 2020.

Recommandations

- Analyser les résultats des enquêtes de satisfaction des étudiants sur la formation et des enseignements en vue de renforcer le processus d'amélioration continue.
- Finaliser la démarche d'approche par compétences par exemple par la concrétisation de l'évaluation des compétences et la mise en œuvre d'un portfolio.
- Relancer les dispositifs d'accompagnement des mobilités sortantes et entrantes.

MASTER GÉOMATIQUE

Établissement

Université Gustave Eiffel

Présentation de la formation

Le master *Géomatique* de l'université Gustave Eiffel est porté par l'Institut d'électronique et d'informatique Gaspard-Monge (IGM). Cette formation comprend deux parcours diplômants : *Information géographique : analyse spatiale et télédétection*, *Technologies des systèmes d'information*. Ses enseignements sont dispensés sur le campus de Marne-la-Vallée. La formation compte 25 étudiants en 2022-2023.

Analyse globale

Le master *Géomatique*, co-porté par l'université Gustave Eiffel et l'École nationale des sciences géographiques (ENSG), s'inscrit dans les stratégies de l'établissement par le lien des données géographiques avec les enjeux des transitions écologiques. Sans véritable orientation internationale, cette formation propose une très solide formation à et par la recherche. La formation entretient de très bons liens avec l'environnement socio-économique qui participe en forte proportion à ses enseignements, offrant des débouchés fiables et attractifs à ses diplômés. Des difficultés à recruter un vivier qualifié (compétences numériques) ainsi qu'une approche par compétences encore non aboutie constituent des opportunités d'évolution de la formation.

La formation est en très bonne adéquation avec la stratégie de formation de l'établissement, les enjeux de transition et de ville durable étant au cœur de nombreuses études de cas de ses enseignements portant sur la donnée géolocalisée. La formation s'inscrit dans la stratégie partenariale de l'établissement, avec une coopération entre l'université et l'ENSG. De nombreux partenariats sont également développés avec d'autres établissements en Île-de-France (deuxièmes années de master en télédétection et géomatique), avec l'université de La Rochelle ou encore l'Institut de physique du globe de Paris. La formation est fortement pluridisciplinaire du fait de la part des différentes disciplines composant la formation : informatique, mathématiques, sciences de la terre.

La formation ne fait pas de son ouverture internationale une priorité. Elle n'enregistre pas de mobilité entrante et ne met pas en œuvre des dispositifs d'adaptation aux profils d'étudiants internationaux. Cette lacune fait seulement l'objet d'une mention en conseil de perfectionnement, mais n'est pas considérée comme un axe stratégique.

Délivrant 154 h de formation à la recherche, le parcours *Information géographique : analyse spatiale et télédétection (IGAST)* est fortement orienté vers la recherche, un nombre significatif de diplômés ayant poursuivi dans ce parcours en thèse (sept en quatre ans), ce qui n'est en revanche pas le cas du parcours *Technologies des systèmes d'information (TSI)* qui ne semble dispenser aucune heure de formation à la recherche. En première année (M1), les étudiants disposent d'un module *Expression, compréhension scientifique et technique* (quatre crédits ECTS). La formation est fortement articulée au Laboratoire en sciences et technologies de l'information géographique pour la ville et les territoires durables (LASTIG), avec une expérience de stage recherche proposée aux étudiants, la possibilité d'assister à des séminaires ou la préparation d'études bibliographiques. La formation bénéficie également d'une importante diversité disciplinaire scientifique des enseignants-chercheurs (sept sections disciplinaires). En réponse aux recommandations, une première structuration de la recherche a été déployée, mais elle reste à compléter, notamment avec une véritable formation à l'éthique scientifique et une implication plus soutenue dans la vie des unités de recherche associées, ou en rendant non facultative la participation à certains événements des unités de recherche comme les séminaires.

La formation entretient des liens étroits avec le monde socio-économique qui participe activement à la formation : 53 professionnels assurent près de 802 h et représentent 50 % des intervenants. La formation propose

de nombreux projets appliqués en lien avec des situations réelles proposées par des entreprises. Le temps de la formation et les crédits associés liés à l'expérience professionnelle sont excellents : 24 crédits ECTS et 24 semaines dédiées (stages). La mise en œuvre des interactions avec le monde socio-économique se fait à travers un nouveau conseil de perfectionnement dont le fonctionnement s'est calé sur celui préexistant de l'ENSG.

Les contenus de la formation sont organisés sur un référentiel d'activités et de compétences, l'approche par compétences n'étant pas encore déployée. La part prise par les enseignements professionnels est importante, en plus des 24 crédits ECTS dédiés au stage, 22 crédits ECTS sont délivrés par des enseignements de projets ou mises en situation. Dans le cadre de la deuxième année (M2), des compétences complémentaires sont délivrées avec l'incitation à publier des projets sur des plates-formes libres ou des modules de formation au développement durable. En revanche, le retour des enquêtes d'insertion professionnelle interroge à l'échelle de la mention : seuls 29 % des répondants considèrent que les compétences auxquelles forme le master correspondent tout à fait à celles mises en œuvre dans leur emploi. La formation développe de nombreuses mises en situation via des projets et des pratiques pédagogiques de classe inversée. La formation revendique de ne pas recourir aux enseignements à distance.

Les contenus de la formation ne sont pas adaptés à l'international. Seules 20 h d'enseignement en anglais sont délivrées dans le cadre du parcours TSI. Il n'y a pas de module spécifique de formation à l'anglais dans la maquette pédagogique : la formation revendique sa spécificité francophone.

La formation n'est pas ouverte à l'alternance et à la formation continue, mais a ouvert à ce sujet une réflexion. Elle n'accueille pas de public de la formation continue (une seule validation des acquis de l'expérience partielle en trois ans). La voie de l'alternance pourrait cependant être explorée pour renouveler la formation, trouver son public et la caler davantage sur les compétences professionnelles.

La formation dispose globalement d'une bonne attractivité, malgré des difficultés à trouver son public. Avec une capacité d'accueil de 12 étudiants, elle a pu enregistrer par exemple 239 candidatures pour 31 retenues en 2022-2023. Elle subit une légère décroissance des effectifs (30 inscrits en 2021, 27 en 2022, 25 en 2023, sur l'ensemble du cycle). Le public du parcours TSI peine quant à lui un peu plus que celui du parcours IGAST (six étudiants dans le parcours en 2021, cinq en 2022, huit en 2023). La formation recrute difficilement à l'université Gustave Eiffel et au-delà notamment du fait d'une insuffisance de prérequis en enseignements numériques ou de formation quantitative en géographie par exemple, et de l'absence d'existence de licences géomatiques. La formation gagnerait probablement à investir les temps et espaces de communication autour des formations (salons, etc.).

La réussite des étudiants est excellente, avec des taux proches de 100 %, l'échec lors des premières sessions étant surtout concentré autour des matières numériques (prérequis d'entrée). La formation bénéficie d'une excellente insertion professionnelle, avec des taux de réponse très élevés aux enquêtes d'insertion à 30 mois et des salaires globalement plus élevés que la moyenne des masters.

La formation dispose d'un taux d'encadrement exceptionnel, avec 32 enseignants permanents et 53 non-permanents pour une moyenne d'un peu moins de 30 étudiants annuels sur l'ensemble de la formation, ce qui peut expliquer également un très faible recours aux dispositifs d'enseignants invités. L'évaluation de la soutenabilité n'est pas explicitée et le mode de pilotage repose principalement sur la coordination des formations mise en œuvre au niveau de l'Institut Gaspard-Monge.

Un conseil de perfectionnement a été mis en place de manière récente et semble pouvoir constituer un réel outil d'amélioration continue de la formation. La formation met en œuvre une évaluation des enseignements, approximativement tous les deux ans, ce qui est un choix surprenant et non justifié. Les éléments d'appréciation qui en sont issus sont discutés en conseil de perfectionnement, comme les réflexions sur l'ouverture à l'apprentissage ou l'adaptation des modalités pédagogiques de certains enseignements.

Conclusion

Points forts

- Une formation très professionnalisante ;
- Un taux d'encadrement exceptionnel.

Points faibles

- Une formation qui peine à trouver son public qualifié ;
- Une formation à la recherche à déployer dans tous les parcours ;
- Une absence d'enseignement de langue étrangère ;
- Une internationalisation qui n'est pas une priorité.

Recommandations

- Explorer une possible ouverture de la formation en apprentissage en lien avec la mise en œuvre d'une approche par compétences et la participation aux actions de communication autour des formations.
- Renforcer la formation à la recherche dans le parcours *Technologies des systèmes d'information*.
- Mettre en place un enseignement obligatoire de langue vivante étrangère pour tous les parcours.
- Adapter au moins partiellement la formation pour s'ouvrir à l'international.

MASTER INFORMATIQUE

Établissement

Université Gustave Eiffel

Présentation de la formation

Le master *Informatique* de l'université Gustave Eiffel est porté par l'Institut d'électronique et d'informatique Gaspard-Monge (IGM). Cette formation comprend cinq parcours diplômants : *Logiciel et ingénierie des données (LID)*, *Mathématiques et informatique (Maths-info)*, *Sciences de l'image (SI)*, *Systèmes et services pour l'Internet des objets (SSIO)*, *Systèmes intelligents et applications (SIA)*. Ses enseignements sont dispensés sur le campus de Champs-sur-Marne. La formation compte 198 étudiants en 2022-2023 et 32 enseignants permanents.

Analyse globale

Le master *Informatique* est une formation bien structurée, construite en adéquation avec la stratégie de l'établissement. Elle présente une bonne ouverture à l'international, par des collaborations avec plusieurs universités, et un bon adossement à la recherche. Elle bénéficie d'une relation bien établie avec le milieu socio-professionnel et d'une ouverture de plusieurs parcours à l'apprentissage. L'approche par compétences, utilisée dans un seul parcours, est à développer et un parcours avec un faible effectif est à consolider.

La formation est en adéquation avec la stratégie formation de l'établissement. Elle s'inscrit dans trois axes de la politique de l'université Gustave Eiffel : stabiliser l'offre de formation en lien avec le monde socio-économique notamment par une ouverture à l'apprentissage, fortifier le lien formation-recherche et développer l'internationalisation. La formation fonctionne en collaboration avec l'École supérieure d'ingénieurs en électrotechnique et électronique (ESIEE). Le master *Informatique* est bien structuré avec un tronc commun en première année (M1) adapté aux étudiants de la licence *Informatique* de l'établissement et cinq parcours de deuxième année (M2), dont quatre sont ouverts à l'apprentissage. Le parcours *Mathématiques et informatique (Maths-Info)*, ouvert uniquement en formation initiale, bénéficie du soutien financier du Graduate Program Bézout.

La formation est ouverte à l'international en cohérence avec les priorités définies par l'établissement. Les collaborations à l'international du master sont très importantes. Dans les parcours *Maths-Info* et *SIA*, l'intégralité des enseignements est dispensée en anglais. Le parcours *SIA* fonctionne depuis 2021 en partenariat international avec ESPRIT School of Engineering, Tunis (Tunisie) et Hanoi University of civil Engineering (HUCE - NUCE, Vietnam). Le master propose également trois doubles diplômes : TH-Köln, Allemagne, ISCTE/IUL, Portugal, Université de Palerme, Italie. Cependant, malgré les opportunités offertes aux étudiants, la mobilité tant entrante que sortante ne concerne que très peu d'inscrits. Une communication et la mise en place d'un accompagnement spécifique seraient bénéfiques pour favoriser cette mobilité. Tous les étudiants passent la certification en langues de l'université Eiffel (CLUE). D'autres langues vivantes sont proposées en unités d'enseignement d'ouverture via le centre d'actions pédagogiques en langues (CAPLA) ou pour l'italien dans le cadre du double diplôme avec l'université de Palerme.

La formation bénéficie d'un très bon adossement à la recherche par l'intermédiaire du laboratoire de recherche Laboratoire d'informatique Gaspard-Monde (LIGM) auxquels appartiennent la majorité des enseignants-chercheurs (EC) de l'équipe pédagogique. Les EC assurent la majeure partie des enseignements (90 %). Un parcours (M2 *Maths-info*) est entièrement consacré à la recherche. Pour les autres parcours, la formation à la recherche est favorisée par des cours d'initiation à la recherche, en lien avec les laboratoires d'accueils. Le parcours *SIA* bénéficie de projets d'initiation à la recherche en collaboration avec l'Institut français des sciences et technologies des transports, de l'aménagement et des réseaux (IFSTTAR). Des projets orientés vers la recherche sont financés par le Graduate Program Bézout qui dispose d'une à deux bourses au mérite.

Cependant, malgré l'abondance de dispositifs, la majorité des étudiants s'oriente à la fin du master vers le milieu professionnel très attractif dans ce domaine.

La formation entretient des relations très importantes avec le monde social et économique par son ouverture à l'apprentissage en 2021, et par les stages obligatoires. Dans le cursus, cela représente un volume important de 28 semaines en moyenne (pour 23 crédits ECTS) d'expérience professionnelle. La formation fonctionne en majeure partie en apprentissage. Le suivi et l'accompagnement des étudiants sont bien organisés par un comité de pilotage de l'apprentissage et par un référent universitaire et des postes de professeurs associés (PAST) spécifiques. Les échanges avec les partenaires du monde professionnel sont bien formalisés dans l'objectif d'associer les professionnels à l'évolution de l'offre de formation. Cependant, la participation des intervenants professionnels est faible : 13 intervenants pour un volume horaire de 17 % du volume horaire total selon la maquette.

La formation met en œuvre les méthodes pédagogiques adaptées aux compétences visées, les objectifs sont clairement définis dans la maquette en lien avec les fiches du répertoire national des certifications professionnelles (RNCP). Un seul parcours (SSIO) utilise une approche par compétences, les autres fonctionnent selon une approche programme classique. La formation développe et diversifie ses pratiques pédagogiques en utilisant majoritairement une pédagogie par projets ainsi que des enseignements sous la forme de cours et de travaux pratiques. La formation s'implique et expérimente de nouvelles approches pédagogiques : classe inversée, quizz, travail en autonomie. Les cours se font en présentiel sauf situation exceptionnelle. En M1, un dispositif d'aide à la réussite est proposé aux étudiants en difficulté sous la forme de stages de perfectionnement. Les contenus et les dispositifs de la formation ne sont pas adaptés au public de la formation continue, même si la possibilité de validation des acquis de l'expérience (VAE) existe (une seule durant la période de référence). La formation dispose des moyens nécessaires pour lui permettre d'atteindre ses objectifs. L'équipe pédagogique est constituée par 32 permanents et 33 vacataires qui assurent un total de 3 097 h d'enseignement. La soutenabilité de la formation (gestion des heures) est assurée chaque année par un échange entre le responsable de formation et l'IGM,

Le suivi des flux des candidatures et des inscriptions permet de mesurer et d'améliorer l'attractivité de la formation auprès de ses différents publics. La communication est bien organisée, elle se fait de manière classique par les journées portes ouvertes, site web et présentation à destination des étudiants en troisième année de licence *Informatique* qui fournit la majorité de l'effectif. L'attractivité de la formation est excellente, si on en juge par le nombre très important de dossiers de candidatures en M1, mais on note que pour plusieurs parcours la capacité d'accueil maximale n'est pas atteinte. En M2 la filière *Maths-info* fonctionne avec un effectif très faible (trois à cinq étudiants), une ouverture à l'apprentissage pourrait être bénéfique pour ce cursus.

La formation suit et analyse la réussite de ses étudiants. Le taux de réussite est bon, il varie entre 80 et 89 % selon les parcours. Ceci résulte de l'attractivité de la formation qui est très sélective et de l'existence d'un dispositif d'accompagnement à l'entrée en M1 ainsi que d'une mise à niveau en M2 pour les étudiants venant de l'extérieur et d'un autre M1.

La formation analyse l'insertion professionnelle et la poursuite d'études de ses diplômés au regard de ses objectifs et du marché de l'emploi. Le taux d'insertion professionnelle est excellent (de 94 à 100 %). La majorité des diplômés rentre dans la vie active en CDI dans des emplois en cohérence avec la finalité de la formation. En dépit des liens forts avec la recherche, le taux de poursuites d'études notamment en doctorat est faible, il ne concerne que deux à quatre étudiants dans la période de référence.

La formation définit un processus permettant de la faire évoluer dans une démarche d'amélioration continue. Le conseil de perfectionnement (CP) se réunit une fois par an et est complété par des réunions régulières des responsables de formation. Il traite en détail les questions de fonctionnement du master en proposant des actions d'amélioration, mais il ne fait pas apparaître de bilan, à la suite par exemple des enquêtes réalisées auprès des étudiants. Le CP a travaillé à la mise en place d'un conseil de discipline à l'IGM et à un travail sur le rééquilibrage des effectifs dans les mentions.

Conclusion

Points forts

- Une formation de qualité bien organisée ;

- Des taux de réussite et d'insertion professionnelle très bons ;
- Un fort adossement à la recherche ;
- Des liens forts avec le milieu socioprofessionnel ;
- Une démarche d'amélioration continue bien structurée.

Points faibles

- Des processus d'enquêtes internes à améliorer ;
- Une mobilité entrante et sortante limitée.

Recommandations

- Consolider les enquêtes d'évaluation des enseignements auprès des cohortes d'étudiants.
- Développer l'ouverture à l'international en s'appuyant sur les relations, les partenariats et les collaborations du master.

MASTER MATHÉMATIQUES ET APPLICATIONS

Établissements

Université Gustave Eiffel ; Université Paris-Est Créteil

Présentation de la formation

Le master *Mathématiques et applications* de l'université Gustave Eiffel, co-accrédité avec l'université Paris-Est Créteil (UPEC), est porté par l'unité de formation et de recherche (UFR) Mathématiques. Cette formation comprend quatre parcours diplômants : *Analyse et applications*, *Mathématiques de la finance et des données*, *Mathématiques et Informatique*, *Probabilités et Statistiques des nouvelles données*. Ses enseignements sont dispensés sur le campus de Marne-la-Vallée. La formation compte 72 étudiants en 2022-2023. L'équipe pédagogique compte 15 membres. La formation compte en moyenne 900 heures étudiant par parcours en 2022-2023.

L'absence fréquente de données chiffrées et d'analyse des données a rendu l'évaluation de la formation délicate.

Analyse globale

Le master *Mathématiques et applications* est une formation pluridisciplinaire qui s'inscrit dans les priorités thématiques de l'université Gustave Eiffel et est en cohérence avec ses partenaires régionaux. Par ailleurs, elle bénéficie d'un adossement à la recherche d'un très bon niveau. Cependant la formation n'analyse pas suffisamment ses résultats. De plus, elle ne montre pas assez clairement si elle dispose de tous les moyens nécessaires pour lui permettre d'atteindre ses objectifs, et son analyse de l'insertion professionnelle et de la poursuite d'études de ses diplômés est insuffisante.

En s'inscrivant dans les priorités thématiques de l'établissement et en cohérence avec ses partenaires régionaux, cette formation pluridisciplinaire est en excellente adéquation avec la stratégie formation de l'université Gustave Eiffel. Dans cette formation pluridisciplinaire, à cheval entre mathématiques, statistique et informatique, les étudiants bénéficient notamment d'une très bonne formation en modélisation mathématique qui trouve particulièrement sa place dans le projet I-SITE FUTURE de l'établissement autour de la ville et des territoires durables. Par ailleurs la formation est mutualisée avec le parcours *Mathématiques-Informatique* du master *Informatique* de l'Institut Gaspard-Monge et elle constitue un débouché naturel de la licence *Mathématiques* de l'université Gustave Eiffel. En outre, la formation est mutualisée en partie avec le master *Actuariat* et elle possède des aspects professionnalisants dans son parcours *Mathématiques de la finance et des données* en partenariat avec l'École nationale des ponts et chaussées.

La formation bénéficie d'un adossement à la recherche d'un très bon niveau. La formation est adossée au Laboratoire d'analyse et de mathématiques appliquées (LAMA) de très haut niveau et au *Graduate Program* Bézout. Elle permet chaque année à plusieurs étudiants diplômés de poursuivre en doctorat au sein du LAMA. L'équipe pédagogique constituée d'une quinzaine d'enseignants-chercheurs et chercheurs, principalement en mathématiques appliquées et en mathématiques pures, assure les 900 heures étudiant de la maquette.

La formation pourrait mieux contribuer à son évaluation en analysant ses résultats, notamment grâce à son conseil de perfectionnement. Le conseil de perfectionnement qui est constitué de l'équipe pédagogique et administrative, de membres extérieurs dont la qualité n'est pas mentionnée et d'un représentant étudiant, s'est réuni en juillet 2023 pour étudier notamment la maquette, la stratégie de la formation, par exemple pour essayer d'augmenter l'attractivité de la première année (M1) rendue difficile avec la concurrence des universités voisines de Paris intra-muros. Ce conseil pourrait analyser aussi les résultats de la promotion sortante. Le taux de réussite en M1 est faible (de 41 à 43 % selon les années), ce qui nécessite une analyse et la mise en place de mesures d'aide à la réussite.

La formation ne montre pas assez clairement si elle dispose des moyens nécessaires pour lui permettre d'atteindre ses objectifs. D'après les données quantitatives du dossier d'autoévaluation (DAE), deux enseignants non permanents intervenaient dans la formation en 2022-2023, mais aucun enseignant permanent n'y intervenait. Cette dernière donnée semble erronée et l'ensemble de ces données est incompatible avec les données de caractérisation. Par ailleurs, si des chercheurs étrangers invités avec le programme Bézout interviennent dans le master, aucun professeur invité n'est intervenu en 2022-2023. Il manque aussi des données dans le DAE sur le nombre d'heures équivalent travaux dirigés de la formation.

La formation n'analyse pas suffisamment l'insertion professionnelle et la poursuite d'études de ses diplômés au regard de ses objectifs et du marché de l'emploi. Plusieurs valeurs de données quantitatives du DAE, dont par exemple le nombre d'étudiants diplômés de l'année poursuivant leur cursus en année n+1 en niveau supérieur à l'université Gustave Eiffel, sont incompatibles entre elles. D'autres données, dont par exemple le nombre de diplômés répondant à l'enquête d'insertion, semblent aussi incohérentes avec les données de caractérisation. En outre le compte rendu du conseil de perfectionnement ne montre pas si ce dernier joue son rôle puisqu'il n'analyse pas les études d'insertion ou d'évaluation des enseignements dont il peut disposer pour assurer l'amélioration de la formation et son suivi. La formation renvoie simplement à l'Observatoire des formations et des insertions professionnelles, évaluations (OFIPE) pour l'analyse de l'insertion professionnelle.

Enfin, aucune évaluation des enseignements et de la formation n'est effectuée par les étudiants. La formation précise que les questionnaires sont en train d'être mis en place, mais sans préciser le cadre et la temporalité.

Conclusion

Points forts

- Une formation pluridisciplinaire en excellente adéquation avec la stratégie formation de l'université Gustave Eiffel ;
- Une formation bénéficiant d'un adossement à la recherche d'un très haut niveau.

Points faibles

- Un faible taux de réussite en M1 et une absence d'analyse de la réussite des étudiants ;
- Une absence de suivi et d'analyse de l'insertion professionnelle et de la poursuite d'études des diplômés ;
- Un manque d'informations concernant l'évaluation des enseignements par les étudiants.
- Un manque d'informations au sujet des moyens dont dispose la formation pour atteindre ses objectifs.

Recommandations

- Améliorer l'analyse du taux de réussite de la formation.
- Améliorer l'analyse de l'insertion professionnelle et de la poursuite d'études des diplômés de la formation.
- Mettre en place et analyser l'évaluation des enseignements par les étudiants.
- Mettre en évidence les moyens nécessaires dont la formation dispose pour atteindre ses objectifs.

La formation est en point d'attention pour les motifs suivants :

- Une qualité insuffisante de la réussite en M1 et une absence de suivi et d'analyse ;

- Une absence de suivi et d'analyse de l'insertion professionnelle ;
- Une absence d'évaluation des enseignements par les étudiants.

MASTER MÉCANIQUE

Établissements

Université Gustave Eiffel ; Université Paris-Est Créteil

Présentation de la formation

Le master *Mécanique* de l'université Gustave Eiffel, co-accrédité avec l'université Paris-Est Créteil (UPEC), est porté par l'Institut francilien de sciences appliquées (IFSA). Cette formation comprend deux parcours diplômants : *Modélisation et simulation en mécanique des fluides et transferts thermiques (MFT)*, *Modélisation et simulation en mécanique des solides (MS2)*. Ses enseignements sont dispensés sur les campus de Champs-sur-Marne et de Créteil. La formation compte 59 étudiants en 2022-2023 et 20 enseignants permanents.

Analyse globale

Le master *Mécanique* est en cohérence avec la stratégie de l'établissement. La formation bénéficie d'un excellent adossement à la recherche grâce à son interaction avec un laboratoire qui fournit la majeure partie des intervenants en enseignement. Le master entretient des liens importants avec le milieu professionnel sous la forme de partenariats industriels cependant non formalisés. L'ouverture à l'international demande à être développée ainsi que la démarche d'une approche pédagogique par blocs de compétences. L'attractivité de la formation dépend fortement du recrutement extérieur, notamment en deuxième année (M2) ; le lien avec les licences de l'établissement est à améliorer.

La formation bénéficie d'un excellent adossement à la recherche par l'intermédiaire du laboratoire Modélisation et simulation multi-échelle (MSME) auquel elle est liée. La majeure partie des enseignants-chercheurs, qui assurent 76 % des heures d'enseignement, sont membres de deux équipes de ce laboratoire : Transferts de chaleur et de matière à l'université Gustave Eiffel et Biomécanique à l'UPEC. Le nombre d'heures spécifiquement consacrées à la recherche (en dehors des projets faits pour moitié dans le laboratoire de rattachement) sous la forme de séminaires et de méthodologie de la recherche est conséquent (60 h). Un enseignement est dispensé sur l'intégrité scientifique et la déontologie.

La formation entretient des relations importantes avec le monde social, économique et culturel, et intègre des éléments de professionnalisation. Les partenariats industriels sont nombreux (EDF, Airbus, Safran, Stellantis, Altair, SYCSIM, CADLM, CEA), mais ils ne sont pas formalisés. Par ailleurs, la part d'intervention des professionnels en volume d'enseignements apparaît faible et mériterait d'être augmentée : 12 intervenants pour 55 h, soit 12 % du volume total. En dehors du stage, la formation inclut des unités d'enseignement (UE) de préparation des étudiants à la professionnalisation. La formation ouvrira en alternance en M2 en 2024. La formation est ouverte aux publics de la formation continue, ce qui a concerné durant la période de référence seulement deux étudiants. Elle ne propose pas de dispositif d'adaptation pour ce public.

La formation suit et analyse la réussite de ses étudiants. Selon le compte rendu du conseil de perfectionnement, les taux de réussite sont variables et en baisse de 97 % à 75 % en première année (M1) et de 83 % à 67 % en M2. Cette tendance à la baisse est interprétée comme étant liée à une modification du processus d'évaluation ; elle est sans doute également liée aux difficultés de recrutement de la formation. En M2, une partie des redoublements résultent de la difficulté des étudiants à trouver un stage, ce qui pose question sur la mise en place de l'alternance en M2. Un aménagement, permettant de suivre le master en trois ans, est aussi proposé aux étudiants, avec peu de succès. Le dossier d'autoévaluation (DAE) n'évoque pas l'existence d'un dispositif d'aide à la réussite qu'il serait pourtant intéressant de mettre en place.

La formation analyse l'insertion professionnelle et la poursuite d'études de ses diplômés au regard de ses objectifs et du marché de l'emploi. D'après l'enquête menée par l'Observatoire des formations et des insertions professionnelles, évaluations (OFIPE), le taux d'insertion professionnelle des diplômés à trois mois du parcours MFT est de 50 %, soit inférieur à la moyenne pour l'ensemble des diplômés de master de l'établissement (66 %).

Le parcours MFT possède un taux de poursuite d'études élevé (60 %), et 44 % de ces poursuites se font en doctorat ce qui est en accord avec les objectifs de la formation. Pour la même période, on observe en MFT un nombre important de diplômés qui poursuivent leur formation dans un autre master. Les informations manquent concernant le parcours MS2.

La formation définit un processus d'évaluation interne permettant de la faire évoluer dans une démarche d'amélioration continue. Le conseil de perfectionnement (CP) suit et analyse les statistiques de la formation au cours des années et contribue à l'évolution de la formation en regard des formations de licence et du devenir des étudiants. Le CP assure le lien, concernant les besoins métiers et l'évolution des enseignements, avec le milieu socio-professionnel.

L'ouverture à l'international de la formation est peu développée. La mobilité entrante concerne le recrutement en majorité d'étudiants provenant de cursus universitaires étrangers. La mobilité sortante est inexistante (un seul étudiant) malgré des accords Erasmus+ avec deux universités italiennes (Rome III et Pilsen), ce qui est lié à un manque de communication et d'information auprès des étudiants, par exemple sur la possibilité de faire un stage à l'étranger. Les contenus et les dispositifs de la formation sont peu adaptés à l'international. Ils sont limités à des cours d'anglais dont le volume correspond à 20 h par an, ce qui est le strict minimum et mériterait d'être augmenté notamment en vue de la préparation au TOEIC. À ce niveau d'études, la mise en place de cours dispensés en anglais serait bénéfique pour le devenir des étudiants, d'autant plus que selon le DAE le recrutement comporte un nombre important d'étudiants pour lesquels l'utilisation et la compréhension de l'anglais sont difficiles. Par son mode de fonctionnement et son recrutement, la formation n'encourage pas la mobilité étudiante.

La formation met en œuvre les méthodes pédagogiques adaptées aux compétences visées. Le master est organisé en unités d'enseignement répondant à des compétences résultant de la fiche du répertoire national des certifications professionnelles (RNCP). Dans la perspective de l'ouverture de l'apprentissage, une réflexion sur l'organisation de la formation en blocs de compétences et sur la mise en place d'un portfolio est en cours.

La formation mesure son attractivité en suivant et en analysant l'évolution des candidatures et des inscriptions de ses différents types de publics. Le DAE ne comporte pas d'informations sur la communication du master. Les candidatures en M1 sont stables sur la période (500 dossiers). Cependant, en dépit d'un nombre important de candidatures, les effectifs du master sont en légère baisse et la formation n'arrive pas à atteindre sa capacité maximale. Dans le DAE, l'analyse fait état de difficultés de recrutement liées à la baisse importante du flux d'étudiants en provenance des licences de l'université Gustave Eiffel et de la dépendance au recrutement extérieur en provenance de l'étranger (Algérie, Maroc) qui est aléatoire. Afin de tenter de remédier à cette situation, une ouverture à l'apprentissage du master est prévue en 2024.

Conclusion

Points forts

- Un excellent adossement à la recherche ;
- Des liens nombreux avec le milieu socio-professionnel ;
- Une bonne organisation du suivi des étudiants et du processus d'évaluation interne.

Points faibles

- Une attractivité de la formation fragile du fait de la forte dépendance au recrutement extérieur et d'un lien insuffisant avec les licences de l'université Gustave Eiffel ;
- Un enseignement de langue étrangère limité ;
- Une démarche par compétences non déployée.

Recommandations

- Réfléchir au positionnement du master dans l'offre de formation de l'université Gustave Eiffel afin d'améliorer son attractivité.
- Développer l'enseignement de langue étrangère ou en langue étrangère.
- Mettre en place une démarche d'enseignement par blocs de compétences.

MASTER QUALITÉ, HYGIÈNE, SÉCURITÉ

Établissement

Université Gustave Eiffel

Présentation de la formation

Le master *Qualité, hygiène, sécurité* de l'université Gustave Eiffel est porté par l'Institut francilien d'ingénierie des services (IFIS). Cette formation comprend deux parcours diplômants : *Qualité sécurité environnement (QSE)*, *Qualité sécurité informatique (QSI)*. Ses enseignements sont dispensés sur le campus Serris. La formation compte 119 étudiants en 2022-2023 et trois enseignants permanents.

Quelques imprécisions et incohérences dans les données du dossier d'autoévaluation (DAE) rendent l'analyse parfois complexe.

Analyse globale

Le master *Qualité, Hygiène, Sécurité* a une place cohérente dans l'offre de formation de l'université Gustave Eiffel. Dispensé totalement en alternance, il se caractérise par une insertion professionnelle de qualité qui s'appuie sur un réseau actif de partenaires socio-économiques. Le processus d'amélioration continue met en œuvre une évaluation par les étudiants, une interaction forte avec les maîtres de stage et un conseil de perfectionnement, mais s'appuie peu sur les outils institutionnels de l'établissement. Si l'attractivité et le taux de diplomation sont relativement satisfaisants, l'ouverture internationale est inexistante, mais fait partie des évolutions envisagées par l'équipe pédagogique.

Organisée en alternance, la formation intègre de nombreux éléments de professionnalisation qui conduisent les diplômés à une excellente insertion professionnelle. Le master *Qualité, hygiène, sécurité* s'appuie sur un réseau de professionnels qui participent à l'accueil des apprenants et soutiennent fortement l'équipe pédagogique. En effet, 45 des membres sur une cinquantaine sont des professionnels, qui assurent la majorité des heures enseignées. La formation a développé un partenariat important avec l'association France qualité. Les entreprises sont associées au recueil des preuves de compétences, lesquelles sont identifiées dans la maquette et répertoriées par l'intermédiaire de la plateforme STUDEA du centre de formation d'apprentis (CFA) Descartes. Avec cet ancrage fort, 95 % des diplômés sont insérés quelques mois après la diplomation, dans le secteur correspondant à la formation. Les éléments du dossier ne permettent toutefois pas une analyse plus fine de l'insertion professionnelle par parcours, en termes d'implantation géographique ou en lien avec l'entreprise d'accueil de l'alternant.

La formation met en œuvre un pilotage performant dans le cadre d'un processus d'amélioration continue, mais insuffisamment relié à la stratégie de l'établissement. Le pilotage s'appuie sur des évaluations systématiques des enseignements par les étudiants et sur un conseil de perfectionnement annuel. Au travers d'un comité de pilotage (COPIL) annuel, les professionnels contribuent au pilotage de la formation. Si la participation des étudiants et des professionnels au conseil de perfectionnement est conforme à la réglementation, l'apport original du COPIL pourrait être valorisé. Néanmoins, si le compte rendu du conseil de perfectionnement identifie des perspectives d'amélioration continue, leur mise en œuvre ne fait pas mention des opportunités institutionnelles potentielles. Par exemple, le développement de l'internationalisation envisagé par l'équipe pédagogique (axe stratégique de l'établissement) n'indique pas de pistes concrètes : appui sur l'alliance européenne PIONEER à laquelle participe l'université Gustave Eiffel, ou sur le réseau international de l'association France qualité, partenaire important de la formation. Enfin, la formation estime ne pas disposer des outils nécessaires à l'évaluation de sa soutenabilité financière.

Le master *Qualité, hygiène, sécurité* met en œuvre des méthodes pédagogiques classiques adaptées à sa finalité professionnalisante, mais déploie un effort louable d'adossement à la recherche. Proposée seulement en alternance ou en validation des acquis de l'expérience (VAE), la formation est organisée sur un rythme

hebdomadaire d'alternance cours/entreprise. Les méthodes pédagogiques d'enseignement et d'évaluation sont classiques, mais s'ouvrent à des approches plus innovantes (jeux sérieux, projet tutoré mené en collaboration avec l'incubateur «la Forge 3.0»). De façon notable pour une formation à visée d'insertion professionnelle immédiate, la formation s'appuie sur un apport de la recherche adapté à sa finalité, avec la rédaction d'un mémoire de recherche (deux crédits ECTS) publié dans une Revue de la qualité et de l'excellence managériale, la participation des étudiants au prix de France qualité (avec succès) et l'organisation d'un séminaire de recherche facultatif. Néanmoins, l'équipe pédagogique (une cinquantaine d'intervenants) ne compte que six enseignants-chercheurs (EC) qui assurent une part très faible du volume horaire de la formation (77 heures d'enseignement sur 840 heures), ce qui limite la portée de cet adossement et fragilise sa cohérence et sa pérennité. Enfin, cette structuration limite l'évolution des contenus pédagogiques pour suivre les évolutions technologiques et sociétales (utilisation de l'Intelligence artificielle par exemple).

Bien qu'identifiée comme perspective d'amélioration, l'ouverture internationale de la formation reste insuffisante pour un niveau master. Aucune mobilité étudiante, ni entrante ni sortante, n'a été constatée dans la période de référence, probablement en lien avec le régime d'alternance de la formation. L'enseignement de l'anglais n'est pas identifié dans la maquette, bien que 126 heures d'enseignement soient indiquées dans le dossier (ce qui semble refléter une erreur de saisie). Enfin, même si une certification TOIEC est proposée en fin de parcours, aucun étudiant n'a été certifié et le niveau cible, s'il existe, n'est pas indiqué. Pourtant, le réseau d'entreprises sur lequel est basé le master, le partenariat avec France qualité (qui dispose d'un réseau international) et les opportunités offertes par l'alliance PIONEER à laquelle participe l'établissement devraient permettre d'envisager de futures actions concrètes.

Bien que conduisant à une insertion professionnelle excellente, l'attractivité de la formation et son taux de réussite pourraient être améliorés. La formation bénéficie d'un fort taux de candidatures (1 000 candidats pour 90 places en première année), mais l'attractivité ne peut pas seulement s'apprécier d'après le nombre de dossiers déposés sur la plateforme MonMaster. En effet, le nombre de candidats inscrits après sélection ne permet pas le remplissage des capacités d'accueil, dans aucun des deux parcours (*Qualité sécurité environnement* 43/60, *Qualité des systèmes d'information* 15/30). Cette tendance est relativement peu analysée par l'équipe pédagogique, par exemple au regard de la provenance géographique des étudiants, de la diversité des profils des admis. La présentation de la maquette ne permet pas à un candidat d'apprécier pleinement la distinction entre les parcours. Si le taux de réussite est satisfaisant (90 % pour chacune des deux années), il reste perfectible pour une formation sélective et en alternance. Une réflexion globale pourrait être menée afin d'identifier les raisons des échecs individuels et en tirer des perspectives d'amélioration générale de la formation. L'équipe pédagogique est encouragée à s'appuyer sur les outils de communications institutionnels pour élargir sa base de recrutement, à améliorer l'information des candidats sur la réalité des perspectives offertes par cette formation, qui répond à un besoin sociétal fort et stratégique et à mettre en œuvre une éventuelle adaptation de la formation à ces enjeux.

Conclusion

Points forts

- Un excellent taux d'insertion professionnelle ;
- Un pilotage performant.

Points faibles

- Une équipe pédagogique composée de trop peu d'enseignants-chercheurs, assurant un volume horaire trop faible ;
- Une faible ouverture internationale.

Recommandations

- Augmenter la part d'enseignants-chercheurs dans la formation et le volume horaire enseigné.

- S'appuyer sur les outils institutionnels pour mettre en œuvre les objectifs identifiés par le conseil de perfectionnement, par exemple en matière d'ambition internationale.

La formation est en point d'attention pour le motif suivant :

- Une qualité insuffisante de l'adossement à la recherche (participation des enseignants-chercheurs à la formation).

MASTER RISQUES ET ENVIRONNEMENT

Établissement

Université Gustave Eiffel

Présentation de la formation

Le master *Risques et environnement* de l'université Gustave Eiffel est porté par l'Institut francilien des sciences appliquées (IFSA). Cette formation comprend deux parcours diplômants : *Environnement et géomatériaux*, *Géorisques*. Ses enseignements sont dispensés sur le campus de Champs-sur-Marne. La formation compte 51 étudiants en 2022-2023 et 15 enseignants permanents.

Analyse globale

Le master *Risques et environnement* a une place cohérente dans l'offre de formation de l'université Gustave Eiffel et s'inscrit dans la thématique générale de la ville durable portée par l'établissement. Structuré avec un tronc commun en première année (M1) ouvrant sur deux parcours en deuxième année (M2) *Environnement et matériaux* et *Géorisques*, il se positionne dans la formation initiale d'experts en gestion des déchets et en dépollution. Il s'appuie sur une pédagogie classique, mais très ouverte aux méthodes de la recherche, portée par une équipe pédagogique cohérente et très investie dans le pilotage et l'amélioration continue. Cependant, la formation n'a pas encore pleinement engagé la démarche d'identification des compétences associées au diplôme, une faiblesse qui affecte sa qualité. En effet, malgré un taux d'insertion professionnelle satisfaisant, les diplômés rapportent une adéquation imparfaite de leur emploi à leur formation. Les perspectives d'ouverture de la formation à l'alternance en sont également retardées. L'ouverture internationale reste par ailleurs très faible, ce qui peut surprendre pour une formation de niveau master positionnée en réponse à une problématique mondiale.

La formation est portée par une équipe pédagogique investie et cohérente, appuyant son pilotage sur un processus d'évaluation interne structuré. L'équipe pédagogique comporte 29 personnes, dont une moitié d'enseignants-chercheurs et est complétée par des professionnels. La formation a mis en place une procédure d'évaluation interne des enseignements. L'équipe pédagogique s'appuie sur un conseil de perfectionnement dont les propositions sont effectivement mises en œuvre (par exemple, création d'un portfolio de prérequis pour améliorer l'intégration des étudiants néo-entrants).

L'organisation de la formation et les méthodes pédagogiques favorisent la réussite étudiante et la diversification des débouchés, en s'appuyant sur la recherche. Après un tronc commun largement pluridisciplinaire en M1, le master *Risques et environnement* propose deux parcours en M2, dont la finalité n'entre pas en concurrence avec les autres masters de même mention en Île-de-France. La formation met en œuvre des approches pédagogiques classiques, mais s'attache en parallèle à développer les compétences transversales de ses étudiants : travail collaboratif avec un projet de construction de pages Wikipédia, accompagnement à l'insertion professionnelle avec le service d'information, d'orientation et d'insertion professionnelle (SIO/IP) de l'université. La formation s'appuie autant que possible sur la formation par la recherche, avec des travaux pratiques enseignés en laboratoire, une sensibilisation à l'intégrité scientifique (présence d'un référent établissement dont le rôle exact dans la formation n'est toutefois pas précisé), et avec une formation à la recherche documentaire par la bibliothèque universitaire (Zotero). Ainsi, la réussite étudiante est quasiment de 100 % et selon les parcours, 25 à 30 % des étudiants poursuivent en doctorat.

Bien que ne disposant pas de partenaires socio-économiques bien identifiés, la formation accompagne efficacement l'insertion professionnelle de ses étudiants. Le taux d'insertion professionnelle est excellent, avec environ 75 % des diplômés en emploi dès leur diplomation. Bien que ne souhaitant pas formaliser de partenariat avec des acteurs socio-économiques, la formation met en place différents outils d'accompagnement à l'insertion professionnelle : intervention du service d'orientation et d'insertion professionnelle de l'établissement dans la formation, visite d'entreprises favorisant le réseautage professionnel, stages lors des deux années du

parcours (représentant trois crédits ECTS en M1 et 30 crédits ECTS en M2). Les étudiants sont encouragés à s'emparer des outils institutionnels proposés par l'établissement (Career center) et la création d'une association étudiante est envisagée. L'équipe pédagogique envisage un développement de l'alternance.

Malgré ces atouts, le master *Risques et environnement* n'est pas encore engagé dans l'identification des compétences associées à la formation. Malgré un taux d'insertion professionnelle satisfaisant, 10 à 15 % des étudiants reprennent leurs études au niveau master (essentiellement pour le parcours *Environnement et géomatériaux*). Tout en respectant la liberté individuelle des diplômés, cet indicateur traduit une certaine inadéquation de la formation aux attentes des étudiants. Par ailleurs, l'étude d'insertion professionnelle indique que la perception de l'adéquation emploi - formation n'est pas optimale. Parmi les répondants, seulement 18 % des diplômés estiment en effet que leur emploi correspond aux compétences acquises et 50 % trouvent que leur emploi ne correspond pas à leur formation. Par ailleurs, les quelques échecs à la formation correspondent à des abandons. La formation est donc encouragée à travailler sur l'identification des compétences délivrées et la mise en place d'un portfolio valorisant les acquis transversaux et l'expérience du stage. Enfin, la finalisation de cette démarche pourrait soutenir l'ouverture de la formation à l'alternance envisagée par l'équipe pédagogique.

L'ouverture internationale est présente, mais pourrait être développée avec une participation aux *Graduate Schools* de l'établissement. La part d'enseignement de l'anglais dans la formation est significative (12 crédits ECTS), mais les enseignements dispensés en anglais restent rares. Une seule étudiante en mobilité internationale a été accueillie, mais 24 étudiants internationaux sont inscrits dans la mention en 2022-2023. La formation bénéficie pour soutenir la pratique de l'anglais de séminaires dispensés par des professeurs invités dans le laboratoire Géomatériaux et environnement auquel la formation est adossée. Néanmoins, la mobilité sortante est quasiment inexistante (quelques stages sont toutefois effectués à l'étranger) et aucun étudiant n'est certifié en langue, malgré la proposition de certification faite par l'établissement. Du point de vue stratégique, des discussions semblent avoir été engagées pour une participation du master aux *Graduate Schools* de l'université, mais sans suite concrète pour l'instant. Il serait sans doute souhaitable, pour cette formation de niveau master, ouverte sur des perspectives de recherche et positionnée dans une thématique (dépollution et gestion des déchets) sensible au niveau mondial, de s'ouvrir plus à l'international, en s'appuyant par exemple sur l'alliance PIONEER ou en participant de façon plus active à la mise en place des Graduate Programs.

Conclusion

Points forts

- Un pilotage réel visant à une amélioration continue de la formation ;
- Une formation solide adossée à la recherche ;
- Un taux de réussite excellent et un très bon taux d'insertion professionnelle.

Points faibles

- Un retard dans la mise en œuvre de la démarche d'approche par compétences ;
- Une ouverture à l'international encore modeste.

Recommandations

- S'engager dans la démarche d'identification des compétences associées au diplôme pour soutenir l'attractivité, la réussite des étudiants et leur employabilité ;
- Améliorer l'ouverture à l'international de la formation.

MASTER SCIENCES ET GÉNIE DES MATÉRIAUX

Établissements

Université Paris-Est Créteil ; École nationale des ponts et chaussées ; Université Gustave Eiffel

Présentation de la formation

Le master *Sciences et génie des matériaux* de l'université Paris-Est Créteil (UPEC), co-accrédité avec l'École nationale des ponts et chaussées (ENPC) et l'université Gustave Eiffel (UGE), est une formation comprenant deux parcours : *Matériaux avancés et nanomatériaux*, commun en première année (M1), ouvert en formation initiale classique et en alternance en deuxième année (M2) ; *Science des matériaux pour la construction durable*, ouvert uniquement en M2. La formation est portée par l'unité de formation et de recherche (UFR) Sciences et technologie et contient 669 heures étudiant. Elle compte 43 étudiants et 27 enseignants permanents en 2022-2023.

Analyse globale

Le master *Sciences et génie des matériaux* s'inscrit pleinement dans l'axe stratégique « Numérique, sciences et pratiques », mais aussi dans l'axe « Santé, société, environnement » de l'UPEC, dans la mesure où il aborde de nombreux aspects liés aux matériaux durables. Par nature, cette mention propose une large pluridisciplinarité, qui est un des objectifs de la politique de formation de l'établissement, grâce à un large spectre de disciplines enseignées telles que la physique, la chimie ou encore la mécanique. La mutualisation d'enseignements avec le master *Chimie* en est une très bonne illustration. Cette formation s'inscrit dans la continuité de plusieurs licences de l'établissement et jouit d'un très bon adossement à la recherche, constituant une base solide pour une poursuite d'études des diplômés en doctorat. Cependant, le manque de données exploitables concernant le suivi des diplômés ne permet pas au conseil de perfectionnement existant et opérant d'évaluer l'insertion des diplômés dans le monde professionnel ou académique via la préparation d'un doctorat. Plus spécifiquement, le parcours *Science des matériaux pour la construction durable* est très peu mentionné dans le dossier d'autoévaluation. L'ouverture à l'international est encore balbutiante, mais elle devrait se renforcer grâce à des accords en cours de formalisation.

L'adossement à la recherche est excellent, grâce notamment à l'appui de nombreux laboratoires reconnus et présents dans les établissements co-accrédités. 50 heures d'enseignement sont dévolues aux problématiques et aux méthodes de la recherche, notamment sous la forme de projets bien identifiés dans la maquette du M1 du parcours *Matériaux avancés et nanomatériaux*, ce qui est tout à fait pertinent. Cependant, en l'absence de la maquette du parcours *Science des matériaux pour la construction durable*, il est impossible de déterminer si de tels enseignements sont prévus dans ce parcours qui recrute exclusivement en M2. L'équipe pédagogique est quant à elle composée très majoritairement d'enseignants-chercheurs (31 sur 40 intervenants) issus des laboratoires des divers établissements co-accrédités, reflétant la pluridisciplinarité de la formation.

La professionnalisation est très bien abordée, notamment pour les étudiants en formation en alternance. L'ouverture du parcours *Matériaux avancés et nanomatériaux* à l'alternance est encore très récente et les effectifs très modestes (deux alternants en apprentissage par an au cours des deux dernières années), mais il n'en demeure pas moins que l'équipe pédagogique a su fournir les efforts nécessaires pour adapter le parcours à l'alternance dans son contenu et dans son organisation. Il serait profitable de faire dorénavant fructifier ces efforts en augmentant le flux d'alternants, en profitant du tissu industriel dense de la région et des contacts déjà noués, tout en veillant à garantir un flux conséquent et de bon niveau d'étudiants en formation initiale classique, qui pourraient se tourner vers des poursuites d'études en doctorat.

Le conseil de perfectionnement est correctement constitué et joue son rôle au sein du processus d'amélioration continue de la formation. Il inclut les responsables de parcours, des directeurs d'unités de recherche, des industriels et d'anciens étudiants travaillant dans l'industrie ou préparant un doctorat. Les problématiques, qu'elles soient liées à l'organisation (rendue délicate avec l'ouverture à l'alternance du parcours *Matériaux*

avancés et nanomatériaux), aux contenus pédagogiques ou encore aux résultats, sont abordées. Il faut toutefois veiller à la régularité des réunions du conseil de perfectionnement et fournir un effort supplémentaire pour collecter des données exploitables quant au suivi des diplômés, afin que le processus d'amélioration continue soit pleinement efficace.

Les enquêtes menées par l'établissement concernant le suivi des diplômés sont malheureusement peu exploitables. Seul le parcours *Matériaux avancés et nanomatériaux* présente les résultats de l'enquête menée par la Direction des études et de la vie universitaire, et le dossier d'autoévaluation présente de nouveau des lacunes pour le parcours *Science des matériaux pour la construction durable*. Ces résultats n'apportent donc aucune information concernant l'insertion professionnelle en termes de rapidité ou encore de qualité de celle-ci, ce qui prive le conseil de perfectionnement de sources essentielles au processus d'amélioration continue. En revanche, les enquêtes menées par l'équipe pédagogique concernant les enseignements et la formation sont régulières, avec environ 50 % de répondants si on ne considère que les inscrits dans le parcours *Matériaux avancés et nanomatériaux*, et bien exploitées par le conseil de perfectionnement. Il en ressort que les étudiants sont satisfaits de la formation, tout comme le sont les encadrants de stage en milieu académique ou industriel.

Un accord avec l'université de Sherbrooke (au Canada) permettant l'obtention d'un double diplôme, évoqué lors de la précédente évaluation, est désormais effectif, mais il n'est pas du tout exploité. Malgré cette possibilité intéressante de double diplôme, seules deux mobilités entrantes sont indiquées pour les promotions 2020-2021 et 2021-2022. Pour autant, les enseignements d'anglais et les supports de cours, pour la plupart en anglais, offrent des ouvertures possibles à l'international. L'équipe pédagogique en est consciente et compte accentuer ses efforts pour renforcer ses liens avec les universités canadiennes. La mise à profit des liens qu'entretiennent les enseignants-chercheurs avec les établissements à l'étranger dans le cadre de leurs recherches pourrait également être envisagée pour accroître la visibilité de la formation à l'étranger et favoriser les mobilités entrantes et sortantes, par exemple en mettant en place des enseignements obligatoires dispensés par des professeurs invités.

Les effectifs du parcours *Matériaux avancés et nanomatériaux* présentent une évolution à la baisse préoccupante en M2. Si les effectifs de ce parcours sont relativement stables (27 étudiants en 2020-2021, 21 en 2021-2022 et 24 en 2022-2023), la chute est sensible en M2. Il n'y a plus que 9 inscrits en 2022-2023, ce qui indique que le faible flux en provenance du M1 n'est pas compensé par des recrutements externes en M2 et questionne l'aptitude du M1 à alimenter le M2, malgré une réelle attractivité au vu du nombre de candidats néo-entrants en M1 (264 candidats en 2022-2023). Une meilleure ouverture à l'international et un renforcement des liens avec l'université de Sherbrooke pourraient contribuer à remédier à cette difficulté. En revanche, la sélection en M2 est très efficace en accroissant les taux de réussite, qui sont passés de 54 % en 2020-2021 pour 13 inscrits à 86 % en 2021-2022 pour 21 inscrits et à 100 % en 2022-2023 pour 9 inscrits. Le parcours *Science des matériaux pour la construction durable* présente quant à lui des effectifs stables (autour de 10 étudiants) et affiche un taux de 100 % de réussite.

Conclusion

Points forts

- Un excellent adossement à la recherche avec une forte pluridisciplinarité ;
- Des outils de professionnalisation développés ;
- Un conseil de perfectionnement bien en place et opérant.

Points faibles

- Un suivi du devenir des étudiants très parcellaire et peu exploitable ;
- Une chute des effectifs en M2 dans le parcours *Matériaux avancés et nanomatériaux* ;
- Des outils de développement à l'international sous-exploités.

Recommandations

- Renforcer le suivi du devenir des diplômés.
- Mener une analyse autour des flux du parcours *Matériaux avancés et nanomatériaux* en M2.
- Développer le partenariat avec l'université de Sherbrooke.

Observations de l'établissement

Champs-sur-Marne, le 26 juin 2025

A l'attention de Madame la Présidente
du Haut Conseil de l'évaluation de la
recherche et de l'enseignement supérieur

Observations sur le rapport définitif d'évaluation des formations du 2nd cycle de l'Université Gustave Eiffel

Table des matières

1.	Observations Générales.....	2
2.	Observations par mention	3
2.1	Master Génie Industriel.....	3
2.2	Master Actuariat	4
2.3	Master Économie de l'entreprise et des marchés	5

1. Observations Générales

Madame la Présidente,

Je souhaite vous faire part, par la présente, de nos observations concernant les évaluations des formations de second cycle de l'Université Gustave Eiffel et en particulier le rapport global sur le second cycle. Tout d'abord nous souhaitons vous remercier des efforts fournis et des évaluations précieuses concernant notre offre de formation.

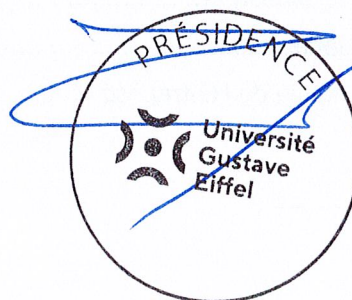
Votre rapport met notamment en avant la bonne qualité de nos formations, la qualité du lien formation-recherche, la professionnalisation forte et enfin le lien avec notre thématique de la ville durable. Ces éléments ont vocation à être pérennisés voire renforcés sur le prochain quinquennal. Nous partageons aussi votre analyse concernant l'internationalisation de nos formations qui reste à améliorer.

Par ailleurs votre rapport met en lumière des manques de coordination de la thématique phare de notre université ainsi qu'une répartition indiquée comme morcelée de l'offre de formation sur nos différentes composantes. Nous estimons cette vision erronée car cette diversité de point de vue disciplinaire et pluridisciplinaire de nos composantes de formation est une véritable richesse pour notre offre de formation. Nous sommes par ailleurs très vigilants à ce que nos différentes formations soient complémentaires entre elles et non concurrentielles. Nous souhaitons de plus que notre thématique phare soit partagée largement dans toutes nos disciplines et donc par toutes nos composantes de formation. Il nous semble d'ailleurs que ce n'est pas le facteur principal des éventuels déficits d'attractivité noté pour certaines de nos formations mais plutôt la concurrence avec l'offre de formation en Ile-de-France tant publique que privée.

Par ailleurs, vous trouverez ci-dessous les observations remontées par certaines de nos formations, que je souhaitais porter à votre connaissance.

Je vous prie de croire, Madame la Présidente, à l'assurance de mes respectueuses salutations.

Gilles ROUSSEL
Président de l'Université Gustave Eiffel



2. Observations par mention

2.1 Master Génie Industriel

Observations sur l'analyse globale de la formation

Qu'il s'agisse des contenus de formation ou des modalités originales de formation répondant à des publics différents, la formation de master Génie Industriel (GI) ne présente pas de redondance avec les filières de l'établissement composante de l'Ecole Supérieure d'Ingénieurs en Electrotechnique et en Electronique (ESIEE) de l'Université Gustave Eiffel. Il s'agit d'une complémentarité de l'offre de formation à la fois dans les contenus, les approches pédagogiques et le niveau de diplôme.

Dans le cadre du nouveau contrat, et grâce à l'arrivée de nouveaux collègues enseignant-chercheurs dans l'équipe pédagogique, il est envisagé de faire travailler les étudiants du master GI avec les étudiants du master mécanique sur des projets nécessitant des compétences de simulation numérique et de modélisation plus avancées et spécifiques.

Nous entendons l'absence d'enseignement du Développement Durable et Responsabilité Sociétale (DDRS) spécifique à laquelle nous remédierons dans la prochaine maquette. Si les aspects environnement étaient abordés au détour des projets, nous envisageons désormais - suite à la publication du rapport Jouzel-Abbadie - la mise en place un enseignement portant sur les matériaux utilisés dans la conception de produit notamment en matière de disponibilité, de gisement et d'exploitation. Ce cours sera préparé par une enseignante-chercheuse du laboratoire Géomatériaux et Environnement. Le séminaire DDRS développé dans le cadre de la Fête de la Science est bien obligatoire pour les étudiants du Master Génie industriel. Au-delà nous envisageons la mise en place d'un cycle de conférence DDRS au sein d'une unité d'enseignement « Urgences environnementales » construite par des intervenants chercheurs et enseignant-chercheurs dans le domaine de la mobilité, de l'énergie, du numérique et de l'eau et à l'interface entre applications et recherche. Il pourra y être abordé également la question du bilan carbone à l'échelle d'une organisation en s'appuyant sur l'expérience des enseignants chercheurs l'ayant réalisé pour leur laboratoire. Ces enseignements contribueront à renforcer l'adossement à la recherche de la formation, qui depuis 2023-24 bénéficie d'un enseignant-chercheur titulaire supplémentaire. Ce recrutement a été réalisé sur la base des besoins spécifiques en enseignement du master Génie Industriel pour renforcer son adossement à la recherche et l'équipe pédagogique en personnel titulaire.

Concernant l'absence de la prise en compte des dimensions sociales du travail, depuis 2024, un enseignement portant sur le droit du travail et celui des entreprises est dispensé sur l'ensemble du master par une avocate spécialisée en droit du travail.

A propos de la professionnalisation et de l'insertion des diplômés du master GI, ces derniers bénéficient au total de 51 semaines en entreprise sur les deux années de master GI (17 semaines de stage en M1 et 34 semaines d'apprentissage en M2).

Les effectifs d'étudiant·es sur la période étudiée sont effectivement en baisse et ce pour plusieurs raisons qui se combinent. La mise en place de la plateforme Mon Master a changé l'organisation des recrutements. Le master GI avait effectivement pour habitude de recevoir en entretien l'ensemble des candidat·es postulant·es. Depuis la mise en place de Mon Master, la forte augmentation des candidatures ainsi que le calendrier imposé a obligé l'équipe pédagogique à modifier le mode de recrutement et à travailler sur les dossiers sans contact direct avec les candidat·es. Enfin la forte demande des étudiant·es pour l'apprentissage a également influencé les nombres d'étudiant·es intéressé·es par le master. Cependant, les changements opérés en licence Sciences pour l'ingénieur (SPI) (augmentation des capacités d'accueil à l'entrée en L1 et changement dans le mode de communication) a contribué à changer les flux entrants dans le master GI. En effet, depuis 2024 les effectifs « montants » directement depuis la licence SPI vers le M1 GI ont fortement augmenté. Cette situation nous a conduit d'ailleurs à augmenter les capacités d'accueil en M1 en 2024 (35) alors que les candidatures Mon Master se maintiennent régulièrement au-delà de 500. Cette évolution constatée en licence et en M1,

liée à la réouverture de l'apprentissage, nous semble durable et démontre l'attractivité d'une formation professionnelle soutenue par nos partenaires industriels et dont le profil « technologique » de nos diplômés est prisé.

L'évaluation de la formation est faite par l'Observatoire des Formations et des Insertions Professionnelles, Evaluations (OFIPE) et transmise à la formation. Le conseil de perfectionnement pourrait à l'avenir mieux s'emparer de cette évaluation. L'évaluation des enseignements par les étudiants est à mettre en place et sera discuté lors du conseil de perfectionnement parallèlement au bilan sur l'évaluation de la formation.

Depuis sa création, la formation de master GI est majoritairement organisée autour d'un référentiel de compétences, bâti avec nos partenaires industriels lors des conseils de perfectionnement. Ce référentiel est d'ailleurs à la base de la majeure partie de l'évaluation du semestre académique du M2. Il est également à noter que les compétences mises en jeu sur l'ensemble du Master font l'objet d'une valorisation dans un portefeuille pour les diplômés de cette année et que son élaboration est encadrée par un enseignement proposé depuis 2023-24 en M1.

Pour ce qui concerne l'internationalisation, dispenser des enseignements en anglais ne nous paraît ni pertinent ni faisable. Nous souhaitons maintenir le volume d'heures d'anglais dispensées et nous envisageons que des stages de M1 puissent se dérouler à l'étranger si les étudiant·es en font la demande et si les conditions de suivi pédagogique sont réunies. Les apprentis passent désormais tous le TOEIC en M2 et nous envisageons de conditionner la diplomation au niveau B2 en anglais. En outre en 2022, nous avons diligenté une mission prospective de l'Institut Francilien de Sciences Appliquées (IFSA) à Valladolid en Espagne pour bâtir des liens avec son université dans des domaines connexes à notre formation. La personne diligentée a toutefois quitté la composante depuis et ce projet est resté suspendu.

2.2 Master Actuariat

Observations sur l'analyse globale de la formation

La direction de l'unité de formation et de recherche (UFR) de Mathématiques et les responsables du Master Actuariat remercient le comité HCERES pour son rapport. Cependant compte tenu de l'ensemble des points forts relevés par le comité, ils s'étonnent que l'avis provisoire du HCERES fut défavorable.

Le comité mentionne comme seul point faible *une qualité insuffisante de l'adossement à la recherche* en précisant que *la formation à et par la recherche est absente*.

Sur ce point, la direction de l'UFR de Mathématiques estime que le rapport d'autoévaluation n'a peut-être pas suffisamment mis en valeur cet adossement à *et par la recherche* pourtant très présent au sein du Master Actuariat, et ce sur les deux années et de multiples façons. Voici quelques points parfois mentionnés dans le Rapport d'auto-évaluation (RAE) et sur lesquels nous souhaiterions insister :

- Tout d'abord, au moins 80 % des enseignements sont dispensés par des enseignants-chercheurs de l'université Gustave Eiffel dont l'expertise relève des probabilités et des statistiques (Domaine 1, Référence 3, Case L29-L31 du RAE). Ces enseignants-chercheurs sont dans leur immense majorité reconnus internationalement dans leur domaine et la qualité en recherche académique de l'équipe pédagogique est indéniable (cela a d'ailleurs été relevé par le comité dans son rapport sur le Master Mathématiques et Applications de l'université Gustave Eiffel). Cette équipe est par ailleurs renforcée par des actuaires et il est à mentionner que parmi les enseignants-chercheurs de l'équipe pédagogique certains sont même actuaires.

- Le fait que la grande majorité des cours soit assurée par les enseignants-chercheurs spécialistes des probabilités et des statistiques a pour conséquence directe que les notions enseignées intègrent les dernières avancées dans les domaines concernés. On peut prendre l'exemple du cours de « séries temporelles » en M1 où les théorèmes limites enseignés sont basés sur des articles de recherche publiés il y a moins de 10 ans ou encore l'exemple du cours « Anonymisation et Confidentialité » de M2 qui est basé exclusivement sur des

articles récents de recherche, articles distribués aux étudiants et discutés en cours (Cases F27 et L27 du RAE). Nous souhaitons également mentionner que le cours de M2 du premier semestre intitulé « Statistique en grande dimension » est commun avec le M2 Mathématiques et Applications qui est à orientation recherche. De ce fait pour cette unité d'enseignement, il s'agit d'un cours avec une orientation recherche.

- Par ailleurs, un Hackaton est organisé à la fois en M1 et en M2 et amène les étudiants à travailler toute sur deux jours sur un sujet novateur. Les étudiants sont amenés non seulement à appréhender le sujet et mais aussi à proposer de nouvelles solutions. Cela relève d'une démarche scientifique qui s'intègre dans la formation à la recherche. Cela est renforcé par le fait qu'ils sont encadrés, lors de ce Hackaton, par des enseignants-chercheurs qui veillent à cette démarche scientifique en mettant l'accent sur la capacité d'analyse des étudiants.

Pour toutes les raisons susmentionnées, la direction de l'UFR de Mathématiques estime que *la formation à et par la recherche* est très présente au sein du Master Actuariat.

2.3 Master Économie de l'entreprise et des marchés

Observations sur l'analyse globale de la formation

Observation à l'avis de l'accréditation favorable avec la recommandation suivante: « Veiller à mettre en place une analyse de l'insertion professionnelle des diplômés. »

Le comité relève une contradiction entre les données issues des enquêtes de l'Observatoire des Formations et des Insertions Professionnelles, Evaluations (OFIPE), l'évaluation OFIPE sur l'insertion à 30 mois et celles issues des enquêtes internes que nous avons réalisées.

De fait, comme l'OFIPE ne réalise plus d'enquêtes à 30 mois depuis 3 ans, les données ne portent pas sur les mêmes périodes. Il convient d'utiliser la dernière enquête de l'OFIPE, portant sur les diplômés 2022 enquêtés en 2024 (à 18 mois). Sur 32 diplômés, 22 ont répondu à l'enquête. A 18 mois, 20 (sur 22) sont actifs dont 17 en emploi. Selon cette source, le taux d'activité est donc de 90,9 % (20/22) et le taux d'emploi de 77,3 % (17/22).

Ayant constaté que le taux de retour des enquêtes OFIPE est relativement faible, ce qui entraîne des taux d'insertion professionnelle peu représentatif du devenir réel de nos étudiant·es, nous avons mis en place, depuis trois ans, **une enquête interne annuelle, au mois de mai, sur le parcours de nos diplômé·es du master Data.**

Nous contactons directement l'ensemble de nos ancien·es étudiant·es par mail et leur fournissons un lien vers un questionnaire. Grâce à cette approche, le taux de retour est généralement plus élevé que celui de l'OFIPE, permettant de mieux refléter leur insertion professionnelle.

À titre d'exemple, l'enquête de mai 2024, a eu un taux de retour de 75% et les résultats suivants :

- 97% ont trouvé un emploi dans les 6 mois
- 80% des étudiants ont trouvé un emploi dans les 3 mois
- 48% des étudiants ont trouvé un emploi avant la fin de leur diplôme.
- 3 étudiants n'ont pas trouvé d'emploi
- Un salaire annuel moyen de 42k euros

L'enquête de mai 2023, a eu un taux de retour de 91% et les résultats suivants :

- 97% de taux d'insertion professionnelle pour la promo de 2021/2022
- 53% ont trouvé un emploi pendant le diplôme

- Un salaire annuel moyen d'embauche de 40K euros
- Un seul étudiant n'a pas trouvé d'emploi

Au total, les deux types de sources délivrent le message convergent d'une excellente insertion des étudiants issus du master Data Analyst, qui correspond bien à la représentation des équipes pédagogiques du master qui sont en contact permanent avec les entreprises qui accueillent nos étudiants en apprentissage.

Évaluation des universités et des écoles

Évaluation des unités de recherche

Évaluation des formations

Évaluation des organismes nationaux de recherche

Évaluation et accréditation internationales



19 rue Poissonnière
75002 Paris, France
+33 1 89 97 44 00

